

LOUIS AMIET

ESSAI SUR L'ORGANISATION

DU

CHAPITRE CATHÉDRALE DE CHARTRES

(DU XI^e AU XVIII^e SIÈCLE)

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Politiques et Économiques).

La Soutenance aura lieu le Mardi 13 Juin 1922, à 15 heures 30,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. PAUL FOURNIER.

Professeurs : MM. CHÉNON.
MEYNIAL.



CHARTRES
IMPRIMERIE FÉLIX LAINE
RUE RABUAN-DU-COUDRAY

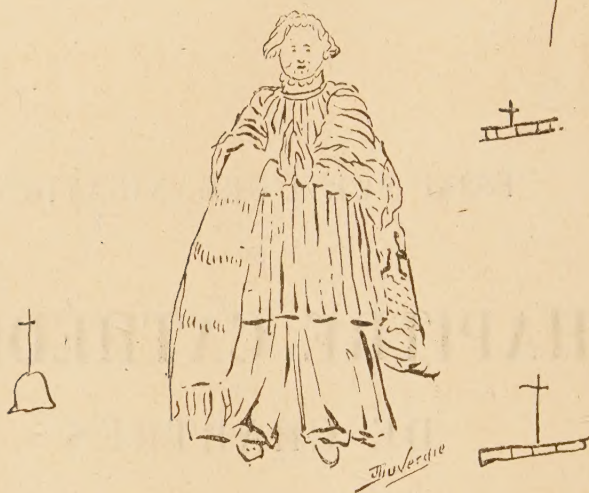
1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ESSAI SUR L'ORGANISATION
DU
CHAPITRE CATHÉDRALE
DE CHARTRES
(DU XI^e AU XVIII^e SIÈCLE)

Anno Domini M^o CC^o nonagesimo octavo die
sabati post festum



CHANOINE, REVÊTU DU SURPLIS A GRANDES MANCHES PENDUES,
PORTANT L'AUMUSSE SUR LE BRAS DROIT.

(Croquis de M. J. Duvergie, de Chartres, d'après
l'original, f^o 211 r^o du registre capitulaire des
années 1298 à 1313, ms. 1007-1 de la Biblioth^{que}
municipale de Chartres.)

L'inscription qui précède le dessin : « Anno Domini M^o CC^o nonagesimo octavo die sabati post festum », est tracée en écriture du xvi^e siècle. Le dessin est de la même plume; c'est donc à tort que M. de MÉLY l'attribue au xiii^e siècle (*Trésor de Chartres*, préface p. xxiii). Le renvoi au ms. 1008 indiqué par cet auteur est en outre inexact.

Les croix grossières, qui entourent le chanoine, figurent des tombes; le scribe a orné de ces emblèmes funéraires la dernière page d'une liste nécrologique de chanoines.

Sur l'histoire des habits de chœur des chanoines chartrains et notamment les célèbres discussions relatives au port de la robe rouge, lors des fêtes solennelles : v. Abbé RENARD, *Insignes canoniaux de l'ancien Chapitre Notre-Dame de Chartres*; *Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, t. X, pp. 92-110, et Archives départementales, notes du xvi^e siècle, liasse G, 355.

LOUIS AMIET

ESSAI SUR L'ORGANISATION

DU

CHAPITRE CATHÉDRALE DE CHARTRES

(DU XI^e AU XVIII^e SIÈCLE)

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Politiques et Économiques).

La Soutenance aura lieu le Mardi 13 Juin 1922, à 15 heures 30,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.



MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. PAUL FOURNIER.

Professeurs : MM. CHÉNON.
MEYNIAL.

✱

CHARTRES
IMPRIMERIE FÉLIX LAINÉ

RUE RABUAN-DU-COUDRAY

1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



A MESSIEURS
ÉDOUARD GOUSSELIN, AVOCAT
RAIMOND DEBARGUE, AVOUÉ
MES MAÎTRES ET MES AMIS

HOMMAGE RECONNAISSANT

PRÉFACE

« C'est une pensée d'une effroyable tristesse, s'écriait Renan, que le peu de traces que laissent après eux les hommes ; ceux-ci mêmes qui semblent jouer un rôle principal. » Combien cette remarque émue du célèbre historien apparaît vraie !

Pendant des siècles, il y eut à Chartres un Chapitre cathédral qui fut non seulement une autorité ecclésiastique, mais encore une puissance politique et économique. Nombreux, actifs, entreprenants, immensément riches, pourvus de privilèges et immunités, les membres de ce Corps jouissaient au moyen âge d'une influence considérable ; ils étaient partout, à la Cour, au Parlement, à Rome ou à Avignon ; de toutes les villes de France, leurs confrères les consultaient en cas de difficultés sur leurs droits et usages ; à Chartres, ils tenaient souvent à leur merci les seigneurs les plus haultains, les officiers et les magistrats les plus intransigeants. Ils traitaient avec les Évêques, les Comtes, les Rois ; ils étaient principaux au Corps de Ville. Il fallut les violences d'un Philippe le Bel, l'absolutisme d'un Louis XIV ou les désordres d'une Révolution pour porter atteinte au prestige de ce Chapitre vénérable.

De toute cette splendeur, qu'est-il resté ? Des archives, échappées par un heureux hasard aux vicissitudes des temps. Quel Chartrain connaît aujourd'hui ce que fut le « Sénat » de Notre-Dame ? Des intellectuels s'y intéressent superficiellement. Et c'est tout. Dans des salles froides comme des tombeaux, gisent les liasses de parchemins, les bulles aux sceaux de plomb, les titres royaux, les grosses d'arrêts, les registres, les terriers..., ces reliques du « Trésor de Notre-Dame. » Les visiteurs sont rares, les travailleurs encore plus !

L'histoire du Chapitre est à écrire. MM. L. et R. Merlet y ont fourni une généreuse contribution. M. Jusselin prépare actuellement un grand ouvrage sur la « Cathédrale ». Aura-t-il les loisirs de consacrer une étude complète à la célèbre « Compagnie » ? Nous le souhaitons.

Pour nous, malgré les sourires ironiques de notre entourage, nous avons cru qu'un essai, si imparfait fût-il, sur l'organisation du Chapitre, présenterait un intérêt véritable. Sans doute, nous n'avons

point la prétention d'apporter des révélations sensationnelles, qui bouleversent les conceptions historiques. Dans la limite de nos moyens, nous avons compulsé consciencieusement, tant aux Archives départementales qu'à la Bibliothèque de Chartres, un grand nombre de documents ; nous en avons tiré des indications utiles, dont nous faisons part au lecteur, au cours de cet ouvrage. Nous avons multiplié les références, afin d'éviter à d'autres les recherches qui nous ont été imposées. L'expérience nous a certes manqué. Notre entreprise était téméraire pour un débutant. Des oublis et des inexactitudes ont pu se glisser dans nos notes. Nous en présentons nos regrets et nos excuses.

Nous n'avons fait imprimer, sous forme de thèse, qu'une partie de notre travail. Il nous eût été agréable de publier une étude relative au cloître et à la justice spirituelle et temporelle du Chapitre. Mais nous ne pouvions songer à éditer une œuvre aussi étendue, qui a été reproduite seulement en quelques exemplaires.

Le sujet traité dans les pages qui suivent a du moins l'avantage de donner une idée précise de la structure et de la hiérarchie du « type » des Chapitres de France.



En terminant, il nous reste une agréable tâche, celle de remercier les personnes qui ont bien voulu nous faire bénéficier de leurs bons conseils ou faciliter nos recherches. Toute notre gratitude va d'abord à M. Maurice JUSSELIN, conservateur des Archives d'Eure-et-Loir, qui nous a ouvert ses liasses avec une complaisance inlassable et nous a prodigué les précieuses lumières de sa science et de son érudition. M. l'abbé Yves DELAPORTE, archiviste diocésain, a mis à notre disposition sa connaissance approfondie des choses ecclésiastiques d'autrefois et nous a offert les livres de sa collection. Nous lui en exprimons toute notre reconnaissance. Nous l'adressons aussi aux membres de la Commission de la Bibliothèque municipale, en particulier à ses Président et Vice-Président : M. Louis HUBERT, maire de Chartres, et M. Gabriel BUISSON.

Nous rendons grâce enfin à tous ceux que nous ne pouvons nommer ici et qui ont porté intérêt à notre travail.

Chartres, le 1^{er} novembre 1921.

Louis AMIET.

SOURCES¹

A) SOURCES GÉNÉRALES

- ** BARBOSA Augustin. — *Tractatus de Canonicis et Dignitatibus aliisque inferioribus Beneficiariis Cathedralium et Collegiatarum Ecclesiarum eorumque officiorum tam in choro quam in Capitulo; Lugduni, Sumpt. Philippi Borde, Laurentii Arnaud et Claudii Rigaud, 1658.*
- ** BRILLON (Pierre-Jacques). — *Dictionnaire des Arrêts; Paris, Cavelier, Brunet et Gosselin, 1727. (V. t. II, aux mots : chanoine, chapitre, le sommaire des principaux chapitres de France; le Chapitre de Chartres est étudié p. 123, 1^{re} col.)*
- ** CHAPONNEL D'ANDESCOURT (Raimond). — *Histoire des Chanoines ou Recherches historiques critiques sur l'ordre canonique; Paris, au Palais, Vve Jean Cochart, 1699.*
- ** *Clergé des Cathédrales (Le)*, centre du Presbytère des Églises; preuve de ses fonctions et de ses droits par la tradition de tous les siècles et le jugement de tous les canonistes; Lyon-Amsterdam, 1784.
- ** DUCANDAS (Louis). — *Recueil de décisions importantes sur les obligations des chanoines, sur l'usage que les bénéficiers doivent faire des revenus de leurs bénéfices et sur la pluralité des bénéfices, par un chanoine de Noyon; Noyon, Rocher, 1751.*
- ** *Gallia Christiana; Paris, Imprimerie royale (voir t. VIII).*
- ** GRÉA (Adrien). — *Essai historique sur les Archidiaques. Bibliothèque de l'École des Chartes, t. II, 3^e série, 1851; Paris, J.-B. Dumoulin, pp. 39-67, 215-247.*

(1) Nous avons divisé les sources en : 1^o sources générales, 2^o sources locales. Parmi celles-ci, nous avons distingué les sources imprimées et manuscrites, avec nom d'auteur ou anonymes.

Le signe * renvoie aux Archives d'Eure-et-Loir.

Le signe ** désigne la Bibliothèque municipale de Chartres.

- ** LACOMBE (Guy du Rousseaud de). — *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale par ordre alphabétique*; Paris, 1755.
- ** THOMASSIN (Louis de). — *Ancienne et nouvelle discipline de l'Église touchant les bénéfices et les bénéficiers*; Paris 1678-1679, 3 v.

B) SOURCES LOCALES (1)

I. — OUVRAGES IMPRIMÉS

- BELLÉE (A.). — *L'ancien Chapitre Cathédral du Mans*; Le Mans, Monnoyer, 1875.
- ** CHALLINE (Charles). — *Recherches sur Chartres*, transcrites et annotées par un arrière-neveu de l'auteur; Chartres, publication de la Société archéologique, 1918 (2).
- ** CLERVAL (abbé A.). — *L'ancienne Maîtrise N.-D. de Chartres du v^e siècle à la Révolution* (publié sous les auspices de la Société archéologique d'Eure-et-Loir); Chartres, R. Selleret, 1898.
- ** CLERVAL (abbé A.). — *Les Écoles de Chartres au moyen âge, du v^e siècle au xvi^e siècle* (publié dans les Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, tome XI); Chartres, R. Selleret, 1895.
- DESLANDES (E.). — *Étude sur l'Église de Bayeux. Antiquité de son cérémonial. Son Chapitre. Disposition du chœur de la Cathédrale*; Caen, Domin, éd., 1917.
- ** DOUBLET (Nicolas). — *Pouillé du diocèse de Chartres*; Chartres, Doublet, 1738.
- ** FOUCAULT (A.). — *Essai sur Yves de Chartres d'après sa correspondance*; Chartres, Pétriot-Garnier, 1883.
- FOULQUES DE VILLARET (M^{lle} Amicie). — *Recherches historiques sur l'ancien Chapitre Cathédral de l'Église d'Orléans, de son origine jusqu'au xvi^e siècle* (Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XIX); Orléans, Herluison; Paris, Société bibliographique, 1883.
- ** GUÉRARD. — *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père de Chartres*; Paris, Crapelet, 1840, 2 vol.

(1) Dans ces sources, ont été comprises diverses pièces concernant certains chapitres cathédraux de France (Paris, Le Mans, etc.). A raison de l'intérêt local de ces œuvres, il nous a paru qu'elles devaient être classées ici.

(2) V. aux sources manuscrites l'ouvrage de Challine.

- ** GUÉRARD, MARION et DELOYE. — *Cartulaire de l'Église Notre-Dame de Paris*, avec prolégomènes (Coll. doc. inédits, 1850, 4 vol.).
- HAURÉAU (B.). — *Mémoire sur quelques chanceliers de l'Église de Chartres* (publié dans les mémoires de l'Institut National de France, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, t. XXXI, pp. 63 et sq.; Paris, Imp. Nat., 1884).
- ** JUSSELIN (Maurice). — *Les traditions de l'Église de Chartres à propos d'une Bulle du Pape Léon X, concernant la construction de la clôture du chœur* (Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. XV, pp. 1-26); tirage à part, Chartres, Garnier, 1914.
- ** JUSSELIN (Maurice). — *Dernières recherches sur les traditions de l'Église de Chartres* (Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. XV, 1917).
- JUSSELIN (Maurice). — *La Maîtrise de l'Œuvre à Notre-Dame de Chartres. La Fabrique, les ouvriers et les travaux du XIV^e siècle*; Chartres, Félix Lainé, 1921 (Extrait des Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. XV).
- ** LAISNÉ (Guillaume), prieur de Mondonville. — *Mémoires en manuscrit à la Bibliothèque nationale, fonds Gaignières. Analyse par de Lépinois dans les Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, t. I et II, pp. 99, 258.
- ** LÉPINOIS (E. de). — *Histoire de Chartres* (2 vol.); Chartres, Garnier, 1854-1858.
- ** MATHOREZ (Jules). — *Guillaume aux Blanches Mains* (Archives du Diocèse de Chartres, dirigées par M. l'abbé Métais; pièces détachées, t. III; Chartres, Métais éd., 1911).
- ** MERLET (Lucien). — *Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790*: Série G.; Chartres, Garnier, 1890.
- ** MERLET (Lucien). — *Lettres des Rois de France, des Reines, Princes et hauts Personnages du Royaume aux Évêque, Chapitre, Gouverneur, Bailli, Maire, Échevins, habitants et commune de Chartres*, 1296 à 1715; Orléans, Blanchard; Chartres, Garnier; Paris, Devache, 1855 (Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, t. III).
- ** MERLET (Lucien). — *Registre des Officialités de Chartres* (Étude et extraits); tiré de la Bibliothèque de l'École des Chartes, t. XVII.
- ** MERLET (Lucien) et de LÉPINOIS (1). — *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, publié aux frais de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, 3 vol.; Chartres, Garnier, 1861 à 1865.

(1) Une très longue introduction précède le cartulaire proprement dit; elle contient de précieux renseignements sur le Chapitre de Notre-Dame de Chartres jusqu'au XIV^e siècle.

- ** MERLET (Lucien) et MERLET (René). — *Dignitaires de l'Église Notre-Dame de Chartres. Listes chronologiques*. Publication des « Archives du Diocèse de Chartres », t. V; Chartres, abbé Ch. Métais, éditeur, 1900.
- ** MERLET (René). — *Les traditions de l'Église de Chartres* (Extrait des « Archives du Diocèse de Chartres », 1914).
- MEURET (J.). — *Le Chapitre de Notre-Dame de Paris en 1790*; Paris, Alph. Picard et fils, 1903.

Procédures, factums, mémoires,

- ** 1° *Factum* au sujet de la provision du doyenné pour M. Henry Goault et le Chapitre contre M^e Fr. de Brisay (B. m., 25.736, 107/B).
- ** 2° Mémoire pour le Chapitre contre Jean Morel, doyen, au sujet de la place de celui-ci dans les églises où l'on va en procession; édit. V^{ve} Antoine Lamblin, 1714 (B. m., 25.736, 107/B).
- ** ROUILLARD. — *Parthénie ou histoire de la très auguste et très dévote Église de Chartres, dédiée par les vieux Druides en l'honneur de la Vierge qui enfanteroit, avec ce qui s'est passé de plus mémorable au faict de la seigneurie tant spirituelle que temporelle de ladite Église, Ville et Pays Chartrain*; Paris, 1609.
- ** SANTEUL (Auguste de). — *Le Trésor de Notre-Dame de Chartres* (Rapport à M. le Ministre de l'Intérieur sur l'ancien Chapitre de la Cathédrale de Chartres); Chartres, Garnier, 1841.
- ** SOUCHET (J.-B.), Official du Chapitre de Chartres. — *Histoire du Diocèse et de la Ville de Chartres*, publiée par la Société archéologique d'Eure-et-Loir d'après le manuscrit original de la Bibliothèque de Chartres; Chartres, Garnier, 1866-1873, 4 vol.
- ** *Supplément aux affiches du Pays Chartrain*, année 1785. Histoire de Chartres par un anonyme (B. m., 37/C, 21.686).
- ** YVES de Chartres. — *Lettres* (Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. VIII). *Ivonis episcopi Carnotensis epistolae*; éd. Juret, 1584.

II. — MANUSCRITS

a) **Ouvrages portant un nom d'auteur.**

- * BRILLON (abbé) : Extraits. V. B. m., nos 1016, 1021 (Au 1016, f^{os} 198 et sq. : extraits très brefs, mais intéressants des registres capitulaires).
Arch. dép., G, 340 : extraits des R. c. et notes sur les dignitaires, particulièrement G, 338-351.

- ** CHALLINE (Charles). — *Histoire ou recherches sur l'histoire de Chartres* ; ms. 1074, 1140, 1318, 1518 (V. aux imprimés l'édition publiée par la Société archéologique d'Eure-et-Loir).
- * ESTIENNE (abbé) : Connu par ses notes que complètent heureusement celles de l'abbé Brillon (V. notamment notes sur les dignitaires du Chapitre jointes à celles de Brillon).
- ** HONBRON (Pierre), chanoine de Saint-Piat. — *Recueil des serments des Evêque, Dignitaires, Chanoines de l'Eglise de Chartres* ; ms. 1144.
- ** JANVIER DE FLAINVILLE. — *Recueil sur l'histoire de Chartres*, 13 vol. (ms. 1011). V. aux Recherches sur Chartres par ordre alphabétique, t. II.
- LECOCQ (Adolphe). — *Recherches Chartraines* ; copies et notes prises par Ad. Lecocq à la Bibliothèque municipale de Chartres, aux Archives d'Eure-et-Loir et à la Bibliothèque nationale. Voir notamment t. IX : Réception des chanoines de Chartres (1493-1789) ; t. XIV et XV : extraits des registres des tabellions du Chapitre de Chartres de 1357 à 1778 et des registres capitulaires du Chapitre de Chartres du XIII^e siècle au XVIII^e siècle (B. s. a., n^o 43).
- ** LEJEUNE (Honoré-Félix). — *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, 2 vol. (ms. 1206).
- Cartulaire nécrologique de Notre-Dame de Chartres*, suivi d'extraits des registres des délibérations capitulaires, 5 vol. (ms. 1202).
- Mélanges historiques*, 7 vol. (ms. 1203).

b) Anonymes.

- ** *Cartularium privilegiorum papalium Ecclesiae Carnotensi concessorum* (530 f.), 1162.
- * Chanoines : catalogues et notes : 351, 352.
- * collation, provision, réception, serment : 3, 5, 7, 286, 287, 294, 295, 367, 368, 369.
- ** collation, réception, serment : 1010, 1030.
- * chanoines *ad effectum* : 233, 435.
- * chanoines *in minoribus* : 298, 364.
- * chanoines honoraires : 329.
- chanoines de Saint-Piat : 544, 619, 620.
- chanoines de Saint-Nicolas : 628-637.
- * Chapitres généraux et synodes : 296, 297, 446, 903 ; voir aussi les registres capitulaires, *passim*.
- ** *Consuetudines* (1) *et bona Capituli Carnotensis* : Prébendes, digni-

(1) Les usages et coutumes de l'Eglise de Chartres se trouvaient insérés dans un recueil, auquel il est souvent fait allusion dans les documents d'archives : c'était le *livre vert* (Cf. Arch. dép., G, 342) ; on l'appelait ainsi à cause de sa couverture en

tés, collation, serments, partition de prébendes, distributions, revenus de l'Évêque et des dignités, censier (xiv^e siècle) : 1030.

- * Contrats du Chapitre (Registres des) : années 1348 à 1790 ; 151 à 274 inclus.
- * Délibérations du Chapitre (1) (Registres des) : 298, 299, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337.
- * Délibérations du Chapitre (Cahiers des) : 300 à 328.
- ** Délibérations du Chapitre (Registres des) : 1007 (3 vol.), 1008, 1009 : 39 vol. dont 33 registres et 6 minutes.

« bazane verte. » Il contenait 43 feuillets en parchemin, *quibus multa de dignitatibus muniis et functionibus ac statutorum Ecclesiae monumentis describuntur.*

Il existait aussi un **livre violet** ou livre des serments. Ce volume était revêtu de velours violet avec agrafes de cuivre doré (165 folios sur parchemin). En ces pages... *episcopi et dignitatum Ecclesiae canonicorumque, rectorum, officiorumque necnon et caeterorum quovis munere fungentium iuramenta descripta sunt.* V. Arch. dép., G, 342 (Table de Brillon).

A noter encore (d'après Brillon) le *Registrum Privilegiorum Papalium* et un certain nombre de registres, recueils, cartulaires, chroniques, entre autres : cartulaires des prévôtés, *cartae feudorum* et livre des miracles.

(1) Les registres des délibérations du Chapitre antérieurs à la Révolution sont pour la plupart perdus. Ceux qui ont échappé à la destruction ou au vol, lors de la suppression du Chapitre et du pillage de la Cathédrale, ont été répartis, sans aucun plan du reste, entre les Archives départementales d'Eure-et-Loir et la Bibliothèque municipale de Chartres.

Les plus anciens registres que nous possédons appartiennent à la Bibliothèque municipale. Ils sont catalogués sous le n° 1007 ; ils contiennent en trois volumes les actes capitulaires de 1298 à 1313 (chapitres ordinaires), 1314 à 1367 et 1367 à 1419 (chapitres généraux). Sous le n° 1008, figure un registre des chapitres ordinaires de 1314 à 1351.

Le n° 1009 ne comprend qu'un seul registre du xv^e siècle (de 1481 à 1486). Ainsi presque toute la collection du xv^e siècle a disparu. Aucune trace n'existe des registres de délibérations du xvi^e siècle. Notons cependant le G, 297 des Archives (Registre des chapitres généraux 1557 à 1564). Quant au xviii^e siècle, on ne retrouve que trois registres isolés (1612-1616 ; 1654-1658 ; 1698-1700), classés sous le n° 1009.

La série des registres du xviii^e siècle, est conservée à peu près complète : elle est distribuée entre les Archives et la Bibliothèque. Aux Archives sont déposés les registres de 1724-1726 ; 1761-1764 ; 1770-1772 ; 1777-1779 ; 1779-1781 ; 1781-1783 ; 1784-1786 ; 1786-1787 ; 1787-1789 ; 1789-1790 et les cahiers 1731-1732 ; 1744 à 1762.

A la Bibliothèque existent les registres de 1700 à 1705 ; 1707-1723 ; 1727-1760 ; 1764-1769 ; 1773-1777.

Comme minutes : 1761-1767 ; 1767-1770 ; 1771-1775 ; 1775-1780 ; 1780 à 1790.

Les Archives départementales possèdent également des registres des CHAPITRES de SAINT-PIAT et de SAINT-NICOLAS, qui étaient sous le haut contrôle du Sénat de Notre-Dame ; voir : G, 545-565 et suivants ; G, 628 et suiv.

Les *registres de comptes* et les *registres de collations et provisions* doivent être parcourus.

Enfin, il convient de lire avec soin les extraits des registres capitulaires de Brillon (Arch. dép., G, 338, 339, 340) ; — voir encore : B. m., 1011, compilation de Janvier de Flainville ; — voir aussi Laisné : particulièrement 11^e vol., f° 157 à 194 (extraits des xiv^e et xv^e siècles). Pour terminer, nous indiquerons les extraits de Lecocq (B. s. a.) et Lejeune (B. m., ms. 1202, 1203, 1206, 1209).

- * Dignitaires du Chapitre de Chartres.
 - a) Doyen : 5, 168, 297, 299, 373, 374 435, 510, 537, 720 à 742.
 - b) Grand Chantre : 299, 311, 743.
 - c) Sous-Doyen : 297, 744-776.
 - d) Sous-Chantre : 777.
 - e) Chambrier : 859.
 - f) Chancelier : 858.
 - g) Archidiaques : 5, 123, 282, 311, 778 à 857.
 - h) Prévôts : 211, 312, 375, 709, 860 à 890.
 - i) Chevecier : 121, 433, 891.
 - j) Clercs et officiers du chœur, heuriers, matinières, etc. : 504.
 - k) Marguilliers clercs et laïcs, queux, sous-queux : 117 200, 213, 484 à 503, 692.
 - l) Enfants d'aube : 262, 332.
- * Inventaires détaillés des titres du Chapitre Notre-Dame. — Généralités : 130-132; paroisses, prébendes : 133-137; complément : 138.
- ** Recueils de pièces relatives au procès de 1700, entre l'évêque Godet des Marais et le Chapitre N.-D., relativement à la juridiction spirituelle; 2 vol., l'un comprenant les copies de titres justificatifs et extraits de reg. cap., l'autre les divers actes de procédure : 1161 et 1162.
- * Résidence et stage : 239, 257, 298, 323, 333, 362, 363, 436, 708.
— Voir aussi : Inv. Anc., G, 131.
- * Statuts et règlements (temporel, prébendes, distributions): 245, 284, 297, 312, 354, 362, 363, 367, 436, 1492.
- * *Usage de l'Église de Chartres, en l'administration du temporel*, 84 pages; Arch. dép., G, supplément non catalogué.
- ** *Vieille Chronique* (1) : 1027, 1098.

(1) Traité écrit en 1389, divisé en trois parties : 1^o Liste des évêques depuis Aventin jusqu'à Jean Lefèvre, continuée par additions jusqu'à Jacques Lescot (1643); 2^o Notices sur les évêques jusqu'à Eudes (966), avec divers détails sur la fondation de l'Église de Chartres et les droits des évêques, comtes et chapitres; 3^o Usages et trésors du Chapitre, cérémonies singulières. Il faut lire ce texte avec circonspection. M. Lucien Merlet en a donné une excellente édition à laquelle nous renverrons souvent le lecteur (*Cart. N.-D.*, t. I. pp. 1 à 66). Les copies présentent quelques légères variantes. M. Merlet a utilisé pour sa publication le manuscrit original, relié à la suite du *Poème des Miracles de la Vierge* (Bibliothèque municipale de Chartres).

INDEX DES ABRÉVIATIONS SPÉCIALES

* ou Arch. dép.....	Archives départementales d'Eure-et-Loir.
Arch. nat.....	Archives nationales.
Arch. Ville.....	Archives de la ville de Chartres.
** ou B. m.....	Bibliothèque municipale de la ville de Chartres.
B. m., 40/L, 32.421..	Bibliothèque municipale de la ville de Chartres, n° de série et d'armoire 40 L, n° de classement 32.421, d'après le catalogue des imprimés.
B. m., ms. 1210. ...	Bibl. mun. de Chartres, manuscrit 1210, d'après le catalogue spécial.
B. nat.....	Bibliothèque nationale.
B. s. a.....	Bibliothèque de la Société archéologique d'Eure- et-Loir.
Cart. N.-D.....	Cartulaire de Notre-Dame de Chartres, par MM. Merlet et de Lépinois.
G (devant un n° d'ar- chives.)	Série des clergé séculier, chapitres, officialités, etc.
G, 340	Série G, liasse n° 340, selon le classement des archi- ves départementales par M. Lucien Merlet.
G, 131, 132 et s., jus- qu'à G, 149.....	Série G, registres contenant les inventaires détaill- lés des titres capitulaires, établis vers 1780, avec classement des archives par caisses : <i>Ex.</i> : G, 132, C. XI bis, A, II, 1 à 8. Série G, registre d'inventaires anciens compris sous le n° 132 dans l'inventaire actuel; référé- rences à l'inventaire du Chapitre: caisse XI bis, cote A, section II, articles 1 à 8.
M. s. a.....	Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et- Loir.
R. c.....	Registre capitulaire de délibérations.
R. cont.....	Registre capitulaire des contrats.
R. éch.....	Registre des échevins de la ville de Chartres.
S. a.....	Société archéologique d'Eure-et-Loir.

ESSAI SUR L'ORGANISATION DU CHAPITRE CATHÉDRALE DE CHARTRES

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS (1). NOMBRE DE CHANOINES

Le Chapitre de Chartres comprenait, comme tous les autres Chapitres, des dignitaires et des chanoines : les premiers, personnage ; investis d'une autorité particulière ou chargés de fonctions spéciales ; les seconds, participant d'une manière plus ou moins directe à l'activité spirituelle et temporelle de la puissante « Compagnie ».

(1) Il serait intéressant de connaître les origines du Chapitre de Chartres. Elles sont enveloppées de légendes reproduites par la *Vieille Chronique* et certains auteurs locaux, tels que Rouillard et Souchet. Le Chapitre lui-même se référait souvent à ces lointaines traditions. Il cherchait à justifier ainsi maints privilèges revendiqués contre l'évêque ou l'autorité séculière. L'Eglise de Chartres avait été fondée, disait-on, **avant la naissance du Christ**. A ce titre, elle était insigne entre toutes !

En réalité, nous ne possédons aucun document sérieux relatif à l'institution du Chapitre cathédral de Chartres. Toutes les explications fournies sont des fables, des hypothèses, mais non de l'histoire.

Ce n'est que vers la fin du ix^e siècle qu'apparaît dans les textes le mot *canonicus* ; ce terme est utilisé alors exceptionnellement du reste. Les clercs de l'entourage du pasteur, formant son *presbyterium*, souscrivaient d'ordinaire les actes comme *fratres*.

Quelle fut la discipline primitive du Chapitre chartraine ? Il est probable que la règle de Chrodegang lui fut imposée comme elle l'avait été aux autres Compagnies ; mais les chanoines chartrains ne firent jamais profession de vie régulière, malgré toutes les sollicitations dont ils purent être l'objet.

V. Rouillard : *Parthénie*, du Sénat Épiscopal, pp. 83 et s. ; Souchet : *Histoire du Diocèse*, t. I, pp. 416, 488 ; Jusselin : *Traditions de l'Eglise de Chartres*. — V. aussi : *Suppl. aux Affiches chartraines*, p. 4 ; *Vieille Chronique*, *passim* et notamment dans le *Cart. N.-D.*, pp. 38, 41, etc.



Le Chapitre de Chartres était réputé pour un des plus considérables du royaume de France : son importance était reconnue par tous (1).

A l'origine, il possédait soixante-douze canonicats et dix-sept dignités; le *Polyptique de Notre-Dame* (début du xiv^e siècle) faisait mention de soixante-dix-sept personnes bénéficiaires de prébendes (2).

Au xviii^e siècle, on comptait soixante-seize chanoines (3); le nombre des dignités resta toujours le même, aucune ne disparut, au cours des siècles, comme il arriva dans certains chapitres (4).

La Vieille Chronique relate que, lors de la fondation ou peu de temps après la consécration et la dédicace de l'Eglise de Chartres, on établit dans celle-ci des ministres chargés nuit et jour des louanges de Dieu; et elle ajoute que ces serviteurs furent soixante-douze, *ad instar et modum septuaginta duorum discipulorum Christi per universum orbem missorum* (5).

Rouillard rapporte également que ce nombre de soixante-douze fut réglé sur celui « des septante-deux disciples de Notre-Seigneur (6). »

Nous ne discuterons pas cette origine numérique, qui n'est justifiée par aucun texte.

Les chapitres voisins avaient beaucoup moins de membres que celui de Chartres; nous ne parlons pas des petits chapitres locaux de Saint-André, Saint-Maurice ou Saint-Aignan (7), qui ne pouvaient rivaliser avec le Corps illustre des clercs de Notre-Dame.

(1) V. p. ex. *Gallia Christiana*, t. VIII, p. 1092.

(2) V. *Cartulaire N.-D.*, II, p. 279.

(3) Cf. *Pouillé* de Doublet.

(4) Les prévôts eux-mêmes, malgré leur diminution de puissance, subsistèrent jusqu'à la fin du Chapitre. Dans l'Eglise d'Orléans, la dignité de chevrier fut supprimée en 1393 (Cf. Foulques, p. 476).

(5) *Vieille Chronique*, *Cart. N.-D.*, I, p. 47. V. aussi *ibid.*, p. 57.

(6) *Parthénie*, VI-155.

(7) Le Chapitre Saint-André était composé d'un doyen, autrefois à la nomination du Chapitre, de douze chanoines, d'un vicaire perpétuel ou curé, d'un semi-prébendé et d'un marguillier clerc. Le doyenné et les canonicats étaient à la collation de l'Evêque; le Chapitre présentait le curé et le semi-prébendé à l'Evêque : Doublet évaluait chaque canonicat à 350 livres et la marguillerie à 450. V. de Lépinos, *Histoire de Chartres*, I, 239. V. aussi *Vieille Chronique*, p. 17 (*Cart. N.-D.*, I.).

Le Chapitre de Saint-Maurice était composé de neuf chanoines à la collation de l'Evêque. Le plus ancien était le doyen. Cinq chanoines avaient, selon Doublet, 150 livres de revenus et les quatre autres, la moitié. Il existait, en outre, un marguillier

Parmi les chapitres cathédraux des environs de Chartres, aucun n'atteignait le chiffre de soixante-douze canonicats. Le Chapitre Notre-Dame de Paris était composé de huit dignitaires et de cinquante-deux prébendés (1). Le Chapitre d'Orléans s'enorgueillissait de ses quatorze dignitaires et quarante-neuf membres; les dignitaires furent même réduits à douze par suite de la suppression de la chevecerie et la confusion du décanat et du grand archidiaconat (2). Le Chapitre de l'Église de Bayeux comptait douze dignitaires et quarante-neuf prébendés (3). Le Chapitre cathédral du Mans, dit Saint-Julien, groupait environ quarante chanoines (4). Le Chapitre de Noyon, dont l'importance était notoire, comprenait, au temps de Ducandas, six dignitaires et cinquante-cinq prébendés (5).

clerc doté de 30 livres (Cf. Arch. dép., G, 699, notes de Brillou; V. de Lépinos, I, p. 264).

Le Chapitre de Saint-Aignan comprenait sept chanoines à la collation de l'Évêque, avec 20 livres de revenu chacun, au dire de Doublet. Le plus ancien était doyen (V. de Lépinos, I, p. 232).

En dehors de ces chapitres de Chartres, il y avait encore dans le diocèse d'autres chapitres :

1^o Le Chapitre Saint-André de Châteaudun, composé d'un doyen, un prévôt, un trésorier, quatre chanoines titulaires, quatre chanoines honoraires et quatre vicaires perpétuels (V. Doublet, *Pouillé*, p. 16);

2^o La Sainte-Chapelle de Dunois à Châteaudun dont le chapitre comprenait un prévôt, un chantre et huit chanoines (*ib.* 16-17). Nous ne parlons pas ici des Frères Condonnés de Châteaudun qui n'étaient pas un chapitre;

3^o Le Chapitre Saint-Étienne de Dreux, composé de 13 chanoines, dont deux semi-prébendés. Le plus ancien était doyen (*ib.* 18);

4^o Le Chapitre Saint-Nicolas de Maintenon composé de : 1 doyen, 5 chanoines et 1 marguillier clerc (*ib.* 19);

5^o Le Chapitre de Maillebois (N.-D.) : 1 doyen et 2 chanoines (*ib.* 18);

6^o Le Chapitre N.-D. de Mantes : composé de : 1 doyen, 7 chanoines, 8 vicaires perpétuels, 1 diacre, 1 sous-diacre et 1 maître de cérémonies (*ib.* 19);

7^o Celui de Saint-Pierre de Montfort-l'Amaury, avec 6 prébendés (*ib.* 20);

8^o Le Chapitre de Mont-Mirail ou Saint-Nicolas de Montmirail : 1 doyen et 3 chanoines (*ib.* 20);

9^o Le Chapitre de Nogent-le-Rotrou (Saint-Jean) : 1 doyen, 1 chantre, 1 chevcier, 1 trésorier, 1 prévôt et 8 chanoines (*ib.* 21);

10^o Le Chapitre de Poissy (N.-D.) : 1 chevcier, 6 chanoines, 6 vicaires perpétuels (*ib.* 22). Les chiffres donnés ici sont ceux du *Pouillé* de Doublet, adoptés par M. L. Merlet. Ils sont établis au XVIII^e siècle. Certains de ces chapitres ont été réduits au cours des temps : celui de Maillebois, par exemple, fut fondé en 1505 à l'effectif de 6 prébendés, 1 marguillier clerc et 2 enfants de chœur.

(1) Meuret, *op. cit.*, p. 13. — Guérard, *Cart. N.-D. de Paris*, p. C.

(2) F. de Villaret, p. 457.

(3) *Église de Bayeux*, p. 72.

(4) Giraud : *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe*, p. 78.

(5) Arch. dép., G, 436 (XVIII^e s.).

CHAPITRE II

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

Quelles étaient les qualités requises pour obtenir un canonicat?

Il est à noter tout d'abord que le Chapitre de Chartres n'exigeait aucun titre nobiliaire, bien qu'un certain nombre de ses membres fussent issus de familles seigneuriales. Les cadets de grandes maisons, les protégés des papes ou des rois cherchaient souvent en effet à embrasser la carrière ecclésiastique pour jouir des riches bénéfices attachés au service de Dieu. Souchet (1), parlant des personnages de l'entourage du pape, remarque qu'ils s'estimaient heureux quand ils pouvaient « attraper quelque pièce dignité ou prébende, en la Cathédrale dudit Chartres... Tout leur estoit bon, et ne leur soucioient où, pourveu qu'ils en eussent. »

Il convient de signaler la différence d'usages entre le Chapitre Notre-Dame de Chartres et d'autres chapitres tels que celui de l'Église primatiale Saint-Jean de Lyon. A Chartres, à côté des clercs d'illustre lignée figuraient des chanoines issus des rangs du peuple. Les charges les plus recherchées, les fonctions les plus hautes furent occupées à maintes reprises par des ministres d'origine commune. A Lyon, au contraire, tous les canonicats étaient exclusivement affectés aux ecclésiastiques d'extraction noble. Il y avait là une règle essentielle, à laquelle nul ne pouvait déroger. Elle était sanctionnée par des bulles apostoliques, des lettres patentes et des statuts fondamentaux. Il fallait quatre races de noblesse pour aspirer à une stalle. Le titre de Chanoine de l'Église de Lyon était du reste rehaussé de l'appellation de « Comte » (2).

(1) Souchet : *Histoire du Diocèse*, t. III, p. 275, an 1394.

(2) V. du Rousseaud de Lacombe (*op. cit.*, p. 127, 1^{re} col.).

. * .

Si les règlements du Chapitre de Chartres ne prévoyaient pas l'obligation de parchemins nobiliaires, ils se montraient toutefois d'une stricte exigence pour les conditions de naissance.

Le **canonisande** (c'est-à-dire le candidat chanoine) devait être de **naissance libre**. Dans le serment prêté lors de sa réception (1), le nouveau membre du Chapitre jurait de respecter l'ancienne coutume et de n'admettre parmi les chanoines ou clercs de chœur ni affranchis, ni fils d'affranchis, hormis ceux que l'Église exceptait (2).

Des difficultés s'élevèrent parfois à ce sujet : la lutte devint même très vive entre le Chapitre et la comtesse Adèle, au temps d'Yves de Chartres (3). La comtesse de Chartres avait dans son entourage des individus, placés dans une situation assez originale ; sans être esclaves ou serfs, ils ne possédaient pas une liberté complète, ils étaient des sortes de **clients** de la comtesse. Les revenus des prébendes capitulaires étaient convoités par eux, mais leur seule qualité de conditionnaires suffisait à faire échouer leurs prétentions. Les chanoines refusaient brutalement tout accommodement et ils s'étaient engagés, sous la foi du serment, à ne jamais agréer ces personnages. Cette attitude n'eut par l'heur de plaire à Adèle qui entreprit une véritable guerre contre le Chapitre.

Les exhortations et les avertissements ne calmèrent point la comtesse qui fit saisir divers biens du Chapitre et notamment le vin du chancre Hilduin. Yves menaça enfin de jeter l'interdit (4).

Ni la confirmation par le pape Pascal II du serment des chanoines ni les interventions de l'archevêque de Sens, Daimbert, ne purent arrêter le bras vengeur d'Adèle : elle défendit aux chanoines **l'usage des chemins, du pain et de l'eau**. Ces rigueurs furent sévèrement blâmées par Yves, mais elles eurent au moins

(1) *Vos juratis : ... quod estis libere condicionis nec estis colibertus nec filius coliberti... Item eciam bona fide me observaturum (juro), cum auxilio capituli, consuetudinem hujus ecclesie, que est de non recipiendis in canonicos seu clericos de choro manumissis seu manumissorum filiis, exceptis quos ecclesia Carnotensis scienter recipere consuevit* (Polyptique N.-D., p. 281).

(2) Cette prohibition était à peu près générale dans tous les chapitres.

(3) V. *Lettres d'Yves de Chartres* (édit. Merlet), ép. 124, 150. V. aussi : *Essai sur Yves de Chartres*, par Foucault.

(4) Ép. 124, éd. Merlet.

pour effet de préparer un arrangement. Les chanoines se départirent de leur intransigeance et acceptèrent de discuter la valeur et l'opportunité du serment. On reconnut qu'il était possible d'apporter des tempéraments. Une exception fut reconnue au profit des conditionnaires de la comtesse nés d'unions légitimes, ainsi que des fiscaux royaux, dont la mauvaise volonté était à redouter. L'Évêque écrivit à Pascal II pour obtenir son approbation : « Rien en cela n'est contraire, observait-il, au serment fait précédemment à ce sujet par les clercs; car tous, petits et grands, reconnaissent et disent publiquement qu'ils ont fait ce serment avec la réserve de pouvoir ajouter à leur résolution ce qu'ils verraient utile ou en retrancher ce qu'ils jugeraient nuisible » (1).

Par une bulle, en date à Latran du 9 des calendes de décembre (23 novembre) 1103, le pape Pascal II donna satisfaction à la demande d'Yves (2).

* *

La condition de **naissance légitime** était, elle aussi, considérée comme fondamentale (3). La bâtardise était classée, en droit canon, dans les incapacités sauf dispense. Les bâtards ne devaient pas être promus aux ordres ni posséder de bénéfices (4).

Le Chapitre de Chartres n'avait donc pas une pratique exorbitante du droit commun. Il faisait attester par serment au récipiendaire qu'il était né de légitime mariage et l'obligeait, sous la même foi sacramentelle, à respecter les usages de l'Église et à ne pas admettre aux canonicats les fils de concubinaires (5). Par une bulle

(1) Ép. 150, *eod. loc.*

(2) Cette bulle laissait supposer que les chanoines, tout en accueillant les conditionnaires dans leur compagnie, avaient conclu une sorte de coalition pour les astreindre à des formalités humiliantes, telles qu'un hommage. C'était une manière adroite de faire sentir à ces nouveaux venus leur infériorité et de détourner ceux qui ambitionneraient un canonicat.

Le Pape s'opposa du reste formellement à cette pratique qu'il qualifiait « *contra honestatem* ».

(3) Lorsque des jeunes enfants étaient présentés comme élèves à la Maîtrise du Chapitre de Chartres, le Chapitre exigeait des parents un *testimonium* de légitimité; plus tard un serment sur le chef de sainte Anne fut obligatoire. Cf. Clerval, *Maîtrise*, p. 45.

(4) V : Barbosa : *Tractatus de Canonicis*, Cap. 13, 63, 24.

(5) « *Vos juratis super istas sacras reliquias quod vos estis de legitimo matrimonio procreatus... Ego... juro... me observaturum... consuetudinem hujus ecclesie, que est... de non recipiendis in canonicos seu clericos de choro filiis concubinarum...* » Polyptique, Cart. N.-D., II, p. 281.

donnée à Bénévent le 11 novembre 1102 (1), le pape Pascal II confirma cette exclusion des illégitimes.

Le Chapitre de Bayeux suivait une coutume analogue à celle de Chartres (2). Cette règle fut sanctionnée par un arrêt du Parlement de Rouen du 22 mars 1708. Le Chapitre Saint-Hilaire de Poitiers fut maintenu dans le même privilège par un arrêt du Parlement de Paris du 9 juillet 1693 (3). Les bâtards étaient également incapables de tenir les prébendes des Chapitres de Noyon et de Troyes (4).

On sait que l'Église évite de prendre pour ministres des sujets peu favorisés par la nature; certains défauts physiques sont considérés comme des incapacités, en droit canonique. Le Chapitre de Chartres se devait de ne pas accueillir parmi ses membres des éclopés qui eussent rompu la belle harmonie de la Compagnie et des fêtes majestueuses auxquelles elle prenait part. A la lecture des registres capitulaires, on voit parfois le Chapitre autoriser l'usage de cannes pour les infirmes, mais ceux-ci étaient des vieillards ou des convalescents. Une sentence arbitrale de l'abbé de Saint-Père et divers autres, rendue entre M. Étienne Chaumart, ayant droit sur grâce expectative à la prébende de feu M^e Jean du Vivier, d'une part; et le Chapitre intervenant pour M^e Thomas Mézange, pourvu par l'Ordinaire, d'autre part, disposa que ledit Chaumart « étant boiteux, borgne et contrefait, il estoit exclu dudit bénéfice de droit divin et canonique et par la coutume de l'Église de Chartres » (5).

. . .

A quel âge était possible l'obtention d'un canonicat? Nous sommes habitués actuellement à considérer les chapitres comme des assemblées de vénérables prêtres blanchis dans la rude tâche sacerdotale, qui entourent le pasteur, comme un conseil d'Anciens. Aussi certaines gens s'imaginent qu'il est nécessaire d'être d'âge mûr pour porter l'aumusse. C'est une erreur. Le droit canonique est beaucoup plus libéral, il reconnaît des chanoines de vingt-deux

(1) Arch. dép. Inv. Anc., C. X, A, 30; B. m., ms. 1162, f^o 225; *Cart. N.-D.*, I, p. 111; Jaffé, *Reg. Pont. rom.*, 484, n^o 4424; Rouillard, *Parthénie*, p. 206.

(2) « *Ut nullus illegitime natus introducetur in choro* ».

V. Étude sur l'Église de Bayeux, p. 374; *Mémoires du Clergé*, col. 945, édit. 1716. — Du Rousseaud de Lacombe, p. 126, 2^e col., etc.

(3) *Ib.* *Mém. Clergé* et du Rousseaud de Lacombe.

(4) Arch. dép., G, 436. Arrêt du 29 novembre 1549.

(5) Arch. dép., G, 131. Inv. Anc., C. II, A A, 29, 8 : décision du 23 juillet 1426.

ans (1) et même de quatorze ans (2). Dans une lettre adressée par le Chapitre de Chartres au Chapitre de Perpignan, on trouve l'attestation suivante : « Nous Doïen, etc..., certifions à qui il appartiendra que l'usage immémorial de notre Église a toujours été et est encore que nous recevons et mettons en possession actuelle, réelle et corporelle les cleres âgés de quatorze ans, des canonicats et prébendes de notre Église, dont ils sont canoniquement pourvus ». Ce certificat intéressant date du 17 juin 1741 (3).

En parcourant les textes, nous avons pu relever certaines dates qui permettent de préciser l'âge de réception de plusieurs chanoines. Voici quelques exemples :

Guimond Fouaille, mort en 1246, fut, d'après son obit, chanoine dès l'âge le plus tendre dans l'Église de Chartres, *a puerilia sua in ista canonicatus ecclesia* (4); Geoffroy d'Ouarville fut *nutrilus et canonicatus in hac ecclesia (Carnolensi)* (5).

L'obit de Jean Pasté portait : *a primis annis in Ecclesia Carnolensi educatus et canonicus*.

Thibaud, neveu de Renaud d'Écrosnes, qui fut chancelier de 1333 à 1335, obtint une prébende **dès son enfance** et c'est son oncle qui dut prêter, le serment d'usage, à la place du récipiendaire (6).

Souchet relate que Pierre de Luxembourg, né en 1369-1370, fut pourvu d'une chanoinie de Paris et de l'archidiaconat de Dreux en l'Église de Chartres, à l'âge de **douze ou treize ans**. L'année suivante, il était élu évêque de Metz et reçu à la Pentecôte 1384, à l'âge de quatorze ou quinze ans. Lorsqu'il mourut, en 1387, il était déjà cardinal (7).

Quand Geryais Chrestien, âgé de quinze à seize ans, nommé chanoine et archidiacre de Pinserais, se présenta au roi Jean, alors duc de Normandie, celui-ci, **lisant au visage de ce garçon quelque chose d'ingénu**, le retint et l'envoya au collège de Navarre pour étudier; il fit de tels progrès dans les lettres qu'il parvint à être médecin du roi Charles V, « qui le pourveut de prébendes ès églises de Chartres, Paris et Bayeux, et d'autres bénéfices » (8).

(1) V. Concile de Trente. Sess. 24, C. 12, *de reform.*

(2) V. 17^e règle de Chancellerie d'Innocent VIII.

(3) B. m., R. c., 1009-21, f^{os} 260 v^o, 261 r^o.

(4) *Cart. N.-D.*, III, p. 192.

(5) *Cart. N.-D.*, III, p. 120.

(6) B. m., R. c., 1008-1, f^o 148.

(7) *Op. cit.*, III, p. 253.

(8) Souchet, *op. cit.*, III, p. 236, an 1376.

Georges de Selve (1) n'avait pas encore seize ans lors de son entrée au chœur de Notre-Dame, en septembre 1522. Deux mois plus tard, il était titulaire de la prévôté d'Auvers.

Charles Le Conte (2) était âgé de quatorze ans (1646-1660) quand Michel Colbert lui résigna sa stalle et sa prébende.

J.-B. Fauvelier, né en 1673, fut promu en 1687, à quatorze ans (3); Nicolas de Barthomier (3), clerc, prieur de Saint-Jean de Brou, né en 1674, fut reçu le 11 octobre 1688, à l'âge de quatorze ans, comme sellier. Il ne resta pas au service de l'Église, qu'il avait embrassé si jeune, car il se maria en 1719 et résigna son canonicat. Claude Le Bègue (3), né en 1673, chanoine de Chartres en 1689, à seize ans, avait été chanoine de Saint-Honoré de Paris dès dix ans. J.-J. de Fogasse de la Bastie (3), né en janvier 1704, obtint un bénéfice canonial en 1714, à dix ans.

Louis Georges de Persy (3) reçut un canonicat par résignation à l'âge de quinze ans (18 avril 1678-23 septembre 1693).

Claude Charles Guestre de la Sauvagère et Louis René Poullain de Boissy furent reçus à seize et dix-sept ans comme chanoines de Notre-Dame (4).

Nous n'avons cité ici que des exemples caractéristiques pris indistinctement aux diverses époques, du XIII^e au XVIII^e siècle. Il ne faudrait pas en conclure toutefois que tous les chanoines parvenaient au canonicat au sortir de l'enfance. D'ordinaire les canonisandes étaient plus âgés. Il ne reste pas moins à observer que la limite d'âge pour l'obtention d'une prébende n'était pas très rigide; elle était plutôt accueillante aux jeunes. Les chanoines de vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre à trente ans n'étaient pas rares. Par contre, certains dépassaient la quarantaine lors de leur réception (5).

Le Chapitre de Paris se montrait aussi tolérant que celui de Chartres : Jean Bochart de Champigny, chanoine, à l'époque de la Révolution, entra au Chapitre à treize ans et deux mois, avec une dispense du Pape : *defectu aetatis* (6).

M^{lle} de Villaret constate de son côté que le Chapitre d'Orléans

(1) Merlet, *Bibliothèque Chartraine*, p. 408.

(2) Arch. dép., G, 352, *passim*; d'après un catalogue manuscrit des dignités et chanoines de 1658 à 1720.

(3) *Idem*.

(4) Arch. dép., G, 319, cahier d'actes capitulaires, 2 décembre 1755. — Guestre de la Sauvagère eut du reste une conduite un peu légère et turbulente.

(5) V. Arch. dép., G, 352 déjà cité; Merlet, *Bibl. Ch. passim*, et pp. 55, 81, 201, 235, 336.

(6) Arch. nat., LL, 232, 24.

conférait des canonicats à des jeunes enfants (1). « Notons, en passant, dit-elle, que l'admission comme chanoines de si jeunes sujets pouvait encore avoir l'inconvénient de mettre en péril le secret des délibérations capitulaires qui ne devait pas être révélé et qui cependant le fut souvent. Il est certain que si tous les chanoines eussent été dans les ordres, il eût été choquant de les voir se livrer à des divertissements peu en harmonie avec la gravité sacerdotale... »

Cette remarque peut être exactement appliquée au Chapitre de Chartres. Les incartades des chanoines *in minoribus* ou selletiers étaient fréquentes et la discipline en souffrait. Dans les registres capitulaires, on recueille des plaintes répétées contre ces jeunes chanoines qui faisaient du bruit à l'office, se cachaient pour s'amuser derrière l'autel, quittaient l'église avant la fin des exercices religieux ou se dispensaient de s'y rendre. Le coupable comparaisait en Chapitre et était admonesté. La réprimande était d'ordinaire peu efficace (2).

. * .

C'était une question très intéressante, qui soulevait parfois de longues discussions ou motivait des procédures, que celle des droits et obligations des chanoines non encore promus aux ordres majeurs.

A vrai dire, les papes, les conciles et la jurisprudence ne virent pas toujours favorablement les chapitres cathédraux se peupler de personnages appartenant aux derniers degrés de la hiérarchie ecclésiastique. Maintes décisions intervinrent, qui rendirent obligatoire la prise des ordres sacrés par les chanoines, fixèrent des limites d'âge ou des conditions d'admission, ou, à défaut de la possibilité de faire exécuter généralement ces règles, introduisirent des « pénitences », des « humiliations » infligées aux chanoines *in minoribus* (3).

Le pape Pascal II ordonna aux évêques de ne tolérer dans leurs chapitres que des prêtres et diacres susceptibles de remplir dignement la mission qui leur était confiée. Dans une bulle du 11 novembre 1102 (4), le même pontife s'adressait à l'évêque Yves et au

(1) *Op. cit.*, p. 537.

(2) L'Église de la Rochelle était très exigeante pour l'âge des canonisands, il fallait avoir vingt-cinq ans commencés pour posséder une dignité, et vingt-deux ans aussi commencés pour avoir une prébende (Lettres Patentes du Roi du 20 mai 1664).

(3) *V. Traités de jurisprudence* : Thomassin, Chapitre ; du Rousseaud de Lacombe, même mot. V. aussi Ducandas, p. 326 ; Barbosa, *op. cit.*, cap. XLI, I, 228.

(4) *Cart. N.-D.*, I, 110. — B. m., ms. 1162, f° 225. — Arch. dép., Inv. Anc. C. X, A, 30. — Jaffé : *Reg. Pont. rom.*, 484, n° 4424.

Chapitre : il avait appris, disait-il, que des coutumes mauvaises avaient cours dans l'Église de Chartres; il entendait y mettre fin par son autorité apostolique. Entre autres prohibitions, on trouvait celle-ci : *ut qui, non precedente canonica excusatione, se promoveri non permittunt, suis reddantur minoribus inferiores*. Et, renouvelant les prescriptions du Concile de Carthage et du pape Gélase, Pascal II voulait que les prêtres reçussent plus que les diacres, et les diacres plus que les sous-diacres.

Les conciles se montrèrent également très rigoureux contre les chanoines « mineurs. » Nous ne pouvons citer toutes les mesures prises par les conciles provinciaux, afin de contraindre les chanoines à se présenter aux ordres sacrés. Le Concile de Trente exigeait que la moitié au moins des chanoines fussent prêtres et les autres, diacres ou sous-diacres. Il privait de toute voix en chapitre, nonobstant toute dispense, quiconque n'était pas au moins sous-diacre (1).

Le Chapitre de Chartres avait quelques-uns de ses membres *in minoribus*. On les appelait selletiers, parce qu'ils étaient assis sur une sellette, au bas des stalles. Leur statut était régi par l'usage de l'Église. Brillon nous a conservé, dans ses notes, les principales parties de cette réglementation; les extraits des registres capitulaires et les certificats adressés aux chapitres étrangers nous permettent de la connaître entièrement.

Les chanoines *in minoribus* n'avaient pas de « stal » au chœur, mais un simple banc de même hauteur que celui des enfants d'aube, à la discipline desquels ils étaient soumis durant les exercices religieux : *officii puerilibus sint subjecti* (2). Il était interdit à ces chanoines de s'asseoir, quand les enfants devaient rester debout. Cette obligation de se conformer à l'attitude des petits maitrisiens était véritablement humiliante pour les selletiers. Certains élevèrent des protestations violentes contre la rigoureuse situation qui leur était imposée. On vit le jeune chanoine *in minoribus*, Nicolas de Bar-

(1) Concile de Trente (Sess. 24, c. 12, *de reform.*, et même Sess. c. 4). Les statuts des Églises qui enjoignaient à tous les chanoines d'être revêtus de la prêtrise conservaient leur plein effet.

(2) « *Deliberatione provida duximus statuendum quod sacerdotes et diaconi canonizandi de caetero in Ecclesia Carnotensi in stallis superioribus installentur et nulli alii: subdiaconi vero in stallis inferioribus; reliqui vero sine sacris ordinibus locum et statum obtineant puerorum.* »

Arch. dép., G, 364 — B. m., ms. 1007. R. c. 1298, f° 180 v°. Les dignitaires chanoines *in minoribus* étaient assis sur la sellette (V. R. c. 1491, 20 avril, f° 170). Les enfants d'aube, ainsi appelés à cause de leur robe blanche, étaient des élèves de la Maîtrise, établissement sous la direction du Chapitre (V. sur ce point l'ouvrage très documenté de M. Clerval).

thomier se plaindre de subir un traitement qu'aucun clerc du bas chœur n'avait jamais supporté (1).

Les chanoines selletiers ne prenaient ni repos ni congé, sans permission du Chapitre, qu'ils haranguaient en latin à cet effet (2). Selon Brillon, c'était justice que ces chanoines n'eussent pas de repos (3); ils avaient, en effet, disait-il, tout le loisir de se délasser entre les offices, dont les seuls capitulants portaient tout le poids.

Ils n'avaient ni voix ni entrée au Chapitre, sauf le jour des exhortations et de la lecture des règlements, ou en cas de convocation spéciale pour raison de service et de discipline. L'acte ou l'allocution qui les concernait terminés, ils se retiraient. Ils ne prenaient pas part aux votes lors des élections ou des divers scrutins, n'ayant pas droit de suffrage. On se défiait du reste de la légèreté des selletiers et on craignait les bavardages de ces jeunes gens étourdis, qui pouvaient rentrer dans la vie séculière d'un moment à l'autre et se livrer dès lors à des relations dangereuses des affaires de l'Église (4).

La nomination aux bénéfices échappait également aux chanoines mineurs (5).

Ils n'étaient pas dépositaires de la juridiction (6).

Quels émoluments percevaient-ils? Une lettre du Chapitre de Chartres adressée au Chapitre de Perpignan (7) nous donne à cet

(1) Arch. dép., G, 364. Depuis vingt-cinq ans, de Barthomier se trouvait privé non seulement de voix délibérative, mais encore de la meilleure partie de ses revenus et de tous jours de repos; on lui intimait, disait-il, l'ordre d'assister à l'office tant de jour que de nuit sans avoir même la liberté de s'appuyer!

Il faut convenir que le sort des selletiers était parfois fort dur : ainsi, pendant longtemps, ils n'eurent ni camail, ni amusse et, sauf l'hiver à matines à raison de la température, ils ne pouvaient se servir de calotte ou autre coiffure, sans l'autorisation du Chapitre. V. G, 364 déjà cité et R. c. 1434-36, f° 25 : permission gracieuse, délivrée par la Compagnie au chanoine « mineur » Pasquier Bachelier, de rester couvert au chœur et aux processions. V. aussi B. m., ms. 1009-4, f° 4, 10 novembre 1698, prescriptions sur la tenue des selletiers : chape basse et tête découverte aux chœur, stations et processions dans l'église.

(2) *Capitululum deliberavit quod ullus canonicus qui non fuerit in sacris ordinibus constitutus non possit habere nec accipere dies ordinarios nec vindemiarum.* V. Arch. dép., G, 364, Brillon. — V. B. m., ms. 1009-15, f° 98, (18-9-1727) : certificat au Chapitre de Provins.

(3) Arch. dép., G, 364, notes de Brillon, année 1715, affaire de Barthomier.

(4) Arch. dép., G, 364; B. m., R. c. 1298, f° 180 v°.

(5) V. Arch. dép., G, 364, notes Brillon. Le Chapitre spécifie que ce sont les chanoines *in sacris*, ayant parfait leur résidence, qui *habent vocem in collationibus beneficiorum et praesentatione eorum*.

(6) *Ordinatum... quod nullus canonicus teneat jurisdictionem tanquam praebendarius donec fuerit in sacris ordinibus constitutus.* — R. c. 1325. Ch. gén. Saint-Jean-Baptiste, B. m. 1007-1008.

(7) Déjà citée, B. m., R. c. 1009-21, f° 260-261 (17 juin 1741). — V. Inv. Anc., Arch. dép., G, 131, C. I, N. — V. encore certificat au Chapitre de Verdun, G, 298, R. c., 1724-1725, f° 277 v°.

égard de très précieuses indications : les chanoines *in minoribus* avaient leur part dans la mense capitulaire comme les autres chanoines, qu'il s'agit des distributions quotidiennes ou des gros fruits. La portion qui leur revenait dans les fruits des prébendes leur était versée en argent par l'officier général du Chapitre, selon une évaluation établie lors des partages, tandis que les chanoines *in sacris* administraient leurs prébendes et en jouissaient « **par leurs mains** ». Si les selletiers étaient étudiants dans une Université, une pension en argent leur était servie au titre de leurs canonicats et prébendes. Ils n'étaient pas comptés pour la lamproie (1). Brillon remarquait qu'il n'y avait pas d'abus dans ce procédé; rien n'était plus naturel que de ne pas laisser ces jeunes chanoines vivre de l'autel sans le servir. Et ces privations avaient leur utilité, elles incitaient les intéressés à recevoir les ordres sacrés le plus tôt possible.

On voit quelles précautions prenait le Chapitre, pour sauvegarder sa dignité et ses intérêts, et rendre inoffensifs les chanoines adolescents et profanes. Il n'était pas inutile de souligner la rigueur relative dont la Compagnie fit preuve à leur égard. Cela rend supportable l'idée de chanoines de quatorze et quinze ans.

Ce ne fut pas toujours sans difficultés (2), du reste, que le Chapitre obtint le respect de ses usages. Nous citerons un procès célèbre : celui intenté à la Compagnie par Nicolas de Barthomier (3). Ce jeune chanoine se plaignait de la sévérité du Chapitre à son égard; d'autant plus, disait-il, qu'il avait le plus ardent désir d'entrer dans les ordres et que, s'il restait *in minoribus*, ce n'était pas son fait, mais le refus

(1) R. c. 1298 déjà cité, fol. 200, an 1313, Purification. La lamproie était une distribution de deniers faite annuellement à tous les chanoines présents au Chap. général de la Purification (2 février).

(2) On vit même des cas curieux : un chanoine *in minoribus*, M. Charpentier, avait été jugé à plusieurs reprises incapable des ordres par la commission capitulaire. Las d'être ainsi rebuté, il se pourvut de lettres de promotion à l'ordre de sous-diacre qu'il obtint de l'évêque d'Evreux et les produisit au Chapitre. Celui-ci considéra ce procédé comme une atteinte à ses privilèges et un parjure de la part de Charpentier, qui avait pris un dimissoire *a non superiori*; il fut suspendu de son ordre de sous-diacre par ordonnance du Chapitre, condamné au jeûne trois jours la semaine et emprisonné. Et il fut spécifié qu'il serait amené par son geôlier chaque dimanche à la messe, « **sans surply ni aulmusse** », laquelle il suivrait, étant à la sellette des simples clercs. Charpentier fit appel, une procédure s'ensuivit. Aussitôt Charpentier voulut s'installer aux hauts sièges, le Chapitre dut le faire expulser par huissier. V. B. m., ms. 1009-2, 1612-1616, f^{os} 210, 211, 220 (25 sept., 12 octobre et 22 décembre 1613). V. aussi Arch. dép., G, 298, R. c. 1724-1726, f^o 280 r^o : un chapelain *in minoribus*, Alleaume, se plaça dans les stalles et le Chapitre dut lui enjoindre de les quitter.

(3) C'est au sujet de ce procès que Brillon écrivit ses notes intéressantes (G, 364). V. aussi Arch. dép., G, 131 : Chanoines en général, C. I, N, n^o 2, Inv. Anc.

du nouvel évêque de l'ordonner, sans aucune raison légitime. Cette situation durait depuis plus de **vingt-cinq ans**, elle ne pouvait se perpétuer. L'intéressé demanda à être considéré comme *in sacris*. Sa requête fut rejetée par le Chapitre. Il engagea une procédure et assigna le Chapitre en complainte et trouble devant le bailli de Chartres, le 20 août 1715; le 23 août, une sentence favorable au Chapitre était rendue par le magistrat : d'où mécontentement de Barthomier, consultation de spécialistes du droit canon, prise de lettres de chancellerie et assignation d'appel. Nicolas de Barthomier ne réussit pas dans cette nouvelle instance. Il quitta la carrière ecclésiastique et mourut marié en 1729.

Cette affaire montre que les chanoines *in minoribus* demeuraient parfois longtemps avant d'atteindre le sous-diaconat : ce qui n'était pas sans danger du reste.

Les règlements des différents chapitres relativement aux selliers étaient plus ou moins sévères. A Paris, ces chanoines étaient assis sur de simples escabeaux, à la hauteur des enfants de chœur, fussent-ils Conseillers au Parlement. Ils n'avaient pas voix délibérative (1). A Rouen, les chanoines mineurs se tenaient debout, ils pouvaient toutefois s'asseoir sur un petit banc quand les stals étaient abaissés. L'usage du Chapitre de Sens était rigoureux : les chanoines non *in sacris* entendaient l'office jour et nuit, debout et tête découverte. A Beauvais, ils étaient assimilés aux enfants de chœur. A Orléans, ils jouissaient d'un banc fort incommode. A Senlis, ils restaient debout et tête nue. Les chanoines mineurs de Soissons étaient assis, mais n'avaient pas voix en chapitre; ils n'entraient qu'aux chapitres généraux et synodes pour entendre l'exhortation. Ils ne nommaient pas aux bénéfices, mais participaient aux distributions. Le statut de Châlons exigeait le diaconat pour les capitulants. A Poitiers et Autun, l'accès du chapitre était refusé aux membres *in minoribus*. Les usages du Mans, de Bourges, d'Auxerre étaient plus indulgents, quoique encore stricts. Le Chapitre de Bayeux ignorait à peu près les chanoines non constitués en ordres majeurs (2).

*
*
*

Outre les conditions de capacité que nous venons d'examiner, le Chapitre de Chartres soucieux de sa dignité, de son indépendance

(1) Meuret, *op. cit.*, p. 6.

(2) Arch. dép., G, 364.

et de ses privilèges, exigeait des canonisandes une qualité assez singulière : celle de n'avoir jamais été l'**adversaire de « l'Église de Chartres »** (1). Dans une délibération capitulaire de 1303 (2), il était affirmé : *lalem esse consuetudinem notoriam, manifestam et approbatam quod quicumque fuerit adversarius ipsius Ecclesie Carnotensis non potest, nec debet in ipsa Ecclesia beneficium oblinere seu in ea promoveri*. En cas de doute, le Chapitre demandait au candidat l'attestation solennelle de sa loyauté à l'égard de la Compagnie et de l'Église (3).

Souchet rapporte que le cardinal de Sainte-Cécile (4), oncle de l'évêque Simon de Perruchay, avait mené la lutte contre le Chapitre de Chartres dont il avait osé contester les droits : il devait bientôt être puni de cette attitude : « Estant pourveu d'une chanoinie en l'Église dudit lieu (Chartres), le Chapitre usant de son droit de ne recevoir en son collège ceux qui ont combattu les droits d'icelui le refusa. Lui, recongnoissant la justice de leur procédé, loua leur courage et résolution; et les pria de recevoir son neveu en son lieu ». Le Chapitre y consentit. Il n'eut point à se repentir de son geste, car il fut comblé de privilèges par le cardinal parvenu à la Papauté.

* *

Pour terminer l'étude des conditions générales d'admission, il nous reste à examiner deux questions : 1^o Les mesures prises contre la simonie dans les collations; 2^o et le projet d'affectation de canonicats à certains ministres du culte.

La nomination à un bénéfice ecclésiastique doit être gratuite. C'est une règle qui a toujours été maintenue avec rigueur, sinon observée par tous. La contravention à ces principes est qualifiée **simonie**. La crainte de la simonie paraît avoir été une vraie préoccupation pour le Chapitre de Chartres. Dans le premier serment prêté sur le chef de Sainte Anne, le canonisande jurait n'avoir rien donné ni promis pour la prébende dont il attendait l'investiture, ni

(1) Cf. *Vieille Chronique*, p. 63.

(2) Séance du dimanche de la fête de la Trinité d'été, f^o 30 (B. m. 4161, I., f^o 54 r^o; copie tirée du procès du Chapitre avec l'évêque Godet des Marais, B. m. 1007-1008.)

(3) V. R. c. 1302 : Séance avant la Toussaint.

(4) V. *Histoire du diocèse*, t. III, p. 67, an 1279.

lui ni une autre personne pour lui, à sa connaissance; il ajoutait que, si pareille promesse avait été faite, elle ne serait pas acquittée. Dans le second serment, plus circonstancié, prononcé en Chapitre par le nouveau chanoine, une disposition semblable se trouvait insérée : *Juro... quod pro isla prebenda... non dedi nec promisi, nec alius pro me dedit aut promisit, me sciente, aurum vel argentum vel peccuniam aliquam vel aliud quod per peccuniam aliquam debeat aut valeat comparari et si promissum fuerit per me non solvetur* (1). L'origine de cette partie du serment nous est rapportée par Souchet. Le clergé avait procédé à l'élection du successeur d'Yves, Geoffroy II, de Lèves, sans solliciter l'approbation du comte de Chartres, Thibaut. Celui-ci, entra dans une grande colère, chassa le nouvel évêque de la ville et se vengea des électeurs en mettant leurs maisons au pillage. L'affaire devenait grave, et nul moyen de conciliation n'avait été trouvé pour apaiser le conflit. Robert d'Arbruisseil réussit à tout arranger. Les chanoines étaient si satisfaits qu'ils voulurent lui faire un présent, comme récompense de l'heureuse solution du différend; mais cet homme vénérable, détaché des biens terrestres, refusa tous cadeaux matériels et demanda au Chapitre de Chartres de lui accorder en quelque sorte un don « moral »; il le pria d'établir un statut, décidant que les chanoines s'obligeraient **par serment** à ne plus se rendre coupables de simonie, par vente ou achat de leurs prébendes (2).

A vrai dire, la simonie devait se pratiquer alors couramment. Une bulle de Calixte II, de l'année 1119, défendait aux dignitaires de l'Église de Chartres et à toutes autres personnes de rien prendre ou donner, pour affermer les canonicats de cette Église; le Pape ordonnait pareillement que tout chanoine fît d'abord serment devant le Chapitre assemblé qu'il n'avait pas remis d'argent pour sa prébende (3).

Déjà, au temps d'Yves de Chartres, des difficultés s'élevaient à ce sujet. Ce prélat, dans une lettre adressée à Richard, évêque d'Albano et légat du Pape, répondait à certaines accusations de simonie portées contre l'Église de Chartres : « ... Je m'étonne, disait-il, que cela seul, dans la seule Église de Chartres, soit incriminé, quand cette même faute et bien d'autres également condamnables règnent dans presque toutes les Églises de France. Quant à ce qu'on vous a

(1) *Polyptique N.-D. in Cart. N.-D.*, II, page 281.

(2) Souchet, II, p. 384, an 1115. — Cf. bulle de Pascal II relative à l'incident de la réception de Geoffroy, Arch. dép., G, 131, C. X, A, 31; *Cart. N.-D.*, I, XXXVI.

(3) Arch. dép., G. 354. Bulle parchemin; B. m. Gall., chr., t. VIII, inst. c. 318; *Cart. N.-D.*, I, pp. 127-128.

rapporté qu'avec ma permission l'hérésie simoniaque domine publiquement dans l'Église de Chartres, c'est un dire absolument dénué de vérité... Si le doyen, le chantre et autres ministres, se fondant sur l'ancienne coutume, exigent encore publiquement quelques présents de ceux qui deviennent chanoines, c'est contre ma volonté et malgré mes efforts. Ils se défendent par les usages de l'Église Romaine, dans laquelle, affirment-ils, les cubiculaires et les ministres du Sacré Palais ont la coutume d'exiger des évêques ou des abbés consacrés de grands présents, qu'on dissimule sous le nom d'oblation et de bénédiction. » Et l'évêque Yves faisait remarquer à ses chanoines que l'exemple de ces procédés ne devait pas nécessairement être suivi (1).

L'évêque Renaud de Mouçon s'attira les foudres romaines par la simonie et l'indignité de ses collations; il fut suspendu de ses fonctions de collateur, que le Pape attribua à d'autres prélats délégués. Renaud de Mouçon réussit avec difficulté à rentrer en meilleure grâce près du Saint-Siège. Il n'obtint qu'une absolution mitigée; la nomination aux bénéfices lui fut restituée, sous certaines conditions rigoureuses : *gratis beneficia conferat, sine pretio scilicet convento, pollicito vel recepto*. Afin d'éviter les mauvais choix, un conseil, ou contrôleur était adjoint à cet évêque. Pour motiver d'aussi sévères mesures, il fallait que des actes nettement simoniaques eussent été relevés à l'encontre de Renaud de Mouçon (2).

A Chartres, il existait une coutume, qui ne disparut jamais, bien qu'elle fût contraire aux prescriptions des Papes. Ce n'était pas de la vraie simonie, mais c'était cependant la prestation d'un objet ou d'une somme d'argent exigée lors de l'entrée en possession d'un bénéfice ecclésiastique. En effet, chaque chanoine devait, lors de sa réception au chœur, donner à l'Église une chape de soie (3). Cette obligation se trouvait insérée dans le serment prêté par le récipiendaire en Chapitre : *Ilem juro quod ego faciam unam capam de serico vel aliud ornamentum, officio hujus ecclesie deputandum, de primis fructibus prebende mee usque ad valorem XX librarum turonensium*... Dans les registres capitulaires, on rencontre régulièrement la mention de la « *Cappa Serica* ». Dans la suite, on voit que le droit de chape fut fixé à cent cinquante livres, qui ne

(1) *Lettres d'Yves* : 94, 133, 135 (éd. Merlet).

(2) Arch. dép., G, 132, C. XI, II bis; *Cart. N.-D.*, II, p. 13. Renaud de Mouçon tint le siège de Chartres de 1183 à 1217. La mesure prise par le légat du Pape est en date de 1199-1200.

(3) *V. Cart. N.-D.*, intr. p. LXXIV.

seront; dit une ordonnance capitulaire du 8 juillet 1741, employées qu'aux ornements et principalement aux chapes (1). D'après un certificat adressé au Chapitre de Verdun, le nouveau chanoine payait, au XVIII^e siècle, 270 livres, dont 150 pour l'œuvre et fabrique; le surplus était distribué aux officiers de l'Église (2).

En outre, chaque chanoine versait, lors de sa réception, une pistole de 10 livres; retenue de pareille somme était faite en cas de décès ou résignation d'un prébendé. Ce droit était destiné à l'entretien de la bibliothèque capitulaire (3); il fut porté à 20 livres, par délibération du 20 janvier 1655 (4).

Si on se réfère à un état de dépenses annexé à un mémoire manuscrit du XVII^e siècle, (5) on trouve, comme total des dépenses à la charge du nouveau chanoine, une somme de 254 livres. Ainsi la gratuité de la collation excluait bien la simonie; mais le canonisande était cependant astreint à quelques petites libéralités prévues par les usages spéciaux de l'Église de Chartres (5).

*
* *

Les statuts du Chapitre de Chartres étaient très minutieux pour l'admission des nouveaux chanoines. Cependant, si l'on considère le rôle dévolu au Chapitre cathédral par le droit, une question se pose : le Chapitre est le **conseil de l'Évêque**, il participe avec lui au

(1) B. m., ms. 1009-21, f^o 276. En confirmation de l'ordonnance capitulaire du 25 juin 1738.

(2) Arch. dép., G, 298, f^o 277 r^o, le 19 décembre 1725.

(3) Arch. dép., G, 366, Chap. gl. du 26 juin 1649.

(4) Arch. dép., G, 366, Chap. du 20 février 1655.

(5) Arch. dép., G, Suppl. *Usage de l'Église de Chartres dans l'administration du temporel* (déjà cité). On relève les chiffres suivants : payé à M. le Chantre pour droit d'installation, 5 sols; à M. le Sous-Doyen, pour le serment devant les quatre Dignités, pour la convocation et le rapport : une livre 10 sols; pour le bureau des pauvres : six livres; aux notaires et secrétaires du Chapitre : treize livres dix sols; aux huissiers et sous-huissiers : dix livres; aux chantres : six livres.

Personne n'était oublié : le maître de musique, le pointeur, les enfants de chœur, les marguilliers clercs et laïcs, le clerc de l'œuvre, le maître de grammaire, le sacristain, l'organiste, les appariteurs, les guetteurs, les sonneurs, les divers valets, l'éteigneur de chandelles, l'horloger...

(6) A Orléans, tout nouveau chanoine était assujéti lors de sa réception à un droit de chape variable selon les temps (règlement de 1272). En principe, ce droit était de douze livres parisis. Il pouvait être acquitté en nature (statut de 1332). En 1451, le récipiendaire payait deux chapes de soie rouge. En 1461, le droit fut élevé à vingt livres tournois. En 1462, il fut acquitté de nouveau en nature. En dernier lieu, le droit atteignait 60 livres. Les dignitaires versaient 25 livres, en prenant possession de leurs fonctions. V. Foulques de Villaret, *op. cit.*; p. 532.

gouvernement du diocèse; il apporte au prélat, dans les circonstances délicates, les opinions autorisées de clercs savants, expérimentés, prudents et versés dans les canons. Ne semble-t-il pas que des conditions spéciales de capacité, que des « épreuves », des références devaient, avant tous autres titres, être exigées des futurs chanoines? Nous avons vu, il est vrai, que des jeunes gens étaient imposés au Chapitre par la faveur des princes et des évêques; c'était un mal difficile à éviter. Mais, à côté de ces chanoines inutiles, des stalles étaient-elles réservées à des prêtres et curés blanchis dans le sacerdoce? C'eût été un excellent recrutement, une juste récompense pour les bons serviteurs et une manière d'émulation fort appréciable. Il n'apparaît pas toutefois qu'à Chartres une priorité ait été accordée à certains ecclésiastiques, particulièrement qualifiés par leur passé pour porter l'aumusse.

Un évêque, Mgr Jean-Baptiste de Lubersac, le dernier qui tint le siège de Chartres avant la Révolution, conçut le projet de réaliser les idées précédentes. Il communiqua au Chapitre une requête du vice-promoteur épiscopal où il exposait : « qu'encore que les principaux motifs qui doivent engager les ministres du Seigneur à remplir leurs fonctions soient la gloire de Dieu et le salut des âmes, il est cependant de la sagesse de ceux qui tiennent en mains l'autorité de soutenir par l'espoir de récompenses méritées l'émulation des ministres du second ordre; qu'il est très facile de remplir ces vues en affectant douze canonicats de l'Église Cathédrale de Chartres aux curés et aux prêtres qui auront rempli dans ce diocèse pendant un certain nombre d'années qu'il nous plaira de fixer les fonctions du ministère. Que rien ne paraît devoir mettre obstacle à cet objet; que les canonicats de votre Cathédrale, disait l'Évêque aux chanoines, sont au nombre de soixante-seize et qu'ils sont tous à notre nomination; que pour remplir ces vues, il sera nécessaire que ces douze canonicats soient tellement affectés aux prêtres qui auront travaillé un temps fixé dans le diocèse qu'ils ne puissent être résignés, qu'ils soient hors de l'expectative des gradués, de l'indult, du brevet de joyeux avènement, de la prévention en Cour de Rome, et que pendant la régle ils ne puissent être conférés par le Roi qu'à des sujets qui aient les qualités requises, pourquoi sa Majesté sera très humblement suppliée d'autoriser et de confirmer par ses lettres patentes les clauses à insérer dans notre décret ... » (1).

La proposition de Mgr de Lubersac ne parut pas satisfaire le Cha-

(1) Arch. dép., G, 334, R. c., f^{os} 189 r^o et s. (jeudi 9 septembre 1784); 1785 : f^{os} 232 v^o, 238 r^o, 240 r^o, 264 r^o, 272 v^o, 273 et suivants, 279 r^o.

pitre. Il prit le parti de gagner du temps. Impatient, l'Évêque demanda des nouvelles de sa requête à plusieurs reprises. Les commissaires du Chapitre n'apportaient aucune diligence à rédiger leur rapport; on décida même d'envoyer à l'Évêque des délégués, avec mission de le dissuader de poursuivre l'exécution du projet. Mgr de Lubersac ne voulut pas abandonner son initiative et insista près des chanoines pour une prompte réponse. Celle-ci fut un refus net. Dans une très longue lettre, les chanoines protestèrent contre la procédure engagée contre eux par l'Évêque devant l'officialité et réservèrent leurs droits. Ils s'empressèrent d'ajouter : « dans les circonstances actuelles, le Chapitre déclare qu'il verra toujours avec une vraie satisfaction et recevra avec reconnaissance les nouveaux canonizans, qui, après avoir travaillé avec édification dans le diocèse, deviendront leurs confrères, étant déjà marqués du sceau de l'estime publique, réunissant la science des ecclésiastiques à la vraie piété, à la prudence, au zèle éclairé; que de telles nominations seraient bien capables de ramener le goût des études, de la vertu, et de faire naître des encouragements... »

Mais ce projet était contraire aux gradués, aux indultaires, aux prérogatives du Roi pendant la régale, aux droits de l'Église de Chartres, de l'Évêque, du Chapitre, des curés eux-mêmes. La Compagnie ne pouvait admettre une telle atteinte **à la liberté de collation des évêques, qui seraient désormais liés dans leur choix !**

Aux yeux des chanoines, cette réforme était inutile, le droit de nomination des évêques n'étant pas limité. Si ce nombre infime de douze était retenu, les curés seraient eux-mêmes lésés et ne pourraient plus espérer, comme autrefois, obtenir du pasteur un canonicat; enfin, des curés usés, retraités, n'aspirant qu'au repos, seraient dans l'impossibilité matérielle de satisfaire aux dures exigences de la vie de chapitre ! En tous cas, l'opposition des chanoines était formelle, ils envisagèrent même un pourvoi...

Cette déclaration fut remise à l'Évêque.

Il n'apparaît pas que les statuts capitulaires reçurent de modification.

CHAPITRE III

LA COLLATION

Il existait diverses manières d'entrer dans le Chapitre de Chartres. La voie normale était la nomination par l'Évêque. Les moyens extraordinaires, quoique fréquents, étaient les provisions écrites en Cour de Rome ou les lettres royales.

A) NOMINATION PAR L'ÉVÊQUE

Le droit de l'Évêque n'était pas absolu ; il s'exerçait avec la participation obligatoire du Chapitre : *Item prebende ecclesie Carnotensis ad collacionem episcopi et Capituli conjunctim pertinent...* (1).

En cas de vacance, l'Évêque devait nommer un titulaire dans un délai de rigueur. Faute par lui d'user de sa prérogative en temps requis, il encourait une déchéance et le Chapitre avait qualité pour désigner un nouveau chanoine (2). Il était assez rare que semblable circonstance se présentât ou du moins que la forclusion fût opposée au chef du diocèse. Si l'on en croit les termes d'une lettre de Pierre de Corbeil, archevêque de Sens, adressée au Chapitre, l'évêque Renaud de Mouçon (3) fut traité quelque peu sévèrement à cet égard par les chanoines ; certains se laissèrent fléchir par ses prières, mais d'autres maintinrent leur refus d'accepter le candidat de l'Évêque négligent (4).

(1) *Vieille Chronique, Cart. N.-D.*, I, p. 63.

(2) Par arrêt du Parlement du 7 septembre 1479, ce délai fut fixé à 6 mois.

(3) *Cart. N.-D.*, II, p. 69 (1212-1217).

(4) *Miramur etenim*, écrivait l'archevêque, *quod, sicut nuper audivimus, cum va-*

Une lettre du roi Henri II aux doyen et Chapitre de Chartres nous fait connaître une difficulté de ce genre (1). L'affaire fut d'importance et le Chapitre ne craignit pas de se dresser contre « la volonté de Sa Majesté » pour sauvegarder ses usages et privilèges. Le Roi avait « par inadvertance » désigné à l'Évêque de Chartres « plusieurs pour estre pourvez des premières chanoines et prébendes qui viendroient à vacquer » en son Église. Une seule place se trouvait libre ; l'Évêque, désireux de ne pas mécontenter le Roi, ne voulut pas faire de choix entre les candidats sans lui en référer. Le Chapitre veillait ; il émit la prétention de s'attribuer la collation de la prébende, pour défaut de nomination par l'Évêque dans les délais.

Le Roi écrivit au Chapitre une lettre très vive qui se terminait sur un ton impératif et presque menaçant : « Et pour ceste cause, nous vous prions et néantmoins mandons que vous n'ayez à troubler ne empescher celluy que, comme dict est, nous avons nommé audiet évesque de Chartres pour estre pourveu de ladicte chanoynie... ». Cette lettre émanait d'un roi qui n'avait cure des traditions de l'Église de Chartres. Henri II allait apprendre à connaître la résistance des chanoines. Une seconde lettre nous révèle ce monarque très irrité des difficultés qui furent soulevées à son protégé Claude Sublet, dont la collation par l'Évêque avait été attaquée par voie d'appel comme d'abus. Henri II demandait au Chapitre de se désister de sa procédure ; il le priait de renoncer à son droit, s'il existait, pour cette fois, en faveur et pour l'amour de lui, et d'obtenir la même renonciation de celui que le Chapitre avait pourvu de la prébende litigieuse. Il prenait du reste soin de spécifier : « Sans toutefois aucun préjudice et conséquence pour l'advenir de vostre dict droit prétendu en semblables occurrances et vacation des dictes prébendes. » Cette phrase un peu suppliante était suivie par une autre nettement comminatoire. Le Chapitre ne s'en émut pas davantage et, sans abandonner ses revendications, les appuya de diverses exigences relatives au port de la barbe et à la résidence du sieur Sublet. C'était trop : le Roi, « malcontent » des « intolérables déportements, dérisions et mocqueries » du Chapitre entendait être obéi : « sin quoy nous sommes ja résoluz de ce que en devons faire. » Une dernière lettre du 27 novembre 1549, un an après l'origine des difficultés, était conçue en termes plus conciliants. Le Roi

cantem prebendam Carnotensis Ecclesie nuper [Episcopus] conferre vellet persone congrue, vos contra ipsum respondistis prebendam illam ad vestram donationem devolutam esse, quam ipsam non dederat tempore congruenti. Et le prélat exhortait les chanoines opposants à abandonner leur intransigeance.

(1) Arch. dép., G, 436. — Merlet, *Lettres*, p. 41, 23 novembre 1548.

déclarait ne pas trouver mauvais que le Chapitre poursuivît judiciairement la conservation de ses droits, privilèges, franchises et libertés; il demandait que l'affaire de Sublet reçût une solution « en sorte, disait-il, que nous n'en oyons plus parler. » On voit avec quelle énergie le Chapitre de Chartres soutenait ses prétentions à la collation des prébendes.

La déchéance de l'Évêque fut quelquefois mise à profit par l'archevêque de la province de Sens : celui-ci pourvut une chanoinie vacante, à laquelle il nomma Michel de la Haye, faute par l'évêque Pierre Beschebien d'avoir agi en temps requis (10 octobre 1444) (1).



Le choix de la personne appartenait à l'Évêque. Le Chapitre n'avait pas à connaître les **motifs** qui avaient pu amener le prélat à présenter tel candidat à la Compagnie. Si le « canonisande » était reconnu capable, le Chapitre ne pouvait rejeter la collation. Cette abstention ne fut pas du reste sans susciter maints débats : les chanoines acceptaient difficilement d'être tenus à l'écart d'une question qui les intéressait au premier chef. L'auteur de la Vieille Chronique emploie une expression assez vague au sujet des prérogatives de l'Évêque; il écrit que la collation des prébendes ressortit à la fois à l'Évêque et au Chapitre, *conjunctim*, de telle sorte que l'Évêque ne peut conférer de prébende *sine Capitulo, ad hoc congregato et in loco capituli*. Cette phrase peut être interprétée en ce sens que le prélat devait conférer la prébende en assemblée du Chapitre, ce qui est vrai. Mais ne faut-il pas en conclure que le droit de nomination de l'Évêque ne pouvait s'exercer sans l'assentiment ou le regard du Chapitre? M. Merlet cite le cas de Berthaut Charbonneau, qui consentit à ce que son intronisation fût déclarée nulle, parce qu'au Chapitre seul appartenait le droit de le mettre en possession (1473) (2).

(1) Arch. dép., G, 131, Inv. Anc., C. I, T: contre l'Évêque, n° 4. — (V. également *eod. loc.*, n° 1 : lettre de l'archevêque de Sens engageant le Chapitre à la paix avec l'Évêque et le priant de consentir à celui-ci la libre disposition d'une prébende vacante, dont le Chapitre lui disputait la collation.

(2) Arch. dép., G, 369. — Voir G, 131, Inv. Anc., C. II, V, 25, n° 5 : acte passé devant Basdoux, tabellion-juré de Chartres, le 26 janvier 1473. Il apparaît que l'hostilité manifestée par le Chapitre à l'égard de Charbonneau provenait surtout de ce que celui-ci avait été mis en possession par **personne étrangère**, sans faire les serments et autres devoirs en tels cas accoutumés. La nomination du nouveau chanoine ne doit

Après diverses vicissitudes, le droit de libre choix de l'Évêque fut confirmé définitivement par arrêt du Parlement de Paris, rendu le 7 janvier 1534 (1) entre Louis Guillard, évêque de Chartres, et son Chapitre. Il fut décidé que la **cause** des collations n'avait pas à être appréciée par les membres du Chapitre. Il avait déjà été ainsi jugé par un ancien arrêt du Parlement de Paris du 7 septembre 1479 (2).

Le Chapitre jouissait d'un autre droit très intéressant : celui d'examiner la **capacité** et la **moralité** du candidat présenté par l'Évêque (3) et d'éliminer tout « canonisande » non idoine. Il y avait là une prérogative précieuse pour la Compagnie.

Quelles étaient les formalités d'usage, en l'Église de Chartres, pour la collation d'une prébende vacante?

Le promoteur épiscopal, en compagnie d'un secrétaire, se rendait à la cathédrale, à l'issue de la grand'messe capitulaire : il avisait au pupitre les quatre principales dignités du Chapitre, c'est-à-dire le doyen, le chantre, le sous-doyen et le sous-chantre, (4) ou, s'ils étaient absents, les plus anciens chanoines (5) qu'un « canonisande » devait leur être présenté par l'Évêque (6). Les dignitaires acceptaient de se trouver aux lieu et heure fixés (7). Il pouvait arriver que

pas être confondue avec sa mise en possession, entourée de certaines formalités dans lesquelles intervenait le Chapitre.

(1) Arch. dép., G, 131, Inv. Anc., C. I, T, n° 8. — V. Arch. dép., G, 367.

(2) V. Brillon, *Arrêts*, Chanoines, p. 102.

(3) V. Bulle de Clément IV, du 29 mai 1345, obligeant l'Évêque à réunir les dignités (Arch. dép., G, 131, C. I, T, n° 2 bis ; G, 367).

(4) V. Arch. dép., série G, suppl., *Usages de l'Église de Chartres*. — V. encore *Cart. N.-D.*, Introd., p. lxxij. — V. aussi *Vieille Chronique*, p. 63 ; *Polyptique : De collatione prebendarum, dignitatum...* in *Cart. N.-D.*, II, p. 280.

V. Arch. dép., G, 369 : Mémoire détaillé contenant les formalités requises pour la prise de possession des prébendes et dignités de l'Église de Chartres ; — v. Arch. dép., G, 3 ; G, 5 ; G, 7 ; G, 367, 368 ; G, 286, 287 : Provisions ; — v. aussi B. m, ms. 1030.

V. Registres capitulaires, *passim*, à chaque réception de nouveau chanoine.

(5) L'arrêt du Parlement du 7 janvier 1543 décida qu'en cas d'absence d'un ou de plusieurs des principaux dignitaires, les plus anciens chanoines seraient subrogés aux absents, pour ce qui regardait l'examen des candidats.

(6) Il s'exprimait ainsi : *Venerande domine, Decane ceterique viri clarissimi (vel Cantor, vel antiquior canonice), habetis canonizandum, qua propter convenientis, si placeat, in capellam martyrum ad pulsum Nonae ad illum examinandum*. A cette invitation, il était répondu : *Conveniemus hora et loco dictis*.

(7) La présentation avait lieu en ces termes : *Venerande Decane ceterique viri clarissimi, praesento vobis Magistrum clericum vel presbyterum hujus Dioecesis (vel alterius si contingat) canonizandum examinandum super ejus sufficientia et idoneitate et capacitate ad obtinendos canonicatum et prebendam hujus Ecclesiae, quos nuper obtinebat Magister N..., verus ultimus et immediatus possessor pacificus*. Le doyen répliquait : *Reverendissime Pater recepimus Magistrum N..., clericum aut presbyterum Dioecesis praesentatum tuum examinandum, secundum Ecclesiae consuetudinem, sub protestationibus assuetis*.

l'examen se fit exceptionnellement pour des causes graves, en dehors de Chartres. Un certain Guillaume de Longueil fut interrogé à Paris par les commissaires du Chapitre, « attendu son impuissance à se transporter à Chartres, à cause du danger des chemins » (1).

L'examen ne portait pas seulement sur la capacité canonique du candidat, mais encore sur sa vie, ses mœurs et ses antécédents, ainsi que sur certaines conditions particulières exigées par les statuts de l'Église de Chartres, telles que l'attitude manifestée jusqu'à ce jour par le « canonisande » à l'égard du Chapitre, de ses droits et de ses privilèges. Nous avons vu plus haut la rigueur avec laquelle les chanoines refusaient l'accès de leur compagnie à leurs ex-adversaires. C'était lors de l'examen passé devant les quatre dignités, qu'une décision était arrêtée sur ce point, après information utile (2).

Rapport était déposé et lu par le doyen ou le président de la commission, en chapitre ordinaire ou en chapitre spécialement indiqué. Les quatre dignitaires prenaient place au bureau et le doyen rendait compte à l'assemblée de l'examen subi par le « canonisande », reconnu idoine ou non. Leur mission dès lors terminée, les commissaires quittaient le bureau. Connaissance du dossier était donnée par lecture au Chapitre. Les pièces étaient vérifiées : convocation de l'Évêque, lettres de tonsure, de grades universitaires, autres documents, le cas échéant. La régularité de tous ces titres était constatée. Le Chapitre « donnait alors une conclusion favorable à la collation. »

Comment s'effectuait celle-ci ? Le sujet, en robe et en bonnet, devait d'abord prêter sur le chef de sainte Anne les serments solennels, que nous étudierons bientôt en détail : serment de naissance libre et légitime ; serment de non simonie ; serment de garder et observer les coutumes et privilèges de l'Église. Le premier serment était prononcé en présence du chantre ; le sous-doyen assistait aux autres, ou à son défaut l'ancien chanoine. Représentation était faite des serments en Chapitre : l'Évêque entraît à ce moment, et se plaçait sous le crucifix entre le doyen et le chantre (3). Il était harangué par la commission d'examen (4).

(1) En 1423. — Arch. dép., G, 131, C. I, T, n° 3. — Arch. dép., G, 367. Le Chapitre pouvait d'ailleurs accorder toutes dérogations aux usages : *Capitulum vero potest dispensare super hoc et gratiam facere ubi et quando voluerit*. Arch. dép., C. III, C, I (coutumes de l'Église, 1330) ; — *Cart. N.-D.*, II, CCCXCIII, p. 268.

(2) *Vieille Chronique*, loc. cit., p. 63. — V. Arch. dép., G, 777 : extrait du Livre Vert.

(3) Si l'Évêque s'était fait remplacer par le vicaire général, celui-ci se tenait au second banc d'en bas, du côté du doyen.

(4) Voici les termes du discours adressé au prélat par les quatre dignitaires : *Reverendissime Pater, hodierna die, nobis N. Cantori, N. Subdecano, N. Succentori et*

Informé de la capacité du « canonisande », l'Évêque le faisait approcher et lui donnait la provision *viva voce*, en une longue formule solennelle que l'intéressé écoutait, genou en terre (1).

L'intervention personnelle de l'Évêque en Chapitre était exigée avec la dernière rigueur par les usages de l'Église de Chartres (2). L'évêque Renaud de Mouçon désirait conférer un canonicat à son neveu Jacques; ne pouvant se rendre au lieu capitulaire, il demanda au Chapitre la grâce de procéder à la collation dans un autre endroit. Cette faveur lui fut accordée; mais il dut certifier qu'elle ne tirerait nullement à conséquence, à l'encontre du Chapitre (3). L'évêque Jean, faisant allusion au statut de l'Église de Chartres qui l'obligeait à venir en cette cité conférer les prébendes ou, en cas d'empêchement, à charger ses vicaires de cette mission, attesta que, si ces usages n'avaient pas toujours été observés, il entendait que le Chapitre n'en subit aucun préjudice (4). Lorsque le roi Louis XII, voyageant en Italie pour traiter la paix avec l'Empereur, manda à ses côtés l'Évêque de Chartres, il pria le Chapitre d'autoriser Erard de la Marck à conférer par vicaires

mihi Decano, ratione nostrarum dignitatum, praesentasti Magistrum N... clericum Dioecesis examinandum super ejus sufficientia et idoneitate ad obtinendos canonicatum et praebendam... etc... quemquidem canonizandum recepinus et, examine facto, illum capacem et idoneum reperimus et hoc esse verum Dominis de Capitulo retulimus; nunc vero vice Capituli et nostra tibi illum representamus sub protestationibus assuetis.

(1) Nous la reproduisons ci-après dans son intégralité. Il convient d'observer qu'en cas de collation par le vicaire général, certaines variantes étaient nécessairement insérées dans le texte habituel :

Venerabiles viri, Decane, Canonici et Capitulum, nos..., Dei gratia et autoritate apostolica Carnotensis Episcopus, canonicatum et praebendam quos nuper in hac insigni Ecclesia obtinere solebat Magister N..., illorum ultimus et immediatus possessor pacificus, quorum vacatione occurrente collatio, provisio et omni modo alia dispositio ad nos ratione nostrae Pontificalis dignitatis spectat et pertinet, vacantes nunc et liberos per obitum dicti Magistri, tibi praesenti N... capaci et idoneo contulimus et donavimus, conferimus et donamus; teque de illis per traditionem hujus libri investimus, quapropter vos venerabiles viri Decane, Canonici et Capitulum rogamus et requirimus quatenus dictum magistrum N... in actualem et realem possessionem dictorum canonicatus et praebendae inducatis seu induci faciatis, solemnitatibus assuetis servatis ac jure cujuslibet salvo, stallum in choro, vocem et locum in Capitulo detis et assignetis cum omnibus pertinentibus et plenitudine juris canonici : quantum vero ad vestras protestationes spectat, nos in contrarium protestamur.

(2) Coutumes de l'Église de Chartres déjà citées (1330) : *Debet prebendas conferre presens in capitulo et presertim, nisi sit extra diocesim pro negotiis ecclesie aut infirmitate sui corporis impeditus*. Au cas de maladie, il était remplacé par son vicaire général, spécialement désigné.

(3) 5 août 1215. *Liv. priv. Église de Chartres*, cart. 28 bis, fo 70 v°. — *Cart. N.-D.*, II, CCXIX, p. 78. Lorsque, à la suite du meurtre du chantre Renaud de Lépine, le Chapitre s'exila à Mantes, Innocent IV permit à l'Évêque de conférer les prébendes à Mantes, notwithstanding les coutumes, 11 sept. 1254 (*eod. loc.*, fo 158 r°, et *Cart. N.-D.*, II, CCCXV, pp. 156-157).

(4) B. m., ms. 1162, fo 295 et suivants : août 1397,

les prébendes vacantes, sous réserve des droits de la Compagnie (1).

Pendant l'épiscopat d'Erard de la Marck, les collations par grands vicaires devinrent fréquentes (2). Des difficultés se produisirent parfois : une procédure fut engagée par le Chapitre contre Erard de la Marck et Louis Guillard, évêques de Chartres, prenant fait et cause de Jean Grognet, vicaire général, qui prétendait conférer en cette qualité les prébendes vacantes de l'Église de Chartres, sans mandat ou vicariat spécial de l'Évêque (1517 à 1537 et 1551) (3).

En effet, le mode de collation par vicaires devait rester exceptionnel et restreint aux cas de force majeure. Un acte capitulaire du 6 novembre 1573, autorisant l'Évêque malade à faire présenter aux quatre dignités un « canonisande » et à le faire pourvoir le lendemain en Chapitre par grand vicaire, démontre qu'il y avait là une véritable concession (4).

Mais, en toutes circonstances, il n'était pas permis à l'Évêque de nommer les chanoines par lettres. Un arrêt du Parlement du 7 septembre 1479 (5) jugea, entre autres choses, que le Chapitre était en bonne et paisible possession de ne pas tolérer que l'Évêque conférât les prébendes autrement que *viva voce* et que le Chapitre ne serait pas tenu de recevoir les pourvus par écrit. Brillon rapporte, d'après Dumoulin, un arrêt de l'année 1540, confirmatif d'une provision de l'Évêque donnée par écrit; mais il est à noter que le concurrent avait été désigné irrégulièrement par le légat du Pape.

B) PROVISIONS DES CANONICATS ÉCRITES EN COUR DE ROME

Qu'il y eût provision délivrée par le Pape, *propria auctoritate*, sans intervention de l'Ordinaire (provision *in forma graliosa*), ou bien provision apostolique soumise à une information préa-

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, T, 6. — Souchet, t. III, p. 486, an 1509, apprécie ainsi cette lettre extraordinaire du Roi : « Voilà les propres termes esquels est conçue la lettre du Roi, qui avoit esté mendiée par Erard de la Mark, pour pouvoir disposer des prébendes de l'église par ses grands vicaires, cet ordre estant établi de toute ancienneté, que quand l'Évesque est dans son diocèse, il doit venir lui-même en faire la collation de vive voix, dans le Chapitre; et pour son absence ou maladie, il doit bailler un **vicariat spécial pour ce faire, le général n'estant suffisant.** »

(2) Arch. dép., G, 367 : René d'Illiers, Erard de la Marck et Louis Guillard abusèrent un peu du procédé. — V. Arch. dép., G, 131, C. I, T, 3, 5, 7, 8, 10, 11, f^{os} 22 et 23. Miles d'Illiers eut aussi des démêlés à ce sujet (Arch. dép., G, 131, C. II, V, 3 et G, 369).

(3) Arch. dép., G, 148, C. XXXI, C, T, 19^{re}.

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, T, 10 et G, 367.

(5) Arch. dép., G, 131, C. II, V, 2. — Brillon, p. 102 : Chanoines.

lable et au visa de l'Évêque (provision *in forma dignum*), le récipiendaire priait les dignitaires et chanoines de vouloir bien se trouver en Chapitre au jour fixé pour la présentation du nouveau membre. En même temps, il sollicitait très humblement leur bienveillance.

A la date prévue, le futur chanoine, en robe et en bonnet carré, arrivait au lieu de l'assemblée capitulaire, faisait sa révérence à Messieurs les chanoines qui entraient dans la salle, y pénétrait le dernier, saluait de droite et de gauche, puis demandait, au désir de ses lettres de provision et de ses lettres de tonsure qu'il représentait, à être admis aux canonicat et prébende tenus précédemment par N... Il offrait de payer les droits et coutumes et de prêter les serments d'usage, soit en personne, soit par la bouche d'un notaire apostolique. Ensuite il se retirait. Le Chapitre délibérait alors sur la **régularité** des pièces. Il n'avait pas **d'autre contrôle** à exercer. L'examen des quatre dignitaires n'était pas pratiqué en pareil cas. Le pourvu possédait en effet un titre solide, émanant du chef de l'Église, qui valait par lui-même, sans la participation du Chapitre dont le rôle se réduisait à la réception du nouveau chanoine (1).

C) NOMINATIONS PAR LE ROI

Le Roi intervenait parfois dans la collation des prébendes cathédrales. Quand un sujet était nommé par le Roi à une chanoinie de Notre-Dame de Chartres, les formalités en usage étaient les mêmes qu'en matière de provision du Saint-Siège. Là encore, le Chapitre n'avait pas qualité pour imposer un examen préalable. Les lettres de nomination étaient vérifiées. Il était procédé ensuite, selon le cérémonial habituel, à l'intronisation du chanoine. Il ne faudrait cependant pas croire que le Chapitre acceptait sans récrimination tous les clercs que la faveur royale envoyait au service de Notre-Dame de Chartres. Il protestait à l'occasion, sans être effrayé par les menaces du monarque, et se plaisait à laisser entrevoir une procédure d'appel comme abus contre les collations qui ne lui agréaient pas. Ordinairement, tout s'arrangeait.

(1) Certains papes firent un usage constant des provisions écrites en Cour de Rome. Le pape Clément V s'était **réservé** la collation des prébendes, chanoinies et dignités de l'Église de Chartres. Il disposa de ces bénéfices au profit de ses officiers, créatures ou parents. Raimond de Goth, son neveu, fut gratifié de la prévôté de Normandie et Arnaud de Pellegrue, autre neveu, reçut une prébende. On comprend qu'en semblable circonstance, le Chapitre n'avait plus part aux nominations qui se décidaient, à Avignon, « en famille ». — V. Souchet, t. III, an 1305, p. 105.

Le Roi nommait quelquefois directement ; la plupart du temps, sans délivrer lui-même une lettre de provision, il agissait par pression sur le prélat collateur ; il faisait connaître à l'Évêque que le choix de tel personnage lui causerait un sensible plaisir ; il insistait en termes aimables ; mais si une résistance se manifestait de la part de l'Évêque ou du Chapitre, alors le ton devenait impératif. Ces hautes recommandations empêchaient la liberté de la collation, mais n'en changeaient pas la forme. En d'autres circonstances, le Roi pourvoyait lui-même, sans user de voies détournées, qu'il s'agit de brevet de joyeux avènement, de brevet de serment de fidélité, d'indult ou de régle.

1^o **Le brevet de joyeux avènement** (1) était une sorte de réserve ou de grâce expectative à la disposition du nouveau Roi. Elle portait sur les premières prébendes cathédrales et certaines collégiales vacantes.

On trouve dans l'histoire du Chapitre de Chartres, au xvi^e siècle, diverses références à ce mode de collation. Dans une lettre adressée par Henri IV au Chapitre Notre-Dame et relative à l'affaire Sublet (2), le Roi informait les chanoines opposants que c'était lui-même qui avait prescrit la nomination de Sublet, car l'Évêque avait à satisfaire « au bénéfice dont à nostre nouvel advènement à la couronne, il nous devoit gratifier comme les aultres prélatz de nostre royaulme » — *Pro jucundo suo adventu*, Henri IV attribua d'autorité le premier canonicat vacant à Nicolas de Montescot (16 novembre 1589).

Les chapitres n'accueillaient pas toujours avec bienveillance les promus du Roi. Si l'on en croit une déclaration de Henri IV du 8 septembre 1608, ils leur suscitaient même toutes les difficultés possibles et cherchaient à les priver de leurs émoluments et des fruits de leurs prébendes. Le Roi ordonna que les brevets fussent insinués et signifiés aux chapitres intéressés, « sans qu'après ladite insinuation, ils y puissent nommer, pourvoir, ni admettre d'autres personnes ».

2^o **La collation par brevet de serment de fidélité** était employée, lors de la prise de possession de son siège par le nouvel Évêque. Elle s'appliquait à la première prébende cathédrale vacante, au profit d'un clerc nommé par le Roi ; elle n'était du reste oppo-

(1) V. Traité de jurisprudence canonique et particulièrement : du Rousseaud de Lacombe. Cette prérogative souveraine remontait seulement au début du xvi^e siècle.

(2) Déjà citée. — V. Arch. dép., G, 436 et Merlet : *Lettres des Rois, etc.*

sable qu'aux évêques et non aux chapitres, contrairement à ce qui existait en matière de joyeux avènement. Aussi les chapitres, qui pourvoaient eux-mêmes leurs canonicats, échappaient au brevet de serment de fidélité. Ce n'était pas le cas à Chartres où le système de nomination par l'Évêque était presque absolu. L'établissement du droit de serment de fidélité était très récent. Il fut inauguré en l'an 1599 seulement. Il ne présentait aucun caractère spécial à l'Église de Chartres.

3^e **Par indult**, on entendait l'« Indult du Parlement de Paris », qui permettait au Roi de nommer à tout collateur ou patron ecclésiastique de France un officier du Corps du Parlement de Paris, auquel un bénéfice désigné devait être conféré. Il n'y avait pas, en cette circonstance simple pression ou désir, mais un ordre véritable, sans discussion possible. Si l'officier ne remplissait pas personnellement les conditions requises pour jouir du bénéfice, il faisait nommer à sa place un de ses parents idoines. Chaque magistrat n'avait droit à cette grâce qu'une fois dans sa vie; quant au collateur, s'il était un monastère ou un chapitre, il ne pouvait être grevé qu'une seule fois durant le règne du Roi. Tous les bénéfices réguliers et séculiers, même ceux de l'Ordre de Cluny, étaient atteints par les prescriptions apostoliques sur l'indult.

Toute dignité cathédrale, non élective confirmative, y était sujette (arrêts du Grand Conseil de 1656 et 1659). Il convient toutefois de signaler un arrêt du 23 octobre 1606 par lequel le sieur Brussel, demandeur en vertu de l'Indult, pour raison du doyenné de Chartres, fut condamné à laisser jouir le sieur Boeste de cette dignité, à laquelle il avait été appelé par le Chapitre, *sede vacante*. Le roi Henri IV confirma cette élection. Un autre arrêt du 30 juin 1651 débouta un indultaire, Michel Amelot, de ses prétentions au doyenné de Chartres. Enfin, l'arrêt du 23 juillet 1685 valida l'élection de Henry Goault et rejeta l'action d'un contendant, Jérôme de la Proustière, pourvu par indult (1).

4^e **La régale**. — Nous n'avons pas l'intention d'écrire ici une étude sur la régale, ses origines, sa construction juridique et ses conséquences. Nous avons simplement à rechercher quel était le mode de collation des prébendes de l'Église de Chartres, alors que l'évêché était en régale. Puisque l'Évêque de Chartres était le collateur normal de presque toutes les dignités et de tous les

(1) Arch. dép., G, 373.

canonicats du Chapitre cathédral, qu'advenait-il *sede vacante*?

Des difficultés se produisirent à ce sujet dès le XIII^e siècle. Une sentence de 1244, rendue par les abbés de Saint-Denis en France et d'Hermière, entre le roi Louis IX d'une part, Henri de Grez, évêque de Chartres, et le Chapitre, d'autre part, statua ainsi : des trois prébendes inoccupées en l'Église de Chartres depuis la vacance du siège épiscopal par la mort d'Aubry Cornut, deux seraient conférées par le Roi et la troisième par Henry de Grez, évêque successeur ; et à l'avenir, en pareille circonstance, la collation des dignités, personats et prébendes de ladite Église appartiendrait alternativement au Roi et au nouvel Évêque, jusqu'à la clôture de la régale (1).

Quelques années plus tard, en 1281, un compromis fut établi par le roi Philippe le Hardi et le Chapitre ; des arbitres étaient nommés : les évêques d'Évreux et d'Amiens, l'abbé de Saint-Denis en France et Henri de Verselay, trésorier de Laon. Les parties déclaraient s'en rapporter à leur jugement sur la contestation élevée entre le Roi, l'évêque Simon de Perruchay et le Chapitre de Chartres, relativement aux collations des dignités, personats et prébendes, *sede vacante*. Il y avait litige au sujet de l'archidiaconé de Pinserais et de la prévôté d'Auvers, que le roi Philippe avait pourvus, en régale, conformément au droit qu'il réclamait à l'exclusion de l'Évêque successeur. Celui-ci émettait des prétentions nettement opposées. Sur ce, intervint une sentence aux termes de laquelle, à l'avenir, toutes les fois qu'il vaquerait une dignité ou une prébende, la première collation serait faite par le Roi, la seconde par l'Évêque et ainsi de suite. C'était, somme toute, une confirmation de la décision rendue en 1244 (2).

En 1322 (3), un nouveau différend entre le roi Charles le Bel, l'Évêque et le Chapitre de Chartres nécessita la nomination de Pierre Rodier, chancelier de France, comme arbitre. Celui-ci sanctionna les dispositions précédentes, maintint le chanoine pourvu par le Chapitre en application des accords antérieurs et il débouta celui que le Roi avait désigné.

« Il y a longtemps que ce règlement n'a plus lieu, écrit l'annotateur de l'Inventaire du Chapitre au XVIII^e siècle ; toutes les dignités

(1) Arch. dép., G, 132, C. XXIII, fo 300 v^o, cote D, n^o 1. — V. *Cart. N.-D.*, II, CCLXXXV.

(2) *Ib.*, n^o 3. Sentence du jour de la Saint-Pierre-ès-Liens ou 1^{er} août 1281, p. 133. — V. Souchet, *Histoire du diocèse*, t. III, pp. 68 et 119. Le roi Philippe ratifia cette décision. V. B. m., ms. 1162, fo 244.

(3) *Ib.*, n^o 5.

et personats des Églises du Royaume et autres bénéfices qui ne sont point à charge d'âmes sont à la collation du Roy seul, même sans l'intervention d'aucun présentateur, pendant la vacance des sièges épiscopaux, jusqu'à l'enregistrement du serment de fidélité des évêques successeurs. Ce droit, appelé régale, est attaché à la Couronne. Il y a quelques Églises dont le territoire fait aujourd'hui partie du Domaine royal de la France qui ne sont point assujetties au droit de régale et sur lesquelles néanmoins le Roy exerce à peu près un droit semblable, en vertu d'un indult particulier du Souverain Pontife, tels les Trois Évêchés » (1).

L'historien Souchet faisait bien auparavant une remarque analogue. Il notait que ces ordonnances ne s'observaient plus et que le Roi pourvoyait seul à tout ce qui vaquait en l'Église « durant la régale, en ce qui en appartient à l'Évesque seulement et pour les bénéfices simples » (2).

D) RÉSIGNATION

Par résignation, on entendait la démission d'un bénéfice entre les mains d'un supérieur pour « l'admettre, l'approuver et l'accepter ». Trois sortes de résignations étaient reconnues par le droit canonique : la résignation pure et simple, la résignation conditionnelle et réciproque ou permutation et la résignation conditionnelle non réciproque, encore appelée « *in favorem* ».

Nous n'entrerons pas ici dans l'examen des difficiles questions soulevées en matière de résignation : cette étude déborderait notre sujet et serait nécessairement trop sommaire pour être utile et exacte. Nous nous bornerons à indiquer les statuts spéciaux du Chapitre Notre-Dame de Chartres. Lorsqu'un chanoine de cette Église résignait sa prébende, de quelque manière que ce fût, le Chapitre ne recevait le résignataire qu'à une condition : qu'il « eût satisfait » la Compagnie de toutes les dettes du résignant : fermages, réparations diverses, comptes de prêtres, etc... (3). Ce droit avait été conféré au Chapitre par le pape Martin V ; des confirmations ultérieures furent données par le Saint-Siège, notamment par une bulle d'Eugène IV, en 1435. Le Chapitre fit maintes applications de cette sévère dispo-

(1) Arch. dép., G, 132, C. XI, f^{os} 3 v^o et 4 r^o, sous le règlement de 1281.

(2) *Op. cit.*, III, p. 68. — Cf., la déclaration de Louis XIV du 10 février 1673 et l'édit de janvier 1682, avec la déclaration de l'assemblée du Clergé.

(3) Arch. dép., G, 131, C. I, J, n^o 1.

sition. Un sieur Orry Jean (1) avait été pourvu d'une prébende par résignation du chanoine Meusnier. Il demanda son admission au Chapitre qui lui opposa un refus et le fit s'obliger, lui et sa famille, à régler un certain nombre de sommes dont Meusnier restait débiteur. Moyennant quoi, Orry fut accueilli dans l'assemblée. Mais les prétentions capitulaires étaient encore plus rigoureuses. Le nouveau chanoine réclama du Chapitre l'autorisation de jouir des fruits de sa prébende. Il lui fut répondu qu'il ne pourrait percevoir ses revenus avant **d'avoir acquitté l'obligation par lui contractée avant sa réception.** Un procès fut engagé. Une sentence des Requêtes du Palais donna gain de cause au résignataire. Le Chapitre interjeta appel devant le Parlement et obtint, par la production de son statut, la condamnation de Jean Orry au paiement des dettes qu'il avait reconnues (17 mars 1598). Cette jurisprudence fut utilisée à l'encontre d'Eustache Picot en 1609, d'Élie Fougeu en 1654 et 1658, de Gobineau, résignataire de Pierre Germont, en 1673 (2).

Un chanoine nommé à un canonicat, après avoir résigné un semblable bénéfice, devait prendre une nouvelle possession et supporter toutes les charges imposées aux nouveaux chanoines, sauf le stage (3).

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, J, n° 2.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, J, n°s 3, 4 et 5.

(3) Arch. dép., G, 131, C. II, Q Q, f° 61, n° 20 : consultation de 1620. — Cf. B. m., ms. 1009-22 : certificat au Chapitre de Verdun, f°s 319-320.

CHAPITRE IV

LES SERMENTS ET L'INSTALLATION

LES SERMENTS

Afin de ne pas alourdir l'exposé des formalités de collation, nous avons seulement indiqué en leur lieu les serments des « canonisandes ». A raison de l'importance de ces serments, nous en donnons ici une analyse complète.

a) Serment prêté devant le chef de sainte Anne

Le « canonisande » jure qu'il est né de légitime mariage, qu'il est de condition libre, qu'il n'est ni colibert ni fils de colibert, qu'il n'a rien donné ni promis pour obtenir sa prébende, ni lui ni une autre personne en son nom ; que si pareille promesse a été faite, il ne l'acquittera pas. Il termine en déclarant qu'il évitera toute fraude dans la perception des distributions quotidiennes.

b) Serment prononcé sous les yeux du sous-doyen ou du plus ancien chanoine prêtre

La première partie de ce serment réproouve la simonie ; les termes sont les mêmes que ceux du serment précédent. Le candidat jure ensuite qu'il observera loyalement les coutumes de l'Église.

Il s'engage à ne pas percevoir plus de quarante sous par an sur les revenus de sa prébende, aussi longtemps qu'il n'aura pas achevé à Chartres un stage de six mois d'une Saint-Jean à l'autre, sauf dispenses admises et approuvées par le Chapitre et à l'exclusion de toutes autres.

En ce qui regarde l'admission au canonicat ou au chœur des

affranchis, fils d'affranchis ou de concubinaires, le futur chanoine respectera la coutume qui les élimine rigoureusement.

Les mesures prises par l'évêque Renaud de Mouçon avec l'assistance du cardinal Melior, légat du Saint-Siège, au sujet des prévôtés, font l'objet d'une promesse spéciale du « canonisande », qui défendra l'ordre établi, au besoin à ses dépens, contre tout chanoine et même, le cas échéant, contre le Corps du Chapitre entier.

Il s'efforcera de conserver intacte sa prébende, où qu'elle soit assise, et il ne souffrira, durant sa possession, aucune aliénation de biens, de revenus ou de personnel. Une stipulation particulière vise l'admission à la tonsure des fils de serfs du Chapitre; le « canonisande » ne la laissera prendre qu'avec l'agrément de la Compagnie.

Toutes prestations en nature ou en deniers imposées à sa prébende, tant pour légumes que prévôté, seront livrées par lui au Chapitre, en temps de droit.

Aucune fraude ne sera commise par le chanoine dans la perception de ses distributions quotidiennes.

Une clause sévère du serment prescrit un silence absolu sur les affaires et secrets du Chapitre, ainsi que sur tout ce qui est traité en séance. Rien ne doit transpirer au dehors, *facto vel verbo, nutu vel signo, occasionaliter vel fraudulenter*.

Le nouveau chanoine jure encore qu'il défendra, à ses frais s'il est nécessaire, les libertés, statuts, coutumes et privilèges de l'Église de Chartres. Dans les contestations avec le Comte de Chartres et Blois, ses officiers et sergents ainsi qu'avec toutes autres personnes, il prendra le parti du Chapitre et n'ira jamais à l'encontre de ses franchises et usages. L'abbé de Cluny et le prieur de la Charité-sur-Loire sont personnellement visés. D'une façon générale, le chanoine s'engage à fournir conseil et secours, même avec sa propre bourse, en toutes circonstances qui requerront son intervention.

Le serment se termine par deux promesses formelles du récipiendaire : 1^o celle de donner à l'Église, sur les premiers produits de sa prébende, une chape de soie ou tout autre ornement d'une valeur de vingt livres tournois (1); 2^o et celle de se conformer aux transactions intervenues au sujet des bourgeois du Comté **avoués** par le Chapitre, c'est-à-dire pris sous sa protection spéciale et ainsi soumis par privilège à la juridiction ecclésiastique de la Compagnie.

(1) V. *supra*, pp. 17 et 18.

c) Serment prêté par le chanoine devant les officiers du Comte de Chartres

Ce serment concerne uniquement les avoués du Chapitre. Le chanoine jure qu'il ne tolérera pas que des usuriers manifestes soient avoués par le doyen et le Chapitre. Au cas où cette tare ignorée sera découverte, il prendra toute mesure en son pouvoir pour le renvoi de l'avoué indigne, à moins que celui-ci ne renonce à son vice. Il en sera de même pour tout avoué qui deviendra usurier. Enfin le chanoine ne permettra pas à un avoué d'avoir une « famille » trop nombreuse (1).

L'INSTALLATION

Après la collation et les serments, le récipiendaire sortait du Chapitre et allait se revêtir des habits de chanoine, avec l'aide du pointeur qui, à cette occasion, percevait un droit. Le nouveau membre du Chapitre quittait sa robe de canonisande et prenait le rochet, la chape d'hiver, le camail et l'aumusse avec le bonnet carré. Le président du Chapitre, ayant recueilli les voix, prononçait la formule consacrée : « *Fiat installatio* ». Le chantre, ou à son défaut le plus ancien chanoine prêtre, conduisait l'intéressé à la principale porte du chœur où il récitait une prière, puis l'installait dans une stalle réservée à son ordre ou à sa dignité. Le chantre pouvait placer les chanoines dans les stalles de son choix. Cette faculté lui était reconnue par le règlement de janvier 1221 (2). Il devait seulement observer quelques prescriptions : mettre les dignités parmi les dignités, les chanoines parmi les chanoines, les diacres et les prêtres ensemble dans les stalles supérieures, les sous-diacres dans les stalles inférieures, les clercs *in minoribus* sur les bancs ou la « sellette ». Le doyen, le sous-doyen, le sous-chantre, le chancelier, le grand archidiacre, le chevcier et le chambrier avaient des stalles affectées à leur dignité, qu'il n'était pas loisible au chantre de leur enlever (3).

(1) Par famille, on entend le ménage, la domesticité, les hôtes qui bénéficient des privilèges et exemptions accordées au chef.

Pour le texte latin de ces serments; V. *Polyptique N.-D., Cart. N.-D.*, II, pp. 280-283.

(2) Arch. dép., G, 132, C. XI *ter*, A, 2. — *Cart. N.-D.*, II, pp. 95-96.

(3) Nous donnons ci-après quelques détails sur la cérémonie de l'installation : Le chantre s'adressait, en ces termes, dans le chœur, au récipiendaire : *Accipe statum in choro ad decantandas laudes Dei.*

De retour au chapitre avec le chanoine, le chantre tenait ce discours : *Vene-*

Ensuite le chanoine prononçait sa profession de foi « entre les mains » du sous-doyen ou du plus ancien chanoine prêtre. Cette formalité avait été prescrite par le Concile de Trente (sess. 24, ch. 12, *de reformatione*).

Voici le texte de la profession de foi des dignités et chanoines de Notre-Dame de Chartres : « *Ego N..., presbyter dioecesis Carnolensis, Canonicus insignis Ecclesiae Carnolensis ac in eadem ecclesia Carnolensi Camerarius (aut Cancellarius, etc.) juro et profiteor omnia et singula quae continentur in symbolo Fidei supra scripto quod viva voce emisi coram Dominis a Capitulo Carnolensi commissis. Ita me Deus adjuvet — Actum in Capitulo...* » Signature (1).

Le nouveau chanoine allait se dévêtir et conservait seulement l'habit convenable, vu la saison. Il revenait prendre séance au Chapitre, si bon lui semblait.

Un chanoine pouvait-il se faire mettre en possession par procureur ? Le Chapitre accorda cette faveur, même à des dignitaires, même à un doyen (2). D'autres fois, il la refusa : M. de Saint-Affrique, fondé de pouvoirs de M. A. Bertet de la Clue, titulaire de diverses dignités et pourvu de la prévôté d'Ingré, ne fut pas admis par le Chapitre sous prétexte que « ce n'était pas l'usage de recevoir et mettre en possession par procureur des canonicats et dignités de l'Église » (3).

randi Domini, installavi Dominum Magistrum N... in [ultima] Cathedra superiori D. D. Canonicorum presbyterorum a parte Decani ou Cantoris... (selon que la stalle était à droite ou à gauche du chœur, en entrant de la nef). Si le nouveau chanoine n'était que diacre ou sous-diacre, la formule variait selon l'ordre. S'il s'agissait d'un clerc *in minoribus*, le chantre disait : *installavi in subselliis D. D. Canonicorum qui non sunt in sacris ordinibus constituti*. Après ce rapport, le chantre installait le chanoine en chapitre, à la place convenable. C'était alors qu'étaient prêtés le serment de *non revelando*, ainsi que le serment relatif aux avoués, en présence d'un conseiller du bailliage ou du siège présidial, « assis à la tête du banc d'en bas du côté du doyen. »

(1) Arch. dép., G, 295. Registre *ad hoc*.

(2) V. *infra*, pp. 53 et 54 — V. séance du 10 décembre 1502.

(3) Arch. dép., G, 329 (1761-1764), f° 67 v°. — Pour les réceptions de chanoines à Paris : v. Meuret, *op. cit.*, p. 79.

CHAPITRE V

DE QUELQUES CHANOINES PRIVILÉGIÉS

Le Chapitre de Chartres comprenait quelques membres dont la situation était régie par des statuts spéciaux, exorbitants du droit commun : c'étaient les chanoines **sexagénaires** et **jubilaires**. Outre les prébendiers actifs, participant plus ou moins régulièrement aux exercices religieux et à la juridiction spirituelle et temporelle, il existait aussi des chanoines **honoraires**.

. . .

Le chanoine sexagénaire était celui qui avait atteint soixante ans d'âge « commencés ou plus » et s'était déclaré, en Chapitre assemblé, comme tel. Selon un certificat du 18 juillet 1699 (1), le sexagénaire devait avoir tenu sa prébende pendant **douze** années (la douzième commencée) en l'Église de Chartres. En considération de l'âge et des services, une situation de faveur était faite à ces chanoines : ils étaient réputés présents à matines (2) et ils en percevaient les distributions sans être astreints à y assister en personne ; il leur suffisait de donner mandat à un clerc agréé par le Chapitre (3). Cette exemption constituait pour le bénéficiaire un privilège notable ; aussi lit-on souvent dans les registres capitulaires de délibérations qu'au cours de telle séance, N... s'est présenté devant l'Assemblée et s'est déclaré sexagénaire.

Ces prérogatives n'étaient pas spéciales à l'Église de Chartres.

(1) B. m., ms. 1009-4, f° 135.

(2) Les matines sont la première « heure » canoniale du jour, après minuit.

(3) *Polyptique N.-D. in Cart. N.-D.*, II, p. 299.

Elles soulevèrent à plusieurs reprises des difficultés. Dans une consultation en Sorbonne du 30 décembre 1732 (1) sur la régularité de la dispense octroyée aux sexagénaires, est qualifié d'abus l'usage d'un chapitre qui, sur le simple vu de son extrait baptismal, décharge un de ses membres de l'obligation de matines.

Quoi qu'il en fût, les statuts de l'Église de Chartres admettaient le privilège des sexagénaires. Ces chanoines n'étaient excusés d'office que pendant leur résidence effective dans la ville; s'avaient-ils d'aller à la campagne, ils devaient avertir le pointeur (2). Il en était de même s'ils prenaient jours de semaine ou de quartier. On vit un sexagénaire demander s'il jouirait de l'exemption lorsqu'il coucherait dans son jardin, sis aux bas bouts des faubourgs de l'agglomération carnute (3).

* . *

Qu'est-ce qu'un **chanoine jubilaire** ou « **jubilé** »? Un certificat du Chapitre de Chartres (4) nous donne des détails très intéressants sur les jubilaires : on appelait ainsi ceux qui avaient cinquante ans de services comme chanoines. Eu égard à leur longue et vénérable carrière, et à leur âge, le Chapitre leur accordait des avantages spéciaux; bien qu'astreints à la résidence, **ils n'étaient pas sujets au point** : on les tenait présents en tout et ils gagnaient « franc » dans le lieu de leur résidence, sans assister obligatoirement aux heures et aux divers exercices. Il n'en était pas de même lorsqu'ils étaient absents de la ville, leur privilège cessait alors. Les chanoines jubilaires devaient venir aux fondations de Henri IV et de Louis XIII pour recevoir les distributions spéciales de sel y attachées (5), sauf le cas de maladie constatée par médecin. Les jubilaires n'étaient point excusés, lors des deux grands chapitres généraux de l'année, celui de la Chandeleur et celui de la Saint-Jean-Baptiste.

Enfin, les chanoines jubilaires accomplissaient la semaine à leur tour. En un mot, ils jouissaient principalement de la dispense générale du **point**. Dans une consultation rapportée par Ducandas, la

(1) Ducandas : *Obligations des chanoines*, p. 274.

(2) B. m., ms. 1009-12, R. c., f° 205 v° : 3 février 1717, chap. général.

(3) B. m., ms. 1009-8, R. c., f° 137 r°.

(4) B. m., ms. 1009-8, R. c., f° 326 v° (31 août 1705). — V. encore B. m., ms. 1009-16, R. c., f° 78 (23 juillet 1729) et *ibid.*, f° 145 r°. — V. Arch. dép., G, 138, liasse 14, C. 12 v°, 94.

(5) Sur ces fondations spéciales : V. Arch. dép., Suppl. *Usages de l'Église*; B. m., ms. 1009-24, f° 439.

situation des chanoines jubilaires était examinée et les docteurs concluèrent nettement à la violation des saints décrets et particulièrement des canons du Concile de Bâle, (sess. 21) et du Concile de Trente (sess. 24, *de ref.*, c. 12) (1).

Les chanoines jubilaires n'étaient pas nombreux; un demi-siècle d'exercice comme chanoine constituait évidemment une chose rare, sinon exceptionnelle. A la lecture des registres capitulaires, on rencontre toutefois quelques mentions de jubilaires (2). L'une d'elles nous apprend que les cinquante ans exigés ne s'écoulaient pas obligatoirement dans l'Eglise chartraine. M. Langeois, prévôt d'Auvers, se déclara jubilaire parce qu'il avait cinquante-quatre ans de canonical, savoir : douze en la cathédrale de Reims et quarante-deux en celle de Chartres (3).

A Paris, le Chapitre s'enorgueillissait aussi des chanoines « jubilés ». Ils étaient dispensés de la présence aux offices, mais ne percevaient pas les émoluments des matines auxquelles ils ne venaient pas (4).

* * *

L'Eglise de Chartres comptait encore parmi ses membres des **chanoines honoraires**, « *honoris causa* ». Le Chapitre décernait ce titre aux postulants avec une certaine parcimonie et des refus étaient parfois opposés aux demandes (5). L'intéressé devait présenter requête au Chapitre; après mûre délibération, réponse lui était donnée. Les chanoines honoraires (6) n'étaient pas, ainsi que leur nom l'indique, de véritables chanoines. Souvent ils avaient fait partie du Chapitre Notre-Dame; pour diverses raisons, ils avaient dû abandonner leur prébende chartraine, mais avaient laissé parmi leurs confrères un excellent souvenir. Par exemple, un ex-chanoine était devenu évêque; la gloire de cette promotion ayant rejailli sur elle, la Compagnie s'empressait de manifester sa reconnaissance envers son ancien membre (7); elle l'élevait chanoine honoraire de Chartres.

(1) *Obligations*, *op. cit.*, p. 261 : opinion de Sainte-Beuve, cas 191, 2 février 1667.

(2) B. m., R. c., ms. 1009-7, f° 50; 1009-9, f° 85 v°; 1009-21, f° 20.

(3) B. m., R. c., ms. 1009-7, (1700-1701), f° 50 r°, 2 septembre 1700.

(4) Meuret, *op. cit.*, p. 5.

(5) B. m., ms. 1009-9, R. c., f° 83 r°; 1009-27, R. c., f° 479 v° et 482 r° (aff. de Brémont).

(6) Arch. dép., G, 131, Inv. Anc., C. I, A, 32. — Cf. Arch. dép., R. c., G, 329, f° 221 et Arch. dép., G, 138, liasse 14.

(7) Arch. dép., G, 329, R. c., f° 1, 5 janvier 1761 : l'honorariat fut accordé à M. de

Des difficultés s'élevèrent sur la durée de service exigé pour l'obtention de l'honorariat. Un statut de 1662 décida que douze années étaient nécessaires. Une délibération de 1762, motivée par des divergences d'interprétation de l'ordonnance de 1662, déterminait que les douze ans devaient être **révolus et accomplis** (1).

Les chanoines honoraires pouvaient officier au chœur de la cathédrale, lorsqu'ils en étaient requis par le semainier, prérogative réservée rigoureusement aux membres du Chapitre Notre-Dame; ils avaient droit de porter chape, de chanter répons et antiennes; il leur était interdit de présider au chœur, de recevoir le point des Messieurs ou des musiciens, d'arrêter ou signer les feuilles de présence des bas-officiers. En un mot, les chanoines honoraires conservaient l'avantage de participer aux exercices religieux avec les chanoines, mais ils n'avaient pas à s'immiscer dans le gouvernement spirituel ou temporel du Chapitre. Toute attribution relative au temporel était rigoureusement retirée aux chanoines honoraires. Quand un chanoine démissionnaire était gratifié de l'honorariat, il avait la faculté de solliciter la conservation de sa maison canoniale jusqu'à sa mort : il appartenait au Chapitre de statuer sur le mérite de cette demande (2).

A Paris, lorsque des chanoines entraient dans la retraite ou allaient remplir un autre ministère, on ne brisait pas, dit M. Meuret, tous liens entre eux et leurs confrères; ils recevaient le titre de chanoines honoraires, qui leur ouvrait l'accès du chœur et le privilège de porter les draps, *pannos ecclesiae*. Parfois même, cette faveur était octroyée à d'autres ecclésiastiques (3).

Jumilhac, évêque de Lectoure, ancien chanoine. — V. certaines nominations : B. m., ms. 1009-24, f^{os} 400-410, (28-9-1748); f^o 439, (3-2-1749); 1009-26, f^o 442 v^o, etc.; Arch. dép., G, 338, f^o 579 v^o, f^o 708 v^o.

(1) Arch. dép., G, 329, R. c., f^o 221 r^o, et chapitre général de la Saint-Jean 1762, *eod. loc.*, f^o 253 r^o.

(2) B. m., ms. 1009-28, f^o 296 v^o, 29 décembre 1765 et chapitre général de la Purification 1766, f^{os} 308 v^o et 309 r^o.

(3) Meuret, *op. cit.*, p. 12. On rencontre souvent dans les registres du Chapitre de Chartres l'expression « porter les draps ». Un grand nombre de clercs dépendant du Chapitre, employés dans ses services durant leur carrière, sollicitaient cette grâce qu'on leur accordait d'ordinaire. L'autorisation était donnée tant et aussi longtemps qu'il plairait à la Compagnie.

CHAPITRE VI

LES DIGNITÉS EN GÉNÉRAL

Le Chapitre de Chartres était fier de son brillant état-major de dignitaires. On n'en comptait pas moins de dix-sept (1) : 1^o Le doyen; 2^o le chantre; 3^o le sous-doyen; 4^o le sous-chantre; 5^o le chambrier; 6^o le chancelier; 7^o le grand archidiacre; 8^o l'archidiacre de Dunois; 9^o l'archidiacre de Pinserais; 10^o l'archidiacre de Blois; 11^o l'archidiacre de Dreux; 12^o l'archidiacre de Vendôme; 13^o le prévôt d'Ingré; 14^o le prévôt de Normandie; 15^o le prévôt de Mézangé; 16^o le prévôt d'Auvers; 17^o et le chevcier (2).

L'ordre entre ces dignitaires ne fut pas établi sans contestation. Le Polyptique de Notre-Dame (qui date de 1300) plaçait le sous-doyen avant le chantre. Selon délibération [capitulaire du 4 juillet 1364 (3), il fut décidé, pour mettre fin aux fréquentes disputes relatives au rang des dignitaires, qu'on arrêterait définitivement l'ordre à suivre : *in omnibus et singulis facis ecclesie in quibus ordo est servandus, in choro, in capitulo vel extra, in electionibus, processionibus et aliis*. L'ordre adopté fut celui que nous avons reproduit plus haut. Selon un certificat du Chapitre du 2 mai 1682 (4), l'ordre des dignités se trouvait ainsi réglé : doyen, chantre, archidiacre de Chartres ou grand archidiacre, archidiacre de Dunois; sous-doyen, sous-chantre, autres archidiacres, chambrier, chancelier, prévôts et chevcier. On trouve semblable disposition dans un certificat adressé au Chapitre de Blois (5). L'historien Rouillard ne citait

(1) *Polyptique N.-D.*, dans le *Cart. N.-D.*, II, p. 280.

(2) Moréri ne citait que 16 dignités dans l'Eglise de Chartres : *Grand dictionnaire*, t. III, p. 538.

(3) B. m., ms. 1007-1008. — V. Merlet, Arch. du diocèse : *Dignitaires*, av.-propos, p. 2.

(4) Arch. dép., G, 340.

(5) B. m., R. c., ms. 1009-5 (7 mai 1701), f^o 168 r^o.

que seize dignités : il plaçait lui aussi le grand archidiacre après le chantre et l'archidiacre de Dunois avant le sous-doyen (1).

Le Chapitre général de la Purification 1583 ordonna que les dignitaires de l'Église de Chartres occuperaient, chacun, durant l'office divin le stal, qui leur était assigné **en raison de leur dignité**; quant aux autres chanoines, l'ancienneté de leur réception réglait leur rang.

Il était interdit, par une bulle du pape Lucius II, en date de 1144, de cumuler deux dignités sur la même tête (2).

Toutes les dignités de l'Église de Chartres étaient, sauf nominations extraordinaires, à la collation de l'Évêque de Chartres (3), à l'exception de la dignité de doyen qui était élective et resta telle jusqu'à la Révolution. L'historien Souchet, racontant en détail l'élection de l'évêque de Chartres, Erard de la Marck, faite quelques années avant le Concordat de 1516, remarque avec une certaine tristesse que l'élection du doyen est « **la seule qui reste** ». Nous étudierons longuement les formalités de cette élection dans les pages consacrées au doyen.

Chaque dignitaire devait prononcer un serment spécial, où il s'engageait à remplir fidèlement ses obligations et à respecter les traditions de l'Église de Chartres.

Les dignités du Chapitre de Chartres étaient dotées de revenus notables, qui étaient de nature à les faire rechercher. Cinq dignitaires avaient droit, chacun, à deux prébendes et à doubles distributions : le doyen, le sous-doyen, le chantre, le sous-chantre et le chambrier. C'étaient les dignités doubles. Les titulaires faisaient leur choix en premier lieu lors de la « partition » des prébendes. Le chancelier venait ensuite au sixième rang, puis les archidiacres, les prévôts dans l'ordre que nous avons indiqué, et enfin le chevcier (4). Selon le Pouillé de Doublet (5), le doyen avait un revenu propre de 2.300 livres; le chantre, de 2.000 livres; le

(1) *Parthénie*, le Sénat de N.-D., p. 91.

(2) Arch. dép., G, 132, C. I, L, f° 12 v°. — V. bulle du pape Lucius III, B. m., ms. 1162, f° 86; Arch. dép., G, 362 et G, 131, C. I, L, n° 4. — V. aussi bulle d'Alexandre III, B. m., ms. 1162, f° 60 et sq. et *Cart. N.-D.*, I, LXXIII.

(3) *Polyptique*, *eod.*, *loc.* : de collatione prebendarum, dignitatum...

(4) *Polyptique*, *loc. cit.* et *Cart. N.-D.*, p. 284 et introduction, p. cij. — V. aussi Arch. dép., G, 340, 29 avril 1690 : certificat d'usage du Chapitre de Chartres relatif aux doubles portions « tant de gros fruits que distributions par la perte que peuvent faire les autres chanoines et dignités de leurs gros fruits et distributions par absence, non résidence ou défaut d'assistance au service. »

(5) B. m., 20.338, p. 1. « Les soixante-onze canonicats, écrit l'auteur, bon ou mal an, valent 1.000 livres. »

sous-doyen, de 1.050 livres; le sous-chantre, de 1.000 livres; le chambrier, de 1.300 livres; le prévôt d'Ingré, de 1.400 livres; celui de Normandie, de 4.000 livres; celui de Mézangey, de 600, livres; celui d'Auvers, de 500 livres. Le chancelier avait 200 livres ainsi que le chevciér. Les archidiares percevaient entre 200 et 500 livres. Ces chiffres s'entendaient sans le produit des canonicats.

Aucune Église voisine de Chartres ne possédait dix-sept dignitaires à la tête de son chapitre. Notre-Dame de Paris avait huit dignitaires : le doyen, le chantre, les archidiares de Paris, de Josas et de Brie, le sous-chantre, le chancelier et le pénitencier. Le doyen et le sous-chantre étaient à la nomination du Chapitre; les autres dignités, à celle de l'Archevêque (1). — Le Chapitre d'Orléans comprenait : un doyen, un grand archidiacre, un chantre, un sous-doyen, un chevciér, cinq archidiares : ceux de Pithiviers, de Beauce, de Sologne, de Sully et de Beaugency, un scholastique ou chancelier, un sous-chantre, un pénitencier et un archiprêtre. Le nombre de ces dignités fut réduit à douze par la suppression de la chevcerie et la confusion des dignités de doyen et de grand archidiacre (2). — Les dignitaires de l'Église de Bayeux étaient : le haut doyen, le grand chantre, le chancelier, le trésorier, les quatre archidiares (Bayeux, Caen, Hyesmes et Vez), le sous-doyen, le sous-chantre, le scholastique, le grand couteur, le pénitencier (3). — Le Chapitre de Noyon comptait six dignitaires (4).

(1) Meuret, *op. cit.*, p. 13. — Guérard : *Cart. N.-D. de Paris*, p. c.

(2) Foulques de Villaret, *op. cit.*, p. 457.

(3) *Op. cit.*, p. 72.

(4) Arch. dép., 436 : Mémoire c. Ducandas.

CHAPITRE VII

LE DOYEN

Le doyen était la première dignité du Chapitre. Il était d'usage de mentionner son nom dans la formule des actes capitulaires : « *Decanus et Capitulum Carnolense* ». Maintes bulles des papes étaient adressées : « à nos chers fils, **le doyen** et le Chapitre de Chartres. » Il est très curieux de noter cette « extériorité » en quelque sorte d'un membre du Chapitre, qui se trouvait placé dans les divers documents avant le Corps dont il faisait partie, comme s'il était une autorité distincte, supérieure ou au moins égale au Chapitre (1).

*
* *

Quelle était l'origine du doyen? Était-il le successeur d'un de ces prévôts, chargés autrefois du gouvernement des monastères, qui, peu à peu, réservant leurs soins au temporel, abandonnèrent la direction spirituelle de leurs subordonnés à des auxiliaires appelés doyens? Ou bien était-il une institution primitive de l'Église chartreuse (2)? Aucun document ne permet de répondre à ces ques-

(1) « Le respect dû aux doyens et chefs de Compagnies ecclésiastiques fait, dit du Rousseaud de Lacombe (mot doyen, pp. 253-254), qu'ils doivent être nommés expressément dans les actes par une distinction particulière. Par exemple : Les doyen ou prévôt, chanoines et chapitre : *Praelatus non est proprie de collegio nec venit appellatione collegii, quia Praelatus et Capitulum sunt diversa*. Glose sur la Pragmat. : *de electione, cap. Sicut § quanta*, où il est dit qu'on doit seulement honorer le chef d'un chapitre et non pas les autres dignités comme l'archidiacre ».

(2) M. Guérard écrit : « Le doyen, qui n'était d'abord chargé que de la discipline intérieure, était devenu le chef du Chapitre, depuis que le prévôt, après avoir abusé de son pouvoir, avait été supprimé et son autorité réunie à celle du doyen. Il ne faut pas confondre avec le prévôt dont nous parlons, qui avait l'administration générale des biens et revenus de l'évêché, les officiers du même nom que l'on trouve ensuite parmi les chanoines de la cathédrale de Chartres. » *Cart. Saint-Père*, p. 80.

tions. Le Chapitre Notre-Dame étant toujours resté séculier, il est probable **qu'il n'eut jamais de prévôt**, sorte de représentant du prieur claustral, mais que **dès l'origine le doyen fut considéré comme dignité** (1). Thomassin recherchait quelle était la nature de ces prévôts, dont la mauvaise gestion motiva l'intervention d'Yves de Chartres et les foudres apostoliques. L'éminent canoniste déclarait qu'il n'était pas facile de résoudre ce point. Faute de preuves, nous ne pouvons rattacher les doyens, dignitaires du Chapitre, à ces prévôts qui auraient jadis dirigé les compagnies de chanoines.

Pour la première fois, on rencontre le nom d'un doyen dans une charte de l'abbaye de Saint-Père de Chartres. C'est un titre de la première moitié du x^e siècle. Ce doyen, nommé Aimon, intervint comme témoin dans une confirmation faite par l'évêque Aganon, le 5 juin 931 (2). C'est là la seule indication réellement sérieuse que nous possédons.

. . .

Personnage de premier plan, chef (3) du Chapitre ou tout au moins premier entre ses pairs, le doyen devait, semble-t-il, être chanoine. Si l'on en croit certaines énonciations de l'inventaire des Archives du Chapitre, **il était possible d'être doyen sans être chanoine** (4). Miles d'Illiers fut reçu dans ces conditions (10 avril 1508).

Pierre Dhommes fut également pourvu du doyenné de Chartres dont il prit possession sans être chanoine (29 mars 1552) (5). Un mémoire du Chapitre nous apprend qu'Étienne Boudet, doyen de Chartres, prétendait présider aux séances capitulaires, quoique non chanoine prébendé; il s'était fait installer par arrêt de justice, en dépit de l'opposition du Chapitre. Étienne Boudet, bachelier en droit canon, était curé de Châteauneuf-en-Thimerais: le Chapitre avait rejeté ses provisions signées en Cour de Rome, sous prétexte qu'il n'avait pas de prébende (6). Une ordonnance du Chapitre général de la

(1) V. Arch. dép., G, 720.

(2) V. Guérard, *Cart. Saint-Père*, p. 28, Cap. III. — V. Merlet : *Dignitaires*, pp. 5 à 26. — *La Gallia Christiana* contient une liste de doyens.

(3) Nous verrons que cette qualité fut violemment contestée par le Chapitre au doyen. V. *infra*, pp. 55 et s.

(4) Arch. dép., G, 132, C. XI bis, A, II, 1 à 8.

(5) Il était toutefois chanoine *ad effectum*, c'est-à-dire nommé par le Pape « *ad effectum obtinendi dignitatem* ». Certains Pontifes abusèrent de ces créations de titres, motivées par des considérations d'intérêts personnels.

(6) Arch. dép., G, 720.

Saint-Jean 1381 disposait que le doyen devait payer sa chape (*capam suam*) qu'il fût chanoine ou non (1).

Cependant, en règle générale, le doyen devait être chanoine et de plus, **chanoine de Chartres**; on tournait cette exigence par le système des canonicats *ad effectum*, ce qui n'était qu'une preuve supplémentaire des conditions normales d'admission. On disait aussi que le doyen devait être pris « *de gremio capituli* » (2). Un mémoire rédigé contre l'élection de Bochard (3), doyen qui n'était pas chanoine, contenait d'intéressants détails à cet égard (4). Bochard, déclarait l'auteur de ce factum, n'était pas chanoine de Chartres; il n'avait pas été nommé en Chapitre par l'Évêque; il n'était pas pourvu d'un canonicat *ad effectum* par le pape; dès lors, il ne pouvait être doyen; l'élection serait nulle. Et comme le Chapitre était un collateur qui ne saurait varier (5), il lui fallait élire comme doyen un sujet capable, sinon il risquait un dévolut au profit de l'Évêque et du Pape, ce qui était de nature à créer un précédent fâcheux. Dans une provision apostolique, le Pontife motivait son choix d'un doyen « *tum propter sufficientiam et tum etiam quia de gremio Ecclesiae ipsius exilit* » (6). A vrai dire, la jurisprudence relative à l'obligation d'être chanoine prébendé pour tenir le décanat n'était pas bien fixée. Par arrêt du 15 juin 1672 (7), le doyen de l'Église d'Amiens fut maintenu comme première dignité du Chapitre dans le droit d'officier aux fêtes solennelles et aux principales cérémonies, à défaut de l'Évêque; et cela bien qu'il ne fût pas titulaire de prébende. L'arrêt du 17 janvier 1673 confirma les prérogatives de ce doyen, en lui accordant entrée et voix au Chapitre en toutes délibérations, sauf au regard du temporel (8). Par contre, un arrêt du 23 août 1663 jugea qu'à moins d'être chanoine réel et effectif, le doyen n'avait ni séance au Chapitre, ni voix délibérative, ni droit de collation de bénéfices (9). Une attestation du Chapitre du Mans nous apprend que le doyen de cette Église pouvait, sans être chanoine, par le seul fait de sa dignité, entrer au Chapitre,

(1) Arch. dép., G, 743, notes d'Estienne.

(2) V. du Rousseaud de Lacombe aux mots : doyen, canonicat, dignités.

(3) V. aussi plaidoyer de Talon sur les fonction du doyen (*Journal du Palais*, arrêt du 17 janvier 1673).

(4) Arch. dép., G, 720.

(5) C'est-à-dire qu'il consommait son droit en une seule fois. A lui de prendre ses précautions.

(6) Arch. dép., G, 743, notes d'Estienne; R. c., 1328.

(7) *Journal des audiences du Parlement*.

(8) *Journal du Palais*.

(9) *Journal des audiences du Parlement*.

y conclure personnellement, recueillir les voix et, suivant leur pluralité, prononcer telles décisions utiles. De plus, il percevait tous droits de chœur, sauf les distributions (1).

*
* *

Le doyen du Chapitre de Chartres devait-il être **prêtre**? On a vu précédemment les mesures de rigueur prises contre les selletiers; on ne pouvait se montrer moins sévère pour un dignitaire (2). Une délibération du Chapitre général de la Saint-Jean 1321 dispensa le doyen de Chartres, Jean Pasté, de se faire promouvoir aux Saints Ordres dans le délai de l'année, *nisi velit et quod Capitulum super hoc dictum Decanum non movebit nec moveri faciet aut compelli* (3). Les termes de l'acte capitulaire laissaient clairement entendre qu'il s'agissait d'une tolérance, d'une grâce, et que strictement le Chapitre avait le droit de contraindre son doyen à prendre les ordres. Miles d'Illiers n'était encore qu'étudiant ès-arts dans les écoles de Paris, lorsqu'il prêta le serment de doyen en Chapitre : il était qualifié de clerc, doyen et chanoine (4). L'article 1^{er} de l'édit de 1606 s'appliquait aux doyens, qui devaient obtenir la prêtrise dans l'année (5).

En outre, comme toute dignité, le doyen était gradué en la faculté de théologie ou de droit canon (article 31 du même édit). Dans le mémoire contre l'élection de M. Bochart (6), il était fait allusion à l'obligation des grades. L'auteur ajoutait que la nomination d'un doyen ne remplissant pas les conditions requises sur ce point était nulle et exposait le Chapitre à un dévolut, au profit de l'Évêque ou du Pape. Quand l'élection de Goault fut attaquée par les contendants, le Chapitre, prenant son fait et cause, déclara hautement que Goault avait toutes les qualités : qu'il était digne, sage, de vie exemplaire..., qu'il était gradué, bachelier en théologie de la Faculté de Paris, que cela valait bien licencié en droit canon; que du reste,

(1) Du 6 mars 1638. Arch. dép., G, 132, C. XI bis, A, II, n° 8 (Inv. Anc.).

(2) A Orléans, le doyen devait être prêtre ou au moins diacre, c'est-à-dire *in sacris*. V. Foulques de Villaret, *op. cit.*, pp. 462-463.

(3) Arch. dép., G, 743. Extr. Chapitre général de Saint-Jean, 1321.

(4) Laisné : *Mémoires*, I, f° 91 v°, an 1509.

(5) Dans son serment, le doyen promet de recevoir *ordinem sacerdotii infra annum*. V. Honbron, *Juramenta*.

(6) Arch. dép., G, 720.

depuis 1682, le baccalauréat en théologie constituait un grade suffisant (1).

*
* *

Seul des dignitaires, le doyen n'était pas à la nomination de l'Évêque; il était élu par ses confrères, par ses pairs. Nulle confirmation épiscopale ou autre n'était nécessaire pour valider ou homologuer le choix du Chapitre (2). Les élections décanales suscitèrent beaucoup de contestations et de procès. Elles se heurtaient quelquefois à des provisions apostoliques par prévention, réserve ou dévolut. Dans ce dernier cas, l'Évêque pouvait pourvoir lui-même. Si le Chapitre avait désigné son candidat, la compétition était inévitable. Des mémoires, demeurés aux Archives d'Eure-et-Loir, nous ont conservé l'écho de ces différends.

Nous ignorons l'origine de ce droit d'élection. Nous savons seulement que cette précieuse prérogative fut reconnue au Chapitre de Chartres par l'évêque Geoffroy de Lèves, en des termes formels : « *Notum fieri volo... clericis ecclesie nostre... concessi [eis] ut liberam et canonicam electionem Decani, absque impedimento et calumpnia, de cetero habeant....* » (3). A vrai dire, cette charte ne contenait pas une concession, mais elle constituait plutôt la reconnaissance d'un droit des chanoines, d'un droit qui leur était propre, qu'ils avaient toujours réclamé contre ceux qui le leur disputaient. Afin d'éviter toutes difficultés à l'avenir, l'Évêque avait cru bon d'insérer l'affirmation de ce droit dans un parchemin revêtu de son sceau. Ce titre fut souvent cité par les chanoines dans leurs productions en justice (4).

L'Évêque qui intervenait dans la collation des canonicats n'avait

(1) Arch. dép., G, 373.

(2) Le Chapitre de Bayeux élisait aussi directement son haut-doyen, sans intervention de l'Évêque. Les contestations étaient portées devant le Métropolitain (*op. cit.*, pp. 72-73).

A Paris, le doyen du Chapitre Notre-Dame était élu par les chanoines assemblés et installé par l'Évêque auquel il prêtait hommage, sur réquisition du prélat, réserve faite de la fidélité jurée au Chapitre (Guérard, *op. cit.*, p. xci).

A Orléans, le doyen du Chapitre cathédral était élu par celui-ci et confirmé par l'Évêque (V. Foulques de Villaret, *op. cit.*, pp. 462-463). — V. Gall. Christ., t. VIII, col. 1503.

(3) *Liv. Priv. Égl. Chartres*, cart. 28, pp. 59; 28 bis, f° 27 r°; *Cart. N.-D.*, I, XXXVIII, p. 126; Arch. dép., G, 131, C. II, B B, f° 31 r°, n° 1 (Inv. Anc.), ans 1116 à 1148.

(4) V. *factum* dans l'affaire Goault, Arch. dép., G, 373 (xvii^e siècle). Le Chapitre recherchait les preuves de sa possession d'élire qui remontait, disait-il, à plus de 600 ans.

aucun rôle dans la désignation du chef de son Conseil. Sur la demande du doyen, le Chapitre général de la Purification 1444 statua en ce sens (1). L'évêque Beschebien ayant protesté, le Chapitre considéra que c'était toucher aux libertés et privilèges de l'Église et décida de prendre les fait et cause de son doyen.

Le Concordat de François 1^{er}, si sévère pour les élections, ne visait que les élections épiscopales ; mais il n'entendait nullement préjudicier aux droits des chapitres d'être leur doyen.

Dans un certificat adressé par le Chapitre de Chartres à celui de Noyon, se trouvait attesté l'usage immémorial de l'Église de Chartres de procéder dans le lieu capitulaire à l'élection du doyen (2). Cette pièce contient des détails intéressants sur les règlements de l'élection. Les archives départementales conservent des documents, des procès-verbaux et quelques mémoires et notes sur ce sujet (3).

Y avait-il des formalités spéciales à observer dans l'élection du doyen du Chapitre de Chartres ? On sait que le droit canonique prévoyait trois modes différents d'élection : scrutin, compromis, inspiration ; des prescriptions très minutieuses avaient été établies par le chapitre *Quia propter* des Décrétales grégoriennes (4).

D'après l'opinion commune, toute cette procédure n'avait lieu d'être respectée qu'à l'égard des bénéfices dont la **vacance entraînait la viduité de l'Église**. Or, on ne pouvait prétendre que la mort ou le départ du doyen du Chapitre rendait l'Église veuve de pasteur. Cela se serait compris, s'il s'était agi d'un évêque ou d'encore d'un abbé, d'un prieur, d'une première dignité de collégiale. D'ailleurs, observait-on, le droit de procéder aux élections des doyens était *ex longa consuetudine aut statuto ecclesiae*. Il préexistait nécessairement aux ordonnances du chapitre *Quia propter*, tiré des canons du Concile de Latran, tenu sous le pontificat d'Innocent III. Il s'était trouvé que ces formalités avaient été suivies par les chanoines de Chartres ; mais aucun texte ne leur imposait pareille obli-

(1) *Visis libris juramentorum et registris aliis Capituli et Ecclesiae Carnotensis continentibus quod Decani ipsius Capituli electio ad Capitulum pertinet et ex sola electione sine alia confirmatione jus plenum consequitur...*, Capitulum consentit quod dicto Decano super hoc litterae certificatoriae et testimoniales concedantur, sibi valiturae tempore et loco opportuno. Cf. Arch. dép., G, 743 : reg. ch. gx, 1444.

(2) B. m., ms., R. c., 1009-21, f° 255 r°, le 6 juin 1741.

(3) Arch. dép., G, 373 ; G, 374 ; G, 720 et 743. V. aussi B. m., ms., R. c. 1009-10, f° 42 et 48 ; 1009-19, f° 331 r°, f° 337 r° ; 1009-22 f° 264, etc... Dans les registres capitulaires, on trouve à leur date les relations des élections de doyens.

(4) *Cap. quia propter*, 42, extr. de elect. et elect. potest. ; in *Corporis juris canonici notis illustrato*, Gregorii XIII jussu edito, t. I, p. 65.

gation (1). En tête du procès-verbal d'élection de Miles d'Illiers, il était spécifié que les solennités prescrites par les conciles généraux n'étaient ni de rigueur ni de coutume dans les élections décanales : le Chapitre s'y conformait *ul securius et sanctius possit ipsa electio celebrari*. Même remarque pour l'élection du doyen Pierre Dhommes. En 1568, le doyen de Fontaines fut élu « sans formulaire de serment », sans citation des absents, « sans scrutin à la pluralité des suffrages ». On pouvait conclure de l'arrêt du Parlement du 3 février 1569, qui confirma Boudet, résignataire en Cour de Rome dans la dignité de doyen, que les exigences du chapitre *Quia propter* n'étaient point essentielles. Enfin, sur une instance engagée entre : 1^o M. Jérôme de la Proustière, indultaire ; 2^o et M. François de Brizay, dévolutaire, d'une part ; — 1^o M. Henry Goault, chanoine de Chartres, élu du Chapitre ; 2^o et ce dernier prenant le fait et cause de Goault, d'autre part, il intervint un arrêt définitif du Grand Conseil du Roi qui maintint Goault en possession du doyenné de Chartres, bien que les rigoureuses dispositions canoniques n'eussent point été observées (2) (23 juillet 1685).

Il est intéressant d'étudier les diverses phases d'une élection décanale (3). Lorsque le Chapitre apprenait la mort du doyen (nous nous placerons dans ce cas le plus fréquent), il décidait de se réunir, afin de désigner un chapitre général *extra-ordinem ad electionem fuluri decani*. On prenait toutes mesures utiles pour que les convocations fussent rédigées et adressées aux chanoines électeurs, par les soins des secrétaires du Chapitre. Les lettres étaient libellées au nom du Chapitre et envoyées à tous les chanoines de Chartres, résidant en France. La nouvelle du décès du doyen était annoncée ; puis était indiquée la date de l'élection du successeur, date choisie par les chanoines présents, assemblés aux lieu et heure ordinaires, à son de cloche ; la convocation suivait en termes impératifs. La lettre se terminait par une demande d'accusé de réception. Lors du Chapitre général de 1317, il fut décidé que les citations seraient établies *sine expressione nominum propriorum*, selon l'ancien usage. Ce genre de convocation ne fut pas toujours admis par les chanoines (4).

(1) Arch. dép., G, 373.

(2) Arch. dép., G, 373 et 374. ☞

(3) Les notes de Brillion et d'Estienne sont précieuses pour la reconstitution d'une élection décanale : Arch. dép., G, 720 ; G, 743. — V. aussi G, 373. Brillion a établi une concordance des procès-verbaux d'élections de doyens, il note l'élection de Morel comme un modèle.

(4) Arch. dép., G, 743, n. d'Estienne.

Les secrétaires ou messagers du Chapitre certifiaient la remise de citations à tous les chanoines électeurs, demeurant dans la ville. Des actes analogues aux originaux d'exploits d'huissier étaient dressés.

Au jour indiqué (1), les chanoines présents se réunissaient *in Capitulo, ad pulsum campanae, more solito*. Les absents pouvaient comparaître par procureurs, munis de pouvoirs en bonne et due forme. On attachait une certaine importance à ce que les absents fussent prévenus : l'élection de Henry Goault fut contestée parce que tous les chanoines résidant hors de Chartres n'avaient pas été avisés du scrutin; il fallut un arrêt du Grand Conseil pour la valider. Les présents étaient pointés, les procurations des mandataires, vérifiées; les absents notés lors de l'appel étaient encore une fois, pour la bonne règle, convoqués devant les portes du lieu capitulaire, à haute voix, par l'organe des secrétaires. Si personne ne répondait pour eux, ils étaient déclarés contumaces et il était passé outre à leur défaut.

Avant le scrutin (2), sur réquisition du sous-doyen, promoteur du Chapitre ou d'un dignitaire, il était donné lecture : 1^o du statut du Livre Vert concernant le doyen de Chartres et son élection; 2^o du chapitre *Quia propter* (3); 3^o et des procès-verbaux d'élection des doyens les plus récents. Ensuite diverses questions étaient soumises à l'assemblée : 1^o contrôle de la régularité du procès-verbal de convocation; 2^o mention expresse de la citation des absents; 3^o décisions sur le mode de scrutin, sur le nombre d'éligibles et de tours de vote.

On passait au scrutin. Il doit être remarqué que les formalités préliminaires et le scrutin n'avaient pas lieu forcément le même jour. Trois scrutateurs étaient nommés parmi les membres de la Compagnie. Ils assistaient le président. Un certificat adressé par le Chapitre de Chartres au Chapitre de Noyon fournit d'intéressants détails sur « la voye du scrutin ». Celle-ci « consiste en ce que tous les chanoines capitulants donnent leur voye par écrit sur des billets pliez que chacun à son tour, selon l'ordre de la scédulle, appelé à haute voix par le secrétaire, met dans la boîte qui sert de scrutin; que tous lesdits billets sont comptez publiquement par M. le Sous-Doyen assisté de deux chanoines scrutateurs, pour voir s'il ne s'en trouve

(1) Arch. dép., G, 720.

(2) Arch. dép., G, 373. — Nous donnons ici une élection type, comprenant divers incidents et circonstances possibles. On n'en doit pas conclure que toutes les élections de doyens étaient aussi compliquées. Les renseignements que nous publions sont tirés des archives : G, 373, 743, 720 et de la B. m., ms. 1009-21.

(3) V. *supra* : son observation ou sa lecture n'étaient pas obligatoires.

qu'autant qu'il y a de chanoines votans ou capitulans, et que lesdits billets ayant été remis dans ladite boîte, ledit sieur le Sous-Doyen les ouvre l'un après l'autre et les lit à haute et intelligible voix, après les avoir présentés aux deux scrutateurs; et les voyes sont aussi recueillies par écrit par notre dit secrétaire éclairé par deux autres chanoines évangélistes; et, lorsque par le premier scrutin on ne parvient point à faire la pluralité qui consiste dans plus de la moitié des voyes réunies en une même élection, nous procédons à un second et troisième scrutin... En foy de quoy... (1) ». Des protestations s'élevaient parfois; quelques chanoines quittaient la salle et il fallait les envoyer chercher par un notaire ou les porter contumaces. De multiples scrutins devenaient nécessaires en certains cas : **Morel** ne fut élu qu'au cinquième tour. Aux trois premiers scrutins, les voix s'étaient réparties sur un grand nombre de noms. Au quatrième scrutin, on décida de réduire à trois les éligibles : le chœur, le sous-doyen et Morel. La division des voix s'opéra ainsi : 14, 34, 21. Au cinquième tour, les éligibles furent ramenés à deux, le sous-doyen et Morel : le premier obtint 31 voix, le second 35. Alors le Chapitre déclara Michel Morel élu doyen, comme ayant réuni le plus de suffrages (2).

L'installation suivait d'ordinaire l'élection. L'installation du doyen appartenant au Chapitre, l'assemblée déléguait un commissaire, souvent le chanoine le plus ancien. Le nouveau doyen prêtait un serment spécial (3), puis était introduit au chœur au chant de l'antienne : *Pulchra es*; la première chaire haute du côté droit était affectée à la dignité décanale.

Le nouveau doyen pouvait-il prendre possession de sa dignité par procureur? Bien que ce procédé ne fût pas régulier, le Chapitre acceptait sans difficultés les mandataires. Bernard Hugues de Cardailhac entra en possession de sa dignité de doyen par Guil-

(1) B. m., ms. 1000-21, f° 255 r°.

(2) L'élection du doyen du Chapitre de Paris, Flotard de Montagu (17 janvier 1780) nécessita neuf tours de scrutin et dura sept heures et demie (V. Meuret, *op. cit.*, p. 13).

(3) En voici la teneur : *Ego juro quod recipiam ordinem sacerdotii infra annum et quod faciam continuam residentiam in Ecclesia Carnotensi quamdiu ero Decanus Carnotensis et quod ego observabo et defendam bona fide consuetudines Ecclesiae Carnotensis antiquas, approbatas, scriptas et non scriptas et maxime privilegiatas quodque executionem ordinationum Capituli procurabo et quod non impetrabo nec impetrari faciam et, si impetratum fuerit vel concessum mihi autoritate apostolica, quod non teneam ad praedicta facienda vel aliquod praedictorum, non utar illis impetratis vel concessis nec attentabo per me vel per alium venire contra praemissa vel aliquod de praemissis. Honbron : Juramenta, f° 4.*

laume Thierry, chanoine commis (1). Le doyen Philippe de Talaru fut également reçu par procureur (2).

*
*
*

Le doyen de l'Église de Chartres était électif. Toutefois cette dignité ne fut pas toujours pourvue de titulaire par les suffrages des chanoines. Le Pape intervint à maintes reprises. En 1328, le Souverain Pontife donna le doyenné vacant à Armand de Narcey (3). — Johannès, chapelain du Pape, fut nommé doyen par Innocent IV (4). — Philippe de Talaru (5), chanoine de Lyon et conseiller du Roi, fut choisi par le Pape, ainsi que Jean d'Angerant (6), Évrard de Trémargon (7) et Nicolas Capelle ou Chapelle (8). — Pierre de la Lande fut proclamé doyen par bref apostolique en 1443. Le Chapitre avait élu Miles d'Illiers; c'est ce dernier que le Parlement maintint définitivement. — Boudet, promu par Rome, trouva un concurrent en la personne de Pierre de Fontaines, élu des chanoines; Boudet ne fut intronisé qu'en 1573, huit années après sa nomination (9).

Le Roi n'hésitait pas, parfois, à appuyer de son autorité certains candidats. Jean d'Angerant fut recommandé au Pape par ordre du Roi. Au XVIII^e siècle, les monarques s'intéressaient toujours à la chaire décanale de Notre-Dame de Chartres. On lit en effet dans le registre des délibérations de l'an 1700 que le chantre du Chapitre, convoqué par l'Intendant, l'alla trouver et qu'il lui fut déclaré « que S. M. souhaittoit que la Compagnie ne procédât point à l'élection d'un Doyen à la place de M. de Champigny, le dit sieur ayant résigné le doyenné en Cour de Rome en faveur de M. Mareschaulx et que si la Compagnie ne vouloit pas déférer à cet avis, il

(1) Souchet : *Hist. Dioc.*, t. III, p. 168, an 1335. — V. Arch. dép., G, 743.

(2) Arch. dép., G, 743 (R. c. 1360-1363 : f^o 4).

(3) Arch. dép., G, 743, R. c. 1328 : lundi avant la fête de Saint-Mathieu. V. Merlet : *Dignitaires*, p. 18. — V. Souchet, *op. cit.*, an 1329, t. III, p. 158 : le Chapitre avait voulu procéder à l'élection, mais le Pape se réserva la dignité rendue vacante par la mort de Michel de Mauconduit.

(4) Merlet, *op. cit.*, p. 15. On dit Johannès ou Jean.

(5) Merlet, p. 19.

(6) Souchet, *op. cit.* t. III, p. 198.

(7) Merlet, p. 20.

(8) Merlet, p. 21. Nicolas Chapelle eut comme compétiteur Guillaume Cottin qui tint en échec pendant deux ans.

(9) Merlet, pp. 21-22.

auroit ordre de faire signifier au Chapitre des deffenses. » Le Chapitre fit du reste sa soumission (1).

Le doyenné de Chartres pouvait être résigné. Il fut ainsi jugé par arrêt du 3 février 1569 (affaire Étienne Boudet contre de Fontaines) (2). En fait, les résignations furent nombreuses (3).

Des difficultés s'élevèrent aussi parfois entre élus du Chapitre et porteurs d'indults : par exemple entre Henry Goault, nommé par le Chapitre, et Jérôme de la Proustière, clerc pourvu du doyenné en vertu d'indult (4). Le Grand Conseil prononça, ainsi que nous l'avons vu, en faveur de Goault (arrêt du 23 juillet 1685). — Un autre arrêt du Grand Conseil avait condamné Jacques Brussel, pourvu du doyenné par indult et demandeur en complainte, à laisser jouir Robert Boeste de cette dignité à laquelle la Compagnie l'avait élu (23 octobre 1606). Le roi Henri IV tint à confirmer cette élection, le siège épiscopal étant vacant (4). — Élie Fougeu, dont la situation de résignataire avait été consolidée par un vote des chanoines, triompha des prétentions de l'indultaire Michel Amelot (arrêt du 30 juin 1651) (5).

*
* *

Le doyen, personnage incontestablement le plus considérable du Chapitre, était-il le **Chef** de la Compagnie ou bien n'était-il que le **premier** parmi ses confrères ? On comprend l'importance de cette question ; on verra plus loin quelles discussions elle fit naître. Il est assez difficile d'imaginer du reste un Corps aussi puissant et riche que le Chapitre Notre-Dame de Chartres, dépourvu de toute autorité exécutive. Tuffier, l'avocat de Hodencq, doyen du Chapitre d'Amiens, remarquait dans une de ses plaidoeries devant le Parlement de Paris (6), que toute compagnie ecclésiastique devait, de droit commun, avoir un chef qui présidait en titre. Il comparait ces compagnies à l'Église universelle dont elles étaient « les copies et les images ». Sans chefs, que seraient-elles, sinon « des assemblées tumultueuses dont la conduite serait déré-

(1) B. m., ms. 1009-4, f° 321 v° : le 11 mai 1700.

(2) Arch. dép., G, 720.

(3) V. Merlet, *Dignitaires* : liste des doyens.

(4) Arch. dép., G, 373-374 ; G, 131, B B, f° 31. — V. *supra*, p. 30.

(5) Arch. dép., G, 373 ; G, 720 ; G, 131, B B, f° 31.

(6) Arrêt du Parlement de Paris au sujet du doyen du Chapitre d'Amiens, *Journal du Palais*, t. I, pp. 347 et sq. (17 janvier 1673) ; v. plaidoyer de Talon sur les fonctions des doyens ; — v. aussi arrêt du 15 juin 1672, relatif à l'Église d'Amiens (*Journal des Audiences*).

glée » ? Les ordonnances des divers conciles représentaient les doyens comme les recteurs des chanoines, chargés de la discipline non seulement en ce qui concernait le culte extérieur, mais encore au regard de la vie personnelle des chanoines.

A Chartres, la qualité de chef du Chapitre fut contestée à maintes reprises et avec violence au doyen. Le doyen, disait-on, est soumis « au gouvernement économique du Chapitre, comme tout autre chanoine, et n'a aucune supériorité ni exemption particulière comme doyen » (1).

Les adversaires du doyen se plaisaient à citer un arrêt intervenu le 6 juillet 1392, dont les termes lui étaient défavorables (2). Dans cet arrêt, se trouvaient résumées les prétentions du doyen et celles du Chapitre. Le doyen soutenait qu'à raison de sa dignité, il était exempt de la juridiction de l'Évêque de Chartres (3). Entre autres avantages, le doyen déclarait bénéficier aussi de l'exemption de juridiction du Chapitre, du droit de prendre la parole et d'opiner le premier en séance, et surtout du privilège d'être nommé en tête dans les actes capitulaires, etc... — Le Chapitre répliquait que le doyen n'était que *membrum honorabile ipsius Ecclesiae et non caput ejusdem*; qu'il était soumis à la juridiction du Chapitre au civil comme au criminel, ainsi que les autres chanoines; qu'il était tenu de prêter le serment de résidence, sans pouvoir s'en dispenser; qu'il devait assister aux synodes du Chapitre, comme les autres curés; qu'en chapitre, *nec vocem plusquam alter canonicus habebat, nec sigillum...* L'arrêt intervenait sur le fait suivant : au mépris d'un statut de l'Église de Chartres, qui défendait aux chanoines de se maltraiter ou quereller de paroles sous peine de privation de distributions, le doyen et un chanoine s'étaient mutuellement injuriés. Le Chapitre statua sur l'incident, comme détenteur de la juridiction disciplinaire sur ses membres et punit le doyen et le chanoine par la suppression de leurs émoluments durant une semaine. Le doyen forma appel de cette sentence à Rome et à Paris, sous le prétexte qu'il n'était pas sujet au Chapitre et en conséquence ne pouvait être frappé par lui, comme un justiciable ordinaire. L'arrêt confirma les dispositions de l'ordonnance capitulaire entreprise et mit les dépens à la charge du doyen.

(1) Arch. dép., G, 720.

(2) B. m., Recueil de pièces diverses, n° 25499, 40/L. Le texte de l'arrêt est en latin, nous en donnons une analyse.

(3) Il était, disait-il, *dicti Capituli caput unicum nec idem Capitulum aliud caput proximius quam Decanum habebat*.

Quelques mois après, une difficulté nouvelle fut suscitée par le doyen qui refusait de reconnaître la supériorité du Chapitre. Le 13 janvier 1392 (1), le doyen consentit à s'en remettre au jugement de la Compagnie : chaque chanoine s'engagea par serment à dire son opinion véritable sur les articles des prétentions du doyen, qui lui étaient soumis. On procéda divisément, article par article, et il fut répondu de même. A raison de l'importance de la transaction intervenue, nous la donnons ici *in extenso* (2) :

« *Dicimus et pronunciamus :*

1^o *Quod Decanus non est capul Capituli, sed membrum ejus honorabile, primo et singulariter nominatus ;*

2^o *Quod non est exemptus a Capitulo, sed ejus subjectus et justiciabilis, tenetur observare statuta, libertates et consuetudines Capituli per juramenta in receptione praestita et ad id coerceri potest per Capitulum ;*

3^o *Quod debet ex onere officii decanatus... congregare Capitulum ad sonum campanae, scrutari opiniones super deliberandis, concludere secundum pluralitatem ; sine ulla mutatione conclusionem exequi ; nihil potest facere aliter in prejudicium Capituli et si nolit primus et major post ipsum debet et potest ea exercere ; ad solum Capitulum spectat jurisdictio dicti Capituli, committit eam canonicis quibus sibi videtur expedire et eam Decanus non potest exercere, nisi de mandato et permissione Capituli ;*

4^o *Quod jurisdictio alta, media et bassa quam habet... Decanus in terris de Escubleio et Gastella, cum majoriis de Escubleio et Piatovillari, procedit de Ecclesia. De illa Capitulum est judex et superior Decani et Capitulum in istis locis facit expletamenta justitie, salvo jure Decani in emendis, in revendicatione sibi subditorum, in cognitione causarum tenentium haereditates in terra decanatus, etiam canonicorum ;*

5^o *Curiali decanatus, scilicet de Gastella, Escubleio et Piatovillari tenentur comparere in synodo Capituli ; ipse Decanus qui tenetur ad continuam et personalem residentiam debet in eo primus interesse ;*

6^o *Praemissa omnia et singula audivimus a majoribus nostris...*

Les prérogatives du doyen étaient rigoureusement délimitées dans cette déclaration. La prééminence du Chapitre se manifesta d'une façon aussi nette dans une lettre adressée par le Chapitre de Chartres à celui d'Auxerre, en 1642. Ce document est très détaillé, il cons-

(1) L'année commençait alors à Pâques : janvier se trouvait dans les derniers mois.

(2) Arch. dép., G, 720 ; G, 131, C, II, B B, I.

titue une véritable charte des usages capitulaires, en ce qui concerne la dignité décanale. Il ne fut point d'abord inscrit sur les registres officiels, ainsi qu'il était habituel pour les attestations d'une certaine importance. Ce ne fut que le 31 juillet 1741, que le Chapitre fit insérer ce certificat dans le livre des délibérations (1).

En voici l'analyse : 1° Le doyen est justiciable du Chapitre comme un autre chanoine; il n'a aucune juridiction sur les chanoines, pas même sur les heuriers, matiniers ou officiers de l'Église (2);

2° Il est interdit au doyen, comme à tout autre chanoine, de rien entreprendre contre les statuts et usages du Chapitre; mais au contraire, il est tenu de les observer religieusement, comme il l'a juré lors de sa réception;

3° Il lui est défendu d'user de menaces contre un chanoine, à peine de voir procéder contre lui;

4° La volonté du doyen ne peut changer les jours d'assemblée qui sont fixés; il ne lui appartient pas d'en indiquer d'extraordinaires (3);

5° Le doyen n'est pas le chef du Chapitre, il en est seulement un membre des plus honorables;

6° La validité des délibérations dépend, non de la présence du doyen qui n'est point indispensable, mais seulement du nombre des capitulants;

7° Le doyen est obligé « d'accorder la Chambre », lorsqu'un membre du Chapitre la réclame;

8° Au doyen incombe la charge de mettre les affaires en délibération; en son absence, à la plus haute des dignités présentes en chapitre et, à défaut de dignités, au plus ancien chanoine;

9° Le doyen doit prendre les suffrages sur chaque proposition et conclure selon la pluralité des voix;

10° Tout chanoine peut émettre une proposition, sans communication au doyen.

11° En ce qui concerne les offices, solennités, cérémonies extraordinaires, le doyen n'a droit à aucun égard spécial; il n'officie que député par le Chapitre, lequel pourrait déléguer un autre chanoine;

12° Il n'existe pas de marque de distinction quand le doyen officie;

(1) B. m., 1009-21, f^{os} 293 v^o, 294 et 295. La copie du certificat avait été retrouvée par l'officier du Chapitre. — V. Arch. dép., G, 131, C. II, C C, 34, 12.

(2) V. Barbosa, cap. 4, pp. 26-31 : *Decanus de jure nullam habet jurisdictionem, cum careat jure Praelaturae in Capitulo, cujus ipse est pars.*

(3) V. arrêt du Parlement de Paris du 13 juin 1690. *Mém. Clergé*, t. II, colonne 1406.

13^o Le curé des chanoines est non le doyen, mais le chanoine semainier (1);

14^o Le doyen n'a pas qualité pour officier en l'absence de l'Évêque; c'est une prérogative du semainier. Il appartient au Chapitre de nommer un chanoine pour porter le Saint-Sacrement en procession, quand l'Évêque n'y assiste pas;

15^o Il n'est point dans les fonctions du doyen de lever le corps des trépassés : dignités, chanoines et autres officiers de l'Église. Cette mission est confiée au semainier, ou au chapelain commis par le Chapitre s'il s'agit des officiers du bas chœur;

16^o Comme tout chanoine, le doyen est assujetti aux usages et statuts, tant au spirituel qu'au temporel : *a*) il n'a point de maison canoniale spécialement affectée à sa dignité, mais une maison ordinaire qui est mise en adjudication comme celle des autres membres du Chapitre; *b*) le doyen ne jouit d'aucune prébende particulière; il a droit à deux portions qu'il choisit tous les six ans, le jour de Saint-Georges, comme ses confrères et il doit se soumettre comme eux aux règles du partage, durant sa gestion; *c*) comme première dignité, il a seulement la faculté de choisir le premier; *d*) il fait sa semaine *ad turnum*, comme un autre chanoine, et va prendre la place affectée dans le chœur au semainier; *e*) il n'est point encensé en particulier comme l'Évêque; il n'a point de tapis devant sa stalle ou de place vide à côté; il ne dit pas d'oraisons ou autres prières, en l'absence de l'Évêque, comme doyen, mais comme président du chœur. Sa seule distinction est de porter la robe violette aux solennités (2).

Ce certificat démontre avec quel soin jaloux et quelles minutieuses précautions, le Chapitre de Chartres avait tenu à préciser les attributions du doyen et à réserver sur tous points la supériorité de la Compagnie. Dans un mémoire de 1708, le Chapitre répétait : « Le doyen a très peu, pour ne pas dire nulle distinction attachée à sa dignité décanale, excepté la première stalle au chœur, *primus inter pares*. »

Sans cesse, le doyen se heurtait à l'opposition intransigeante du Chapitre en corps ou de quelque dignitaire ou chanoine. Ces différends avaient souvent leur origine dans de simples questions de

(1) V. sur ce point B. m., ms. 1009-5, f^o 168 r^o : certificat au Chapitre de Blois, 7 mai 1701.

(2) Pour démontrer son indépendance vis-à-vis du doyen, le Chapitre de Chartres précise dans un certificat adressé au Chapitre de Toulouse que, lors de leur réception, les chanoines ne font aucun serment « qui ait rapport au doyen en particulier ». Ce même document énumère les fonctions du doyen (B. m., ms. 1009-12, f^o 19, 9 février 1715).

forme ou d'étiquette qui nous paraissent futiles aujourd'hui, mais qui, à l'époque, présentaient un véritable intérêt, puisqu'elles mettaient en jeu la prééminence du doyen, sa qualité de chef, son autorité. De là, des procédures interminables.

De longs débats s'élevèrent au sujet de la préséance du doyen sur le semainier dans les églises où l'on allait en procession. Ce n'était, à vrai dire, qu'une phase de la lutte entre le Chapitre et le doyen. Suivant ordonnance capitulaire du 11 février 1708 (1), le Chapitre avait statué, après avoir entendu les anciens chanoines, qu'en conformité de l'usage l'officiant se mettrait toujours dans la première place du chœur, du côté de l'Épître, dans toutes les églises où la Compagnie se rendrait en procession, même à St-Père et à St-André de Chartres.

Prendre une semblable décision, c'était viser directement le doyen, d'autant plus qu'à la cathédrale le doyen occupait la première place au chœur. Le doyen fit assigner le semainier en trouble de possession devant le bailli de Chartres. Le Chapitre prit les fait et cause du semainier et établit un long mémoire, où l'on peut lire : « On ne prétend point contester au doyen son titre de première Dignité du Chapitre « *post Pontificalem* », mais elle ne lui donne ni supériorité, ni aucun jour pour officier, ni en un mot aucunes marques extérieures. Il fait sa semaine comme les autres chanoines et acquitte les mêmes offices dont il est tenu. Il est le premier du Chapitre, mais soumis aux ordres du Chapitre. Le Chapitre en corps a supériorité et juridiction sur lui, telle que sur les autres membres. » Ainsi au ^{xiv}^e, au ^{xvii}^e comme au ^{xviii}^e siècle, les mêmes arguments se trouvaient opposés officiellement au doyen. Le Chapitre ajoutait dans sa requête en défense qu'au fond, en l'Église de Chartres, le semainier était le curé de tout le Chapitre, aux termes même du Livre Vert (livre des usages). Si le doyen avait la première place à la cathédrale, ce n'était que pour des raisons matérielles de commodité et de facilité du chant; mais il ne restait pas moins vrai que le doyen « cédait au Chapitre, qui était représenté par le semainier officiant, curé du doyen et des autres membres du Chapitre. » Quoi de plus naturel dès lors que le semainier précédât le doyen?

Ce ne fut que le 27 août 1715, que le Parlement mit fin aux difficultés : il confirma l'ordonnance capitulaire de 1708 et déclara n'y avoir abus. Le dispositif de l'arrêt contenait certaines réserves.

Un autre procès très important fut engagé entre le doyen et le chantre de la cathédrale en 1726 (2). Le chantre prétendait sortir

(1) Arch. dép., G, 374, 720. — B. m., 25.499, 40/L.

(2) Arch. dép., G, 723.

le premier du chœur, lorsque la Compagnie se rendait du chœur au chapitre. Il estimait aussi pouvoir entrer le premier dans le lieu capitulaire. Le doyen considérait l'attitude du chantre, qui avait effectivement pris la première place le 25 juin 1725, comme une entreprise contre laquelle il protestait énergiquement. En effet le doyen était président-né du chœur par sa dignité (1); il soutenait en conséquence qu'il lui appartenait de sortir le premier, ainsi que la Compagnie l'avait toujours réglé (2). La présidence du Chapitre ne se divisait pas; il était inouï qu'un Corps eût jamais reconnu deux présidents en même temps. Ce n'était qu'en l'absence du doyen, que le premier dignitaire après lui prenait la présidence. Après mûre délibération, le Chapitre trancha ainsi le différend : lorsque les doyen et chantre viendraient à se joindre, le chantre suivrait le doyen à deux ou trois pas; dans les processions, le chantre marcherait le premier et le doyen sortirait le dernier du chœur, chacun « suivant son côté le plus également que faire se pourrait. » Cette solution ne fut pas agréée. Une procédure dut être introduite. Elle fut fertile en incidents. Un arrêt des Requêtes du Palais, du 10 mars 1727, donna gain de cause au doyen Jean Morel contre Paul Alexandre de Guenet, chantre en dignité; il maintint et garda le doyen dans les droit et possession de se dire président-né du Chapitre, à l'exclusion de tous autres du Corps, et de n'être point précédé par le chantre dans les circonstances que nous connaissons. Défenses furent faites au chantre de troubler le doyen dans ses fonctions.

*
* *

Malgré toutes les difficultés qui leur furent soulevées, les doyens conservèrent cependant une place prépondérante au Chapitre. Le doyen était « *major dignitas post Pontificalem* ». Dans un acte du début du x^ve siècle (3), les chanoines se lamentaient de l'absence continuelle de leur doyen, occupé au service du Roi, et ils redoutaient qu'elle n'entraînât de graves inconvénients. Ils considéraient en effet leur doyen comme un personnage très

(1) Il ne faut pas confondre la qualité de président du chœur, appartenant au doyen, avec celle de chef du Chapitre qui lui était contestée.

(2) V. Arch. dép., G, 723, R. c., 7 juillet 1725, 4 février 1726. Le doyen citait une ordonnance du 4 février 1634 en sa faveur.

(3) Jeudi 4 mai 1413, Arch. dép., G, 815, f^o 113. Ce passage m'a été signalé par l'obligeant archiviste, M. Jusselin. La lecture du texte est difficile.

important : *in capitulo nostro presidens et organum principale fore dignoscitur*. Il est intéressant de noter cette expression dans un registre officiel des délibérations du Chapitre. Les chanoines semblaient alors désarmés par l'éloignement de leur **chef** ! Le ton de la sentence de 1392 était tout autre.

A vrai dire, il est assez difficile de dégager des textes, parfois contradictoires ou tendancieux, une opinion sérieuse sur les prérogatives du doyen du Chapitre Notre-Dame de Chartres ; mais, il est certain que le doyen n'était pas un chef jouissant d'une autorité absolue, dont la volonté s'exerçait librement en dehors de toute conclusion capitulaire. Le Chapitre de Chartres s'assemblait, ainsi qu'on le verra, plusieurs fois la semaine. Toutes les affaires importantes faisaient l'objet d'une délibération ; souvent elles n'étaient soumises à la décision définitive du Chapitre qu'après étude des commissions spécialement désignées ; parfois, le soin de statuer était renvoyé aux Chapitres généraux, assises solennelles se tenant à la Chandeleur et à la Saint-Jean. Les innovations, les difficultés, les abus, la police du culte, la liturgie, la discipline intérieure, toutes les questions spirituelles ou temporelles étaient du ressort du Chapitre qui, après mûr examen, adoptait telle solution jugée opportune. On conçoit aisément que, sous un pareil contrôle, la part des attributions laissée à l'initiative du doyen était restreinte. M. Lucien Merlet qualifie le doyen de chef du Chapitre. Soit, mais sous réserves. La lecture des divers certificats qui ont été analysés nous a laissé apparaître un chef quelque peu diminué.

Groupons rapidement les prérogatives du doyen déjà rencontrées presque toutes dans les attestations précédentes.

Nous constatons que le doyen était le président du chœur de la cathédrale, ainsi que des assemblées capitulaires. En outre, il exerçait quelques attributions d'ordre spirituel et jouissait de certains droits de police sur le « cloître », dont il avait la garde pendant le jour. Il percevait ainsi à son profit diverses amendes versées par les délinquants et maintes coutumes payées par les marchands, surtout lors des foires. Plusieurs règlements durent être établis pour fixer les droits du doyen : la transaction la plus intéressante est celle du 17 septembre 1406. Nous ne pouvons traiter ici la juridiction du doyen sur le cloître ; cette étude très longue trouverait sa place dans l'histoire du cloître.

1^a — Le doyen était le président du chœur de Notre-Dame de Chartres (1). Sa stalle était située, la première du rang, en haut, à droite. Dans les paroisses, cette place était réservée d'ordinaire au curé.

En sa qualité de président du chœur, le doyen conduisait la Compagnie, à la tête de laquelle il marchait. Personne n'avait le pas sur lui, même le chantre. Des huissiers et sous-huissiers se tenaient aux côtés du doyen. Dans les cérémonies où on allait en procession, l'ordre était renversé. Le doyen sortait le dernier du chœur et fermait le cortège, le chantre précédait dans ce cas le doyen (2).

Il convient du reste de ne pas exagérer les pouvoirs du doyen, au chœur de l'église. Le chantre accaparait la plupart des attributions d'un président du chœur et à l'occasion il prenait volontiers ce titre honorifique (3). La police du culte, la direction du chant, la surveillance des heuriers, matiniers et autres officiers ressortissaient à ce dignitaire. Le 31 juillet 1583, le doyen fit chanter de sa propre autorité *in exitu* en faux-bourdon; le chantre introduisit aussitôt une action en complainte et nouvelleté. Il prétendait être *magister et dux chori*; quant au doyen, il « avait assez de faire exécuter les ordonnances capitulaires »; chacun devait, disait le chantre, conserver son rôle (4).

Ainsi les prérogatives décanales se trouvaient quelque peu réduites : « Dans le chœur, dit un mémoire (5), quand il s'agit des affaires du Chapitre comme d'indiquer une assemblée, de recevoir le point des chanoines, on s'adresse au doyen; mais quand il s'agit de l'office divin, on s'adresse au chantre » (6). En résumé, le doyen était président en titre de la Compagnie; mais au chantre seul était réservée la maîtrise des cérémonies, des chants, des exercices religieux. Les attributions de ces dignitaires étaient réellement très proches les unes des autres; des empiètements se produisaient souvent, des procès en résultaient.

Quand le doyen était absent ou malade, le chantre le suppléait.

(1) Merlet, *Cart. N.-D.* Intr., p. lxxvii.

(2) *Mémoire*, aux Arch. dép., G, 723.

(3) Le titre de président et modérateur du chœur fut reconnu au chantre par arrêt du Parlement intervenu en 1710-1711. Arch. dép., G, 131, C. II, EE. — Chopin disait : (*Sacra Pol.* liv. I, tit. 3, chap. 10) « c'est un usage général dans toutes les églises cathédrales de regarder le chantre comme le président du chœur, par rapport aux offices divins. » La distinction est claire.

(4) Arch. dép., G, 743 : différend entre Guillaume d'Aubemont et Nicolas Thiersault. V. *infra*, p. 74.

(5) Arch. dép., G, 743.

(6) V. aussi Barbosa, *op. cit.* : *Decanus*, n° 8.

2^o — Le doyen présidait les assemblées du Chapitre ; à son défaut, cette tâche incombait au chantre ou à la plus haute dignité présente ou au chanoine le plus ancien. Le doyen pouvait-il désigner un chanoine pour le remplacer d'une façon permanente ? Il arrivait en effet que le doyen du Chapitre, personnage bien en Cour, occupé aux Conseils du Roi ou chargé par lui de missions, se désintéressait complètement des affaires de la Compagnie, qui souffraient beaucoup de cette négligence. Miles de Dangeul, doyen du Chapitre de Chartres, était constamment en dehors de son Église et consacrait tout son temps aux travaux de la Cour des Comptes, à Paris. Le Chapitre, ému du scandale et du préjudice qui résultaient de cet état de choses, somma le doyen de pourvoir au nécessaire, *per se vel per alium sibi acceptum et gratum*. Le mandataire du doyen proposa un chanoine comme suppléant ; le Chapitre l'agréa et lui fit prêter serment de fidélité. Ce suppléant était révocable à tout instant (1). En d'autres circonstances, ce fut le Chapitre lui-même qui désigna, *proprio motu*, un de ses membres pour exercer les fonctions du doyen absent (2). Parfois, le Chapitre ne se montrait pas aussi tolérant et il exigeait que, conformément au serment prononcé, le doyen vint résider effectivement à Chartres et remplît lui-même les obligations de sa dignité (3). Quand le doyen était malade, il ne pouvait demander que les actes capitulaires, décidés en assemblée du Chapitre sous la présidence d'un autre dignitaire, lui fussent soumis. Telle avait été la prétention du doyen Thibaut d'Aunay qui « entendait que toutes les délibérations lui fussent montrées et lues ». Le Chapitre, se retranchant derrière les usages contraires, s'y refusa (4).

Le doyen, président de la séance, faisait réunir l'assemblée au son de la cloche, énonçait les affaires au rôle, les mettait en délibération ; puis ouvrait le scrutin sur les propositions, une fois la discussion close, prenait note des votes et de la majorité des voix et, s'inspirant de celle-ci, sans pouvoir apporter une modification quelconque, il prononçait la conclusion des débats et publiait la décision arrêtée. Le tout était inscrit, selon la coutume, sur les registres. L'exécution des résolutions ou des ordonnances était d'ordinaire du ressort du doyen, qui devait veiller à ce que la volonté du Chapitre fût res-

(1) Arch. dép., G, 743, Chap. général de Saint-Jean 1410.

(2) V. Arch. dép., G, 743, Chap. général Purif. 1421 ; G, 815, jeudi 4 mai 1413.

(3) Arch. dép., G, 743, au sujet de Philippe de Talaru dont la non résidence fut tolérée quelque temps ; mais bientôt l'autorisation fut révoquée et vers la Saint-André 1361, le doyen vint lui-même en personne à Chartres.

(4) Arch. dép., G, 743, Chap. général de Saint-Jean 1316 (extraits).

pectée scrupuleusement (1). Un statut du Chapitre général de la Saint-Jean 1351 reconnaissait cependant au doyen le droit d'assembler quelques chanoines (quatre ou six) pour délibérer et prendre toutes mesures nécessaires, au sujet de certaines affaires intéressant l'Église. Tout refus d'obéir à la convocation entraînait suppression des distributions, sauf cas d'empêchement légitime (2).

Le doyen n'était pas exempt des commissions spéciales. Il était choisi à cet effet comme les autres membres du Chapitre. Tantôt le doyen était délégué aux « comptes » (3); tantôt, aux « défauts », à l'Office, à l'Hôtel-Dieu, à la visite des bois ou à la commission des réparations. Enfin le doyen présidait la commission importante, dite « des Députés », sorte de conseil secret du Chapitre, auquel tous les dossiers délicats étaient renvoyés pour avis (4).

3° — Indépendamment de ces attributions, le doyen jouissait de prérogatives d'ordre spirituel. La qualité de curé du Chapitre était, ainsi qu'en témoigne le certificat délivré au Chapitre d'Auxerre, rigoureusement déniée au doyen de Chartres. M. Merlet note cependant que le doyen avait charge d'âme des membres du Chapitre, des chapelains, des clercs et de tous les officiers de l'Église (5). De fait, le doyen accomplissait des actes curiaux, comme l'administration des sacrements. En dehors des périodes de crise, le Chapitre tenait moins à affirmer sa supériorité sur le doyen, auquel une certaine liberté était laissée.

Le doyen était encore archidiaque de la ville de Chartres et de la banlieue (6). C'était un archidiaconé assez particulier, qui était

(1) Le chapitre général de la Purification 1363 avait déclaré que le doyen ou tout autre président de l'assemblée aurait la dernière voix pour la délibération (Arch. dép., G, 743).

(2) *Ibid.*, G, 743.

(3) Cette commission était présidée par le chambrier qui était dans cette circonstance supérieur à toute autre dignité. V. Arch. dép., G, Suppl., *Usages de l'Église de Chartres*; sur toutes ces commissions, v. *infra*, chapitre XVIII, pp. 155 et s.

(4) V. énumération des commissions données au doyen, avec références d'Estienne : Arch. dép., G, 743 (Ch. gén. des xiv^e et xv^e siècles).

(5) *Cart. N.-D.*, Intr., p. lxxvij.

(6) La ville et la banlieue comprenaient : *Abbayes* : Saint-Père-en-Vallée, Saint-Cheron, Josaphat, Saint-Jean-en-Vallée, l'abbaye de l'Eau. — *Prieurés* : une douzaine environ dont Saint-Martin-au-Val, Saint-Michel, Saint-Vincent, Saint-Éman, les Filles-Dieu. — *Chapelles* : Saint-Jérobol, Saint-Fiacre, Saint-Blanchard, Saint-Sauveur, Saint-François, Saint-Georges, Saint-Lubin. — *Chapitres* : Saint-André, Saint-Aignan, Saint-Maurice. — *Cures* : Saint-André, Saint-Aignan, Sainte-Foy, Saint-Hilaire, Saint-Saturnin, Saint-Martin, Saint-Michel, Saint-Maurice, Saint-Julien des Aveugles, Saint-Lazare de Léves, Saint-Barthélemy, Saint-Cheron, Saint-Brice, la Madeleine faubourg Saint-Jean, Champhol, Lucé, Luisant, Barjouville, Mainvilliers, Le Coudray.

indépendant des six autres dignités semblables du Chapitre. Outre la cathédrale, Chartres et les faubourgs, il comprenait Gasville, Nogent-le-Phaye, Lèves, Champhol, Mainvilliers, Amilly, Lucé, Luisant, Barjouville, le Coudray, Morancez. Assisté du sous-doyen chargé de le seconder ou de le suppléer le cas échéant, le doyen exerçait la juridiction ecclésiastique sur ce petit territoire. Le Chapitre prétendait, il est vrai, que le doyen tenait de la Compagnie cette juridiction spéciale.¹

Suivant reconnaissance consentie par le doyen Barthélemy, les chanoines, leurs clercs et les clercs du chœur étaient exemptés de la juridiction décanale. Toutefois les clercs qui possédaient des oratoires ou des églises dans la ville ou la banlieue de Chartres ne bénéficiaient pas de cette immunité (août 1223) (1). En ce qui concernait les serviteurs des chanoines et des clercs de chœur, l'exemption de la justice séculière du Comte entraînait celle de la juridiction ecclésiastique du doyen.

Une composition intervenue entre les moines de Saint-Père et le Chapitre de Chartres, vers 1124, délimita la juridiction du doyen et du sous-doyen sur les gens et possessions de l'abbaye. L'église Saint-Père et l'église Saint-Hilaire, ainsi que tous les établissements compris dans leur enceinte, demeuraient sous l'autorité exclusive des moines. Quant aux possessions extérieures au monastère et à ses églises, le droit archidiaconal du doyen et du sous-doyen s'y exerçait librement. L'accord, conclu était assez long et très circonstancié (2). En juin 1205, une autre transaction fut signée entre les religieux de Saint-Père et les doyen et sous-doyen de l'Église de Chartres. Par compromis, le doyen de Paris, l'abbé de Saint-Denis et Geoffroy de la Lande, archidiacre de Paris, furent nommés en vue de mettre fin à la difficulté qui divisait les parties, relativement à la juridiction sur les serviteurs de l'abbé et des moines de Saint-Père. Après enquête et examen, il fut statué que les doyen et sous-doyen jouiraient, *jure archidiaconatus*, de toute juridiction sur les gens de l'abbaye de Saint-Père, demeurant dans les limites de la banlieue de Chartres. Un tempérament était apporté en faveur des serviteurs : au cas d'arrangement par devant leur abbé ou son official, dans un délai de grâce de quinze jours, ils échappaient à l'amende (3).

(1) *Cart. N.-D.*, II, CCXLIII, p. 101.

(2) *Gall. Chr.*, t. VIII, Instr., col. 312. — Guérard, *Cart. Saint-Père*, p. 259. — *Cart. N.-D.*, I, XLII, pp. 129-130. Les prêtres des églises de Champhol et de Mainvilliers étaient sous la juridiction du doyen et du sous-doyen comme les autres prêtres suburbains (*eod. loc. in fine*).

(3) Arch. dép., G, 132, C, XI bis, B, n° 1. — *Cart. N.-D.*, II, CLXXI, juin 1205.

Deux actes de 1280 attribuaient au doyen l'exercice de la juridiction spirituelle sur tous les habitants de la ville qui faisaient tort à l'Église de Chartres (1). En diverses circonstances, le doyen et le sous-doyen eurent l'occasion d'affirmer leurs pouvoirs. En 1661, une sentence par défaut du lieutenant général du bailliage de Chartres fut rendue au sujet de l'inhumation du corps du curé de Saint-Aignan, que revendiquait le curé de Saint-Hilaire, au préjudice de la « qualité d'**archidiacre de la ville et de la banlieue** du doyen » et de son « droit d'inhumer tous les curés de la ville » (2).

A vrai dire, la juridiction décanale passait pour une grande part aux mains du sous-doyen, suppléant, qui obtint ainsi une situation prépondérante dans le Chapitre et dans la ville. Le sous-doyen s'intitulait, nous le verrons, « archidiacre de Chartres » et, comme le doyen, il exerçait la juridiction spirituelle dans cet archidiaconé, *proprio nomine*. Un grand nombre de causes qui ressortissaient à la justice du doyen furent dérivées insensiblement vers celle du sous-doyen.

Le doyen avait un official, un promoteur, des greffiers et sergents qui tenaient sa cour (3). Il ne faut pas confondre cet official et ses auxiliaires avec ceux du Chapitre. Ils en étaient complètement distincts et indépendants.

Outre ces droits archidiaconaux, le doyen possédait la collation de plusieurs églises : dans la cathédrale de Chartres, le doyen nommait à l'autel Saint-Jean-Baptiste (4) ; il pourvoyait les paroisses de Gâtelles, Écublé et Poisvilliers (5).

*
*
*

Le doyen avait des revenus, il avait aussi des charges. Comme tout chanoine, le doyen jouissait d'une prébende et de diverses distributions ordinaires ou extraordinaires. En outre, en raison de sa dignité, le doyen touchait double, où les chanoines n'avaient que de simples parts. D'autres dignitaires : le chantre, le sous-doyen, le sous-chantre et le chambrier avaient le même avantage appréciable. D'après un document du XVIII^e siècle (6), au seul titre de ses prében-

(1) Arch. dép., G, 132. C. XI *bis*, B, n° 2.

(2) Arch. dép., G, 132, C. XI, 4, G (sous-doyen).

(3) Arch. dép., G, 722. — V. diverses provisions données par les doyens de Chartres et les sentences des officialités indiquées au G, 132, C. XI *bis*, B, n°s 10, 11, 12.

(4) V. *Cart. N.-D.*, I, xcviij, p. 205.

(5) V. *Pouillé du Diocèse de Doublet*.

(6) Arch. dép., G, 743.

des et des distributions, le doyen percevait alors 2.261 livres, soit 1.300 livres pour ses prébendes, 520 pour les distributions ordinaires, 66 livres pour la lamproie, 60 livres pour la distribution de sel à l'obit de Henri IV et à l'office de Saint-Louis, 300 livres d'étiquettes de matines (1) et 15 livres pour le loyer de deux quartiers de vigne du clos Notre-Dame. Dans son pouillé, Doublet indiquait le chiffre de 2.300 livres, sans compter le canonical. En dehors de ces revenus, le doyen possédait divers domaines, droits seigneuriaux et fonds d'héritages à Poisvilliers, Dangers, Écublé, Le Mage, Gastelles, Berchères-sur-Vesgre, Saint-Aubin, Barjouville, etc. (2).

D'après l'évaluation déjà citée, l'ensemble des ressources du doyen atteignait 3.569 l. 26 s., desquelles il fallait déduire 348 l. pour charges (3); il restait ainsi 3.221 l. 26 s.

* *

Qu'arrivait-il lorsque le doyen mourait, démissionnait ou quittait son siège pour une raison quelconque? En d'autres termes, quelles mesures étaient prises par la Compagnie, *decanatu vacante*? Le promoteur du Chapitre, d'ordinaire le sous-doyen, exposait la situation à l'assemblée et requérait que le doyen fût mis en déport. A Chartres, le déport constituait la mainmise entière du Chapitre sur

(1) Pour l'explication de ces mots : v. *infra*, pp. 174, 175, 180 et s., 214-217.

(2) Arch. dép., G, 719 : Les mairies et les terres relevant du doyen étaient : Gastelles, Écublé, Dangers, Tessonville, Le Pin, Chazay, La Fontenelle ou la Villeneuve paroisse de Saint-Aubin, Grognauld, Poisvilliers, La Butte au doyen entre Barjouville et Luisant, Brissard, Osmeaux, Cussay... (Arch. dép., G, 719 à 743). En outre, il ne faut pas oublier les droits du doyen sur le cloître Notre-Dame et les coutumes que le doyen percevait lors des foires. — En ce qui concernait la mairie d'Écublé, le doyen avait vu ses prérogatives contestées par le Chapitre et ce ne fut que par une transaction de 1329 (mardi après *Oculi mei*) que le doyen obtint gain de cause (Arch. dép., G, 743). — Pour Poisvilliers, le doyen reconnut devoir chaque année au Chapitre deux muids de blé *ad usum anniversarii Hugonis decani convertendos*.

Enfin, il est à noter que le doyen recevait annuellement de l'Évêque de Chartres, au jour de la Pentecôte, la quantité de quatre tables de cire neuve, pesant chacune onze livres. Des contestations, terminées par un accord, s'élevèrent entre le doyen et l'Évêque au sujet de cette fourniture (Arch. dép., G, 723).

(3) Ces charges étaient constituées principalement par les victuailles que le doyen devait donner chaque année, au retour de la procession des Rogations, aux chanoines prêtres (les chanoines non prêtres étant traités par le sous-doyen) : échaudés, craquelins, pain, beurre, raves; puis à partir de 1359, petits pâtés et vin clair. En 1769, cette redevance du doyen fut convertie en une fourniture de deux livres de cire blanche. Le jour de la fête de Saint-Piat, à l'issue de l'office, le doyen gratifiait chaque chanoine d'un coup de vin ou d'un pâté de volailles; si cette fête tombait un jour maigre, les membres du Chapitre recevaient seulement un pâté d'anguilles. (V. *Vieille Chronique*, Cart. N.-D., I, p. 65. — Rouillard. *Parthénie*, pp. 171, 179, 180. — Arch. dép., G, 743).

la dignité vacante, tant au regard de l'administration que des produits, jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire en eût régulièrement pris possession.

Le Chapitre de Chartres établissait un titre de déport. « Entre autres droits, prérogatives et libertés de nous et de notre Église de Chartres, de tout temps et ancienneté, disait-il, nous compte et appartient », lorsqu'une dignité est vacante, en litige ou contestée et qu'il n'y a pas de possesseur régulier, « de mettre en notre main et déport ladite dignité, régir et gouverner les droits, honneurs, fruits, profits, revenus et émoluments d'icelle et de les appliquer à notre profit et utilité, jusques à ce qu'en chacune [desdites dignités] y soit un paisible possesseur par nous reçu, qui ait payé les droits, fait et prêté le serment en ce requis d'accoutumé ». Un commis était chargé d'administrer les biens vacants sous l'autorité du Chapitre, auquel il devait rendre bons et fidèles comptes. Il avait « plein pouvoir, puissance, autorité et mandement spécial » du Chapitre quant à la régence, aux droits utiles, fruits et revenus du doyenné. Pour l'exercice de la juridiction spirituelle et temporelle, ce délégué devait nommer des officiers capables : official, bailli, greffier, procureur, sergents, etc... qui étaient pourvus par le Chapitre, selon qu'il appartenait. La présentation aux bénéfices dépendant du doyenné était également effectuée par le commis (1).

Le document qui vient d'être analysé est récent; on trouve d'autres cas de déport dans les registres capitulaires. Le jeudi après la fête de la Saint-Barthélemy 1317, le Chapitre élut deux chanoines pour tenir la juridiction temporelle du doyenné vacant et s'enquéri si la juridiction spirituelle ressortissait au Chapitre ou au sous-doyen (2). Le samedi après la fête de la Saint-Mathieu 1320, la Compagnie commit Lambert de Castille à la juridiction spirituelle et temporelle du doyenné vacant, à charge de visiter les terres de cette dignité et de verser tous fruits et revenus dans les mains du Chapitre (3).

Les sceaux du doyen étaient apportés en Chapitre par le scelleur ou le greffier de l'ancien dignitaire (4). Au xiv^e siècle, nous voyons cependant qu'ils étaient remis au sous-doyen : *Sigilla tunc tradita fuerunt subdecano, tanquam sibi competentia, decanatu vacante* (5). Souchet relate que lors de la promotion du doyen

(1) B. m., ms. 1009-4, f^o 338, Sam. 5 juin 1700.

(2) Arch. dép., G, 743. Extr. R. c., 1317.

(3) Id. Extr. R. c., 1320.

(4) V. Souchet, *Histoire du Diocèse*, III, p. 213, an 1360.

(5) Arch. dép., G, 744. Extr. R. c., 1326.

Armand à l'archevêché d'Aix, ses officiers déposèrent au Chapitre les sceaux de la juridiction décanale, « qui furent mis ès-mains du sous-doyen, suivant la coutume » (1).

Cette prérogative du sous-doyen ne fut du reste pas toujours respectée, à cette époque. Pendant la vacance du doyenné, entre la démission d'Angerant et la provision de Ph. de Talaru, une difficulté s'éleva à cet égard entre le Chapitre et le sous-doyen. Le Chapitre avait reçu les sceaux du doyen et commis un chanoine à l'exercice de sa juridiction spirituelle. Le sous-doyen protestait et arguait de son droit. La thèse du Chapitre était différente; il revendiquait la juridiction et les sceaux non seulement du doyen, mais aussi de toutes les autres dignités vacantes, *quod ad eum pertinebat de jure communi*. Jamais, ajoutait-il, le sous-doyen n'avait détenu la juridiction et les sceaux, en sa qualité officielle de dignitaire, mais seulement comme *privata persona*.

La question fut agitée, mais il ne paraît pas qu'elle ait reçu une solution. Les prétentions du sous-doyen restèrent sans confirmation solennelle (2). A maintes reprises, le Chapitre commit d'autres dignitaires que le sous-doyen pour gérer le doyenné vacant (3).

(1) V. Souchet, *Histoire du Diocèse*, III, p. 159, an 1330. ils'agit d'Armand de Narcey.

(2) Arch. dép., G, 744, R. c, 1360-1363, lundi après Sainte-Luce.

(3) V. encore sur le déport : Arch. dép., G, 131, II, H H, Inv. Anc., n° 2. Pièces concernant le déport sur le doyenné (1431, 1433, 1459). — A noter le procès engagé sur le refus par le Chapitre de mettre en déport le doyenné, malgré la réquisition du sous-doyen, pendant le litige d'entre Henry Goault et Hierosme Gourault (1685).

CHAPITRE VIII

LE CHANTRE

Seconde dignité de l'Église de Chartres (1), le chantre était un personnage considérable par la majesté et l'importance des fonctions qui lui étaient dévolues. Il osa même entrer en lutte avec le doyen et lui disputer la préséance.

On l'appelait aussi **grand-chantre**, pour le distinguer des chantres qui n'étaient que des clercs du bas-chœur, au service du Chapitre. Quelquefois il était intitulé **préchantre**. Ces diverses dénominations importaient peu, ainsi que le remarquait Barbosa (2).

Nous ne pouvons donner d'indications sur l'origine du grand-chantre de Chartres. Il est très vraisemblable que ce dignitaire succéda à ces maîtres des cérémonies qui, chargés d'abord seulement de la direction des choristes, acquirent peu à peu une influence notable dans le clergé cathédral et « prirent figure de dignité. » Le premier chantre connu est Humbert (vers 955). Il a signé avec Suger la charte de Ragenfroï, en faveur de l'abbaye de Saint-Père (3).

*
* *

Le chantre était une dignité. Ce titre lui fut reconnu expressément par délibération capitulaire : *Capitulum declaravit quod Cantoria Ecclesiae Carnotensis ab antiquo dignitas reputatur nec eidem cura*

(1) A Paris, le chantre était aussi deuxième dignité, ainsi qu'à Bayeux. Le chantre de l'église de Sens n'était que quatrième dignité et celui du Chapitre d'Amiens n'avait que le sixième rang (V. lettre du Chapitre d'Amiens du 22 octobre 1699; Arch. dép., G, 743). A Orléans, par suite de la confusion du doyen et du grand archidiaconé, le préchantre avait la seconde place parmi les dignitaires.

(2) *Op. cit.*, 46-40.

(3) Merlet, *Dignitaires*, p. 29.

animarum imminet (1). Du reste, on disait souvent : Le chantre « en dignité ».

Le chantre était chanoine, *ex gremio Capituli*. Cependant on vit des exceptions : M. Gobinet fut reçu chantre et installé au chœur et au Chapitre, quoique non chanoine ; il était privé de voix délibérative, mais prétendait pouvoir assister aux chapitres généraux, quand il s'agissait de prébendes où il « se colloquait » pour sa dignité (2).

Quelle que fût l'importance de ses attributions, le chantre ne jouissait pas d'un mode de nomination spécial, comme le doyen. La collation de la chantrerie appartenait à l'Évêque. L'installation du chantre était faite par le Chapitre (3), comme celle du doyen ; par contre, celle des autres dignitaires était réservée au chantre (4). Le chantre occupait la première stalle haute de gauche en entrant, place affectée au vicaire dans les églises paroissiales (5) ; c'était également celles du chantre de Notre-Dame de Paris et de Bayeux (6).

. . .

Parlant du chantre de Notre-Dame de Paris, l'abbé Suger disait au pape : *Cantor Decano aequiparatur*. Sans vouloir accepter cette assimilation absolue, on doit reconnaître que le chantre était véritablement investi d'une mission de premier ordre. Tantôt agissant *suo nomine*, tantôt par suppléance du doyen, le chantre eût bien mérité le titre de « vice-doyen ».

Lorsque le doyen était absent, malade ou décédé, la présidence du Chapitre assemblé revenait au chantre, comme dignitaire immédiatement inférieur. Ce n'était là qu'une des conséquences de la hiérarchie des dignités. Elle était cependant utile à signaler, car on aurait pu penser que cette prérogative appartenait au sous-doyen. Une ordonnance capitulaire du 9 mars 1634 fut rendue contre celui-ci et au profit du chantre. Elle statua qu'en l'absence du

(1) Arch. dép., G, 743, R. c. 1333 : vendredi après la Nativité de la Sainte-Vierge.

(2) Arch. dép., G, 743 : 10 novembre 1694.

(3) Le serment que prêtait le chantre était ainsi libellé : *Ego N..., Cantor Carnotensis, juro quod jura Cantoriae meae servabo illaesa et si aliqua alienata invenero, illa pro viribus meis revocabo ; et, si non possum revocare illa, superioribus meis denunciabo. Item juro quod ego faciam residentiam continuam personalem intra muros Civitatis Carnotensis*. — V. Honbron : *Juramenta*.

(4) Règlement de janvier 1221 ; Arch. dép., G, 132, C. XI ter, A, 2.

(5) Arch. dép., G, 132, *eod. loc.* — *Cart. N.-D.*, II, ccxxvii, p. 96.

(6) V. Guérard, *Cart. N.-D. Paris*, I, p. 81. — *Égl. de Bayeux*, déjà citée, p. 85. — A Amiens, le chantre prenait place à droite du doyen.

doyen, c'était le chantre et non le sous-doyen qui donnerait la bénédiction au prédicateur; elle précisa que le chantre pourrait même prendre la place du doyen, s'il le jugeait plus décent (1).

Il apparaissait très nettement à la lecture des extraits du Livre vert ou recueil des statuts de l'Église de Chartres, que le chantre avait la direction de l'office divin et la police du culte; en outre, la maîtrise des chants constituait une des plus insignes fonctions de ce dignitaire (2). Barbosa (3) écrivait : *Ipsi incumbit regimen omnium divinatorum officiorum tam intra quam extra chorum.*

Le Chapitre général de la Purification 1361 (4) députa spécialement le chantre pour que le service divin fût célébré avec dévotion et il ordonna que les contrevenants fussent châtiés par lui. A diverses reprises, le Chapitre insista sur cette charge du chantre. Par arrêt du Parlement intervenu en 1710-1711, le chantre ne fut dispensé d'aller à l'encens que comme président et modérateur du chœur, parce qu'il ne devait pas quitter sa place, afin d'être en état d'inspecter ce qui se passait dans l'église (5).

Une obligation singulière se rattachant à la police était imposée au chantre. Il devait chasser ou faire chasser les chiens de l'église (6).

Le chantre était assisté d'un clerc, appelé « **clerc du chantre** ». Ce dernier assurait l'observation des règlements par les heuriers et matinières; il prenait soin aussi de l'exécution des chants et rendait compte à son chef de toutes les infractions constatées. Ce clerc avait la faculté de se faire remplacer, le cas échéant (7).

* * *

En possession d'une autorité aussi étendue dans la cathédrale, le chantre devait être amené à dépasser les limites de sa compétence.

(1) Arch. dép., G, 743.

(2) Le « Livre vert » contenait un passage intéressant sur le rôle du chantre. Nous le transcrivons presque intégralement : *Ad ipsum etiam Cantorem pertinet cura et sollicitudo circa cultum et officium divinum in choro Ecclesiae Carnotensis. Debet etiam Cantor providere et advertere diligenter ad horarios et matutinos quod ipsi tractim prout festi et diei solemnitas exigit et alias debite psalmodient et cantent et quod omnes tam canonici quam alii existentes in choro a confabulationibus et ab omni eo quod turpe seu perniciosum est se absteineant, alias humiliter et honeste se habeant et quod quilibet in choro suum debitum faciant; contrarium facientes exhortari debet et secundum casus exigentiam distributiones arrestare et ad Capitulum referre...*

(3) *Op. cit.*, 46-12.

(4) Arch. dép., G, 743.

(5) Arch. dép., G, 131, C. II, E E, Inv. Anc.

(6) Arch. dép., G, 743 : Chapitre général de la Purification 1397.

(7) Certificat délivré par Thiersault le 2 juillet 1584.

Le chantre se heurta plus d'une fois à la résistance du doyen, fort de ses droits et jaloux de ses prérogatives. Nous avons déjà vu (1) le doyen et le chantre discuter les questions de préséance pour la conduite du Chapitre au chœur ou en procession. Le chantre ne craignait pas de se proclamer *magister et dux chori* et, en conséquence, il exigeait la première place. Une longue procédure aboutit à l'arrêt de mars 1727, qui donna gain de cause au doyen.

Citons encore un différend considérable qui s'était élevé vers la fin du xvr^e siècle entre Guillaume d'Aubermont, doyen, et Nicolas Thiersault, chantre (2). Le doyen avait fait chanter *in exitu* en faux-bourdon. Le chantre se crut lésé par cet acte du doyen, qu'il considérait comme une entreprise contre ses droits. Dès le lendemain (1^{er} août 1583), une assignation en complainte et nouvelleté était délivrée au doyen, à fin de comparution aux Requêtes du Palais. Le doyen sollicita l'intervention du Chapitre, parce que, selon lui, la direction du chant ressortissait pleinement à la Compagnie. Afin d'arranger l'affaire, trois commissaires furent nommés. Le Chapitre intervint finalement dans l'instance pendante aux Requêtes. Il demanda le renvoi des plaideurs devant lui, pour « faire règlement selon les statuts de l'Église, dont la connaissance et l'interprétation lui appartenoient. » Le doyen se désista en Chapitre de ses prétentions, mais le chantre continua de plaider pour les dépens. D'autre part, le chantre ne pouvait être satisfait des intentions du Chapitre qui s'arrogeait la direction du chœur. Nicolas Thiersault invoquait sa possession immémoriale; il n'avait, disait-il, qu'à montrer son bâton, insigne de sa dignité, « comme un curé, son clocher », pour jouir de ses droits. Une sentence des Requêtes du Palais du 26 mars 1584 fut très favorable à la thèse du chantre.

Nicolas Thiersault était maintenu :

1^o Dans les droit et possession d'avoir la direction du chœur pour le regard du chant et de commander pour celui de la chantrerie qui se faisait au chœur, soit en plain-chant, faux-bourdon ou musique, ainsi qu'il connaîtrait être nécessaire;

2^o En possession de porter aux grandes messes ou processions solennelles un **bâton cantoral**;

3^o En possession d'installer les dignités et chanoines, tant au chœur qu'au chapitre, comme aussi les chapelains, habitués, heuriers et matinières au chœur, après réception par le Chapitre;

(1) *Supra*, page 60.

(2) Arch. dép., G, 743, visé plus haut : Doyen, p. 62.

4^o En possession de leur faire prêter le serment accoutumé sur le chef de Sainte-Anne;

5^o En possession de changer, selon le service, les chanoines et clercs de côté;

6^o En possession d'autoriser les enfants de chœur à porter le surplis avant leur affectation à l'Église ou leur envoi à l'Université;

7^o En possession de reprendre les heuriers et matiniers qui psalmodiaient légèrement, commettaient des fautes durant le service divin ou n'y assistaient pas;

8^o En possession d'indiquer ceux qui devaient tenir la Vraie Croix à certaines fêtes ou chanter certaines prières;

9^o En possession de donner congé aux heuriers pendant trois ou quatre jours, pour « aller aux champs ou à leurs affaires »;

10^o En possession de faire examiner tous ceux qui se présentaient pour être reçus aux gages de l'Église et être du nombre des heuriers et musiciens;

11^o En possession de faire chanter *in exilu* et les autres psaumes en faux-bourdon. Défense était intimée au doyen de troubler le chantre.

Cet arrêt résumait la plupart des attributions du chantre. Nous allons étudier spécialement : 1^o le port du bâton cantoral, 2^o et l'installation des dignitaires et chanoines.

*
* *

Le chantre de l'Église de Chartres portait un **bâton**, insigne de sa dignité, souvenir des temps anciens où il commandait au lutrin. Ce bâton était devenu un objet d'apparat pour les cérémonies, une pièce d'orfèvrerie richement décorée et travaillée. Le célèbre chantre, Nicolas Thiersault laissa au Chapitre pour ses successeurs un magnifique bâton cantoral, en argent doré, d'un poids de 6 livres et 5 onces (1). Il fut décidé qu'il serait déposé aux reliques (2).

Cette coutume, aux dires de Brillon, n'était point insérée dans le Livre vert; elle n'était du reste pas spéciale au Chapitre de Chartres. Presque tous les chantres des chapitres cathédraux avaient un bâton de cérémonie (3).

Le port de ce bâton était sévèrement réglementé. Il fit même

(1) *Nécrologe N.-D.*, in *Cart. N.-D.*, III, 112. — R. c., 15 mai 1559.

(2) R. c., 15 mai 1559.

(3) Pour le chantre de Bayeux : *op. cit.*, p. 85; pour celui de Paris : v. Meuret, *op. cit.*, p. 15; pour celui d'Orléans : v. de Villaret, *op. cit.*, p. 474.

l'objet de procédures et eut les honneurs d'un arrêt. Lorsque le chantre était présent, nul autre que lui ne pouvait prendre le bâton, même de l'assentiment formel du chantre (1). Il avait été ainsi statué par diverses décisions du Chapitre. Mais il arrivait que le chantre fût absent, malade ou empêché légitimement d'assister à l'office ou à la procession. Par arrêt du Parlement du 6 août 1668, il fut jugé qu'en pareil cas, le chantre commettrait une des dignités ou un des chanoines anciens, pour porter le bâton cantoral aux fêtes solennelles. Faute d'un suppléant nommé par le chantre, ou en cas d'absence du chantre sorti de la ville sans permission du Chapitre, le droit de désigner un remplaçant passait à la Compagnie en corps (2). Cet arrêt ne mit pas fin du reste aux difficultés : le jour de la Saint-Denis 1669, le chantre malade avait donné délégation à un chanoine de porter le bâton cantoral à la messe, sans que le Chapitre en eût été avisé. Quand le chanoine se présenta au chœur, muni du bâton, le Chapitre protesta. Il déclara que l'esprit de l'arrêt de 1668 avait été violé; que selon cet arrêt, le chantre devait auparavant avertir la Compagnie et faire connaître le nom du mandataire choisi. La prétention du Chapitre fut approuvée par une consultation conservée aux archives (3).

. . .

Le droit d'installer les dignités et les chanoines nouvellement élus ou promus constituait une des plus honorables attributions du chantre. Un règlement du mois de juin 1221 (4) donnait la mesure exacte des pouvoirs du chantre à cet égard. Il avait été précédé d'une étude des actes capitulaires alors existants, ainsi qu'en témoignait un compulsoire de janvier 1220. On mit à part le doyen et le chantre lui-même dont l'installation appartenait au Chapitre. Quant aux autres, *lam personas quam simplices canonicos et omnes non canonicos*, le chantre les installait, soit pour la première fois, soit à nouveau; il pouvait les transférer d'une stalle en une autre ou même les faire passer d'un côté du chœur dans l'autre. A condition de placer les dignitaires parmi les dignitaires, les simples chanoines parmi les simples chanoines, les non chanoines parmi les non chanoines, le chantre avait la faculté d'affecter n'importe quelle stalle aux

(1) Arch. dép., G, 131, C. II, E E, fo 36 v^o.

(2) Arch. dép., G, 743 et G, 132, C, XI *ter*, A, n^o 10.

(3) Arch. dép., G, 743.

(4) Déjà cité, V, *Cart. N.-D.*, II, p. 95, CCXXXVII.

membres du Chapitre et autres clercs, quels qu'en fussent le rang, et la commodité. Cependant, par exception, il existait des stalles spécialement destinées, à raison de leur dignité, aux doyen, sous-doyen, sous-chantre, chancelier, grand archidiacre, chambrier et chevrier. On reconnaîtra que la part faite au chantre était réellement belle. A la suite de difficultés, un arrêt du Parlement du 6 août 1668, (1) obtenu par le chantre Jacques de Bricourt, maintint le chantre en possession d'installer tous les chanoines et autres bénéficiers de l'Église de Chartres, sauf le doyen. Il était précisé que le Chapitre ne pourrait commettre à cet effet une autre personne que le chantre, à moins que ce dignitaire ne fût absent de la ville ou qu'ayant été régulièrement averti, il n'eût pas procédé à l'installation.

Le chantre avait aussi le privilège d'installer les jeunes maîtrisiens (2). Cette formalité avait lieu ordinairement à la fin d'un office, en présence du Chapitre, des autres enfants d'aube et des parents de l'intéressé. Le chantre, ou à son défaut seulement, le plus ancien chanoine prenait l'enfant revêtu de son nouveau costume à la sacristie et le conduisait solennellement à la sellette qui lui était destinée au chœur, parmi ses confrères.

Enfin, le chantre présentait les chanoines de Thiersault (3).

*
* *

L'obligation de résidence et d'assistance découlait naturellement des fonctions du chantre. Chargé de la direction du chant et de la police de l'église, le chantre ne pouvait sans inconvénient quitter Chartres. Certains chantres obtinrent pourtant la permission de ne pas résider. Louis de Melun (4) fut dispensé par le Chapitre de la résidence personnelle et continue, *de gratia speciali*, partout et aussi longtemps qu'il le voudrait. On vit des personnages de la Cour romaine pourvus de la prébende cantorale (4); comment ces dignitaires pouvaient-ils surveiller les choristes? Cependant le Chapitre ne tolérât pas toujours les missions ou les voyages prolongés. Le Chapitre général de la Purification 1569 (4) ordonna qu'il fût écrit au chantre absent de rejoindre Chartres au plus tôt et de remplir les charges de sa dignité. En attendant le retour du titulaire, le Chapitre commit deux chanoines suppléants, *pro directione ser-*

(1) Arch. dép., G, 743.

(2) Clerval, *Maîtrise*, p. 46.

(3) Arch. dép., G, 131, C. VI, K, f° 172. Sur ces chanoines, v. *infra*, pp. 142-143.

(4) Arch. dép., G, 743.

vili Ecclesiae. Une autre fois, le Chapitre n'hésita pas à déclarer la chanterie en déport (1). Dans des cas exceptionnels, le Chapitre se montrait plus libéral. C'est ainsi qu'il autorisa le chantre Nicolas Thiersault à ne pas faire semaine et à ne pas chanter l'office de l'Avent. Il pouvait, d'une façon générale, se faire remplacer par un chanoine qu'il nommait; et ce, sans qu'il lui fût rien imputé en cas de faute au chœur (samedi 11 octobre 1586) (2). Il faut dire que Nicolas Thiersault méritait considération, car il avait été un insigne bienfaiteur de l'Église de Chartres.

*
*
*

Le chantre possédait des revenus appréciables. Il faisait partie des dignitaires percevant « double », c'est-à-dire ayant deux prébendes, doubles distributions et allocations. Selon le pouillé de Doublet, le revenu du chantre était de deux mille livres environ (3). Le chantre jouissait de la prébende dite de Courville, en l'église et couvent de Saint-Jean-en-Vallée de Chartres. Cette libéralité avait été consentie par l'évêque Renaud de Mouçon à Crépin de Dreux, alors revêtu de la dignité de chantre en l'Église de Chartres. Les revenus de la prébende étaient constitués par : 4 muids 6 septiers de blé à la mesure du Chapitre, dite mesure de Loëns; 2 muids d'avoine; 2 muids de vin; 2 septiers de pois et 60 sous payables en trois termes à savoir : un, à la Saint-Martin d'hiver; le second à la Quadragésime ou au début du Carême et le troisième, au jour de la Pentecôte (4). De son côté, le Chapitre de Chartres, ne voulant pas être moins généreux que son Évêque, fit don au chantre d'une somme annuelle de cent sous pris sur le compte de la Purification, appelé encore « Prêtrière du petit compte » ou *Tornus*. Cette prêtrière était composée de biens et droits venus au Chapitre par déshérences, aubaines, forfaitures et confiscations dans ses seigneuries et justices (4). Le chantre avait encore onze quartiers et demi de vignes, dont la moitié aux « Filles-Dieu » (5). En outre, de par sa dignité, le chantre avait le droit de percevoir chaque année sur le temporel de l'Évêque de Chartres et sur celui du cheveier, lors de la Pentecôte :

(1) Arch. dép., G, 743 : Chapitre général de la Purification 1412.

(2) Arch. dép., G, 743.

(3) V. aussi Janvier de Flainville : *Chapitre* : 589 à 591.

(4) Arch. dép., G, 132, C. XI *ter*, B, 1 (janvier 1198). — *Cart. N.-D.*, I, CXXXVIII, p. 257, et *Vieille Chronique*, p. 21. Sur la mesure de Loëns, v. *infra*, p. 195, note 1.

(5) Arch. dép., G, 743 : Déclaration du gros par le chantre de Bricourt.

quarante-quatre livres de cire, d'une part, et vingt-deux livres, de l'autre (1). Suivant accord conclu entre Nicolas de Thou, évêque de Chartres, et Louis Boucher, chantre, celui-ci accepta, pour tenir lieu des quarante-quatre livres de cire dues, une modeste redevance de sept livres par an (4 janvier 1588). Déjà, une transaction passée entre Hector Renouard, chantre, et l'évêque Miles d'Illiers, homologuée en Parlement, avait transformé les quarante quatre livres de cire en une somme de six livres de revenu (16 mars 1474) (2). Quant à l'obligation mise à la charge du chevrier, elle fut confirmée au xvii^e siècle; une reconnaissance de Charles de Crémeur, chevrier, fut même souscrite au profit de Félix de la Poustoire, chantre (14 avril 1638) (2).

(1) Arch. dép., G, 743 : Chapitre général de la Saint-Jean 1474. Le Chapitre condamna le chevrier Jean de Roca qui refusait d'acquitter sa dette.

(2) Arch. dép., G, 743.

CHAPITRE IX

LE SOUS-DOYEN

Le sous-doyen était la troisième dignité de l'Église de Chartres ; il venait après le doyen et le grand-chantre. Dans l'introduction au Cartulaire de Notre-Dame, M. Lucien Merlet déclare à tort que cette dignité était particulière au Chapitre de Chartres (1). A Orléans, au nombre des dignitaires du Chapitre cathédral figurait un sous-doyen (2). A Paris, il est vrai, il n'existait pas de sous-doyen. Par contre, le Chapitre de Saint-Sauveur de Blois, en possédait un, ainsi qu'il apparaît dans ses archives (3). Le Chapitre de Bayeux considérait le sous-doyen comme une dignité inférieure qui ne prenait rang qu'après les archidiaques (4). En résumé, la dignité de sous-doyen était plus rare que les autres, qui se retrouvaient dans presque tous les chapitres de France.

. . .

Le sous-doyen devait être pourvu des ordres sacrés ou tout au moins s'engager à les recevoir dans un court délai après sa nomination. Un statut capitulaire de 1386 l'exigeait ainsi : *Capitulum exposuit Domino Subdecano quod debet esse ratione sui subdecanatus promotus ad sacrum diaconatus ordinem et quod nihil debet percipere in Capitulo nec habere vocem donec ad dictum ordinem sit promotus* (5).

(1) P. lxxx ; M. Merlet se réfère au *Glossaire* de du Cange.

(2) F. de Villaret, *op. cit.*, pp. 475 et 476. Le sous-doyen devait avoir les ordres majeurs.

(3) Arch. Loir-et-Cher, G, 158, et Arch. dép. Eure-et-Loir, G, 744.

(4) *Op. cit.*, p. 94.

(5) Arch. dép., G, 744 : Ch. gl. de la Purification 1386.

Déjà, en 1354, le Chapitre avait fixé un délai à un sous-doyen *in minoribus* (1).

La collation de la dignité de sous-doyen ne présentait rien de particulier : elle appartenait à l'Évêque, sauf intervention du Saint-Siège. Une sentence des Requêtes du Palais de 1521 maintint en possession du sous-doyenné Jean de Villiers, nommé par l'Évêque, contre Jean Le Roy, muni d'une provision par un légat du Pape (2). En 1504, Jean Pigeard s'était procuré des lettres du cardinal d'Amboise, délégué de Rome, pour tenir le sous-doyenné de Chartres (3).

En cas de vacance du sous-doyenné, les sceaux revenaient à l'Évêque et non au Chapitre (4). Par contre, c'était le sous-doyen qui recevait les sceaux du doyenné vacant (5).

Les fonctions de grand-vicaire de l'Évêque de Chartres étaient incompatibles avec la dignité de sous-doyen ; si le promu était titulaire d'une telle charge, il était contraint de s'en démettre sans retard (6).

* *

Le sous-doyen prenait place au chœur dans une stalle réservée à sa dignité, où le chantre l'installait, après la réception. Il devait être *tercius a decano*, à droite en entrant dans la nef, aux termes du règlement de janvier 1221 (7). Possédant le droit de haute police dans le chœur, le sous-doyen intervenait en quelque sorte comme promoteur, lorsque des fautes étaient commises par des chanoines. On voit du reste souvent dans les registres capitulaires des réquisitions du sous-doyen contre divers abus ou manquements à la discipline et aux règles de l'Église (8).

Il ne faut pas exagérer l'autorité reconnue au sous-doyen. Par délibération du Chapitre général de la Saint-Jean 1331, il

(1) Arch. dép., G, 744 : Ch. gl. de Saint-Jean 1354. — Le 15 juillet 1738, Jacques Pluyette, principal du collège des Bons-Enfants, à Paris, ancien gradué, fut reçu au sous-décanat, n'étant que chanoine *ad effectum*.

(2) Arch. dép., G, 132, Inv. Anc., C. XI, 4.

(3) *Eod. loc.*

(4) Arch. dép., G, 744.

(5) V. sur ce droit parfois contesté : *supra*, p. 69-70.

(6) Arch. dép., G, 297 : Ch. gl. de la Purification 1562.

(7) Arch. dép., G, 132, C. XI *ter*, A, 2. — *Cart. N.-D.*, II, p. 96.

(8) *Cum ad eum ratione suæ dignitatis subdecanalis spectet et pertineat in Capitulo promovere..., ponere negocia Capituli et Ecclesiae ut super hoc per Capitulum provideatur.* Arch. dép., G, 744 : Chapitre général de la Purification 1420, f° 128.

fut décidé qu'il n'avait nulle juridiction sur les chapelles et chapelains de l'Église, dont la collation et l'institution appartenaient de plein droit au Chapitre (1).

Le sous-doyen partageait avec le doyen les fonctions d'archidiacre de la ville de Chartres et de la banlieue. En réalité, ce dignitaire avait fini par suppléer d'une façon générale le doyen, retenu par d'autres tâches, dans l'exercice des prérogatives archidiaconales. Couramment, on considérait le sous-doyen comme seul titulaire. L'attestation délivrée par le Chapitre à M. Félibien, grand-vicaire de Bourges, s'exprimait ainsi : « certifions à tous qu'il appartiendra qu'il y a six archidiacres dans notre église cathédrale, sans compter le sous-doyen, qui est l'archidiacre de la ville et de la banlieue » (2).

Comme tel, le sous-doyen avait une cour de justice avec un official et tous les auxiliaires habituels : greffiers, sergents, etc. Devant ce tribunal venait la majeure partie des causes d'ordre spirituel ou ecclésiastique de la ville et des faubourgs, ainsi que les affaires de police du cloître. Le sous-doyen possédait aussi une justice temporelle (3).

En sa qualité d'archidiacre, le sous-doyen entendait faire visite dans les églises paroissiales de la cité. Une sentence arbitrale, rendue sur compromis en 1427, confirma ce droit de visite au profit du sous-doyen contre le prieur de Sainte-Foy et autorisa la condamnation de celui-ci, s'il était trouvé en faute (4).

Le sous-doyen s'arrogeait du reste la faculté de prendre telles mesures générales qu'il jugeait utiles pour la discipline des pasteurs et des fidèles. L'Évêque de Chartres et Louis Boucher, son vicaire, s'étaient opposés à la publication d'une monition émanant du sous-doyen, en l'église Saint-André; une assignation fut incontinent lancée contre eux (4).

Parmi ses prérogatives d'ordre spirituel, le sous-doyen comptait le privilège d'installer et introniser divers curés, prieurs et abbés de Chartres et des environs (5). Des contestations naquirent à ce sujet. Un arrêt du Parlement du 14 février 1544 maintint le sous-doyen en son droit d'introniser et mettre en possession l'abbé

(1) Arch. dép., G, 744.

(2) B. m., ms, 1009-4, f° 328. — Le doyen était archidiacre de la ville et de la banlieue; *supra*, pp. 65-67.

(3) Arch. dép., G, 746. — En 1332, on l'autorisa à tenir ses plaids dans une des maisons d'ardoise du cloître. Une autre fois, on lui loua une chambre *in logia fabricae* (1361). — V. Arch. dép., G, 744.

(4) Arch. dép., G, 132, C. XI, Cote G, 4.

(5) Arch. dép., G, 132, C. XI, Cote J, 4 : v. actes d'installation de curés, prieurs, etc., de la ville et banlieue. — V. Arch. dép., G, 852 à 857 inclus.

de Saint-Père (1). Une sentence du bailli de Chartres statua en même sens, au regard de l'abbé de Josaphat (2). Le sous-doyen Jean Forget obtint du bailli de Chartres une commission pour faire ajourner en matière de complainte, et nouvelleté un des grands vicaires et le scelleur de l'Évêque de Chartres, qui signaient et donnaient les collations des prieuré et cure de Sainte-Foy, sans renvoyer les pourvus de ce bénéfice devant le sous-doyen, seul qualifié pour les introniser (3).

*
* *

En cas de vacance, le sous-doyen jouissait du déport des cures ; ainsi jugé par arrêt du Parlement de 1508, confirmatif de deux sentences : l'une du prévôt, l'autre du bailli de Chartres ; la récréance des fruits du prieuré-cure de Sainte-Foy en déport fut adjugée au sous-doyen, à l'encontre des religieux de Saint-Jean-en-Vallée (4).

Le sous-doyen avait la collation des neuf autels : Saint-Laurent, le Crucifix, les Apôtres, les Confesseurs, Saint-Vincent, Saint-Potentien et Saint-Savinien, Saint-Denis, Saint-Pierre ès Liens et Saint-Christophe. Ces chapelles faisaient partie du groupe des dix autels et étaient à la présentation du chevcoier. L'autel Saint-Jean-Baptiste, le dixième, était conféré par le doyen.

En outre, le sous-doyen nommait aux cures de Barjouville et Saint-Martin de Chartres, ainsi qu'à la chapelle Saint-Sauveur dans l'église Saint-Martin-le-Viandier de Chartres, qui comprenait deux portions érigées en titres de bénéfices (5).

*
* *

Le sous-doyen avait droit à deux prébendes entières ; il percevait aussi doubles fruits et doubles distributions. Il choisissait ses prébendes en troisième lieu, après le doyen et le grand-chantre et avant le sous-chantre (6). D'après les énonciations du pouillé de

(1) Arch. dép., G, 132, C. XI, Cote, J, 4, n° 1.

(2) *Id.* n° 6.

(3) *Id.* n° 8.

(4) Arch. dép., G, 132, C. XI, 4. 3 : Déport ; v. déport des cures de Saint-Michel et de Saint-Cheron.

(5) V. Charte d'usages de 1330. — Arch. dép., G, 131, C. III, C. I. — Doublet, *op. cit.* pp. 2, 4, 5, 68 : — *Cart. N.-D.*, II, p. 270.

(6) *Polypitique N.-D.*, B. m., ms, 1313. — *Cart. N.-D.*, II, p. 284.

Doublet, le revenu du sous-doyen, sans compter le produit du canonicat, était de 1050 livres. Le sous-doyen jouissait des divers émoluments de ses justices spirituelle et temporelle. Il avait haute justice sur Barjouville, Blandainville, Mainvilliers, Seresville, Ouerray, Poiffonds, Friaize.

Des officiers : maires, baillis, greffiers, tabellions, sergents représentaient le sous-doyen et faisaient respecter sa juridiction, en même temps qu'ils veillaient au versement des cens et des diverses redevances (1).

Une reconnaissance du 7 janvier 1579, souscrite par l'Évêque au profit du sous-doyen, allouait à celui-ci une redevance annuelle de 70 sous, « parce qu'étant par sa dignité archidiaque de la ville et banlieue, il a des droits de cire à prendre en certains temps de l'année sur les curés de la ville et banlieue et que M. l'Évêque, comme premier supérieur d'iceux, reçoit la totalité des cires tant pour lui que pour le sous-doyen, de la portion duquel il se charge » (2).

Le sous-doyen était tenu de quelques petites obligations (3). Il participait avec le doyen aux fournitures de vivres et pigment distribués aux chanoines, lors du retour de la procession des Rogations. Le jour de la Saint-Sixte, il devait, à peine de défaut, donner des nouveaux fruits de raisins frais (4). Il acquittait encore neuf sous pour l'anniversaire de Renaud de Blois, payait quinze sous au « petit compte » sur la mairie de Mainvilliers et cinquante sous pour l'anniversaire de Barthélemy de Roye, fondateur de l'abbaye de Joyenval (5).

Selon une curieuse coutume, le maire de Saint-Maurice, faubourg de Chartres, réclamait, *jure hereditario et feodaliter*, une place quotidienne à la table du sous-doyen. On comprend que celui-ci ait trouvé onéreux de traiter aussi souvent un de ses vassaux. Finalement, une composition intervint entre les parties: Guillaume, sous-doyen, et Roger, fils du maire de Saint-Maurice. Elle fut homologuée par le doyen Geoffroy. Il fut décidé que le maire ne serait l'hôte du sous-doyen qu'aux jours de fêtes doubles, aux Rogations, au dimanche de la Quadragésime et à celui des Rameaux (6) (janvier 1198).

(1) Arch. dép., G, 132, C. XI, 4, Cte II et C. XI, 4, Cte J : attestations d'habitants, procédures, réceptions d'actes. — V. Arch. dép., G, 744 : provisions d'offices de sergents, parchemins de droits de justice, ventes, etc. — V. Arch. dép., G, 747 à 776.

(2) Arch. dép., G, 132, C. XI, 4.

(3) *Polyptique cit.*, p. 300.

(4) Arch. dép., G, 744, ch. gl., 1420, f° 134.

(5) *Cart. N.-D.*, II, CCXV, p. 74.

(6) *Cart. N.-D.*, I, CXXXIX, p. 259.

CHAPITRE X

LE SOUS-CHANTRE

Dans la hiérarchie des dignitaires de l'Église de Chartres, le sous-chantre venait quatrième. « Le sous-chantre, écrivait Rouillard, selon la diversité des coutumes des Églises, est tantost sublime dignité, comme à Chartres, tantost moindre, tantost personnat ou simple office ailleurs. » (1).

En ce qui regarde les conditions de capacité du sous-chantre, il n'y a rien de particulier à signaler. Il était possible d'être reçu à la sous-chantrerie, comme le fut Jean de Pierrevive le 28 juillet 1524, sans autre titre que celui de chanoine *ad effectum* (2). Le sous-chantre était à la nomination de l'Évêque. Son installation appartenait au chantre (3). La stalle affectée au sous-chantre, d'après le règlement de janvier 1221, se trouvait la troisième à gauche, en entrant par la nef. C'était par conséquent la seconde stalle haute, à partir de celle du chantre. Le serment prêté par le sous-chantre était, *mutatis mutandis*, semblable à celui du chantre.

Le Livre vert contenait d'intéressants détails sur les honneurs et les charges du sous-chantre (4). C'était à lui qu'incombaient *extra chorum cura et sollicitudo totius officii et servilii divini*. Dans le chœur, cette tâche revenait au chantre. Le chant de l'antiphonaire, des litanies, cantiques ou psaumes pendant les processions, hors du chœur et de l'église, était dirigé par le sous-chantre.

(1) *Parthénie* : p. 95. — Dans l'Église de Bayeux, le sous-chantre était considéré comme une dignité inférieure, il prenait place à gauche de l'archidiacre de Caen. Il n'avait pas d'honneurs, mais était plutôt un fonctionnaire intérieur. Il était chargé de la maîtrise au chœur et de l'enseignement du chant dans la ville; son autorisation était nécessaire pour l'ouverture des écoles (*Op. cit.*, p. 96).

(2) Arch. dép., G, 132, C. XII, 41, n° 2. — Arch. dép., G, 777.

(3) V. Arch. dép., G, 777. Livre Vert.

(4) Arch. dép., G, 777. — V. aussi B. m., ms. 1009-18, f° 57^o, v^o: Chapitre général de la Saint-Jean 1733. — V. encore : Barbosa, *op. cit.*, p. 46.

Dans toutes les processions, celui-ci devait être à la tête de la musique (1). En outre, il était tenu de préparer la table de la cire pascalle et la table du service divin de l'Église de Chartres, déposée à l'aigle du chœur. Cette obligation fut confirmée par plusieurs ordonnances capitulaires générales (2).

Enfin, le sous-chantre faisait partie avec le doyen, le sous-doyen et le chantre de la commission d'examen des « canonisandes » présentés par l'Évêque.

Le sous-chantre pouvait être appelé aussi à remplacer au lutrin le chantre absent. Le Livre vert remarquait qu'il existait dans l'Église de Chartres quatre dignités, qui *alleri ad allerum quasi subalternative se habent* : le doyen et le sous-doyen, le chantre et le sous-chantre.

Comme les autres grands dignitaires, le sous-chantre était astreint à une résidence personnelle et continuelle, à raison des exigences de sa charge (3).

Le sous-chantre avait, conjointement avec le supérieur du séminaire du Grand-Beaulieu, la nomination d'un clerc non tonsuré, dont le titre, au prieuré du Grand-Beaulieu, avait été fondé par le sous-chantre Balthasar de Cheminade, en 1695.

* * *

Selon le pouillé de Doublet, le revenu du sous-chantre, notablement inférieur à ceux du doyen et du chantre, était d'environ mille livres, sans le canonicat. Le sous-chantre avait deux prébendes et doubles émoluments.

(1) Arch. dép., G, 329, f° 452 r°.

(2) Arch. dép., G, 777.

(3) Arch. dép., G, 777 (Livre vert). Extrait des *Obligations du chantre*. — V. aussi *ibid loc.*, R. c., Ch. général de la Saint-Jean 1380.

CHAPITRE XI

LE CHAMBRIER

Investi de fonctions moins honorifiques, d'un ordre plus matériel aussi que ses collègues, le chambrier avait pris néanmoins une place importante au sein du Chapitre. Le gros labeur qui était exigé de ce dignitaire était rémunéré par des revenus appréciables (1).

Nous comprenons le chambrier au nombre des dignitaires. Il est à noter cependant que cette qualité lui fut refusée par un acte capitulaire du vendredi après l'octave de la Purification 1324 (2) : *Capitulum pronuntiavit quod Camerarius Ecclesiae erat Officium et non Dignitas*. Le Chapitre se reconnaissait le pouvoir de commettre qui bon lui semblait, au cas de défaut du chambrier et aux frais de celui-ci. Le chambrier appela du reste de cette ordonnance au Chapitre général. Le titre de dignité accolé au nom du chambrier se retrouve si couramment qu'il convient de ne pas retenir la délibération de 1324.

Les circonstances de la nomination, de l'installation et du serment du chambrier ne méritent aucun examen spécial. Pourvu par l'Évêque, sauf intervention de Rome, intronisé par le chantre, le chambrier prononçait le serment habituel aux dignitaires. Il s'engageait à ne faire aucun versement à qui que ce fût, sans mandat du Chapitre, s'il ne s'agissait de créanciers connus et accoutumés.

Le chambrier occupait au chœur de la cathédrale, à droite en

(1) Il n'existait pas de chambrier dans le Chapitre cathédral d'Orléans (V. Foulques de Villaret, *op. cit.*, p. 457). Dans l'Église de Paris, il y avait un chambrier, mais il n'était pas considéré comme dignitaire : c'était un simple officier, révocable *ad nutum* (V. Meuret *op. cit.*). A défaut de chambrier, le Chapitre de Bayeux possédait, comme quatrième et dernier grand dignitaire, un trésorier dont le grand-vicaire, le grand-couteur, était chargé du trésor, des ornements, réparations, entretien des bâtiments, etc. (*Église de Bayeux, op. cit.*, p. 89).

(2) Arch. dép., G, 859 : R. c., 1324, f° 116. — B. m., ms. 1007-1008.

entrant, la stalle haute de l'angle, sur le même rang que le doyen et le sous-doyen, ainsi qu'il avait été prescrit par le règlement de janvier 1221. Des difficultés s'élevèrent au sujet de l'emplacement exact de la stalle affectée au chambrier. Un litige entre Pierre de Gyvès, chambrier, et de Montaigu, archidiacre de Pinserais, fut porté aux Requêtes du Palais (1). Chacun de ces dignitaires prétendait avoir la première place du côté du doyen, tant au chœur qu'en chapitre et en procession. Il fut arrêté que le nouveau chambrier serait installé dans le siège d'angle, au chœur et au chapitre, sans préjudice de l'instance. Il est à noter du reste que le règlement de 1221 ne réservait aucune stalle aux archidiacres, sauf au grand archidiacre. Le chantre avait donc toute liberté pour les transférer de stalles et même de côté, en cas de besoin.



Les fonctions du chambrier étaient multiples. Elles se rapportaient toutes à des objets d'ordre temporel et économique. Le chambrier était bien cet « Intendant du Chapitre », dont parlait Rouillard. Il avait la présidence de droit de la « Chambre des Comptes » ou des deniers de l'Église. Le doyen était parfois commis à cette Chambre, ainsi qu'on l'a vu ; mais le chambrier présidait toujours, quelle que fût la qualité des membres. La Chambre constituait un organisme très important de l'administration du Chapitre. Dans les registres de délibérations, on trouve constamment des renvois de comptes ou de propositions à la Chambre (2). Celle-ci examinait la gestion des comptables, apurait leurs travaux, contrôlait les entrées et les sorties et transmettait son avis motivé au Chapitre réuni qui prenait toute décision opportune (3). On comprend que la présidence d'une semblable assemblée donnait une véritable influence au chambrier, d'autant plus que ce dignitaire, très versé dans la connaissance des usages et les formalités d'administration du temporel, pouvait émettre des opinions documentées et précieuses pour ses collègues, moins familiarisés que lui avec ces questions spéciales. De son côté, le chambrier surveillait les recettes et les dépen-

(1) Arch. dép., G, 859 : R. c., sam. 30 janvier 1416, f^os 137, 138, 139 ; Arch. dép., G, 132, Inv. Anc. C., XVII *bis*.

(2) La commission des Comptes avait un gros travail ; une autre commission, celle des « Députés », présidée par le doyen, examinait aussi un grand nombre d'affaires d'un ordre moins financier.

(3) V. Arch. dép., G, Suppl. *Usages de l'Église*, déjà cités.

ses, et les distributions quotidiennes ou autres à faire aux chanoines, soit en deniers, soit en nature : pain, blé, avoine, etc. Vu la multiplicité de ces distributions et les conditions rigoureuses établies pour leur perception, le rôle du chambrier n'était pas une sinécure.

Le chambrier était en outre président-né de la Commission des fiefs (1). Composée de quatre à cinq membres, celle-ci s'occupait des fiefs passifs et actifs. En ce qui regardait les premiers, elle prenait soin de rendre foi et hommage, de fournir les « hommes vivants et mourants », de « composer les rachats » et bailler les aveux et dénombrements aux seigneurs à qui ils étaient dus. S'agissait-il de fiefs actifs, la commission exigeait l'accomplissement de tous les devoirs féodaux au profit du Chapitre, notamment le paiement des rachats par les acquéreurs ; elle faisait procéder à toutes saisies.

Les comptes annuels de la « lamproie » (à répartir entre les membres qui avaient assisté au chapitre général de la Purification), étaient rendus en Chapitre par le chambrier.

Lors des partages des prébendes, une commission était constituée pour présenter un projet avec toutes modifications nécessaires. Là encore, le rôle du chambrier était essentiel. Une sentence du bailli de Chartres maintint le chambrier dans la possession de présider aux partages des biens du Chapitre et défendit au doyen de l'y troubler, le pétitoire étant réservé (8 avril 1718). Aucun appel n'intervint contre cette décision, qui consacrait les anciens usages et regut toujours depuis son entière exécution (2).

Le chambrier veillait à l'habillement et à la lingerie des officiers du bas chœur, ainsi que des serviteurs et gardiens de l'Église. Il assurait le paiement de leurs gages.

Le soin de la subsistance du Chapitre était confié au chambrier, qui avait droit d'inspection sur Loëns. Le Chapitre emmagasinait dans les greniers de Loëns (sis près de la cathédrale) les denrées qu'il percevait en sa qualité de seigneur et gros décimateur. Deux officiers ecclésiastiques, appelés « **clercs de Loëns** », étaient chargés de la direction de ces greniers, de leur entretien et de la conservation des grains. En outre, il leur appartenait de presser les débiteurs retardataires ou récalcitrants et de les contraindre à s'acquitter de leurs obligations. Une comptabilité des quantités entrées et sorties pour l'usage de la boulangerie de Loëns et du four Boël ou pour les

(1) V. Arch. dép., G, Suppl. *Usages de l'Église*, déjà cités.

(2) Arch. dép., G, 132, C. XVII bis, n° 3.

distributions était tenue quotidiennement par les gestionnaires de Loëns. La chambrier avait la haute surveillance de toute cette administration. Il était responsable de la régularité des opérations effectuées dans les entrepôts du Chapitre.

. . .

Le chambrier était rigoureusement obligé, par ses fonctions à une résidence personnelle de tous les instants (1). Il ne pouvait être aumônier du Roi ni jouir des privilèges de cette charge : en effet, les aumôniers ou clercs de la « Chapelle et Oratoire du Roy » étaient d'ordinaire dispensés de l'assistance aux offices (2). Lorsque le chambrier était absent, le Chapitre commettait un chanoine ou un clerc pour le remplacer, moyennant une pension payée soit totalement par le chambrier, soit partie par lui et partie par la Compagnie (3). Le suppléant prêtait serment de fidélité et de zèle. Dans ce cas, le Chapitre considérait le chambrier titulaire comme responsable *de damnis et periculis* (4). Si l'absence du chambrier se prolongeait, les fruits de sa dignité passaient au Chapitre qui les vendait et en distribuait le produit en argent aux chanoines résidents (5).

. . .

Le chambrier avait une lourde tâche. Était-il récompensé de son labeur et de sa régularité ? Dans son pouillé, Doublet évaluait le revenu du chambrier à 1.300 livres, sans le canonicat. Le chambrier avait deux prébendes et doubles distributions et accessoires. Lors des partages, il choisissait au cinquième rang après le doyen, le chantre, le sous-doyen et le sous-chantre.

(1) On vit en 1563, Guillaume D'Aubermont, chambrier, accusé par la populace d'être huguenot et obligé de s'absenter pour éviter les coups, demander au Chapitre d'être réputé *bonus*, **attendu qu'il était tenu à la résidence continue et personnelle par sa charge** (20 déc. 1563).

(2) Arch. dép., G, 859. Notes de Brillon et extraits d'Estienne. — V. cependant G, 859 : Chap. gén. de Saint-Jean 1362 : un chambrier demanda à jouir de ses fruits, parce qu'il était maître des Requêtes et conseiller du fils aîné du roi de France.

(3) Arch. dép., G, 859.

(4) G, 859 : Chapitre général de la Purification 1304.

(5) G, 859 : Chapitre général de la Purification 1360 (Après trois ans d'absence, le Chapitre possédait les fruits).

Si l'on en croit un aveu de Raoul de Beauvoir (1), chambrier de l'Église de Chartres, en date du mois de septembre 1215, les ressources de ce dignitaire étaient réellement appréciables. Il possédait des hôtes, droits de justice, cens, terres, dîmes etc., à Adey, au Mousseau, à Miscoart, à Borville (commune d'Ormoy), à Morvilliers, à Vaubrun (commune de Chaudon), à Boullay-Thierry, à Fontaine-la-Guyon, à Poinchat (commune de Lèves), à Chartainvilliers, à Chaunay près Fontenay-sur-Eure, à Jouy et dans la banlieue de Chartres.

Le chambrier devait donner, le jour de Pâques, cinq sous à chaque chanoine pour les jouer aux dés. Les clercs du bas-chœur recevaient vingt sous pour acheter du vin. Ces redevances furent abolies en 1354; mais le chambrier ne tira aucun avantage de cette suppression, car il dut rétribuer l'Évêque chargé de faire un sermon latin en l'honneur de la résurrection du Sauveur et récompenser les chanoines et clercs qui y assistaient.

(1) *Cart. N. D.*, II, ccxx.

CHAPITRE XII

LE CHANCELIER

« Le chancelier n'était pas, dans l'Église de Chartres, le premier dignitaire du Chapitre, dit M. Hauréau (1), il siégeait après le doyen, même après le grand-chantre, mais comme il avait dans ses attributions, outre la rédaction des actes capitulaires, le gouvernement de l'école, il pouvait facilement devenir, s'il avait du mérite, le personnage le plus considérable du diocèse, après l'Évêque. C'est ce qui arriva plus d'une fois. » Rouillard (2) déclarait qu'à Chartres, les chanceliers ont toujours tenu l'un des rangs principaux : « De fait que Vulgrain, tenant le Cancellariat d'icelle Église, ne le voulut quitter pour l'évêché de Dol-en-Bretagne, qu'on lui avoit offert par voie d'élection. » Ainsi le chancelier apparaît comme l'un des dignitaires les plus notables du Chapitre (3).

. .

Le titre de dignité fut quelquefois refusé au chancelier, comme il l'avait été au chambrier. Le samedi dans l'octave de la Saint-

(1) *Mémoire sur quelques chanceliers de l'Église de Chartres*, p. 65.

(2) *Parthénie* : Sénat de N.-D., pp. 95-96.

(3) CHAPITRES VOISINS : Le Chapitre cathédral d'Orléans comptait un scholastique ou écolâtre au nombre de ses dignitaires. Il n'avait que le 7^e rang et portait un bâton, insigne de son autorité pédagogique; la visite des écoles et des livres lui incombait (F. de Villaret, *op. cit.*, p. 482). — A Bayeux, le chancelier était la troisième dignité; il était surtout au service de l'Évêque et avait la garde des sceaux diocésains. Outre le chancelier, le Chapitre de Bayeux possédait un scholastique ou écolâtre, onzième dignitaire, qui tenait lieu de secrétaire de la Compagnie, par lui-même ou par ses notaires. Les écoles étaient sous sa surveillance (*Église de Bayeux*, *op. cit.*, pp. 88 et 97). — Le chancelier de N.-D. de Paris venait au septième rang des dignitaires; il avait la charge du sceau du Chapitre et de la rédaction des actes et le soin des livres de l'Église; il installait au cloître un maître capable de tenir des écoles. Il était de droit chancelier de l'Université (Guérard, *prol.* p. cv; Meuret, *op. cit.*, p. 17).

Denis 1333, le Chapitre décida que la chancellerie n'était point une dignité, mais un office (1). Il ne faut pas prêter une grande importance à cette ordonnance. On sait qu'un office avait pour caractère distinctif celui d'être dépourvu de bénéfice attaché aux fonctions ecclésiastiques du titulaire. Or, ce n'était pas le cas du chancelier qui possédait prébendes et revenus. En 1368, une discussion s'était élevée entre Jean d'Auxerre, chanoine de Chartres, postulant la chancellerie, et Jean de Balence, qui prétendait que celle-ci « n'était qu'un office », sur lequel il avait un droit de priorité. Jean d'Auxerre était d'avis contraire. Finalement, ce fut lui que le Chapitre reçut et **fit installer** par le chantré, au chœur de l'église, **avant les prévôts** (2).

La nomination (3) et l'installation du chancelier avaient lieu dans les mêmes conditions que celles des autres dignitaires. Le serment était prêté selon une formule analogue. Le chancelier occupait au chœur de la cathédrale, dans le côté gauche en entrant par la nef, sur le rang du chantre et du sous-chantre, la stalle haute d'angle (règlement de janvier 1221).

*
*
*

Dès le x^e siècle, on rencontre le titre de chancelier dans l'histoire de l'Église de Chartres. Le premier chancelier dont le nom nous est parvenu s'appelait Clément (931-940) (4). Nous en trouvons trace dans une charte de Saint-Père, rédigée sous Aganon (5). Déjà, à cette époque, le chancelier, dont l'importance des fonctions était démontrée par l'adjonction d'un suppléant, remplissait en même temps la charge de notaire capitulaire et celle de maître des écoles (6).

(1) Arch. dép., G, 858, R. c., 1333. — B. m., ms. 1008, f^o 184 v^o.

(2) Arch. dép., G, 858.

(3) Fulbert n'était que diacre quand il occupait la chancellerie. Il est à remarquer que la dignité de chancelier n'était pas exclusive d'autres dignités (aux x^e et xi^e siècles du moins). Suger avait été doyen, Hildegair et le deuxième Évrard furent chanceliers et sous-doyens simultanément. Ingelran cumula la prévôté, le décanat et la chancellerie. M. Clerval, au savant ouvrage duquel nous nous référons souvent, écrit à ce sujet : « On joignait ainsi la chancellerie à d'autres dignités, soit parce, qu'elle ne jouissait pas encore d'une prébende particulière, soit parce que ces titulaires se contentaient d'exercer une haute surveillance sur les maîtres en exercice. » (*op. cit.*, p. 30.) Au xii^e siècle, Bernard fut chancelier et sous-diacre; Thierry fut chancelier et archidiacre de Dreux.

(4) Merlet, *Dignitaires*, p. 101.

(5) Guérard, *Cart. Saint-Père*, p. 28.

(6) Évrard portait les titres de *grammaticus* et *sacroscrinus*. Hildegair était appelé dans son obit : *magister scolae*. Ingelran se nommait : *signator*. Fulbert disait à Évrard : « Frère, je vous réserve la fêrle de l'écolâtre et les tablettes du chancelier. » On ne pouvait mieux résumer le rôle de ce dignitaire.

Au XI^e siècle, le rôle administratif du chancelier prit de plus en plus d'extension : la rédaction des chartes, la tenue des registres, la préparation des déclarations ou des attestations, le soin de la correspondance officielle, la garde et l'apposition des sceaux du Chapitre et de l'Évêque, la surveillance des archives, l'entretien des documents, la mise à jour des nécrologes : autant de besognes notariales ou bureaucratiques, confiées au chancelier. Mais, à côté d'elles, celui-ci assumait une tâche bien plus considérable et plus brillante aussi : celle de scholastique ou d'écolâtre. C'était dans ces attributions que les chanceliers allaient trouver, lors de la magnifique floraison intellectuelle des écoles chartraines, une haute renommée et acquérir une véritable prépondérance dans le Chapitre, près des évêques et du Saint Siège.

Le XII^e siècle fut la période d'activité du chancelier *magister scholarum*. Sans se désintéresser de ses occupations d'ordre officiel, il « enseignait lui-même avec les maîtres qu'il avait choisis de concert avec l'Évêque. Au début, il professait successivement les sept arts, selon le goût encyclopédique du temps, mais il est probable que peu à peu il abandonnait à ses collaborateurs les branches inférieures du *Trivium* et du *Quadrivium* et se réservait de préférence les sciences sacrées et rationnelles (1) ». Doté de revenus suffisants, débarrassé des charges étrangères à sa dignité, le chancelier fit alors figure de personnage intellectuel de premier plan.

Dans le cours du XIII^e siècle, les attributions du chancelier ne se modifièrent pas sensiblement. Ce dignitaire devint de plus en plus la garde des sceaux et l'archiviste du Chapitre. Il délaissa aux soins de subordonnés une partie de sa mission pédagogique. Néanmoins, les chanceliers de cette époque étaient pour la plupart très versés dans les lettres et les sciences alors en honneur.

Nous possédons un assez grand nombre de documents sur les prérogatives et les obligations des chanceliers au XIV^e siècle. Les registres capitulaires existants ne remontent pas en effet au delà de 1298. Il fut statué, en 1309, que la garde des sceaux du Chapitre appartiendrait au chancelier, à raison de sa dignité (2). Cette conservation des sceaux et leur usage constituaient pour le chancelier une fonction insigne entre toutes. Il convient de noter cependant que le chancelier n'avait la disposition que des seuls sceaux de la Compagnie et non celle des sceaux du doyen, du sous-doyen ou des autres dignitaires, qui avaient un personnel spéciale-

(1) Clerval, *Écoles*, p. 145.

(2) B. m., ms. R. c., n° 1007-1, f° 189.

ment affecté à cet effet. Le chancelier avait acquis peu à peu de l'importance; il établit même un official particulier (1).

Entendant être absolument maître des sceaux, il se faisait juge de l'opportunité de leur apposition. Un différend s'élevait à ce sujet entre le Chapitre et le chancelier en 1365 (2). A la suite de certaines circonstances, le Chapitre voulait envoyer des lettres closes à son représentant dans la prévôté de Mazengé; des irrégularités s'étant glissées dans l'administration de cette dernière, la Compagnie désirait y remédier et installer sur place un garde des sceaux spécial. Elle décida d'adresser des instructions secrètes. Mais le chancelier refusa d'apposer le sceau sur les lettres fermées, demanda à connaître leur contenu et prétendit qu'il avait seul le droit de disposer des sceaux du Chapitre, et nul autre que lui. Le Chapitre cita le chancelier devant la juridiction capitulaire séant au « revestiaire », afin qu'il fût contraint de sceller ou laisser sceller les lettres. Le chancelier en appela à la Cour de France et déclina la juridiction du Chapitre.

Devant cette attitude, les chanoines voulurent demander une consultation à Paris. Ils requièrent le chancelier de mettre le sceau du Chapitre sur les lettres closes, contenant le « secret de leur cause ». Le chancelier refusa encore, sous le prétexte qu'il ignorait s'il n'y avait dans ces missives « aucune chose contre la couronne de France, de laquelle il entendait garder l'honneur ». Le Chapitre adressa au dignitaire récalcitrant une monition, avec menace d'excommunication en cas de désobéissance. Enfin, le chancelier se soumit; mais il eut soin de faire toutes protestations et réserves des droits de sa dignité.

En cas d'absence du chancelier, le Chapitre déléguait un chanoine pour veiller sur les sceaux et pourvoir aux choses urgentes. En 1326, il fut décidé que le grand sceau serait enfermé sous deux clés et que le consentement du Chapitre serait nécessaire pour son apposition sur les pièces. Pour les actes courants ou de minime importance, le suppléant du chancelier pourrait user des petits sceaux (3). Lorsque le chancelier décédait, les officiers du dignitaire mort restituaient les sceaux au Chapitre. Celui-ci désignait des commissaires pour les recevoir et les garder, serment j réalablement prêté.

Les fonctions de chancelier ne se bornaient pas au service des sceaux capitulaires; le chancelier continua à remplir les obligations

(1) B. m., ms. R. c. 1008-1, f° 616.

(2) Arch. dép., G, 858: mémoire dressé par le Chapitre (R. c., 1363-1367, dimanche dans la fête de Saint-Barthélemy et jours suivants, f°s 106 et sq.)

(3) B. m., ms. R. c. 1007-2, f° 40.

notariales qu'il avait assumées précédemment. Il écrivait les délibérations capitulaires et les notifiail au besoin; il avait la haute direction des divers officiers de la chancellerie : notaires, tabellions, secrétaires, greffiers, agents, commis et gardiens du Trésor où étaient déposés les titres, les archives, les chartes et les livres. Bientôt cependant, la bibliothèque fut transformée et confiée à une commission spéciale. Le chancelier signait les leçons de matines et s'assurait qu'elles étaient lues *integraliter et perfecte*, à peine de suppression de distributions pour les contrevenants chanoines (1). Il devait entendre ces leçons par lui-même ou par des délégués idoines. Au chancelier incombait encore la préparation de la table du service de l'Église, en collaboration avec le sous-chantre (2).

Le gouvernement des Écoles demeura, au xvi^e siècle, entre les mains du chancelier. Il était le directeur des écoles hautes et basses de la ville de Chartres et avait la collation des maîtrises. Roger, maître des écoles de Saint-Jean-en-Vallée, fut cité en Chapitre et admonesté; il lui fut défendu d'enseigner dans sa maison ou ailleurs. La sentence capitulaire était catégorique (3). Le chancelier se montrait très rigoureux contre les maîtres qui n'observaient pas ses prescriptions. Le maître d'école de Saint-André de Chartres dut verser une amende pour être relevé de l'excommunication prononcée contre lui à la requête du chancelier, parce qu'il avait dépassé Donat dans son enseignement, au lieu d'envoyer ses élèves aux grandes écoles (4).

Le chancelier avait la surveillance des programmes, et celle des maîtres (5). Il était aussi appelé à intervenir à tout instant dans le fonctionnement des écoles.

Une difficulté s'était élevée entre le chancelier et un chanoine, au sujet des leçons de droit canon. Le chancelier prétendait que son autorisation, *licentia legendi de decretalibus*, était obligatoire; le chanoine était d'opinion contraire. Après délibération, le Chapitre décida que la permission du chancelier n'était pas nécessaire pour les chanoines, encore qu'elle fût indispensable pour ceux qui ne l'étaient pas (6).

(1) Arch. dép., G, 858 : Chap. gén. Saint-Jean 1321; Chap. gén. Purification 1357. — B. m., ms. R. c. 1007-2.

(2) Chapitre général Saint-Jean 1360, *eod. loc.*, 1007-2.

(3) Il était interdit à Roger d'instruire les enfants *in libris seu scientia librorum adiscendorum ante librum Donati... nisi fuerit in majoribus scholis Carnotensibus quarum collatio spectat ad venerabilem virum Cancellarium Carnotensem*. — Arch. dép., G, 858 : mercredi après la fête de Saint-Vincent 1324 — B. m., ms. R. c. 1008-1, f^o 115.

(4) Arch. dép., G, 858. — B. m., ms. 1008-1, f^o 239.

(5) B. m., ms. R. c. 1007-1, f^o 187 : aff. du Châtel.

(6) Arch. dép., G, 858. — B. m., ms. 1007-1 (Séance de Saint-Jean-Porte-Latine 13 65).

Le x^ve siècle laissait déjà entrevoir la diminution de la puissance du chancelier; il avait certes conservé ses attributions officielles qui l'absorbaient de plus en plus (1); il disposait toujours des sceaux et percevait les émoluments y afférents; il maintenait sous son autorité les écrivains de la ville et des faubourgs (2). Mais ses prérogatives scolaires disparaissaient peu à peu, ainsi que son influence sur la direction des écoles, la composition des programmes, la discipline des élèves et la collation des maîtres. Cela tenait à diverses raisons : la prospérité des écoles de la Ville et des établissements religieux, l'extension de la « Maîtrise » du Chapitre qui accueillait des élèves ne se destinant pas au sacerdoce, enfin le succès des cours de l'Université. D'ailleurs, les chanceliers occupés par les devoirs de leurs charges, absents souvent pour la gestion des affaires de la Compagnie, n'avaient plus les loisirs nécessaires pour enseigner eux-mêmes ou surveiller le recrutement et la méthode des maîtres. La fin de la période glorieuse des écoles de Chartres approchait. En 1497, le chancelier Esprit de Harville perdit un procès qu'il avait intenté contre les Dominicains : il prétendait avoir juridiction sur eux et pouvoir leur interdire la collation des grades théologiques. Le Parlement refusa de sanctionner la thèse du chancelier (3).

En 1515, le chancelier Jean Nantier obtint cependant du Roi confirmation « des droits et privilèges concernant son office, savoir qu'à lui seul appartenait d'instituer des précepteurs dans la ville ou banlieue et de leur bailler pouvoir d'enseigner la jeunesse, soit en la grammaire, rhétorique ou autres arts libéraux » (4). Cette décision demeura isolée.

En dépit d'un accord provoqué par le chancelier entre les maîtres de Saint-Père, ceux des enfants d'aube et le recteur Jean Lambert, pour éviter les détournements respectifs d'élèves, la situation des écoles du chancelier devint peu brillante. La création de la prébende préceptorale par édit du roi de 1560 (5), l'agrandissement du collège de Chartres doté généreusement par Jehan Pocquet (6), la

(1) V. Arch. dép., G, 858. — B. m., ms. 1007-3, f° 178.

(2) Suivant sentence du bailli de Chartres, rendue au profit du Chapitre et du chancelier de l'Eglise contre Nicolas Parfait, écrivain établi sur la paroisse de Sainte-Foy, défense fut faite à ce dernier d'exercer l'art de l'écriture dans la ville et les faubourgs, sans avoir obtenu la permission du chancelier. Il est à noter que cette décision date des premières années du xvi^e siècle (20 déc. 1606). Arch. dép., G, 132, C. XVII, f° 213, cote A.

(3) Arch. dép., R. Cont., G, 171, f° 3.

(4) Rouillard : *Parthénie*, loc. cit., f° 96 v°.

(5) V. du Rousseaud de Lacombe; mot : *Prébende*.

(6) Arch. dép., G, 131, C. II, JJ, 4.

nomination par l'Évêque après maintes difficultés du titulaire de la prébende préceptoriale, Diogène Lefèvre, l'ingérence et les procédures des échevins marquèrent la fin de l'autorité du chancelier sur les écoles (1). Ainsi que le remarque l'abbé Clerval : « Ce pouvoir était passé tout entier à l'Évêque, à raison de la prébende préceptoriale qu'il lui appartenait de conférer, et à la ville, à cause des frais qu'elle s'était imposés et qu'elle s'imposait encore (2) ». En 1587, lors de la rédaction des statuts du collège, les revendications du Chapitre et du chancelier restèrent à peu près lettre morte.

Ainsi se terminait l'histoire des écoles ecclésiastiques de Chartres et de leur chef, le chancelier. Celui-ci conserva jusqu'à la Révolution ses fonctions intérieures dans le Chapitre. Il put les exercer sans contestations (3).

*
* *

Le chancelier avait la collation de deux paroisses : Gasville et Montainville (4), dont il était seigneur spirituel et temporel (5).

Il n'avait droit qu'à **une seule prébende** qu'il choisissait en sixième lieu, après le doyen, le chantre, le sous-doyen, le sous-chantre et le chambrier (6). Le chancelier ne percevait que des émoluments simples.

Selon le pouillé de Doublet, le revenu du chancelier était de 200 livres seulement, sans le canonicat.

Il ne faut pas croire cependant que la situation économique du chancelier était des plus médiocres. Outre les terres de Montainville et de Gasville, le chancelier possédait la seigneurie de la « Chancelerie », sise à Chartres, faubourg des Épars (7). Il jouissait encore des émoluments des sceaux. La dime du grand sceau sur cire blanche était toutefois versée à l'Œuvre de l'Église. Si l'on ajoute à ces diverses ressources le casuel des écoles, tant qu'elles furent pros-

(1) Arch. dép., G, 131, C. II, JJ, 1, 2, 3. — Archives de Chartres, série P, b¹, 38, 39, 40. — R. éch : séances des 1^{er} décembre 1564, 26 août 1565. — V. lettre du roi Charles IX, du 8 mai 1567.

(2) *Op. cit.*, p. 455.

(3) Dans les registres des délibérations du xvi^e siècle, on lit à plusieurs reprises que le chancelier devait apporter au Chapitre les réponses qu'il faisait pour la Compagnie, avant de les envoyer : v. B. m., ms. 1009-21, f^os 14 r^o, 195 v^o, 197.

(4) *Cartulaire Saint-Père* : pouillé, p. cccxliij.

(5) V. Arch. dép., G, 132, C. XVII : pièces concernant les visites des églises de Gasville et de Montainville par le chancelier, ainsi que l'exercice de la juridiction spirituelle.

(6) *Polyphtique de N.-D.*, in *Cart. N.-D.*, II, p. 284.

(7) Arch. dép., G, 132, C. XVII, Cote A. Liasses de déclarations censuelles.

pères, on est amené à reconnaître que le chancelier bénéficiait d'une aisance relative (1).

En 1431, une sentence de suspense et d'excommunication décernée par le Chapitre en cas d'obstination contre le frère Guillaume Goulet, chambrier de Saint-Père-en-Vallée, nous apprend que le chancelier avait droit à huit paires de bottes de cuir ou au montant de leur évaluation à raison de quinze sous par botte, sous forme de redevance sur l'abbaye (2).

A noter, en terminant, que le chancelier était tenu de quelques obligations spéciales : il devait prêcher ou faire prêcher la Passion de Notre-Seigneur le Vendredi-Saint, et il ne pouvait commettre un autre ecclésiastique à sa place sans l'agrément du Chapitre (3). Pour acquitter l'anniversaire du chancelier Robert, le chancelier versait neuf sous et quatre deniers (4).

(1) A Paris, le chancelier n'était pas très rétribué : 1.000 à 1.400 livres, d'après Meuret, *op. cit.*, p. 17.

(2) Arch. dép., G, 132, C. XVII, Cote A, f° 213. — M. l'abbé Clervault estime que les chanceliers du xii^e siècle, s'ils ne méritaient pas l'épithète d'*opulentissimi* que leur applique M. Hauréau (d'après Jean de Salisbury), manifestèrent pourtant plusieurs fois leur richesse par des indices évidents : les legs et les présents coûteux qu'ils firent à l'Eglise de Chartres.

(3) Arch. dép., G, 132, C. XVII : acte capitulaire du 10 mars 1607.

(4) *Polyptique N.-D.*, in *Cart. N.-D.*, II, p. 300.

CHAPITRE XIII

LES ARCHIDIACRES

Le Chapitre de Chartres comprenait, parmi ses dignitaires, six archidiacres, sans compter le sous-doyen qui était archidiacre de la ville et de la banlieue (1). C'était : 1^o le grand archidiacre ; 2^o l'archidiacre de Dunois ; 3^o l'archidiacre de Pinserais ; 4^o l'archidiacre de Blois ; 5^o l'archidiacre de Dreux ; 6^o l'archidiacre de Vendôme (2). Ce nombre se maintint jusqu'à la disparition du Chapitre de Chartres, « car quoyque par l'érection de l'évesché de Blois, on ait osté le territoire des archidiacres de Blois et Vendosme, où ils n'ont plus leurs droits accoutumés, cependant leur dignité, rang, droits et fonctions dans l'Église leur sont conservés à eux et à leurs successeurs, outre le dédommagement que le Pape leur a donné » (1). Le Chapitre de Paris n'avait que trois archidiacres : ceux de Paris, de Josas et de Brie (3). L'Église de Bayeux en possédait quatre : ceux de Bayeux, Caen, Hyesmes et Vez (4). A Orléans, cinq archidiacres étaient dignitaires du Chapitre cathédral : ceux de Pithiviers, de Beauce, de Sologne, de Sully et de Beaugency (5).

Nous ne pouvons consacrer, dans cet ouvrage, un examen approfondi aux six archidiacres. Ceux-ci fourniraient, à eux seuls, matière à un travail considérable. Aussi bien n'étudions-nous ici que le Chapitre et ses dignitaires. Ainsi qu'il est dit dans l'arrêt du Parlement de Paris, du 17 janvier 1673 (6), « il faut distinguer deux sortes de

(1) B. m. ms. 1009-4, R. c., f^o 328 : certificat sur les archidiacres adressé par le Chapitre de Chartres à M. Félibien, grand vicaire de Bourges, qui l'avait demandé.

(2) *Polyptique de N.-D., Cart. N.-D.*, II, p. 280 et *passim*.

(3) Guérard, *Cart. N.-D. Paris* : prol., p. cii. — V. Meuret, *op. cit.*, pp. 15 et 16.

(4) *Eglise de Bayeux, op. cit.*, pp. 72, 91.

(5) F. de Villaret, p. 457. — Cf. P. Fournier : *Officialités*, intr. p. xxx : « Il y en a trois (archidiacres) dans le diocèse de Paris, six dans celui de Chartres, deux dans celui d'Arras, deux dans celui de Thérouanne. »

(6) Arrêt rendu au sujet du Chapitre d'Amiens : *Journal du Palais*, t. I, p. 347, 1^{re} colonne.

dignités et de personats dans les Églises cathédrales. Il y en a qui sont plutôt des dignités de l'Église, c'est-à-dire du diocèse, que du Chapitre, elles ont une juridiction et une administration, mais c'est au dehors : tels sont les Archidiacres qui ont la juridiction archidiaconale sur les curez du diocèse, mais dans le Chapitre, ils n'ont aucune fonction ni administration. Il y a d'autres dignités, au contraire, qui sont purement dignités du Chapitre, parce que toute leur administration y est renfermée, les Doyens sont de cette qualité. » L'évêque Godet des Marais reprit cette idée dans la requête qu'il présenta au Roi, lors du grand procès de 1700 : « Il y a six Archidiacres qui sont aussi membres de cette Église et quoy qu'ils soient plutôt **dignitez du Diocèse que du Chapitre**, il est néanmoins constant par les pièces produites par les Sieurs du Chapitre qu'ils regardent ces dignitez comme faisant partie de leur Corps (1) ».

Nous inspirant de ces considérations, nous essaierons de donner un aperçu des principales attributions des archidiacres ; mais nous les envisagerons surtout comme dignitaires du Chapitre. L'importance du rôle des archidiacres, dont la juridiction, dit M. Gréa, touchait au moyen âge à tous les points du droit ecclésiastique (2), et leur influence près des évêques ne pouvaient qu'affermir la puissance de la Compagnie, qui était maintes fois présidée par l'un d'eux, le grand archidiacre.

..

Les archidiacres ont toujours passé pour des dignités de l'Église, ainsi que le précisait le certificat adressé à M. Félibien, de Bourges (3). Selon ce même document, il fallait être « au moins chanoine *ad effectum* » pour obtenir un archidiaconat. Les archidiacres — leur nom l'indiquait — devaient être dans les ordres majeurs, « *in sacris* (4) ». Leur mode de nomination ne différait pas de celui des autres dignités ; l'installation était faite par le chantre, conformément au règlement de janvier 1221. Seul, le grand archidiacre possédait une place particulière réservée : elle se trouvait à droite, en entrant dans la nef, dans la seconde stalle à compter du doyen (5).

(1) *Requête*, p. 20.

(2) Gréa : *Essai sur les archidiacres*, pp. 38-39.

(3) V. note 1, page précédente.

(4) Suivant arrêt du Parlement de Paris, rendu le 23 octobre 1684, contre un archidiacre de Poitiers, les archidiacres n'ont ni voix ni entrée en Chapitre s'ils ne sont chanoines.

(5) Arch. dép., G, 132, C. XI *ter*, A, 2 — *Cart. N.-D.*, II, CCXXXVII, p. 96.

Les autres archidiaques n'avaient pas de siège spécialement affecté et étaient ainsi à la merci du chœur. Cependant, le samedi après les Brandons 1329, le Chapitre reconnut à l'archidiacre de Dunois le droit à une stalle haute avant le sous-chœur, ainsi qu'il résultait d'une enquête sérieuse sur les usages (1).

Un serment devait être prêté par les archidiaques (2).

Les archidiaques pouvaient être reçus par procureurs. Toutefois, on rencontre quelques refus très nets du Chapitre à cet égard : l'archidiacre de Pinserais, M. Sublet d'Heudicourt, se heurta à l'opposition de la Compagnie, « attendu que ce n'était pas l'usage de l'Eglise de recevoir et mettre en possession par procureur (3) ».

En cas de vacance ou de litige *infra annum et diem*, le déport de l'archidiaconé appartenait à l'Evêque, ainsi qu'en témoigne une délibération capitulaire du samedi après la Saint-Vincent 1321.

* *

Nous ne ferons point l'histoire des archidiaques de Chartres. Nous ignorons à la suite de quelle évolution, ces modestes supérieurs des diacres parvinrent à la situation considérable qu'ils occupaient dans l'Eglise Notre-Dame aux ^x^e et ^{xii}^e siècles. Nous admettons que la puissance des archidiaques carnutes a suivi la même progression que celle de leurs confrères des autres diocèses ; mais nous n'étudierons pas cette question, sans intérêt spécial pour notre sujet.

Vers la fin du ^{xiii}^e siècle, il apparaît que les archidiaques chartrains désirent assurer leurs pouvoirs par une confirmation apostolique. Une bulle du pape Célestin III, en date du 20 juin 1195, reconnaît les prérogatives des archidiaques et les garantit expressément contre toutes atteintes (4).

(1) Arch. dép., G, 778, R. c. 1329—V. *supra* : (Chambrier p. 88), les difficultés qui s'élevèrent au sujet de la place de l'archidiacre de Pinserais. « Au chœur et aux processions, dit le certificat du Chapitre de Chartres adressé à Félibien (déjà cité), après le doyen et le chœur sont le grand archidiacre et celui de Dunois, ensuite sont le sous-doyen et le sous-chœur », puis les autres archidiaques. Ils ont le même rang au chapitre.

(2) En voici la teneur : *Ego, N..., Archidiaconus Carnotensis, juro quod jura Archidiaconatus mei servabo illaesa et, si aliqua alienata invenero, illa pro viribus meis revocabo et, si non possum revocare illa, superioribus meis denunciabo. Item juro quod ego, per me vel per competentem familiam, faciam continuam residentiam intra muros civitatis Carnotensis.* — V. Honbron : *Juramenta*, f° 6 r°.

(3) B. m., ms. 1009-8, R. c., f°s 142-143 et 1009-4, f° 106 v°.

(4) « ...*Inhibemus*, écrivait le Pontife, *ne quis jura archidiaconatum ecclesiae vestrae*

De son côté, le Chapitre s'appuyait sur la juridiction des archidiacres et s'en servait comme d'un moyen de lutte contre l'Évêque. Une déclaration de l'archidiacre Henri, du mois d'août 1212, attestait que la juridiction ecclésiastique possédée par cet archidiacre sur Gardais et le monastère de Thiron procédait *non de jure archidiaconatus carnotensis, sed de jure Capituli carnotensis* (1).

En décembre 1223, une composition fut signée par l'Évêque et les archidiacres (2). Ce titre qui démontre l'importance acquise par la juridiction archidiaconale fut visé et confirmé par la célèbre transaction intervenue entre le Chapitre et l'évêque Jean Pasté en 1328. L'Évêque de Chartres avait la prétention de se réserver les causes matrimoniales et les sacrilèges; en outre, il réclamait à son profit les deux tiers des biens des intestats, l'autre tiers revenant aux archidiacres. Enfin, il exigeait les deux tiers des amendes prononcées par les archidiacres. Il fut statué par les commissaires désignés à cet effet que les « séparations » après mariage exceptées, toutes les autres affaires matrimoniales et les sacrilèges appartiendraient aux archidiacres. L'Évêque eut gain de cause au sujet des biens d'intestats; quant aux amendes des archidiacres, elles furent allouées aux archidiacres, et celles de l'Évêque, à l'Évêque, sans aucun partage.

Le samedi après la Saint-Vincent 1321, le Chapitre rendit une ordonnance très intéressante qui fixait les pouvoirs des archidiacres de Chartres (3).

Les archidiacres étant juges ecclésiastiques de leur territoire, avaient établi des cours de justice, avec officiaux, vice-gérants, pro-

minuere vel perturbare presumat, aut decanatus sive ecclesias ad ipsorum archidiaconorum institutionem vel presentationem spectantes, archidiaconis qui pro tempore fuerint suum non impercientibus assensum, concedere, vel donare, vel alias alienare, vel ecclesias ipsas, vel earum presentationem, cujuscumque persone gracia vel ecclesie, sine assensu Capituli Carnotensis, attemptet. » B. m., ms. 1162, f° 10 v°. — *Cart. N.-D.*, I, CXXIX, pp. 249, 250.

(1) *Cart. N.-D.*, II, CCVIII, p. 68, et B. m., *Recueil d'arrêts*.

(2) Arch. dép., G, 131, C. IX — *Cart. N.-D.*, II, CCXLIV, pp. 101, 102.

(3) Arch. dép., G, 778. Nous en donnons le texte intégral : *Item, de consuetudine praedicta* (coutume très ancienne) *et observata in dicta Ecclesia Carnotensi, supradicti Archidiaconi sunt judices ordinarii, quilibet in suo Archidiaconatu, et possunt exercere seu exerceri facere per suos officarios ordinariam jurisdictionem et possunt cognoscere seu cognosci facere de omnibus casibus tam civilibus quam criminalibus et super omnibus personis eisdem subjectis de dictis suis Archidiaconatibus, exceptis hominibus de corpore Ecclesiae Carnotensis et familiaribus Capituli et Canonorum, et de dietis delictis sic commissis per suos subjectos possunt et debent recipere emendam et emolumentum, dum tamen casus non requirit mortem vel carcerem perpetuum; in quo casu sic capti, debent dicti archidiaconi facere reddi per suos officarios officiali Carnotensi, infra tempus legitimum et congruum, dictum prisonarium sic captum praedicto casu mortis.*

moteurs, greffiers, sergents, etc.. Ces officiers étaient considérés comme **ordinaires** : « Ils avoient sept Officiaux dans le Diocèse, écrit Godet des Marais dans sa requête au Roi, avant la séparation de Blois. Le seul Archidiacre de Chartres en a deux, quoyque l'Évesque n'en ait qu'un pour tout son diocèse; ils ont des Promoteurs et des Greffiers à proportion (1) ». C'était au XVIII^e siècle qu'un évêque faisait entendre cette plainte; qu'eût-il dit aux XIII^e, XIII^e et XIV^e siècles ! Le réseau des officialités archidiaconales englobait presque tout le diocèse; l'Évêque se trouvait tenu en échec par ses subordonnés. Pour ruiner leur autorité, il dut aussi créer des officiaux et vicaires. A vrai dire, le Chapitre avait intérêt à cette extension de la juridiction de certains dignitaires : si on parcourt la transaction de Jean Pasté citée plus haut, on lit cette disposition : « les officiers des officialités d'archidiacres seront justiciables de l'Évêque pour ce qui regarde les prévarications dans l'exercice de leur juridiction, mais, dans tous les autres cas, ils seront soumis à la juridiction du Chapitre ou de l'archidiacre dont ils sont officiers ». Selon la remarque judicieuse de Godet des Marais, « cette clause explique les motifs que l'on a eus de multiplier les Officialitez des Archidiacres, afin de soustraire de la Jurisdiction de l'Évesque un plus grand nombre de personnes, et d'étendre par le même moyen les prétentions du Chapitre. Les Archidiacres ne sont point en qualité dans cet acte en leur propre nom, mais seulement comme étant du Corps du Chapitre; ce qui justifie que cet article y est regardé comme faisant partie des droits prétendus par le Chapitre ».

Les Archives départementales d'Eure-et-Loir conservent quelques liasses de procédures devant les officialités des archidiacres. Le lecteur voudra bien s'y reporter (2).

* * *

Les archidiacres avaient inspection sur les paroisses de leur ressort. Pour remplir leur mission, ils devaient faire des visites sur place (3). En principe, ils visitaient en personne, sauf empêchement sérieux. L'Évêque ne pouvait enlever cette prérogative aux archidiacres, lorsqu'ils étaient en bonne et légitime

(1) *Requête de Godet des Marais*, p. 20.

(2) Arch. dép., G, 811 à 817 inclus (1380-1434).

(3) Selon le certificat envoyé par le Chapitre à M. Félibien, de Bourges « les archidiacres sont dans l'obligation de visiter chacun leur archidiaconé tout entier au moins tous les deux ans ». B. m., ms. 1009-4, f^o 328.

possession. Au cours de ces tournées, les archidiacres recueillaient divers renseignements sur la situation spirituelle du clergé et des fidèles; ils s'enquéraient de toutes irrégularités et de tous désordres, réglaient les petites affaires et déféraient les causes plus importantes aux officiaux. Un procès-verbal était établi pour chaque visite (1). Un grand nombre de ces documents existent encore (2). L'étude en serait très intéressante, mais elle déborde notre sujet.

Les archidiacres jouissaient, lorsqu'ils faisaient visite en personne, d'un droit de procuration, dont la qualité et la quotité fixées par l'usage variaient selon les Églises et les époques. Cette redevance n'était pas autre chose qu'un droit de gîte pour l'archidiacre et sa suite; des difficultés fréquentes étaient suscitées par les exigences des archidiacres. Pendant leurs déplacements et visites, les archidiacres étaient réputés présents (3) et percevaient leurs distributions, comme s'ils avaient assisté effectivement aux offices et exercices canoniaux.

Un arrêt du Parlement, prononcé en faveur de l'archidiacre de Pinserais contre différents curés appelants d'une sentence de l'official de Chartres, fit défense aux curés de porter l'étole, insigne du pouvoir spirituel, devant l'archidiacre en visite (4).

*
*
*

Les archidiacres étaient en possession très ancienne d'obliger tous leurs curés à se rendre à leur synode particulier; là, les questions d'ordre spirituel ou disciplinaire étaient traitées, comme dans les synodes de l'Évêque ou du Chapitre (5). Les doyens ruraux, curés, vicaires perpétuels et autres desservants qui ne comparaissaient pas au synode étaient déclarés contumaces. Injonction péremptoire leur était adressée de se purger de ladite contumace, dans le

(1) Il était établi séance tenante par un greffier et signé des personnes présentes; il devait être remis à l'Évêque dans le délai d'un mois (Concile de Trente, *Sess.*, 24 de *ref. cap.* 6, et article 14 de l'édit de 1695). Spécialement pour Chartres: arrêt du Parlement du 2 septembre 1706; B. m., 25.733-107/B. (au pied de l'arrêt du 10 août 1700).

(2) Arch. dép., G, 791 (1656) à 804 inclus (1724) et G, 819 (1628) à 848 (1678).

(3) V. Arch. dép., G, 132, C. XII *bis*, n° 12 et *infra*: Résidence, p. 229.

(4) Arch. dép., G, 132, C. XIII, f° 136 v°, n° 11 et C. XIV, f° 156 r°, n° 3. — *Journal du Palais*, arrêt du 31 juillet 1674, p. 601. — V. Thiers J.-B.: *De Stola in Archidiaconorum visitationibus*.

(5) Arch. dép., G, 781. — V. aussi Arch. dép., G, 132, C. XII *ter*, X, 137: synode du grand archidiacre; G, 778: amende payée par l'official du grand archidiacre pour avoir tenu le synode en la chapelle Saint-Nicolas-au-Cloître. — V. Thiers J.-B.: *De Stola*, p. 80.

délai d'un mois, « icelui passé, il serait fait droit », c'est-à-dire prononcé une sentence de suspension ou d'excommunication. Une amende était en outre infligée aux défaillants. Une exhortation en latin était faite, au début du synode, par l'archidiacre à tous les membres présents; ensuite les statuts et ordonnances étaient délibérés et promulgués (1).

. . .

La puissance exorbitante des archidiacres contraire à la hiérarchie ecclésiastique ne pouvait durer; une réaction devait se produire contre l'autorité envahissante de ces dignitaires. A dater des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles, l'ère de déclin s'ouvrit. « La chute, note M. Gréa, s'accomplit peu à peu et sans éclat ». Il en fut ainsi à Chartres. Les archidiacres bénéficièrent pendant longtemps des privilèges du Chapitre et de son organisation imposante. Ce fut au lendemain seulement de l'anéantissement de la juridiction spirituelle quasi-épiscopale du Chapitre, après l'arrêt du 10 août 1700, que sombra à son tour la juridiction des archidiacres. Jusque-là, elle subit des assauts, elle résista. La création de l'officialité épiscopale et la nomination de vicaires généraux, les préventions et réserves de causes au profit de l'Évêque portèrent des coups sérieux aux attributions des archidiacres. Le Concile de Trente restreignait leur droit de visite, ainsi que leur juridiction ordinaire; il les remettait en quelque sorte à leur rang normal. Il eût dû consommer leur ruine; mais on sait qu'à Chartres, comme en beaucoup d'Églises, les préceptes et les décisions du Concile de Trente ne furent pas observés quand ils contrecarraient les statuts anciens et les usages admis. Sous l'égide du Chapitre, dont ils faisaient partie, les archidiacres ne virent donc pas leur situation sensiblement modifiée ou amoindrie. Un arrêt du Grand Conseil du 17 février 1631, confirmatif d'une transaction du mois de mai 1630 entre l'Évêque de Chartres et les archidiacres, atteignait assez rudement les archidiacres en ce qui regardait les dispenses de bans de mariage, sauf le cas de nécessité, les absolutions, les permissions de publier les indulgences ou d'établir des confréries, les informations, les attestations de bonne vie et mœurs aux fins de provisions apostoliques et la connaissance des cas d'hérésie et de sortilège.

L'arrêt du Grand Conseil du 18 juillet 1633, portant règlement entre l'Évêque et les archidiacres, confirmait ces dispositions. Le

(1) Arch. dép., G, 781.

grand archidiacre n'eut plus que deux officiaux et l'archidiacre de Blois en conserva un seul, en la ville de Blois.

Le 3 juillet 1704 (1), l'évêque de Chartres, Godet des Marais, encore « tout chaud de sa victoire » contre le Chapitre, rendit une ordonnance défendant aux curés, vicaires et autres ecclésiastiques de l'archidiaconé de Dunois de recevoir le sieur Wanet, archidiacre, en visite dans leurs églises. Il interdisait en outre aux curés de respecter les règlements élaborés par les archidiacres ou de s'engager à leur suite dans le cours de leurs visites, sans permission écrite de l'Évêque : « Les visites des archidiacres, écrivait Godet des Marais, n'estans que subsidiaires et seulement établies pour le soulagement des Évêques et pour leur donner moyen de faire faire par autrui ce qu'ils ne peuvent pas toujours faire par eux-mêmes, ce dessein deviendrait inutile et infructueux, si les archidiacres s'ingéroient de faire ces visites sans ordre des Évêques et sans être instruits par eux de ce qu'ils doivent y observer pour leur en rendre compte à la fin des dites visites. » Appel comme d'abus fut interjeté contre ce mandement épiscopal. Par arrêt du Parlement du 2 septembre 1706, l'abus fut écarté; les archidiacres, n'ayant pu produire leurs titres, perdirent définitivement leur procès. Après le Chapitre, c'était le tour des dignitaires !

* *

Le Grand Archidiacre. — Il avait juridiction sur un territoire assez étendu. Le grand archidiaconé comprenait le centre du diocèse de Chartres, sauf cette ville et sa banlieue soumises au doyen et au sous-doyen. Il était partagé en six doyennés : Épernon, Auneau, Rochefort, Brou, Nogent-au-Perche et Courville (2). 223 églises paroissiales en dépendaient, dont près d'un tiers étaient à la présentation de ce dignitaire : Allainville-en-Beauce, Angerville-la-Gaste, Angervilliers, Aunay-sous-Auneau, Les Autels-Tubœuf, Bailleau-sous-Gallardon, Barmainville, Baudreville, Beaumont-le-Chartif, Berchères-la-Maingot, Béthonvilliers, Béville-le-Comte, Bleury, Bonnelles, Breuillet, Breux, La Briche, Briconville, Brières-les-Scellés, Brunelles, Bullion, Bullou, Chapelle-d'Aunainville, Châtenay, Chatignonville, Congerville, Coudray-au-Perche, Coutretot, Craches, Dangers, Denonville, Dommerville, Écrosnes, la Forêt-le-Roi, Fran-

(1) B. m., 25 733, en manuscrit au pied de l'arrêt de 1700.

(2) Pour la délimitation précise : v. Merlet, *Cart. N.-D.*, Introd., pp. lj et sq. — V. Arch. dép., G, 779 et 780 : inventaire des titres; et G, 782 : cures sujettes au grand archidiacre.

courville, Frazé, Frétigny, Fruncé, Garancières-en-Beauce, Gaudreville, Gommerville, Grandville, Guillerval, Hathonville, Illiers, Levesville-la-Chenard, Louville-la-Chenard, Maintenon, Male, Méréglise, Meslay-le-Grenet, Miermaigne, Montemain, Montigny-le-Chartif, Montlondon, Mottereau, Moutiers-en-Beauce, Néron, Neuvy-en-Beauce, Oinville-sous-Auneau, Orgemont, Orphin, Oysonville, Prasville, Prunay-sous-Ablis, Pussay, Richarville, Roinville-sous-Dourdan, Saint-Cheron - Montcouronne, Saint-Cyr-sous-Dourdan, Sainte-Escobille, Saint-Georges-sur-Eure, Saint-Germain-le-Désiré, Saint-Germain-le-Gaillard, Saint-Hilarion, Saint-Lupercie, Saint-Martin-de-Nigelles, Sermaize, Soizé, Souancé, Trancrainville, Trizay-au-Perche, Le Val-Saint-Germain, Vichères, Villiers-le-Morhier; en outre, les chapelles d'Ablis, Brou, Condé, La Ferrière, Saint-Barthélemy d'Illiers, Margon, Mongraham, Saint-Jacques de Nogent-le-Rotrou, Sainville. Le grand archidiacre avait le droit d'introniser l'abbé de Thiron et de prendre le palefroy sur lequel il était monté lors de son entrée ou bien cent francs d'or en échange (1).

On comprend, à la lecture de cette longue liste, quelle devait être l'importance du synode du grand archidiacre et quelle influence pouvait obtenir le Chapitre de Chartres sur cette assemblée de ministres, si le grand archidiacre, dévoué à la Compagnie, faisait siennes les décisions capitulaires et les promulguait! Par arrêts du Parlement des 23 juin 1469, 12 mai 1470 et 6 août 1538, le droit de déport sur les cures de sa dépendance fut reconnu au grand archidiacre (2). Suivant arrêt du Conseil privé du 21 août 1665, les gagiers de l'église d'Auneau furent condamnés à rendre leurs comptes devant le grand archidiacre (3).

L'archidiacre de Dunois visitait cent trente églises paroissiales, en un seul doyenné; il présentait à dix-huit cures, parmi lesquelles : Châtillon, Donnemain, Fains, Logron, Marboué, Moléans, Montharville, Neuvy-en-Dunois, Sancheville, Trizay-lès-Bonneval, Villiers-Saint-Orien, ainsi qu'aux chapelles de Dangeau, Frécot et Molitard.

Selon Rouillard (4), l'archidiacre de Dunois était « premier d'après le grand ». En 1697, trente-sept paroisses de cet archidiaconé furent transférées dans l'évêché de Blois; un arrêt du Parlement

(1) Arch. dép., G, 132, C. XII *ter*, f° 57, n° 5 : Lettres royaux obtenues par le grand archidiacre pour faire ajourner en Parlement Robert Dauphin, nommé à l'abbaye de Thiron, qui ne s'était pas conformé à cette coutume (1415).

(2) Arch. dép., G, 132, C. XII *ter*, 138, cote Y, 1 et 2.

(3) *Id.*, n° 26.

(4) *Op. cit.*, f° 97 v°.

statua que l'archidiacre de Dunois prendrait 300 livres annuellement sur l'évêché de Chartres (mai 1706).

L'archidiacre de Pinserais. — Deux doyennés, Mantes et Poissy, et cent soixante et onze paroisses formaient le territoire confié à la surveillance de ce dignitaire. Il présentait aux églises ci-après : Aubergenville (avec l'abbé de Josaphat), les Alluets-le-Roi, Bailly, Condé-sur-Vesgre, Courgent, Dannemarie, Faverieux, Flexainville, Fontenay-le-Fleuri, Freneuse, Gambais, La Garenne, Gilles, Guainville, Havelu, Jeufosse, Mantes (Saint-Pierre), Mareil-sur-Mauldre, Maulette, Le Mesnil-Renard, Le Mesnil-Simon, Millemont, Moissons, Montainville, Mousseaux-aux-Bœufs, Mulcent, Noisy-le-Roi, Prunay-le-Temple, Richebourg, Rolleboise, Saint-Germain-de-la-Grange, Saint-Léger-en-Yveline, Thionville-sur-Opton, Le Tremblay, La Ville-neuve-en-Chevrie, Flins, Neuve-Église (avec l'abbé de Josaphat).

Il était collateur des chapelles de Jouars-Pontchartrain, Saint-Louis de Mantes, Saint-Gilles de Mantes-la-Ville, Méricourt, Saint-Barthélemy de Monnerville, Montainville, Saint-Martin-des-Champs Saint-Prix), Éposnes (Saint-Étienne).

L'archidiacre de Dreux avait autorité sur deux doyennés : Dreux et Brezollès et cent quarante-sept paroisses. Il présentait à dix : Brost, Chaudon, Fadainville, La Gadelière, Normandel, La Poterie, Saint-Lubin-des-Joncherets, Tourouvre, La Trinité, La Ventrouze. Un certain nombre de prieurs, ayant voulu se soustraire à la visite de cet archidiacre et au paiement des droits dus, furent condamnés par diverses sentences (1).

L'archidiacre de Blois visitait soixante-quatorze paroisses, dont six étaient à sa présentation.

L'archidiacre de Vendôme n'avait dans son district que soixante six paroisses en un seul doyenné. Il exerçait son droit de présentation en dix-huit églises.

Ces deux derniers dignitaires furent maintenus dans leurs stalles de Notre-Dame de Chartres jusqu'à la suppression du Chapitre, lors de la Révolution. Mais depuis 1697, ils n'étaient plus que « des personnages d'apparat » (2). En effet, une bulle du pape Innocent XII (3),

(1) Arch. dép., G, 132, C. XV, f° 192 r°.

(2) B. m., ms. 1009-4, f° 328.

(3) V. Arch. dép., G, 132, C. XVI, f° 210 r° et G, 132, C. XXIV, cote O, f° 316.

avait distrahit de l'Église de Chartres les cures des archidiaconés de Blois et de Vendôme et partie de l'archidiaconé de Dunois, pour former le diocèse de Blois et constituer ainsi un nouvel évêché suffragant de Paris. Cette bulle ordonnait en outre la suppression du titre de l'abbaye de Joyenval, de l'Ordre des Prémontrés, et la réunion de la manse abbatiale à l'évêché de Chartres, avec ses revenus, droits et prérogatives; l'Évêque de Chartres et ses successeurs devaient payer à chacun des archidiacres de Dunois, Blois et Vendôme, comme dédommagement de la perte de leur juridiction, la somme de trois cents livres. *Sede vacante*, le Chapitre percevait les revenus de l'abbaye et en supportait les charges, pendant la première année de l'Évêque successeur (1).

* *

Les ressources des archidiacres étaient appréciables. « Les archidiacres, écrit M. Hauréau (2), ordinairement riches et très riches, étaient partout enviés. On leur reprochait durement leur richesse que l'on disait mal acquise. »

Le pouillé de Doublet indiquait comme chiffre de revenus, sans canonicat, pour le grand archidiacre : casuel; pour l'archidiacre de Dunois : 490 livres en sus du casuel; pour l'archidiacre de Pinserais : casuel; pour l'archidiacre de Dreux : 500 livres; pour ceux de Blois et de Vendôme : 300 livres.

C'était le casuel le plus intéressant, étant donné le nombre de paroisses soumises à la visite des archidires et les églises à leur présentation. En outre, le droit de déport econnu aux archidiacres sur ces mêmes paroisses était rémunérateur. Le samedi après la fête de Saint-Vincent 1321, il fut statué en Chapitre ce qui suit : chaque archidiacre aurait, dans son détroit, le déport des églises paroissiales vacantes ou en litige *in/ra annum et diem* devant un juge ecclésiastique ou séculier; le même avantage profiterait aux archidiacres, lorsque les curés seraient vagabonds ou absents sans avoir pourvu à leurs cures, ou bien quand ils seraient excommuniés, suspens, interdits (3). Par arrêt du 26 août 1651, le grand archidiacre de Chartres

(1) La bulle était datée des calendes de juillet 1697. Des lettres patentes confirmatives furent délivrées par Louis XIV, en mars 1698, et une transaction fut signée entre Godet des Marais et l'abbé de Joyenval, le 16 mars 1701. Un avis du Conseil du Roi, du 27 mai 1711, mit fin à certaines difficultés.

(2) *Op. cit.*, p. 79.

(3) Arch. dép., G, 778, R. c. 1321 — Cf. Chap. gén. de la Purification 1464, où le Chapitre prit fait et cause contre Miles d'Illiers pour raison de déport. — V. aussi B. m., ms. 1009-4, f° 328 : **certificat du Chapitre**.

fut conservé en la possession du déport sur la cure de Champrond, pendant le litige (1).

Lors du partage des prébendes, les archidiacres choisissaient en septième lieu, après le chancelier et avant les prévôts. L'ordre d'option était ainsi réglé : 1^o grand archidiacre ; 2^o archidiacre de Dunois ; 3^o archidiacre de Pinserais ; 4^o archidiacre de Blois ; 5^o archidiacre de Dreux ; 6^o archidiacre de Vendôme (2). Les archidiacres n'étaient pas rangés parmi les **dignités doubles**.

(1) B. m., ms. 1353 et vol. n^o 14085.

(2) *Polyptique N.-D* : B. m., ms. 1313, — *Cart. N.-D.*, II, p. 284.

CHAPITRE XIV

LES PRÉVÔTS

Jusqu'à la Révolution, le Chapitre Notre-Dame de Chartres conserva quatre prévôts au nombre de ses dignitaires : le prévôt d'Ingré, le prévôt de Normandie, le prévôt de Mazengé et le prévôt d'Auvers. C'était des personnages sans attributions bien définies, sans utilité pour la Compagnie, survivants par tradition de ces prévôts puissants dont Rouillard disait « qu'à voir leur splendeur et magnificence, la gravité de leur démarche et le superbe appareil de leur train, on les eût pris pour de petits soudans, roitelets ou satrapes » (1).

Une attestation établie par le Chapitre de Chartres et insérée dans ses registres de délibérations donne une idée des fonctions des prévôts (2). « Certifions... qu'il y a dans laditte église quatre prévostez en titre de dignitez ou personats qui sont réputez bénéfices simples depuis l'an 1196, que par l'autorité du pape Célestin III^e et du Roy Philippe Auguste, les prévosts qui étoient alors chanoines et prévosts ont été obligez de remettre entre les mains du Chapitre l'administration du temporel de laditte Église, dont ils avoient été chargés depuis un temps immémorial; que chacun des prévosts a des revenus particuliers sans aucune part à la manse commune, une place au chœur au-dessus des chanoines (3); qu'ils y font la fonction de choristes aux festes de la Vierge comme il suit : sçavoir le jour de la Nativité de la Vierge, le prévost d'Ingré et le prévost de Normandie ;

(1) *Op. cit.*, III, 102. — Challine, traitait les récents prévôts de « fantômes », étant donné la grandeur et la puissance dont ils étaient déchus.

(2) B. m., ms. 1009-25, R. c., f^{os} 147 v^o et 148 r^o. — V. Arch. dép., G, 312.

(3) Le règlement de janvier 1221 n'assignait aucune place spéciale aux prévôts. Le chantre qui les installait pouvait ainsi les faire passer d'un côté du chœur dans l'autre et d'une stalle en une autre, à condition toutefois de les maintenir au rang des dignitaires.

le jour de la Purification, le prévost de Mézangers et le prévost d'Auvers et le jour de la Conception, le prévost d'Ingré et le prévost de Normandie; lesdits prévosts, sans pour cela être tenus de résider; qu'ils n'ont aucune part aux distributions en assistant aux offices quelques jours que ce soit, qu'ils ne sont pas sujets au point, ny n'ont aucun droit d'enchérir aux maisons canoniales quand elles sont vacantes et qu'ils ont entrée aux chapitres des moeurs seulement, lequel se tient une fois par an, après la feste de la Purification; que les dits prévosts ont souvent possédé d'autres bénéfices tenus à résidence avec leurs prévostez dans laditte Église Cathédrale de Chartres, de telle sorte que nous avons vû dans le temps présent M. Lemur, chanoine de l'église collégiale de Saint-Honoré de Paris dans le même temps qu'il étoit prévost d'Ingré dans nostre ditte Église de Chartres; que M. Robert jouit actuellement de la dignité de prévost de Mézangers avec les canonicat et prébende de l'Église Notre-Dame de Paris, dont il est titulaire depuis près de 40 ans, et quantité d'autres qui se sont trouvés dans le même cas. »

* * *

Les prévôts étaient à la collation de l'Évêque de Chartres (1). Le grand chanfre les installait. Ils devaient prêter un serment analogue à celui des archidiacons, moins la seconde partie relative à la résidence (2). En cas de vacance ou de litige, le déport appartenait non à l'Évêque, mais au Chapitre. Une sentence des Requêtes du Palais (3), rendue le 18 août 1484, statua que le déport de la prévôté d'Ingré reviendrait au Chapitre. Le déport de la prévôté de Mazengé était également attribué au Chapitre, *tam de jure quam de Ecclesiae consuetudine* (4). Le Chapitre nommait des commissaires pour régir les prévôtés de Normandie et d'Auvers, en vacance ou en litige (5).

(1) Charles Guillard fut pourvu par son oncle de la prévôté d'Auvers le 27 juillet 1548, à 19 ans. Il n'était encore ni *in sacris* ni *in minoribus*. Il reçut les mineurs et majeurs coup sur coup, en 1557, pour être consacré évêque (Mémoires de Laisné).

(2) Honbron : *Juramenta*, *op. cit.*, f° 6 v°.

(3) Arch. dép., G, 132, C. XVIII, f° 236, n° 10. Une longue procédure fut engagée au sujet du déport. Une sentence des Requêtes du Palais avait déjà débouté l'Évêque en 1476, ainsi que Lambert, Bonnet et Florent d'Illiers (B. m., ms. 1162, f°s 348-349). Les difficultés continuèrent du reste. Des défenses furent signifiées aux officiers de la justice d'Ingré par les députés du Chapitre, d'exercer en d'autre nom que celui du Chapitre pendant le déport (23 janvier 1528).

(4) R. c., Ch. gén. Saint-Jean 1361. — Arch. dép., G, 375.

(5) Arch. dép., G, 375.



On ne connaîtrait que très imparfaitement le rôle des quatre prévôts, si on se bornait à le considérer à compter du ^{xiii}^e siècle. En effet, à cette époque, l'ère d'activité et de gloire des prévôts était close. Ils n'allaient demeurer parmi les personnages de distinction du Chapitre, qu'à titre commémoratif en quelque sorte.

Qu'étaient donc les prévôts, à l'origine? Louis Thomassin écrivait : **« Il n'est pas facile de résoudre quelle étoit la nature de ces prévôts de l'Église de Chartres, dont les exactions et les violences envers les pauvres ecclésiastiques parurent si étranges au Chapitre de cette Église qu'il en porta ses plaintes à Pascal II et en obtint un rescrit qui condamnoit toutes ces extorsions tyranniques (1). »**

En beaucoup de chapitres, les prévôts furent d'abord des chefs spirituels et temporels (2). L'archevêque de Reims, Ebbon, attribuait au prévôt « toute l'intendance temporelle, intérieure et extérieure sur le Chapitre, sur les personnes, sur les revenus, sur les biens. » Ces prévôts étaient passés des monastères aux chapitres, lors de la réforme de Chrodegang. Ils ne tardèrent pas du reste à y perdre une grande part de leur influence. En effet, ils se consacrèrent surtout aux questions d'ordre temporel et économique, soit par avarice ou cupidité, soit par esprit d'organisation et désir d'améliorer la situation de leurs compagnies. Ils laissèrent ainsi les doyens accaparer les fonctions spirituelles. Cette usurpation fut funeste aux prévôts dont la plupart disparurent ou ne conservèrent que des prérogatives de second plan. — Semblable évolution s'est-elle produite à Chartres, dans le sein du Chapitre Notre-Dame? Y eut-il un ou plusieurs prévôts chargés du spirituel et temporel du Chapitre, dont le doyen ne serait que le successeur? Ainsi que nous l'avons dit, lorsque nous recherchions l'origine des doyens (3), nous ne le pensons pas. L'absence de documentation ne nous permet pas d'accepter

(1) Thomassin, *op. cit.*, Prévôts, col. 1853.

(2) A Troyes, au temps de Guillaume aux Blanches Mains, la charge de prévôt conférait à son titulaire le premier rang après l'Évêque et le droit de juridiction sur les chanoines au spirituel et au temporel (Lalore, *Cart. Saint-Pierre de Troyes*, p. 29. Thovin, Paris). — Le prévôt de Reims jouissait aussi d'une très grande autorité au spirituel et au temporel. Dépouillé par le doyen quant au spirituel, il se vit réduire à quelques fonctions honorifiques par Guillaume aux Blanches Mains (Mathorez, *Guil. Bl. Mains*, p. 307). Certains chapitres conservèrent un prévôt à leur tête, tels le Chapitre d'Aix : B. m., ms. 1009-20, f^o 102 r^o et le Chapitre d'Arles, *cod. loc.*, f^o 237.

(3) V. *supra*, p. 45-46.

comme fondée une telle hypothèse. Il n'apparaît pas que le Chapitre de Chartres ait jamais été dirigé par un prévôt, et rien ne démontre que le prévôt, dépossédé *in spiritualibus* par le doyen, ait gardé seulement l'administration du temporel. Ne rattachons pas à un tel ancêtre les quatre prévôts établis au ix^e siècle par le Chapitre, pour la gestion de son patrimoine : prévôts de Beauce, Nogent-le-Phaye, Amilly et Fontenay-sur-Eure (1).

Au temps du *presbyterium*, alors que la Compagnie des clercs, formant l'entourage de l'Évêque, vivait en communauté avec son pasteur, comme les moines avec leur abbé, la gestion des biens de l'Église appartenait à un économe. Vers le neuvième siècle, la mense capitulaire fut séparée de la mense épiscopale; le Chapitre décida d'en donner l'administration à des officiers spéciaux. Des circonscriptions territoriales furent organisées en titres de prévôts et placées sous les ordres de prévôts ou préposés. On voit donc que ces prévôts, ministres subalternes de création relativement récente, ne descendaient pas d'anciens chefs du Chapitre, dépouillés de leurs prérogatives par les doyens. Les prévôts furent bien traités; on les constitua en dignitaires inamovibles à la collation de l'Évêque. C'était témoigner une grande confiance à ces nouveaux régisseurs que les combler ainsi d'honneurs et leur accorder un statut définitif, sanctionnant leur indépendance. Les chanoines de Paris ne commirent pas cette grave imprudence, dont les conséquences allaient se manifester à Chartres. Les prévôts de Notre-Dame de Paris demeurèrent de simples serviteurs, révocables et astreints à rendre compte (2) : moyen excellent de tenir en respect ces fonctionnaires et d'opposer un frein aux ambitions démesurées et aux empiètements.

L'attitude des prévôts devint bientôt inquiétante. Oubliant qu'ils n'étaient que des délégués du Chapitre, commis à l'administration de ses domaines et obligés comme tels de solliciter de leur mandant toutes instructions, de s'y conformer et de fournir les comptes requis, les prévôts se considérèrent comme investis d'un droit propre, personnel, afférent à leur dignité. Ils se dégagèrent de toute surveillance du Chapitre et réussirent à se soustraire à l'autorité de l'Évêque. Ainsi libérés, aidés par les appréciables ressources qu'ils se procuraient dans leur emploi, enhardis par l'impunité, ces officiers ne reconnurent plus de limite à leurs excès et dés ordres. Une répression

(1) V. *Vieille Chronique, Cart. N.-D.*, t. I, p. 47.

(2) *Cart. N.-D. Paris*, Guérard, prol. pp. cxi et suiv. Il fut institué douze prévôts qui n'étaient pas dignitaires. Leurs fonctions étaient surtout administratives. Ils étaient nommés parmi les prébendiers de la communauté; ils étaient fermiers des chanoines auxquels ils payaient une redevance.

s'imposait. Selon la *Vieille Chronique*, l'évêque Eudes divisa les prébendes et les partagea entre les chanoines, auxquels l'administration et la juridiction furent désormais remises (1). Nous ne connaissons pas le mandement de l'évêque Eudes. Il est du reste faux que ce prélat ait procédé à cette transformation des prévôts. Mais il est très vraisemblable qu'il soit intervenu pour mettre un terme aux exactions des prévôts, qui « taillaient les prébendes selon leur bon plaisir ».

Le règlement d'Eudes n'intimida pas les prévôts. Leur rapacité s'accroissait de jour en jour. Non contents de priver les chanoines de leurs pitances, ils molestaient les sujets de l'Église soumis à leur protection et les rançonnaient sans pitié : argent, denrées, bestiaux, volailles, tout leur était bon. Ils envoyaient des sergents parcourir leur territoire et réquisitionner vivres et récoltes ; ils se faisaient préparer des repas somptueux. Ils n'hésitaient pas à arrêter des hommes appartenant à l'Église, à les incarcérer et à les rouer de coups. Partout, ce n'étaient que perceptions abusives de droits et confiscations. Les paysans étaient pressurés, les biens ecclésiastiques, dévastés. Pour faciliter leur tâche, les prévôts installaient des prêtres à leurs ordres, à la tête des églises, et ce, sans l'autorisation du Chapitre. Cet état de choses ne pouvait se perpétuer. L'évêque Yves entreprit d'y remédier. Il dut engager une lutte terrible contre les prévôts, qui jouèrent adroitement de leurs influences et conduisirent le prélat à un pas des pires calamités et de sa perte. Enfin, après maintes vicissitudes, la victoire resta à l'Évêque et au Chapitre.

Par son règlement de 1114 (2), Yves ordonna aux prévôts de cesser leurs exactions dans les campagnes, ainsi que leurs détournements. Il établit diverses mesures pour la sauvegarde des intérêts communs. En particulier, il prescrivit le retour à la masse générale de certains revenus des précaires spéciales (3), dont les prévôts vendaient les fruits à leur profit. Le décret d'Yves de Chartres se terminait par des menaces effrayantes.

Afin de donner plus d'autorité à son ordonnance, Yves crut devoir solliciter l'homologation apostolique ; par bulle du 28 octobre

(1) *Vieille Chronique*, *Cart. N.-D.*, t. I, p. 48. Le prétendu partage d'Eudes aurait eu lieu à la fin du x^e siècle.

(2) Arch. dép., G, 131. C. II, G G, I. — *Cart. N.-D.* I, pp. 119-120. — V. aussi Arch. dép., G, 375.

(3) Les précaires étaient des biens donnés à l'Église sous réserve d'usufruit ou de bail emphytéotique au profit des donateurs. Les précaires visées par Yves étaient des précaires plénières, c'est-à-dire exonérées de ces réserves, autrement dit, en toute propriété.

1114, le pape Pascal II ratifia les mandements de l'Évêque de Chartres, avec les injonctions habituelles (1).

Les prévôts, effrayés par cette confirmation du Pontife, imaginèrent d'opposer le Roi de France au Pape, à Yves de Chartres et au Chapitre. C'était d'une politique experte, bien que la manœuvre fût elle-même assez simpliste. Elle consistait : 1^o à accuser l'Évêque de vouloir rabaisser les prévôts pour renforcer sa propre autorité; 2^o et à représenter au Roi que son pouvoir souverain était attaqué par Yves, bien plus que les prérogatives des prévôts. Louis le Gros daigna écouter ces récriminations. Malgré l'esprit de conciliation dont Yves fit preuve, le conflit s'envenima. Le monarque menaça de ravager les terres de l'Église de Chartres. Ce fut en vain que l'Évêque écrivit à Louis (2), pour le rassurer sur le sort des prévôts et lui faire entendre le langage de la raison et de la fermeté.

Devant la colère du Roi, Yves de Chartres s'empressa de demander au pape Pascal II une bulle confirmative de la première. Il fit porter à Rome par un messenger, en dépit des dangers, une épître exposant la situation créée par la plainte des prévôts et l'attitude de Louis VI. De rigoureuses sanctions étaient réclamées contre les prévôts. Yves suppliait particulièrement le Pontife de ne point modifier la décision relative aux précaires, car « lorsqu'elles étaient personnelles, c'étaient des achats et des ventes déloyales entre ceux qui les possédaient et ceux qui en étaient privés. C'étaient des honteuses disputes, des colères, des rixes, des rivalités, des inimitiés, mille choses enfin illicites » que le Pape devait « arracher radicalement de l'Église (3) ».

La bulle implorée instamment du Saint-Siège ne fut délivrée qu'après la mort du saint Évêque, le 5 avril 1116 (4).

Ce n'était qu'un épisode de la lutte contre les prévôts. Le successeur d'Yves, Goslein de Lèves, ancien prévôt de Nogent, fut amené à prendre de sévères mesures contre ses ex-confrères, dont les excès se renouvelaient sans cesse. C'étaient, comme autrefois, des rapines au détriment des gens de la campagne, des vexations ou des procédures incessantes (5). En outre, les prévôts exigeaient des successeurs de leurs maires « les reliefs des mairies », contrairement à la tradition et aux canons de l'Église. Enfin, ces dignitaires impé-

(1) Arch. dép., G, 131, C. II, G G, 1 bis. — *Cart. N.-D.*, I, pp. 121-122.

(2) *Lettres d'Yves*, 2^e éd. Juret, n° 265; éd. Merlet, n° 267.

(3) *Lettres d'Yves de Chartres*, 2^e éd. Juret, n° 271; éd. Merlet n° 273.

(4) Arch. dép., G, 131, C. X, A, 31. — *Cart. N.-D.*, I, XXXVI, pp. 124-125.

(5) *Charte de Goslein*, Arch. dép., G, 131, C. II, G G, 2. — *Cart. N.-D.*, I, LVII, pp. 155 et suiv.

nitents s'arrogeaient le droit de posséder des maisons dans leurs prévôtés, malgré les interdictions portées à cet égard. La situation se résumait encore dans l'anarchie, l'irrégularité et le désordre. L'évêque Goslein convoqua les prévôts et les rappela à l'union et à la charité confraternelle. Il décida de supprimer tous les errements néfastes de leur gestion et de corriger leurs officiers. Pour obtenir une garantie plus ferme, Goslein imposa un serment spécial aux maires et aux hommes de corps. Les formules en étaient très circonstanciées. Les maires s'engageaient, tous les deux ans, à ne pas exploiter les paysans sous leurs ordres et à ne pas tolérer les entreprises ou les extorsions des sergents des prévôts (1). Les paysans, de leur côté, promettaient de résister aux exigences des prévôts ou de leurs officiers et d'en référer, le cas échéant, aux membres du Chapitre. Ces précautions servirent-elles beaucoup? En tout cas, elles marquaient le degré de turpitude auquel étaient tombés les prévôts et toute la défiance qu'ils inspiraient.

Malgré tout, on conservait encore un peu de considération pour ces dignitaires qu'on espérait amender en dépit de leurs forfaits. Enfin, il fallut envisager une solution radicale : la meilleure était de se débarrasser des prévôts et de pourvoir à leur remplacement. Un hardi prélat, ami des actes énergiques, Guillaume aux Blanches Mains, se chargea de ce soin. Il rendit une ordonnance en 1171, *cum assensu et conniventia Gaufridi Decani et totius Capituli, pro utilitate et honestate ejusdem Ecclesie Carnotensis* (2).

L'administration des biens du Chapitre était désormais retirée aux prévôts. Elle passait aux mains des chanoines, réunis par groupes de deux, trois, quatre ou plus, suivant l'importance des revenus des prébendes. On espérait ainsi une gestion régulière et honnête. Quant aux droits de justice appartenant aux prévôts, ils étaient aussi transférés aux chanoines. Défense était renouvelée aux prévôts de rien extorquer des paysans, *pro nullo penitus forisfacto*. Toutefois, en ce qui concernait leurs revenus personnels impayés, les prévôts conservaient la faculté de poursuivre leurs débiteurs. La présentation aux églises vacantes était accordée, en commun, aux prévôts et aux chanoines intéressés. Le serment de fidélité des nouveaux curés devait être prêté aux uns et aux autres. L'intervention du Chapitre en pareille matière était une vraie nouveauté. L'obit de Guillaume aux Blanches Mains (3) notait parmi

(1) *Charte de Goslein*, Arch. dép., G, 131, C. I, A, 1 bis; Arch. dép., G, 375. — *Cart. N.-D.*, I, LVIII, pp. 157 et suiv. — Guérard, *Cart. Saint-Père*, prol. p. cxix, *op. cit.*

(2) Arch. dép., G, 375; G, 132, C. XX, f° 264; G, 131, C. II, G G, f° 38.

(3) *Cart. N.-D.*, III, viii des ides de septembre, p. 169.

les hauts faits de ce « prélat magnifique », celui d'avoir attribué aux chanoines prébendiers l'élection et la présentation des desservants, *qui prius ad eosdem quatuor praepositos pertinebant*. Ce règlement produisit d'excellents résultats, si l'on en juge par les termes élogieux du nécrologe : il doubla le produit des prébendes.

Le pape Alexandre III confirma l'ordonnance de Guillaume par une bulle du 8 avril 1171-1172, à laquelle étaient ajoutées des dispositions relatives à la résidence des chanoines et aux partages des prébendes tous les cinq ans (1).

En 1193, une composition fut conclue entre l'évêque Renaud de Mougon, neveu et successeur de Guillaume, le Chapitre et les prévôts (2), en présence du cardinal Melior, légat du Saint-Siège (3). Tous les revenus des quatre prévôtés devaient être versés aux chanoines, sous réserve des droits des titulaires actuels. A titre de compensation, le Chapitre concédait à leurs successeurs la jouissance et la justice des quatre grandes et anciennes prêtres de Normandie, Mazangé, Auvers et Ingré. Il fut stipulé que tous, dignitaires et chanoines, s'engageraient par serment, lors de leur réception, à respecter ces prescriptions essentielles.

Ainsi les prévôts, complètement dépossédés au temporel, perdaient encore leurs prérogatives spirituelles et leur droit de présentation aux cures, que Guillaume leur avait laissés conjointement avec les membres du Chapitre.

Suivant lettres patentes, datées de Senlis (1193) (4), le roi Philippe Auguste approuva le transfert des justices et revenus des quatre prévôtés en échange des quatre précaires annexées aux dignités prévôtales. Une bulle du pape Célestin III, donnée au palais de Latran en juin 1195, confirma cette transaction (5).

Cette fois, les prévôts étaient définitivement vaincus. Jadis régisseurs du riche domaine de l'Église de Chartres qu'ils avaient pillé de longues années, ils étaient réduits désormais à exercer leur activité sur un petit territoire qui leur était confié. Et à quel titre ! Pour maintenir la belle harmonie d'organisation du Chapitre : *ne Car-*

(1) Arch. dép., G, 131, C. X, A, n° 4. — V. B. m., ms. 1162, f° 13 et 62. — *Cart. N.-D.*, I, LXXXVI, pp. 188-190.

(2) Arch. dép., G, 375; G, 131, C. II, G G, 5. — *Cart. N.-D.*, I, CXIX, pp. 225-226. — *Gall. Christ.*, t. VIII, instrum., 347.

(3) Arch. dép., G, 131, C. II, G G, 6 : lettres de ratification du cardinal Melior avec lettres confirmatives de l'archevêque de Sens et acte capitulaire de serment.

(4) *Gall. Chr.*, t. VIII, instr. c. 347. — *Cart. N.-D.* I, p. 227. — Arch. dép., G, 375.

(5) Arch. dép., G, 375; G, 131, C. II, G G, 5.

nolensis Ecclesia debilo dignitatum numero fraudaretur, ainsi que le précisait la charte de Renaud de Mouçon (1).

*
* *

Quelle était l'importance de chacune des prévôtés?

A) **Prévôté d'Ingré** (2). — Les héritages formant la terre et seigneurie d'Ingré furent donnés au Chapitre de Chartres par Hugues le Grand ou le Blanc, duc de France, selon acte du 19 juin 946 (3). Le fief d'Ingré, sis dans le pays d'Orléans, viguerie des Muids, avait de nombreuses dépendances : Champoilly, Les Muids (commune de Chapelle-Saint-Mesmin), Alleville, Cercottes, La Couture, Bagneaux, Montpatour, Le Bruel, Villiers-Jargeau, Les Chiseaux, Coust, Chamgy, Sorbières, Pailly, Les Masures-Cercottes, Montabusard, Sucrogilas, Buire, Bucy-Saint-Liphard, la terre des Ormes, etc... La donation du duc Hugues fut confirmée à plusieurs reprises par les rois de France, notamment par Hugues Capet, Robert 1^{er}, Philippe le Long et la veuve de Louis X le Hutin (1317 et 1323). Au xviii^e siècle, le prévôt d'Ingré eut des difficultés avec le duc d'Orléans, prince du sang, à raison de la mouvance réclamée par celui-ci sur le territoire de la prévôté. Le Chapitre de Chartres prit les fait et cause de son dignitaire.

Selon les indications du pouillé de Doublet, le prévôt d'Ingré jouissait de 1.400 livres de revenus. Une redevance de cinquante sous était versée par ce prévôt au profit du compte de matines (4).

B) **Prévôté de Normandie** (5). — La dotation de cette prévôté provenait des biens donnés à l'Église de Chartres par Richard II, duc de Normandie (21 septembre 1014-1017) (6). Cette

(1) Les prévôts du Chapitre d'Orléans furent encore moins heureux. Le titre de prévôt était attaché au début à une dignité supérieure au sous-chantre. Séparé de la dignité, ce titre devint une charge spéciale. Au xiv^e siècle, les prévôts ne furent plus que des officiers ecclésiastiques révocables, rétribués par un traitement, simples délégués du Chapitre au temporel rural et aux fonctions judiciaires. Ils étaient dix au xiv^e siècle; leur nombre diminuant sans cesse fut réduit à quatre, en 1532 (F. de Villaret, *op. cit.*, p. 458).

(2) V. Arch. dép., G, 860 à 880 inclus.

(3) Arch. dép., G, 132, C. XVIII, N, f^o 226, n^o 1; G, 133, C. XXXIII *ter*, A, n^o 1. — *Cart. N.-D.*, I, VII, pp. 74-76. — V. aussi charte de Henri 1^{er}, de 1048 : *Cart. N.-D.*, I, XIV, p. 89, et G, 133, C. XXXIII *ter*, 2; *Gall. Chr.*, t. VIII, instr. col. 300.

En 1597, Jean de Bullion aliéna, pour les besoins de l'État, les bâtiments de sa prévôté et leurs dépendances, juridiction réservée (Arch. dép., G, 132, C. XVIII, n^o 9).

(4) V. *Polyptique*. B., m. ms. 1313. — *Cart. N.-D.*, II, p. 300.

(5) V. Arch. dép., G, 881.

(6) Outre le G, 881, v. *Cart. N.-D.*, I, XII, pp. 86 et LI, p. 149.

libéralité fut approuvée par Henri 1^{er}, roi de France, et Arnoul, évêque de Lisieux. Elle comprenait, dans le comté d'Évreux, la terre entière d'Ébrardville (Berville-en-Roumois?), avec l'église et la dîme de chasse de la forêt de Brotonne; dans ce même «*pagus*», l'église de Hauville, l'église de la Bonneville, le bourg d'Angloishevillie et son église, Roncheville et son église, l'église de Saint-Julien-sur-Calonne avec deux dépendances. Doublet attribuait à ce prévôt un revenu très appréciable de quatre mille livres. Divers anniversaires étaient à la charge du prévôt de Normandie : ils s'élevaient à environ dix-huit livres d'après le Polyptique de Notre-Dame (1).

C) **Prévôté de Mazengé** (2). — Cette précaire faisait partie des anciens domaines de l'Église de Chartres, confirmés par la bulle du pape Innocent II du 22 mars 1133 (3). Par lettres de septembre 1213, Jean, comte de Vendôme, abandonna au profit du Chapitre et du prévôt toutes prétentions sur la haute justice de Mazengé (4). Cette question de haute justice fut encore soulevée par les «gens tenant les grands Jours de Vendôme», qui voulaient connaître des appels du bailli de Mazengé, alors que cette prérogative ressortissait au maire de Loëns. Divers arrêts du Parlement et sentences affirmèrent la compétence de ce dernier (5).

Le Chapitre entendait posséder la justice spirituelle de Mazengé (6). Un débat s'ouvrit en 1320 à ce sujet. Le lundi après la fête de la Saint-Michel-Archange, il fut rapporté en séance par l'archidiacre de Vendôme que le prévôt n'exerçait la juridiction que *ex parte Capituli, nomine Capituli* (7). Le Chapitre avait la garde des sceaux de Mazengé et il demandait compte au prévôt, le cas échéant, des émoluments de la juridiction spirituelle (8). La prévôté de Mazengé n'était point réputée cure.

D'après le pouillé de Doublet, le revenu du prévôt était de six cents livres, canonicat non compris. Le Polyptique énumère certaines redevances à acquitter par ce dignitaire : quarante sous et deux muids de blé pour sa prévôté; quarante sous pour diverses dépen-

(1) Polyptique déjà cité; *Cart. N.-D.*, p. 301.

(2) V. Arch. dép., G, 882 et G, 132, C. XIX bis, A (arrondissement actuel de Vendôme). On écrivait indifféremment : Mazangé, Mézangé, Mézangey, Mazengé, Mazengey.

(3) Arch. dép., G, 131, Privil., C. X, A, n° 9. — *Cart. N.-D.*, I, XLVII, p. 140.

(4) G, 132, C. XIX bis, A, n° 4.

(5) *Eod. loc.*, n° 15. — Arch. dép., G, 882. Le Maire de Loëns était le principal juge temporel du Chapitre.

(6) Arch. dép., G, 375 (extraits des registres de délibérations du Chapitre). — V. aussi Arch. dép., G, 858 (différend du Chapitre avec le chancelier au sujet de lettres closes à envoyer à Mazengé).

(7) Arch. dép., G, 375: R. c., 1320.

(8) *Eod. loc.* R. c., 1326, jeudi avant Saint-Clément.

dances; deux muids de blé sur le moulin de Mazengé et moitié d'un pré sis à côté. En outre, quelques anniversaires s'élevaient à une dizaine de livres (1).

D) Prévôté d'Auvers (2). — Elle figurait comme celle de Mazengé dans la bulle du pape Innocent II. Plusieurs arrêts du Parlement de Paris maintinrent les prévôts dans leurs droits de haute justice sur leur territoire, en dépit des prétentions des officiers du bailliage d'Étampes (3). Le revenu du prévôt d'Auvers était évalué par Doublet à cinq cents livres. Le prévôt versait soixante-dix sous au compte de matines pour sa dignité (4).

(1) *Polyptique* déjà cité, p. 301.

(2) Arch. dép., G, 883 à 890 inclus. Auvers, Villeneuve-sur-Auvers, Mesnil, Racoin, Les Caves, Gillevoisin, Le Parc, Champoigny, La Chapelle d'Orgemont, Chanteloup, Gravelle, etc. (arrond. actuel d'Étampes).

(3) Arch. dép., G, 132, C. XX, n° 15.

(4) *Polyptique N.-D.*, in *Cart. N.-D.*, p. 301.

CHAPITRE XV

LE CHEVECIER (1).

Et son rare savoir, de simple marguillier,
L'éleva par degrés au rang de chevecier. (2).

Ce rang, dont parlait Boileau en son *Lutrin*, n'était pas considérable dans l'Église de Chartres. En effet, le chevecier était le dernier des dix-sept dignitaires du Chapitre, selon la hiérarchie établie.

. . .

La question fut posée de savoir si le chevecier était dignité simple ou cure, étant donné les bénéfices dont la collation et la provision lui étaient dévolues. Après mûr examen et recherche des anciennes coutumes, le Chapitre décida de considérer le chevecier *pro simplici dignitate sine cura et non curata* (3).

Les conditions d'aptitude requises des candidats à la chevecerie étaient les mêmes que celles exigées pour l'obtention des autres dignités. Le chevecier devait être pourvu au moins du sous-diaconat, ou s'y faire recevoir en temps de droit (4). Selon un certificat, en date du 1^{er} août 1477, nul ne pouvait posséder la chevecerie s'il n'était chanoine de l'Église de Chartres, *ex gremio Capituli* (5). Cette ordonnance ne fut pas toujours rigoureusement appliquée. Un acte

(1) On orthographie aussi chevcier ou chefcier.

(2) Boileau, *Lutrin*, chant I, vers 151 et 152, éd. Lafontaine.

(3) Arch. dép., G, 891 : Chapitre général de la Saint-Jean 1410; B. m., ms. 1007-3, f^o 63.

(4) Même délibération du Chapitre général de Saint-Jean 1410.

(5) Arch. dép., G, 132, C. XX bis, f^o 272 r^o, n^o 3.

de réception de M. René Percheron démontre que la chevecerie était accessible aux chanoines *ad effectum* (1) (février 1570).

Le chevecier était nommé par l'Évêque et installé par le chantre. Le nouveau dignitaire prêtait serment de remplir les devoirs accoutumés, ainsi que d'acquitter les droits ordinaires. Une caution était versée pour la garantie de l'administration dont le chevecier était responsable. Le chevecier Jacques Gaultier s'était refusé à fournir caution; il y fut contraint par le Chapitre. Il l'offrit en la personne de M^e Nicolas de Baste, chanoine de Chartres (2).

Au chœur de la cathédrale, le chevecier occupait, aux termes du règlement de janvier 1221, la dernière des stalles hautes de gauche (3).

..

Les attributions du chevecier étaient multiples. Une des plus importantes était la conservation des objets précieux destinés au culte et du matériel de l'église (4).

Un certificat de 1511 atteste que le chevecier était chargé de la garde de la Sainte Châsse, des Reliques et autres trésors de l'église de Chartres, « tant de jour que de nuit ». Il devait entretenir un certain nombre de personnes, affectées à ce soin (5). La responsabilité du chevecier n'était pas illusoire : en cas de détournements ou de disparitions d'objets, ce dignitaire était obligé de les remplacer par ses propres moyens. Cela se produisit à diverses reprises : un urceau, un goupillon et un calice d'argent ayant été perdus *per culpam et negligentiam Capicerii... seu ejus ministrorum*, le chevecier fut tenu d'en acheter d'autres à ses frais, « jusqu'à douze marcs d'argent ». Le Chapitre se montrait généreux, en remettant par grâce spéciale le montant de la valeur qui dépassait douze marcs (6). — Un chandelier d'argent avait été volé sur le grand autel : par ordonnance capitu-

(1) Arch. dép., G, 891.

(2) Arch. dép., G, 891.

(3) V. certif. du Chapitre *in fine*; B. m., ms. 1009-4, f^o 329.

(4) V. une délibération capitulaire du mardi de la fête de SS. Gervais et Pro-tée, 1414 : « *Item dicti Domini Capitulantes eidem Capicerio, eodem die recepto, exposuerunt et dixerunt quod ad causam dicti Capiceriatus, ipse habet custodiam Ecclesiae ac jocularum et aliorum ustansiliorum, capparum, mapparum et aliarum rerum ad serviendum Ecclesiae et personis ac administrationem hujusmodi rerum...* ». Arch. dép., G, 891. — V. B. m., ms. 1007, R. c. 1414. — V. Ch. gén. Saint-Jean, 1370.

(5) Arch. dép., G, 132, C. XX bis : Chefcerie, n^o 4.

(6) Arch. dép., G, 891 : Chapitre général de la Purification, 1355. — B. m., ms. 1007-2.

laire, le chevecier fut condamné à en fournir un autre à ses dépens (1). — Une chemise posée sur la Sainte Châsse ayant été dérobée, injonction fut signifiée avec rigueur au chevecier d'informer et de faire justice; *alioquin in ejus negligentiam Capitulum providebit...* (2) Des inventaires périodiques très sérieux étaient effectués. Le chevecier était sommé d'y assister par lui-même ou par ses procureurs. Le Chapitre général de la Purification 1365 prescrivit un inventaire annuel, qui aurait lieu les jours suivant la Pentecôte (3).

Le chevecier pouvait assurer la police de l'église par des gens armés, si besoin était (4), et même par des chiens (5). Il avait droit à partie des amendes payées par les délinquants, coupables de méfaits commis dans l'église (6).

*
* *

Le chevecier pourvoyait aux offices de marguilliers clercs et laïcs de la cathédrale (7). Des difficultés s'élevèrent au sujet de ces collations. Le Chapitre dut donner, en 1651, un certificat attestant que les provision, collation et disposition des offices de marguilliers clercs et laïcs appartenaient au seul chevecier de l'Église, à l'exclusion de tous autres (16 janvier). Une décision du maire de Loëns, en date du 23 mars suivant, refusa d'admettre la résignation consentie par André Pelletier en faveur de Mathurin Rossignol, par ce motif que le chevecier était seul qualifié pour désigner les porte-masses (8). Un sieur Pierre Cornu discutait cette jurisprudence et affirmait que tous les offices à la nomination du chevecier pouvaient être résignés. Une sentence de Loëns, du 19 juin 1668 (9), rejeta ces prétentions.

Plusieurs arrêts intervinrent ensuite entre le chevecier Louis de Bricourt et les marguilliers « lays » qui avaient embrassé la cause de Cornu. Un arrêt de règlement, rendu au profit des trésoriers de

(1) Arch. dép., G, 131, C. II, F F, n° 2 : ordonnance du 26 avril 1553.

(2) Arch. dép., G, 891, samedi 7 novembre 1523.

(3) Arch. dép., G, 891. — V. aussi Chap. gx. Saint-Jean 1344, 1355 (Arch. dép., G, 504); Chapitre général Saint-Jean 1486, etc.

(4) Arch. dép., G, 891, R. c., 1322, jeudi de la fête de Saint-Mathieu.

(5) Arch. dép., G, 891. Il y avait deux chiens dont la nourriture fut mise à la charge du chevecier (1463).

(6) Arch. dép., G, 891, lundi après *Quasimodo*, 1345.

(7) Arch. dép., G, 131, C. III, C, 1. — *Cart. N.-D.*, II, p. 270 : Coutumes de l'Église de Chartres, charte de l'an 1330 environ. — V. aussi *Polyptique de Notre-Dame*, *Cart. N.-D.*, II, p. 280.

(8) On appelait ainsi les marguilliers laïcs.

(9) Arch. dép., G, 132, C. XX bis, nos 18-19.

Reims contre leurs marguilliers laïcs, conservait les trésoriers dans leur droit de collation; il fut déclaré commun à l'Église de Chartres. Cependant les marguilliers laïcs obtinrent la permission de disposer de leurs offices « au profit de toutes personnes capables et idoines, âgées de 18 ans et plus, toutes fois et quand bon leur semblerait, à la charge de prendre les provisions de l'intimé (chevecier) ou de ses successeurs » et d'acquitter les droits exigés pour l'expédition et le sceau des provisions. « Moyennant ce, serait ledit chevecier tenu de délivrer en bonne forme les provisions des dites charges et d'y recevoir les successeurs des appelants (1) ». Suivant délibération du 23 septembre 1663, il avait été décidé que, si le chevecier refusait de bailler les provisions aux marguilliers ou au portier, le Chapitre les donnerait lui-même. Ainsi les prérogatives du chevecier se trouvaient atteintes. En tout cas, la situation n'était plus très nette et toutes ces décisions de justice étaient plus ou moins contradictoires.

La juridiction revendiquée par le chevecier sur les marguilliers souleva plusieurs contestations, soit de la part du Chapitre, soit de la part des intéressés. Aux termes de la charte sur les coutumes de l'Église, le chevecier avait toute juridiction sur les marguilliers clercs et laïcs, sauf en ce qui regardait les fautes dont ils se rendaient coupables à l'église, dans leur service : auquel cas la répression appartenait au Chapitre (2). En 1369, (3) un marguillier de l'Église de Chartres avait été cité devant le Chapitre pour divers crimes, entre autres, concubinage. Le chevecier réclama la cause, mais le Chapitre répondit qu'il ignorait si la juridiction du chevecier sur les marguilliers était compétente en pareille espèce. Des commissaires furent nommés, sous toutes protestations de droit du chevecier. Finalement, le Chapitre condamna lui-même le marguillier à l'amende et à l'interdiction de séjour, avec permutation obligatoire de son office. Par une délibération du mardi après la Saint-Rémi 1369, il fut arrêté que le Chapitre avait juridiction sur les marguilliers, *quando delinquant in officiis suis et in servitio Ecclesiæ et alias contra Ecclesiam et Capitulum*. Selon ordonnance du Chapitre général de la Saint-Jean 1504, les juridiction, correction et punition des marguilliers clercs à l'occasion du service divin, tant au chœur qu'au dehors, furent déclarées ressortir de toute

(1) Arrêts des 16 mai et 18 juillet 1690. — V. Janvier de Flainville, *Histoire*, aux mots : Chapitre, Chevecier, p. 597. — V. Arch. dép., G, 132, C. XX bis, n° 20, f° 274 v°.

(2) Arch. dép., G, 891.

(3) Arch. dép., G, 891. Cette liasse contient divers documents relatifs à la juridiction du chevecier sur les marguilliers.

antiquité au Chapitre et non au chevecier (1). Le Chapitre général de la Purification 1509 confirma cette décision, mais il précisa : « *jurisdictionem et correctionem caeterorum vero criminum et delictorum et actionum de parte ad partem ad dictum Capicerium prima instantia spectare et pertinere* ». Le chevecier accepta cette sentence (27 octobre 1515).

Si le chevecier jouissait d'une certaine autorité sur les marguilliers, il avait par contre à l'endroit de ces officiers de très lourdes obligations. En effet, les marguilliers clercs et laïcs vivaient dans une maison commune appelée la **marguillerie** : leur nourriture et leur entretien étaient à la charge de l'Évêque et du chevecier. Des difficultés nombreuses s'élevèrent ; diverses déclarations ou transactions furent signées ou conclues ; un arrêt du Parlement intervint même le 22 février 1648 entre les marguilliers, d'une part, Jacques Lescot, évêque de Chartres, et Mathurin Tulloue, chevecier, d'autre part.

. . .

Le chevecier avait d'intéressantes prérogatives quant à la nomination des chapelains de la cathédrale. Il présentait à neuf autels, à la collation du sous-doyen : Saint-Laurent, le Crucifix, les Apôtres, les Confesseurs, Saint-Vincent, Saint-Potentien et Saint-Savinien, Saint-Denis, Saint-Pierre-ès-Liens, Saint-Christophe (2). Il avait la collation de six autels : (un dans l'église d'en haut, cinq dans l'église d'en bas) : Saint-Étienne de Cantorbéry, La Trinité-ès-Crypte, Saint-Clément, Sainte Catherine-ès-Crypte, Saint-Paul et Sainte-Marguerite (3). En outre, d'une façon générale, le chevecier était regardé comme le collateur ordinaire des autres autels de l'église d'en haut et d'en bas, qui n'étaient pas réservés au doyen ou au Chapitre lui-même (c'est-à-dire : Sainte-Anne, Saint-Éloi, Saint-Julien, les Anges et les Vierges) (4). Dans la charte de Pierre de Celle accordée au chevecier Gautier (5), figurait déjà le droit de pré-

(1) Arch. dép., G, 484.

(2) Ces autels faisaient partie des « Dix autels ». L'autel Saint-Jean-Baptiste (appelé à tort Saint-Léon dans le pouillé) était seul à la présentation du doyen.

(3) Ces autels passaient pour très anciens. V. pouillé du diocèse.

(4) Charte d'usages de l'Église, déjà citée. — Arch. dép., G, 131, C. III, C, 1. — *Cart. N.-D.*, II, p. 279. — V. encore *Polyptique de N.-D.*, *Cart. N.-D.*, II, p. 280 ; et t. I, Intr. p. LXXXV.

(5) Sans date (1180-1183?). Arch. dép., G, 132, C. XX bis, n° 1, avec cette note : « La présentation à la chapelle Saint-Jean a été prescrite par les cheveciers contre les doyens. » — V. aussi *Cart. N.-D.*, I, XCVII, p. 205.

sensation de tous les chapelains servant hors du chœur ou aux autels de la crypte. Le chapelain de la Sainte Châsse fut nommé par le chevecier jusqu'en 1610, date à laquelle une ordonnance du Chapitre transféra ce droit aux marguilliers clercs (1). Le chevecier était très jaloux de ses prérogatives. Un chanoine de Chartres, Jean Lambert, avait fondé un autel en l'honneur de Sainte-Anne (2), avec cette stipulation que le desservant serait son clerc Simon aussi longtemps qu'il vivrait, et qu'après la mort de celui-ci le chapelain chargé de la garde du Chef de Sainte Anne serait titulaire de ce nouvel autel. Cette disposition fut jugée abusive par le chevecier Dreux de Bourbon; il estimait posséder la collation de tous les autels hors du chœur, de fondation ancienne ou récente, sauf des exceptions déterminées. L'affaire fut arrangée et le chevecier consentit à admettre le Chapitre comme collateur.

En cas d'absence ou de décès du chevecier, la présentation était faite par un chanoine ou un autre dignitaire commis par le Chapitre (3).

*
*
*

Le chevecier n'avait qu'une **seule prébende** qu'il choisissait après tous les dignitaires, (4). Il ne percevait que des émoluments simples. Selon le pouillé de Doublet, le revenu du chevecier était de deux cents livres, outre les divers casuels et sans le canonicat. Ne concluons pas de là que le chevecier était réduit à une trop maigre portion. Au XIII^e siècle, une charte de l'évêque de Chartres, Gautier, considérait déjà la chevecerie comme une dignité bien rémunérée. Cet évêque faisant allusion au cierge, fondé par le chevecier Milon, qui devait brûler jour et nuit devant la Sainte Eucharistie (5) ajoutait que cette obligation honorait la chevecerie de Chartres, *que salis habundat*, sans lui être onéreuse en aucune façon, *nullatenus* (6). Il résulte d'une lettre de l'évêque Pierre de Celles, que le chevecier jouissait du loyer des étaux et boutiques placés sous les portiques de l'Église, ainsi que du tiers des

(1) Ordonnance du 4 août 1610. Arch. dép., G, 132, C. XX bis, nos 15-18.

(2) V. *Cart. N.-D.*, II, CCCLIX, p. 197.

(3) Arch. dép., G, 891 : Chap. gén. de la Saint-Jean, 1365. Le chancelier fut commis pour présenter au sous-doyen les bénéfices et chapelles à la présentation du chevecier (B. m., ms. 1007-2). Le 17 juin 1364, le Chapitre désigna le chancelier pour recevoir résignation de deux chapelles à la présentation du chevecier.

(4) *Polyptique de Notre-Dame, Cart. N.-D.*, II, p. 284.

(5) Le chevecier devait entretenir un cierge perpétuel allumé devant le tabernacle; v. *Cart. N.-D.*, II, p. 123.— Arch. dép., G, 131, C. V, 6 et G, 134, C. LXVII, 13-14.

(6) *Id.*

«deniers de Pentecôte»(1). Un certificat donné par le Chapitre au chevecier Percheron en 1570 (2) constatait que ce dignitaire percevait quarante livres d'argent par an, la tierce partie des cires aux messes de la Chandeleur et les revenus d'un moulin à eau situé sur la rivière d'Eure : sur quoi, il était tenu de fournir à raison du tiers : 1^o le luminaire et l'encens de l'autel, ainsi que les cierges remis aux chanoines et officiers à la fête de la Purification (3); 2^o et le charbon qui brûlait derrière l'autel du chœur depuis la Toussaint jusqu'à Pâques (4). Si l'on ajoute à ces diverses redevances la nourriture des marguilliers, on reconnaîtra que la situation économique du chevecier était très complexe et l'on comprendra que, dans certaines circonstances, il ait demandé des exonérations au Chapitre.

*
* * *

Telles étaient les fonctions et les charges du chevecier de l'Église de Chartres. Ce dignitaire était inconnu dans beaucoup de chapitres. Il ne figurait pas parmi les huit dignitaires de Notre-Dame de Paris. Dans l'Église d'Orléans, il existait primitivement, mais il fut supprimé en novembre 1393 par bulle du pape Clément VII; sa prébende fut unie à la mense capitulaire et épiscopale. (5). Le Chapitre de Bayeux ne possédait pas de chevecier; mais les attributions de son neuvième dignitaire, le **grand couteur**, vicaire du trésorier, se rapprochaient de celles du chevecier de Chartres; il s'occupait des détails matériels et quotidiens du service tels que nettoyages, sonneries, garde des objets précieux, des ornements, etc... En 1752, la couturerie fut annexée à la fabrique (6).

(1) V. note 5, page 127.

(2) Arch. dép., G, 891.

(3) Arch. dép., G, 132, C. XX bis, n° 23.

(4) Des différends s'élevèrent à diverses reprises au sujet de cette obligation curieuse. En novembre 1370, le trésorier de l'Évêque et le chevecier avaient reconnu devoir *carbonem ministrare*, de la vigile de la Toussaint à celle de Pâques (B. m., ms. 1161, extraits R. c.). Une transaction intervenue entre le Chapitre, d'une part, l'Évêque et le chevecier, d'autre part, déchargea ceux-ci de la fourniture du charbon pour «le chariot de fer derrière le maître-autel», moyennant la livraison annuelle à l'œuvre de l'Église de 533 livres de cire jaune, neuve et vierge.

Une sentence arbitrale rendue entre le Chapitre, d'une part, M. Louis Guillard, évêque de Chartres, et M. Jean Claustre, chevecier, d'autre part, relativement au charbon nécessaire au feu du chœur durant l'hiver, régla que l'Évêque paierait deux tiers du charbon et le chevecier l'autre tiers (21 octobre 1528). Arch. dép., G, 132, C. XX bis, n° 6; G, 131, C. III, A, 73; et G, 433.

(5) F. de Villaret, *op. cit.*, pp. 476-477.

(6) *Église de Bayeux*, p. 99.

CHAPITRE XVI

LE PRÉCEPTEUR ET LE THÉOLOGAL

La prébende préceptoriale et la prébende théologale.

PRÉBENDE PRÉCEPTORIALE. — L'ordonnance rendue par le Roi en janvier 1560, sur les plaintes, doléances et remontrances des États d'Orléans, contenait la disposition suivante en son article 9 : « Outre la dite prébende théologale (visée à l'article 8), une autre prébende ou le revenu d'icelle demeurera destinée pour l'entretenement d'un Précepteur, qui sera tenu moyennant ce instruire les jeunes enfans de la Ville gratuitement et sans salaire; lequel Précepteur sera élu par l'Archevêque ou Évêque du lieu, appellez les **Chanoines** de leur Église et le Maire, Échevins, Conseillers ou Capitouls de la Ville, et destituable par ledit Archevêque ou Évêque par l'avis des dessus dits » (1).

Cette création d'un précepteur répondait aux vœux de la Chambre de Ville, mais elle mécontentait le chancelier et les membres du Chapitre. En effet, les écoles capitulaires étaient à leur déclin; et le précepteur serait pour elles un concurrent redoutable. En outre, la Compagnie considérait avec une véritable défiance « l'intrusion de l'Évêque et du Corps de Ville » dans l'enseignement et l'attribution des prébendes. Aussi le Chapitre ne mit-il aucun empressement à obéir aux prescriptions royales. En décembre 1564, l'ordonnance de 1560 n'avait pas encore reçu d'exécution à Chartres. Les maire et échevins firent assigner les grands vicaires de l'Évêque, le chancelier et les députés du Chapitre à comparaître à l'Hôtel de Ville, pour « trouver le moyen » d'affecter une prébende à un précepteur (2). Le chancelier ne se présenta pas à la réunion; aucune décision ne put être prise. La

(1) Du Rousseaud de Lacombe : *Loix canoniques et bénéficiales*, p. 75. V. aussi les autres recueils d'ordonnances.

(2) Arch. dép., G, 131, C. II, JJ, f^o 40 v^o, n^o 1.

municipalité s'efforçait de faire nommer par l'Évêque le sieur Desfreux, déjà directeur des écoles de la Ville. Le prélat n'acceptait pas ce candidat.

Enfin Guillaume Malherbault fut désigné, sans l'assentiment du Chapitre, qui refusa de lui délivrer les produits de sa prébende, sous prétexte que la Compagnie n'était obligée de supporter aucuns frais pour l'entretien des écoles publiques (1565). L'intervention énergique du Roi devint nécessaire; par lettres patentes de 1566 et 1567, Charles IX fit mettre en sa main les fruits d'une prébende pour le précepteur. Il manda au bailli de saisir les revenus des prébendes ayant vaqué depuis la publication de l'édit : « Et au régime et gouvernement des ditz fruitz et revenu établissez bons et loyaux commissaires, et par la main d'iceulx faictes fournir et délivrer la somme de deniers nécessaires pour l'entretenement dudict précepteur, à tout le moins dès et depuis son election et pour l'advenir, sans que puïssiez faire main-levée de la dicte saisie sans nous en advertir, ce que nous vous avons inhibé et deffendu, inhibons et deffendons... » (1).

Une instance fut engagée entre la Ville et le Chapitre. L'affaire fut enfin arrangée : Diogène le Fèvre ou Lefèvre, chanoine agrégé par le Chapitre, fut pourvu de la prébende préceptoriale. Reçu le 26 septembre 1567, il eut l'habileté de renoncer aux fruits saisis sur le Chapitre, afin de se concilier les bonnes grâces de ce dernier (2).

Si l'on en croit l'édit de Charles IX sur les remontrances du clergé, l'établissement d'une prébende préceptoriale souleva des protestations en beaucoup d'Églises. Vu les « différends et procez meus et pendans » au Conseil du Roi et dans les Parlements et afin « d'obvier à diversité de jugemens », l'exécution de l'article 9 de l'ordonnance de 1560 fut suspendue par édit du 16 avril 1571 (art. 8); dans l'arrêt d'enregistrement de cet édit, le Parlement exprima formellement le désir que « les Conciles, anciens Décrets et Pragmatique Sanction, fussent gardez ». L'article 33 de l'ordonnance de Blois (mai 1579) et l'article 13 de l'édit de Melun (février 1580) confirmèrent les dispositions de l'ordonnance d'Orléans, relatives aux précepteurs.

Selon un état des charges et obligations du pourvu de la prébende préceptoriale, dressé par Nicolas Janvier, principal du collège Pocquet, le titulaire jouissait de tous les droits attribués aux

(1) Arch. de Chartres, série Pbl, 37, 38, 39, 40. V. aussi Pbl, 45, extraits des R. c., en ce qui regarde la prébende du précepteur.

(2) Arch. dép., G, 431, C. II, J J, nos 2 et 3.

chanoines (1). Le précepteur devait prononcer une profession de foi, avant son entrée en fonctions.

Divers procès-verbaux témoignent que le Chapitre envoyait des députés visiter le collège, en sa qualité de « Supérieur » du principal et des régents (2).

Des difficultés s'élevèrent souvent entre la Ville et le Chapitre relativement à la prébende préceptorale. Nous ne citerons que deux litiges. En 1608, le Chapitre dut se défendre contre les entreprises des maire et échevins qui entendaient retenir les revenus de cette prébende, durant sa vacance. Une autre fois, la Ville avait fait apposer des scellés sur les effets du sieur Cordier, précepteur et principal du collège, au mépris des droits du Chapitre; une sentence des Requêtes du Palais, du 29 mars 1702, donna gain de cause à la Compagnie (3).

* *

PRÉBENDE THÉOLOGALE. — « L'Église, était-il écrit dans la requête présentée au Roi par l'évêque Godet des Marais lors du célèbre procès de 1700, veut que dans tous les diocèses il y ait des Théologaux en titre et qu'ils soient du Corps du Chapitre. Il y a dans l'Église de Chartres une prébende attachée à cette éminente fonction, si nécessaire au salut et à la conduite des fidèles. Sous l'épiscopat d'Odo et long-temps après, ce n'étoit que de simples commissions exercées par d'autres que des chanoines » (4).

L'origine des théologaux était ancienne. Les conciles de Meaux (ix^e siècle), de Latran (1179), de Bâle (5) (1431), les bulles des Papes, la Pragmatique Sanction (6) et le concordat de 1516 (7) prescrivaient l'institution d'un maître pourvu de grades universitaires, chargé des leçons de théologie et des prédications dans les églises cathédrales. Le Concile de Trente approuvait la création des théologaux. L'ordon-

(1) Arch. dép., G, 431, C. II, JJ, n° 40, f° 41 v°.

V. arrêt du 6 février 1652 dans le *Journal des Audiences*. — V. arrêt d'Aix, du 10 octobre 1622, et arrêt du Grand Conseil, du 2 décembre 1634, rapportés au *Journal du Palais*.

(2) *Eod. loc.*, n° 15.

(3) *Eod. loc.*, n° 17.

(4) Requête déjà citée, p. 20 — Pour l'Église d'Orléans, v. Foulques de Villaret, *op. cit.*, pp. 489 et 490.

(5) *Sess. 31, décr. 2.*

(6) *Titul. IV : de collationibus ; cap. II, § 10.*

(7) *Titulus V : de collationibus et primo de præbenda theologali : § statusmus.*

nance royale de 1560 réservait une prébende cathédrale à un docteur en théologie, qui annoncerait la parole de Dieu les dimanches et fêtes solennelles. « Ès autres jours, il fera et continuera trois fois la semaine une leçon publique de l'Écriture Sainte; et seront tenus et contrainsts les chanoines y assister, par privation de leur distribution » (1). L'ordonnance de Blois de 1579 renouvela ces dispositions (2).

A Chartres, en 1353, le Chapitre obtint du pape Innocent VI une bulle qui affectait une prébende avec tous droits canoniaux à un lecteur en théologie : *Statuerimus, disait le Pontife, quod ille cui de dicto officio [lectoris in theologia] pro tempore canonice provideri contingeret, quamprimum ipsius officii possessionem canonice adeptus existeret, esset et esse intelligeretur canonicus dictae ecclesiae ac stallum in choro et locum et vocem in Capitulo necnon cotidianas distributiones et alia quaelibet emolumenta et jura canonicalia, sicut alii ejusdem ecclesiae canonici, integre consequi debeat et habere* (3).

Un arrêt du Parlement, rendu le 19 janvier 1544 en faveur du Chapitre contre M^e Pierre Merlin, chanoine théologal de l'Église de Chartres, condamna ce dernier : 1^o à faire toutes les semaines en Chapitre Saint-Piat une leçon en théologie et même deux, s'il n'y avait point d'empêchement légitime, pendant une heure entière depuis sept heures jusqu'à huit heures; 2^o et à prêcher les jours de dimanche au moins dans la nef de l'église, depuis une heure de l'après-midi jusqu'à deux heures. L'arrêt exemptait le théologal de toute assistance au chœur durant ses occupations et le déchargeait du point, sur certificat régulier remis au Chapitre (4). A la suite de cette sentence, un accord interprétatif fut conclu entre Merlin et le Chapitre; le théologal s'engagea à accomplir désormais la grande semaine, à condition d'être dispensé de lectures et prédications pendant celle-ci, et il accepta d'acquitter les services portés à son nom au tableau « sis à l'aigle du chœur ». Mais il fut expressément convenu que le théologal jouirait de toutes grâces et de tous « jours de quartier », comme les autres chanoines (5).

La nature des fonctions du théologal emportait l'obligation d'une résidence effective continue. Des sanctions furent prises contre ceux qui s'absentaient sans motifs sérieux, tels que le théologal

(1) Article 8.

(2) Articles 33 et 34.

(3) B. m., ms. 330, f^o 286. — V. aussi sur les maîtres en théologie du xiv^e siècle : B. m., ms. R. c. 1007-2, f^o 201.

(4) Arch. dép., G. 131, C. I, Q, f^o 20 r^o, n^o 1.

(5) *Eod. loc.*, n^o 2.

Marquet (1). En cas de maladie du titulaire, un suppléant était nommé (2).

(1) Arch. dép., G, 131, C. I. Q, f° 20.

Cl. Pragmatique Sanction et Concordat : *Quoties in hujusmodi lectura deficere contingerit, ad arbitrium Capituli per subtractionem distributionum totius hebdomadae puniri possit.*

(2) Du Rousseaud de Lacombe note qu'à Paris les théologaux n'étaient pas très chargés; ils n'avaient à prononcer que trois ou quatre sermons par an, sans faire de leçons, parce qu'il existait des sermons fondés et des Universités où l'on enseignait la théologie et où étaient expliquées et commentées les Écritures (*op. cit.*, Théologal, pp. 205 et s.).

CHAPITRE XVII

LE PERSONNEL SUBALTERNE

Pour l'exécution de l'office divin et l'entretien de l'église et des objets liturgiques, le Chapitre de Chartres employait un nombreux clergé inférieur et divers agents laïcs. Ces serviteurs avaient chacun une mission déterminée dans l'organisation du culte ; ils contribuaient à la magnificence de ces cérémonies religieuses qui attiraient la foule des fidèles sous les voûtes de la cathédrale et répondaient par leur splendeur à l'importance et à la célébrité du Sénat de Notre-Dame.

I

Les habitués du Chapitre.

On comprenait sous le nom d'habitués du Chapitre : les clercs de chœur (chapelains, heuriers et matiniers), le clerc de l'Œuvre, les maîtres de musique et de grammaire, l'organiste et les chanoines de Saint-Piat et de Saint-Nicolas (1).

CHANTRES, HEURIERS, MATINIERS. — « De sorte que comme David et Salomon son fils, écrit Rouillard, établirent au temple les princes des prestres, les lévites, les chantres et psalmistes, mesme institution auroit esté practiquée en l'Église de Chartres; et d'ancienneté les clercs inférieurs d'icelle destinez au chant et à la psalmodie devoient estre au nombre de vingt et quatre, aians un nom de fort bon augure d'heuriers et matiniers, les premiers démonstrans

(1) Transaction du 8 mars 1558; Arch. dép., G, 504. Nous étudierons spécialement ici les heuriers, matiniers, le clerc de l'Œuvre et les chanoines de Saint-Piat et de Saint-Nicolas.

l'assiduité qui se doit rendre aux louanges divines aux heures prescrites, soit de jour, soit de nuit.. ; et les autres, la diligence que l'on doit à ce saint ministère dès l'aube du jour et naissance du soleil... » (1).

D'après une ordonnance du Chapitre général de la Purification 1483, huit heuriers devaient être prêtres (2) Quelques-uns d'entre eux étaient pris parmi les curés du diocèse; le Chapitre les faisait, au besoin, dispenser par l'Évêque de résidence dans leurs paroisses (3).

Quand le Chapitre présentait un heurier et matinier aux ordres sacrés, l'Évêque ne pouvait vérifier la capacité ou l'idonéité canonique du candidat, avant de procéder à la collation. Louis de Vaucemain, qui avait émis la prétention contraire, dut y renoncer sur l'avis des trois plus anciens chanoines de l'Église, choisis comme interprètes des usages (4).

Avant d'être admis, les heuriers et matiniers étaient examinés par le Chapitre ou ses commissaires (5).

Ils prêtaient, selon une formule déterminée (6), le serment de satisfaire aux devoirs de leur charge.

En cas de manquement grave, le Chapitre privait le délinquant de distributions et lui infligeait une amende; il pouvait même le révoquer. Un arrêt du Parlement du 11 décembre 1642, rendu au profit du Chapitre contre François Grémy, ancien heurier et matinier, décida implicitement à l'encontre des conclusions de celui-ci que la cessa-

(1) Parthénie déjà citée, f^{os} 115 et 116. — V. aussi la *Vieille Chronique*, p. 57 : *Item pro dicto servitio sunt instituti viginti quatuor alii, qui dicuntur horari et matutinari...*

Pour l'Église de Bayeux, v. *op. cit.*, p. 257.

(2) Arch. dép., G, 504, R. c., f^o 180 v^o : *Capitulum, ut melius et serius et devotius dictum divinum servitium in Ecclesia celebretur, ordinavit quod a caetero erunt octo horarii et matutinari presbyteri boni et sufficientes ad hujusmodi servitium divinum.*

(3) Arch. dép., G, 132, C. XI, 28. — V. cependant l'ordre du service de N.-D., Arch. dép. G, 354, et *Cart. N.-D.*, II, p. 236 : *Item ordinatum est quod nullus curam habens animarum ad officium Matutinarum vel aliud officium chori assumatur, quamdiu alius ydoneus valeat inveniri* (Ch. gén. Purification 1297).

(4) V. Souchet, *Hist. Diocèse*, t. III, année 1353, p. 194.

(5) Ordre du service déjà cité : *Item ordinatum est quod in institutione eorumdem matutinariorum ipsi examinentur ex parte Capituli et si aliqui minus ydonei inveniantur per Capitulum expellantur.*

Une délibération du Chapitre général de 1312 décida que les commensaux des chanoines pouvaient seuls être clercs de choeur.

(6) *Juraverunt servire Ecclesiae et interesse horis et matutinis et aliis officiis Ecclesiae debite et continue et servare introitus et exitus ordinatos secundum antiqua statuta Ecclesiae et, si defectum aliquem faciant, non accipient aliquid de emolumentis vel distributionibus horarum, matutinarum et officiorum praedictorum* (acte du Chapitre général de la Saint-Jean 1364; Arch. dép., G, 504).

tion de l'emploi emportait de plein droit la destitution du bénéfice, qui était manuel et amovible (1).

Les heuriers et matiniers devaient résider à Chartres et assister chaque jour aux offices célébrés en l'église cathédrale. A maintes reprises, le Chapitre dut prendre des mesures et appliquer des sanctions pour empêcher ces clercs de s'absenter ou de quitter le chœur avant la fin des exercices religieux. Des ordres rigoureux étaient donnés au pointeur; un tarif d'amendes était même établi. Malgré tout, si l'on en juge par le nombre d'infractions relevées, les défauts de matines et de grand'messe étaient fréquents. En cas de maladie, des exemptions de présence étaient accordées, sous diverses conditions et après information préalable. L'heurier et matinier, qui avait une cause légitime d'absence, pouvait se faire remplacer par un confrère ou un clerc idoine (2). Les heuriers et matiniers habitaient dans une maison commune sise au cloître, qui fut déclarée, « maison canoniale » (3) par ordonnance du Chapitre général de la Saint-Jean 1446.

L'heurier et matinier de semaine devait arriver le premier au chœur, le matin et à chacune des « heures »; il mettait le grand livre ou le petit livre, selon la solennité du jour, il entonnait les psaumes et allumait les chandelles, en cas de besoin (4).

Les revenus des heuriers et matiniers furent augmentés par plusieurs libéralités, notamment par une donation du 4 octobre 1232. Outre la rente de dix sous créée en 1190 par l'évêque Renaud de Mouçon, les clercs de chœur et les habitués jouissaient de quelques fondations et anniversaires (5). Une transaction de 1558, passée devant un notaire de Chartres, décida que le Chapitre paierait chaque année à ses habitués une somme de sept cent cinquante livres et que désormais ceux-ci ne pourraient rien prétendre sur les fondations anciennes; quant aux nouvelles, l'intention de leurs auteurs serait respectée et, à défaut de clauses précises, le Chapitre ordonnerait telle répartition qu'il estimerait opportune. Un arrêt de 1625 prescrivit aux habitués de s'en rapporter à la Compagnie, quand rien n'aurait été spécifié dans les actes de donation (6).

(1) B. m., *Miscellannées*, t. LXXV, p. 82. Le Chapitre avait toute juridiction spirituelle et temporelle sur les habitués (Arch. dép., G. 504.).

(2) V. Ordre du service N.-D., p. 236.

(3) Arch. dép., G. 504. Les heuriers et matiniers ne devaient pas coucher hors de la ville, circuler dans les rues en tenue séculière, fréquenter les cabarets ou s'adonner au jeu. Ils devaient honneur et respect aux membres du Chapitre.

(4) Arch. dép., G. 131, C. II, BB, 6.

(5) Se reporter au *Cart. N.-D.*, *passim*, et *Intr.*, p. lxxxvj, notes 5 et 6,

(6) Arch. dép., G. 504.

LE CLERC DE L'ŒUVRE (1). — Les charges de cet officier, dit M. Lucien Merlet, étaient variées et considérables. Il devait prêter le serment : 1^o de remplir ses fonctions « bien, fidèlement et avec diligence » ; 2^o de rendre compte, *bonum compotum et legitimam rationem et reliqua restituere cum effectu* (Ch. gén. de la Saint-Jean 1374) ; 3^o et de ne pas quitter la ville de Chartres sans permission du Chapitre ou des membres de la Fabrique, si ce n'était pour les affaires de l'Œuvre. Il s'engageait à résigner son office au prochain chapitre général de la Saint-Jean, date de la nomination de son successeur. Le clerc de l'Œuvre baillait caution lors de sa réception ; s'il ne pouvait en fournir une personnellement, ses proches parents étaient autorisés à donner une garantie, une affectation hypothécaire, par exemple (2).

Plusieurs règlements furent publiés sur les obligations du clerc de l'Œuvre (3). Un statut, en date du 11 août 1734 (4), exigeait que ce clerc fût de caractère doux, honnête, vigilant, propre, économe, « actif pour soulager » les commis du Chapitre à l'Œuvre (5). Au début de son exercice, le clerc de l'Œuvre prenait en compte sur inventaire les meubles, effets, bijoux et ornements de l'église. Il faisait la recette des blés, denrées et revenus extraordinaires dus à l'Œuvre ; il lui incombait de diligenter les paiements, de renouveler les baux et les rentes. Dans ses attributions entraient encore la garde des trones dont les commis avaient les clés, les réparations de l'église, de la maîtrise et de tous les bâtiments de l'Œuvre, la fourniture des cires, linges, plombs, etc. dont l'Œuvre était tenue, le soin des ornements, tentures, calices, bassins et vases, le blanchissage des

(1) Se reporter aux liasses 504 et 505 des Arch. dép., série G ; on y retrouvera diverses ordonnances des chapitres généraux et ordinaires que nous n'avons pu reproduire ici.

V. aussi sur « l'Œuvre » : A. Lecocq : *La Cathédrale et ses Maîtres de l'Œuvre* (M. s. a., t. VI ; Chartres, 1876, pp. 396-479), et la savante étude récemment publiée par M. Jusselin : *La Maîtrise de l'Œuvre à N.-D. de Chartres*, où il est traité du clerc de l'Œuvre, pp. 28, 29. M. Jusselin donne une définition de la *fabrica Ecclesiae Carnotensis* ; c'est « à la fois une gestion financière et un atelier de travail, le tout ayant pour objet la conservation et l'embellissement de l'église dans toutes ses parties, monument, objets meubles et immeubles ; gestion fondée sur une comptabilité en deniers et sur une comptabilité-matières représentée par des inventaires périodiques ». Cette Fabrique comprenait : les chanoines administrateurs, le clerc de l'Œuvre, le maître de l'Œuvre, les maîtres ouvriers-jurés et ouvriers de l'Œuvre. Le clerc de l'Œuvre était souvent prêtre.

(2) B. m., R. c., 1009-21, f^o 130 v^o, et 1009-18, f^o 203. — V. aussi Arch. dép., G, 504.

(3) Chap. généraux de 1361, 1414, 1567, 1654, 1706, 1734, etc.

(4) B. m., R. c., 1009-18, f^os 203 v^o-210 r^o.

(5) Le clerc de l'Œuvre rendait ses comptes au moins tous les mois (Chap. gén. du 11 juillet 1669).

aubes, nappes, etc... Le clerc de l'Œuvre prenait toutes dispositions nécessaires pour que les porte-masses, queux, sous-queux et valets accomplissent les divers travaux d'entretien ou de propreté; il possédait une copie des obligations de chacun de ces serviteurs et s'assurait de leur exécution régulière. Il devait, deux fois par semaine, visiter les plates-formes, galeries, toitures de l'église, les orgues, charpentes; cloches, cordages et échelles (1).

Le clerc de l'Œuvre passait les marchés courants de fournitures ou de réparations, il surveillait les ouvriers employés et réglait leur salaire. En ce qui concernait les affaires importantes : baux, réparations considérables, acquisitions de marchandises de prix élevé, travaux extraordinaires, le clerc de l'Œuvre devait solliciter les instructions des commis du Chapitre. Chaque année, au chapitre général de Saint-Jean, le clerc de l'Œuvre présentait son compte avec toutes pièces justificatives. Les éléments de ce compte étaient vérifiés et le montant définitif était arrêté, après avis des chanoines commis à l'Œuvre; le tout était rapporté en Chapitre pour approbation. Telles étaient très sommairement résumées les fonctions du clerc de l'Œuvre. Nous ne pouvons les étudier en détail; qu'il nous suffise de dire que l'ordonnance de 1734 avait soixante-quinze articles.

Lorsqu'il travaillait pour l'Œuvre, le clerc était exempt du point et percevait toutes les distributions. Il logeait dans une maison de l'Œuvre, sise au Cloître; mais il lui était interdit expressément de la sous-louer, d'y établir un magasin ou un commerce et d'y recevoir des pensionnaires, femmes et filles. Un jardin près la porte Châtelet avait été concédé par le Chapitre au clerc de l'Œuvre.

Le revenu du clerc de l'Œuvre était évalué par Doublet, en son pouillé, à cinq cents livres. Un décompte compris dans la liasse 504 des Archives d'Eure-et-Loir indique un chiffre un peu supérieur (2).

LES CHANOINES DE SAINT-PIAT. — Le Chapitre Saint-Piat n'était pas une institution analogue au Chapitre Notre-Dame ou aux Chapitres Saint-Aignan, Saint-André et Saint-Maurice de Chartres. Saint-Piat était une simple chapelle érigée à l'abside de la cathédrale, en bâtiment hors-œuvre, « d'une excellente stucture, écrivait

(1) Le clerc de l'Œuvre devait porter les clés sur lui et se trouver le matin à l'arrivée des ouvriers, lors de l'ouverture des chantiers (Chap. gén. de la vigile de la Saint-Barthélemy 1361).

(2) Le clerc de l'Œuvre avait sous ses ordres le serviteur de l'Œuvre (Arch. dép., G, 504 et 505). Celui-ci accomplissait les besognes matérielles, sonnait les cloches, nettoyait les clochers et l'église, soufflait aux orgues et aidait les valets et éteigneurs de chandelles dans leur service.

Rouillard, toute de pierre de taille, à double voûte (1) ». Un chapitre de douze chanoines entièrement soumis à l'autorité du puissant Chapitre cathédral y avait été fondé par Aymery de Chastellux du Chasteau-Luisant, auparavant évêque de Chartres, docteur ès droits, auditeur de la Chambre apostolique, cardinal du titre de Saint-Martin-des-Monts. En 1349, ce prélat fit don à l'Église de Chartres d'une somme de douze mille florins d'or destinés à acheter des biens et héritages produisant trois cents livres de rentes annuelles et perpétuelles, avec stipulation que ces revenus serviraient à la dotation d'un chapitre composé de prêtres, diacres, sous-diacres et acolytes. Ces chanoines devaient célébrer journellement le service divin en la forme et la manière accoutumées (2). Ces conditions furent acceptées et la chapelle Saint-Piat fut érigée en collégiale (1371).

Afin de pouvoir récompenser ses « habitués » par l'attribution de canonicats et d'exciter ainsi le zèle des clercs de chœur, le Chapitre Notre-Dame se fit confier par une bulle du pape Martin V la collation exclusive des prébendes de Saint-Piat et des autres chapelles de la cathédrale, au profit des seuls heuriers, matiniers et clercs de l'Église Notre-Dame (11 mai 1430). Cette bulle, appelée « bulle martinienne », fut mise en vigueur en 1434 (3).

Le Chapitre de Chartres reconnut bientôt les inconvénients qui résultaient de l'élévation de clercs inférieurs au rang de bénéficiers inamovibles. Il était impossible de tolérer l'indiscipline des subordonnés du Chapitre, enhardis par le sentiment qu'ils avaient de leur indépendance de fait, sinon de droit. Pour remédier à cet état de choses, le Chapitre fit adresser une supplique au pape Paul IV par le roi de France, Henri II. Il était demandé au Pontife de confirmer la bulle martinienne et en même temps d'accorder au Chapitre « la faculté de dépouiller les titulaires des canonicats et chapelles de la cathédrale dénommés en la bulle, lorsque ces bénéficiers ne rempliraient pas leurs charges et devoirs » (4). Le Pape accueillit cette requête.

La jurisprudence du Parlement était favorable au Chapitre; nous citerons : 1^o un arrêt du 9 juillet 1558, obtenu par l'heurier Gilles Sohier; 2^o un autre arrêt du 25 janvier 1560 (5), maintenant les

(1) Rouillard, *Parthénie*, f^o 144; de Lépinos, *Hist. Chartres*, I, p. 211.

(2) Arch. dép., G, 131, C, VI, B, n^o 1, f^o 158 r^o; Arch. dép., G, 544 : 250 livres de rentes furent constituées par le roi Jean, qui avait reçu du Chapitre un don de 5.000 livres prises sur le legs d'Aymery. — V. aussi *Vieille Chronique*, p. 27; *Nécrologe*, *Cart. N.-D.*, III, p. 16.

(3) Arch. dép., G, 131, C, VI, A, 1; et G, 620.

(4) Arch. dép., G, 131, C, VI, A, 5, 7; et G, 620.

(5) Arch. dép., G, 131, C, VI, B, 3 et 4; il existait aussi un arrêt de 1563 en même sens.

heuriers Quartier et Langlois dans leur canonicats contre les sieurs Tunais et Haches, qui se disaient promus en Cour de Rome; 3^e et un arrêt de 1707, confirmatif d'une sentence des Requêtes du 17 avril 1706, qui reconnaissait le droit de collation du Chapitre dès le congédiement du titulaire (1).

Nous n'avons pas à étudier l'histoire du Chapitre Saint-Piat (2), ses richesses et ses nombreuses fondations (3). Nous devons toutefois indiquer brièvement les règles qui présidaient à son organisation intérieure. Selon un statut capitulaire du 9 janvier 1655 (4), les chanoines de Saint-Piat étaient amovibles et soumis à l'autorité immédiate et à la juridiction totale du Chapitre Notre-Dame, tant au spirituel qu'au temporel. Ils ne pouvaient traiter aucune affaire concernant leur Corps ou leur chapelle sans solliciter l'autorisation du Chapitre cathédral ou obtenir de lui l'homologation des conventions passées directement. Qu'il s'agit d'acceptation d'une fondation, de constitution ou amortissement de rente, d'acquisition ou d'aliénation : l'agrément de la Compagnie était indispensable.

Aucune assemblée des chanoines de Saint-Piat ne pouvait être réunie qu'en présence et sous la direction des commis du Chapitre cathédral. Le procureur-syndic du Chapitre Saint-Piat, qui était élu chaque année, devait prêter, avant d'entrer en fonctions, un serment de fidélité au Chapitre Notre-Dame (5). Les propositions, les délibérations, les inventaires, les relevés de distributions, en un mot tous les actes de l'administration de Saint-Piat étaient

(1) Arch. dép., G, 431, C. VI, B, 10.

(2) Voici les termes essentiels d'une provision de chanoine de Saint-Piat : *Decanus et universitas venerabilis Capituli... dilecto nostro Magistro N... beneficium perpetuum seu canonicatum et praebendam capellae Sancti Pii in Ecclesia nostra fundatos et per horarios, matutinos atque alios servitores Ecclesiae nostrae juxta formam bullarum apostolicarum... deserviri solitos, quorum, occurrente vacatione, collatio, provisio atque omnimoda alia dispositio ad nos spectant et pertinent..., tibi praesenti et acceptanti tanquam horario matutinario Ecclesiae nostrae contulimus et donavimus...; investientes [te] dictis canonicatu et praebenda suisque juribus et pertinentibus universis praesentium tenore; quocirca canonicis Sancti Pii mandamus quatenus te vel procuratorem tuum legitimum nomine tuo et pro te in dictorum canonicatus et praebendae suorumque jurium ac pertinentium universorum actualement, realem et corporalem possessionem ponant et inducant inthronisentique.*

Arch. dép., G, 287. Défense était faite aux chanoines de Saint-Piat de recevoir de l'argent de leurs nouveaux confrères (Arch. dép., G, 504 et B. m., R. c., ms. 1009-3, f^{os} 39, 49).

(3) Sur le Chapitre de Saint-Piat : v. Arch. dép., G, 544 à 621.

(4) Arch. dép., G, 504.

(5) V. Arch. dép., G, 329, f^o 232 v^o, lundi 10 mai 1762, et *eod. loc.*, f^o 255 r^o, samedi 26 juin 1762.

communicables aux délégués du Chapitre, dont l'approbation était presque toujours nécessaire (1).

Le Chapitre de Saint-Piat n'était en réalité qu'une organisation bénéficiale destinée à la rémunération des clercs de chœur de Notre-Dame. Mais le titre de chanoine de Saint-Piat était agréable et l'apparence d'autonomie de cette petite communauté donnait aux heuriers et matiniers l'illusion d'être de véritables personnages (2).

LES CHANOINES DE SAINT-NICOLAS. — Ces chanoines étaient choisis, comme ceux de Saint-Piat, parmi les heuriers, matiniers et enfants de chœur. Les douze canonicats de Saint-Piat ne pouvaient rémunérer les vingt-quatre heuriers et matiniers, les autres clercs de chœur et les enfants de la maîtrise. Des généreux donateurs créèrent douze nouveaux canonicats.

Le chantre Nicolas Thiersault légua, le 3 octobre 1584, quatre cent vingt-cinq livres de rente perpétuelle destinée à l'établissement de six prébendes dans la chapelle Saint-Nicolas (3), au profit de six heuriers et matiniers présentés par le grand chantre et nommés par le Chapitre. Ces bénéficiers devaient chanter, le premier jour de chaque mois à l'issue de matines, une messe haute pour le repos de l'âme de leur bienfaiteur (4). Cette dotation fut augmentée peu après par la dame Jeanne de Magny qui laissa mille huit cents livres aux chanoines, et par Jean Jumeau, heurier et matinier, qui fit don à ses confrères de sept quarts de vigne sis en haut de la Crosnière, à charge d'un obit et d'une messe (8 janvier 1694). En 1720, les pré-

(1) V. Arch. dép., G, 334, R. c., f° 60 v°, Chap. gén. de la Purification 1784.

(2) V. B. m., ms. 1009-3, R. c., f° 67, 9 janvier 1655. Doublet, dans son *pouillé*, évalue le revenu du Chapitre de Saint-Piat à 3.000 livres, soit 250 livres par prébendier; il note que, lorsque les canonicats ne sont pas remplis, les distributions des vacants restent sous séquestre, ne se partagent point, mais retournent à la masse. Cf., les comptes de recettes et dépenses : G, 557 à 564; les chiffres indiqués à la liasse 564 sont assez élevés : 1200 à 1600 livres d'émoluments par chanoine.

Le Chapitre Saint-Piat avait des biens à Chartres, Luisant, Saint-Aubin, Voves, Béville-le-Comte, Gallardon, Baglainval, Bleury, Talvoisin, Gâs, Meslay-le-Vidame, Baronville, Roinville, Mévoisins, Senantes, La Boissière, etc. Il possédait la métairie de Pré, sur les paroisses de Prunay-le-Gillon et Berchères-l'Évêque (aujourd'hui, les Pierres).

(3) Sur la chapelle Saint-Nicolas sise au cloître, autrefois chapelle Saint-Serge et Saint-Bacche, qui fut détruite en 1703 par suite de l'agrandissement de la cour de l'évêché, v. Arch. dép., G, 624 et s. et de Lépine, *Hist. de Chartres*, t. I, p. 258.

(4) V. Arch. dép., G, 131, C. VI, K, f°s 172 et s. La donation fut acceptée par le Chapitre le 27 février 1588.

Des difficultés s'élevèrent au sujet de la collation des canonicats. Des candidats avaient obtenu des provisions de Rome après présentation par grand chantre; or le Chapitre entendait seul nommer. L'affaire fut jugée le 27 avril 1679 en ce sens.

vôts des marchands et échevins de Paris constituèrent en faveur des chanoines de Thiersault quatre-vingt-quatre livres de rente perpétuelle, au principal de trois mille trois cent soixante livres, sur l'Hôtel de Ville de Paris.

Six autres canonicats furent fondés dans la même chapelle de Saint-Nicolas par le chanoine Claude Louppereau, les 24 janvier et 27 octobre 1614. Aux termes de son testament, il réservait ces six canonicats aux heuriers et matiniers de l'Église, sous la condition que chacun d'eux dirait ou chanterait chaque jour, « à toujours », à la fin des matines une messe haute et diverses prières à son intention. Claude Louppereau donnait toutes ses terres aux nouveaux chanoines, notamment huit muids de terres labourables à Lucé, dix sous de rente sur le clos du Prieuré de Lucé, cinq arpents de pré et deux mille cinq cents livres à employer en fonds d'héritages (1).

Le Chapitre accepta cette libéralité et il établit une réglementation générale à l'usage des chanoines de Saint-Nicolas. Elle fut copiée sur le statut des chanoines de Saint-Piat (2). L'intervention du Chapitre Notre-Dame ou de ses officiers était soigneusement prévue en presque toutes circonstances. Les chanoines de Saint-Nicolas ne pouvaient consentir de baux ni vendre ou aliéner « aucune chose dudit revenu de leur bénéfice duquel les titres originaux resteroient en la garde du Chapitre pour plus de sûreté. » Il leur était interdit de résigner, même pour cause de maladie ou retraite.

Selon Doublet, le revenu du Chapitre Saint-Nicolas (Louppereau) était de sept cent vingt livres, soit cent vingt livres par chanoine; celui du Chapitre de Thiersault, de cent quatre vingts livres ou trente livres par titulaire de prébende (3). Les chanoines de Saint-Nicolas possédaient des terres à Lucé, Seresville, Prunay-le-Gillon, Ver-lès-Chartres, Boullay-Achères, Morancez, etc... Les revenus des chanoines, qui n'étaient qu'enfants de chœur tonsurés, étaient perçus par la maîtrise et appliqués aux frais de leur instruction.

(1) Arch. dép., G, 131, C. VI, L, 4, f° 177; Arch. dép., G, 628.

(2) B. m. R. c., ms. 1009-2, f°s 402 et s. (28 février 1615). Sur la nomination et l'installation des enfants de chœur dans les Chapitres Saint-Piat et Saint-Nicolas, v. Clerval, *op. cit.*, pp. 242 et s.

(3) V. Arch. dép., comptes de Saint-Nicolas, G, 631 à G, 637.

II

Les Marguilliers et autres serviteurs

L'Église de Chartres avait des marguilliers clercs et des marguilliers laïcs : *Item ad servicium continuum dicte ecclesie*, écrivait l'auteur de la Vieille Chronique, *sunt depulati sex diaconi, qui dicuntur matricularii sive sacriste..... Cum eis eciam sunt ad custodiam depulati duo matricularii laici, coquus, subcoquus, pulsatores campanarum et alii plures famuli...* (1)

Le nom de marguillier, en latin « *matricularius* », venait, selon Rouillard (2), « de la matricule qu'ils devoient faire et escrire anciennement, lorsqu'on apportoit baptizer les enfans dans les Églises Cathédrales, ce qui se faisoit aux festes de Pasques et Pentecoste. (3) »

a) LES MARGUILLIERS CLERCS. — Les marguilliers clercs ou sacristes devaient être *in sacris* et au moins diares. Un acte capitulaire du 2 mai 1368 ordonna à un marguillier *in minoribus* de faire desservir son office par un de ses confrères, et ce jusqu'à ce qu'il fût promu au diaconat (4). Une délibération du 15 août 1653 enjoignit aux marguilliers clercs de célébrer la messe tous les jours 'au commencement de matines; c'était les considérer comme prêtres (5).

La collation des six sacristes appartenait au chevecier (6). Nous connaissons déjà les diverses contestations qui s'élevèrent entre les cheveciers et marguilliers, au sujet des résignations (7).

(1) *Vieille Chronique : Cart. N.-D.*, I, pp. 60, 61.

(2) *Op. cit.*, f° 118.

(3) Huit marguilliers (quatre ecclésiastiques et quatre laïcs) existaient dans l'Église N.-D. de Paris (Guérard, *Cart. N.-D. de Paris*, prol., p. CLXII, avec de nombreux détails sur leurs fonctions).

Les « marelliers » ou marguilliers du Chapitre d'Orléans se divisaient aussi en deux classes : les clercs et les laïcs. Depuis la suppression de la chevecerie, ils étaient à la collation du Chapitre. Leurs fonctions consistaient à garder l'église et à prendre soin des ornements et des vases sacrés; ils devaient coucher dans l'édifice et ne pouvaient s'absenter (F. de Villaret, *op. cit.*, pp. 498 et 499).

(4) Arch. dép., G, 484 (R. c. de 1367 à 1376).

(5) Arch. dép., G, 484. — V. encore *Vieille Chronique*, loc. cit., et charte d'usages de 1330, *Cart. N.-D.*, II, pp. 270 et s.

(6) V. *Cart. N.-D.*, II, pp. 270 et 280 (*Polyptique N.-D.*).

(7) V. *supra*, pp. 125, 126.

La fonction de vicaire ou aumônier de l'Évêque et celle de frère de l'Hôtel-Dieu étaient réputées incompatibles avec l'office de marguillier clerc.

Le Chapitre jouissait du déport des bénéfices affectés aux marguilliers, vacants par mort ou démission (1).

Les marguilliers ne pouvaient s'absenter sans permission spéciale du Chapitre (2). Cependant, si l'on en croit les registres capitulaires, de nombreuses infractions aux règles de la résidence étaient commises par ces clercs; la Compagnie était souvent appelée à sévir contre les coupables, mais les sanctions demeuraient d'ordinaire inefficaces. Afin de mettre un terme à l'indiscipline des marguilliers, il fut ordonné que les autorisations d'absence ne seraient plus accordées qu'à titre exceptionnel et par les Chapitres généraux. Lorsque les marguilliers-clercs se rendaient en ville, il leur était recommandé de conserver l'habit clérical. S'ils avaient un congé, ils étaient tenus de se faire remplacer. Mais, en toute autre circonstance, il ne leur était pas loisible de confier leur charge à un suppléant ou de l'affermir, avec stipulation d'une rente ou d'une pension; maintes ordonnances exigeaient que les marguilliers accomplissent leurs fonctions *in propria persona*.

Les marguilliers clercs dinaient et soupaient dans la cathédrale (3), pendant leur temps de service. Le marguillier de semaine jouissait d'une chambrette aménagée dans la clôture du chœur; pour éviter les risques d'incendie, le Chapitre prohiba l'usage des paillasses. Quelques dispenses de résider ou de coucher dans l'église étaient parfois octroyées en des cas extraordinaires, par exemple : température excessive, infirmité ou très grand âge d'un marguillier (4).

Les sacristes vivaient en commun avec les marguilliers laïcs dans une maison sise près de la porte Saint-Jean, appelée « La Marguillerie ». A charge de certaines redevances et messes, le Chapitre donna en 1422 « pour toujours » aux marguilliers de l'Église les maison, cour, eau et jardin situés rue des Vasseurs, « attenant les murs de la ville ». Une sentence arbitrale du 10 juin 1559 établit un

(1) Arch. dép., G, 484; v. délib. du 22 décembre 1650.

(2) V. ordre du service de l'Église, Arch. dép., G, 131, C. I, A, 5 bis; Cart. N.-D., II, p. 237.

(3) Arch. dép., G, 484, Ch. gén. de la Saint-Jean 1334, fo 102 : *Item ordinatum est per Capitulum generale quod quilibet matricularius ebdomadarius prandere et cenare personaliter qualibet die ebdomadae suae in pulpito Ecclesiae teneatur et ibidem subditis suis et aliis honeste necessaria ministrare prout alias fieri consuetum.* — V. aussi Ch. gén. de la Purification 1361.

(4) Pour tous ces détails, pour les dates des diverses décisions et toutes références, cf. Arch. dép., G, 484.

règlement de la Marguillerie; il fut décidé qu'en cas de mort ou permutation, le choix de l'appartement vacant avec toutes ses dépendances appartiendrait au marguillier le plus ancien. Une déclaration de 1613 refusait aux marguilliers clercs le droit de faire inventaire et d'apposer des scellés dans leur maison, ces prérogatives étant réservées au Chapitre. La communauté des marguilliers possédait divers biens provenant de dotations et de fondations, notamment un four avec ses dépendances, connu sous le nom de « four Notre-Dame ou four des sacristes » (1).

L'entretien et la pitance des marguilliers clercs et laïcs étaient à la charge de l'Évêque et du chevecier. Cette obligation était fort lourde. De nombreux arrangements et diverses sentences déterminèrent l'importance des prestations exigibles. Nous citerons la transaction de 1455, sollicitée par Pierre Beschebien, à raison de la diminution des revenus de son évêché par suite des guerres et de la mortalité; la transaction du 27 mars 1468, conclue entre les marguilliers et l'évêque Miles d'Illiers; l'arrêt interlocutoire du Parlement du 3 septembre 1494, condamnant l'évêque René d'Illiers; la transaction du 11 décembre 1512, passée avec Erard de la Mark au sujet de fournitures de cires; celle du 5 avril 1574, avec Nicolas de Thou en ce qui concernait les vins et faistages, etc.; celle de 1611; une autre de 1614, entre l'évêque Hurault de Cheverny et le chevecier pour les aliments et les cires; la transaction du 16 février 1621, acceptée par l'évêque Léonor d'Estampes de Valençay; celle du 30 juin 1644, consentie par l'évêque Lescot; l'arrêt du Parlement du 22 février 1648, entre l'évêque Lescot, le chevecier Tulloue et les marguilliers, confirmatif des transactions de MM. Hurault et d'Estampes; enfin, une transaction du 30 juillet 1768, entre le Chapitre et les marguilliers, relative à l'égout des cierges (2). Il convient d'ajouter à ces titres deux chartes de 1280 sur les obligations de l'Évêque et du chevecier à l'égard des marguilliers et une déclaration de l'évêque Simon de Perruchay (1282) (3).

Nous ne pouvons étudier ces diverses conventions ou décisions de

(1) V. charte de Renaud de Mouçon, évêque de Chartres, du mois de mai 1213, dans le *Cart. N.-D.*, II, p. 71. Nicolas Doublet évaluait le revenu des marguilliers clercs à 450 livres (*pouillé* déjà cité).

(2) Arch. dép., G, 505 et 484; G, 131, C. IV, BB, f^{os} 117 et s., n^{os} 11, 13, 15, 16, 23, 24, 25, 27, 28, 32.

Pour l'arrêt de 1648, v. Arch. dép., G, 131, C. III, B, 13; v. aussi *Cart. N.-D.*, II, p. 62.

(3) V. *Cart. N.-D.*, II, CCCLXVII, p. 205; *eod. loc.*, CCCLXX, p. 221, et CCCLXXII, p. 225.

V. aussi B. m., ms. 1206, II, pp. 163, 173.

justice. Nous reproduirons seulement un passage caractéristique du dispositif de l'arrêt du 22 février 1648.

L'Évêque et le chevecier étaient condamnés « ...à entretenir le corps et bâtiment de la cuisine [des marguilliers] ou maison qui est au cloître de la dite église en bonne réparation, et les fournir et entretenir de vaisselle d'estain, pots et de toute sorte d'ustencilles nécessaires à icelle...; bailler et fournir aux dits demandeurs leurs pitances journallement, selon les jours et la saison, et fournir leur cuisine de toutes viandes nécessaires pour leur vie et selon leur condition à l'exception de leur pain et vin qui leur estoit baillé en gros; leur fournir de bois et de charbon, et payer le blanchissage de leur linge... »

Les obligations de marguilliers clercs étaient nombreuses. Un état, dressé par M. de Gach d'après un ancien cartulaire latin, les énumérait en dix-neuf articles (1). Elles peuvent se résumer ainsi : entretien et allumage du petit ou du grand luminaire et du cierge « grimaud » en Carême (2); garde des reliques, de la Sainte-Châsse (3), des ornements, linges, tentures, chapes, vases rangés dans les coffres et armoires; décoration de l'autel, préparation des livres nécessaires et des objets liturgiques; surveillance de la sonnerie au moyen de la commande d'avertissement; service près de la Sainte-Châsse pendant les processions. Une délibération du Chapitre général de la Saint-Jean 1364 prescrivait aux marguilliers clercs de ne pas laisser les laïcs et les femmes approcher du maître-autel, pendant la célébration des saints Offices (4).

b) LES MARGUILLIERS LAÏCS.— Ces deux officiers inférieurs, encore appelés porte-masses, étaient comme les marguilliers clercs soumis à une rigoureuse obligation de résidence. Une chambre située près du maître-autel, dénommée « chambre semainière des laïcs », leur était affectée; le marguillier de service devait y coucher, sous peine de

(1) B. m., R. c. 1009-20, f° 127.

(2) Les sacristes devaient surveiller l'allumage et l'entretien du cierge du Saint-Sacrement, jour et nuit (décision du 21 février 1668). La qualité des cierges était examinée par eux (Ch. gén. Purif. 1370; Arch. dép., G, 484).

(3) Les marguilliers clercs obtinrent le 27 janvier 1542 un arrêt des Requêtes du Palais les maintenant en possession et saisine « d'avoir sous l'autorité et juridiction du Chapitre la garde de la Sainte-Châsse, de la montrer, de recevoir oblations et offrandes, sans extorquer, exiger ou abuser... » (Arch. dép., G, 505). — V. aussi transaction du 11 novembre 1544 au sujet de ces oblations (Arch. dép., G, 484).

(4) Arch. dép., G, 484.

punition sévère. Mais les porte-masses, qui n'étaient point dans les ordres, contrevenaient souvent aux statuts capitulaires. Ils suscitaient de temps à autre des scandales par leurs sorties tardives ou leur turbulence. Certains, en dépit de toutes les admonestations, continuaient à découcher ou à s'enivrer (1).

Il était prescrit aux marguilliers laïcs de prendre leurs repas en commun dans la cuisine qui leur était destinée (2).

Les marguilliers laïcs ne pouvaient affermer leur charge, mais devaient l'exercer en personne.

Aux marguilliers laïcs était dévolue la mission de veiller à la police et à la propreté de l'église et d'assurer une partie du service du culte (3) : ouverture et fermeture des portes de l'édifice et du chœur après les exercices religieux; allumage et extinction des cierges et lampes; garde des objets liturgiques (4); nettoyage des stalles capitulaires; direction de la sonnerie à l'heure réglementaire *cum debita melodia seu concordia, modo et spacio consueo* jusqu'à ce qu'on décommandât; expulsion des excommuniés, malfaiteurs et truands (5). C'étaient ces marguilliers qui, leur verge de baleine à la main, conduisaient l'officiant lors de la messe et le précédaient à la sortie du chœur. Ils portaient une tenue spéciale; ils étaient vêtus *lunicis longis et honestis non quidem cum manicis largis et de super apertis* (6).

(1) V. Arch. dép., G, 484. De nombreuses plaintes étaient adressées au Chapitre contre les marguilliers laïcs. Certains, comme Vassort et Blin, [découchaient fréquemment. Le Chapitre ne voulut recevoir Adrien Gigé qu'autant qu'il resterait célibataire. A remarquer cependant qu'aux termes d'un mémoire de 1555, il était permis aux marguilliers laïcs de se marier, tandis que pareille faculté était refusée aux queux, sous-queux et portier.

Quelques porte-masses s'enivraient. Le Chapitre prononçait des amendes, faisait comparaître les délinquants, les suspendait ou les révoquait. — V. les diverses décisions capitulaires à la liasse 484.

(2) Là encore, l'esprit d'indiscipline des marguilliers laïcs causa bien des difficultés au Chapitre. Celui-ci dut faire commandement à ces officiers récalcitrants de vivre en communauté dans leur cuisine et de résider dans l'église, conformément aux anciens usages. Un jour, les marguilliers firent même une tentative de partage des gobelets et cuillers. — V. B. m., ms. 1009-2, f^o 204 et 205 (R. c., 2 septembre 1613); v. aussi Arch. dép., G, 484 et *Vieille Chronique*, loc. cit., p. 61.

(3) Arch. dép., G, 434; cf. ordre du service de l'Église et charte d'usages de 1330.

(4) Les marguilliers laïcs n'avaient pas à surveiller les divers objets confiés aux bons soins de leurs collègues clercs.

(5) Les marguilliers laïcs devaient interdire l'accès des « lieux privés » à quiconque n'était pas chanoine ou habitué de l'Église (Arch. dép., G, 484).

(6) Chapitre général de la Purification 1508. Comme coiffure, ils avaient *capucium honestum*.

c) LE QUEUX. — Le queux ou cuisinier était un laïc au service des marguilliers; il ne pouvait contracter mariage (1).

La provision de cet office appartenait au chevecier (2). Le queux devait prêter serment et présenter caution, avant d'être reçu.

Le 25 septembre 1621, une convention fut signée entre le queux Blin et le Chapitre; elle constituait un véritable règlement contradictoire des obligations du queux (3).

La préparation de la cuisine, la fourniture des verres, cuillers, nappes, lampes, leur entretien, le soin de la table, la surveillance des coffres contenant les cuillers et gobelets d'argent des marguilliers : telles étaient les attributions culinaires du queux. En outre, il avait d'autres fonctions d'ordre un peu plus élevé : il gardait le chœur de l'église depuis l'ouverture des portes à quatre heures du matin jusqu'à la première messe dite de *Beata*, puis de primes à la grand' messe (4); il aidait le sonneur à exécuter le *Te Deum* les jours de fête; il allumait cierges et encens, et il s'assurait de leur extinction; il participait à la « recherche » effectuée après la fermeture des portes. La chambre du queux était située dans le chœur, près du maître-autel; il devait y coucher. En service, le queux portait une robe noire tarare et un bonnet carré.

L'Évêque rétribuait le queux par l'allocation de treize setiers de blé méteil, deux boisseaux de pois, deux boisseaux de sel, un muid de vin, trente livres seize sous et huit deniers pour sa pitance et cent treize sous pour parcelles de menus services (5).

d) LE SOUS-QUEUX. — Le sous-queux, autre valet laïc des marguilliers, couchait chaque nuit dans la cathédrale; sa chambrette était placée à une des extrémités du jubé. Le sous-queux devait prendre à l'Hôtel-Dieu et apporter à l'église le vin et l'eau nécessaires à la célébration de la messe des chanoines (6). Le jeudi-saint, il allait quérir à l'évêché le vin blanc et claret destiné au lavement des autels et il fournissait les fleurs qu'on déposait ensuite dessus. Il

(1) Arch. dép., G, 484 (ord. capit. diverses, notamment celles de 1664 et 1667). — V. aussi B. m., R. c., 1009-4, f° 92 v°.

(2) B. m. R. c., ms. 1009-4, f° 68 v°.

(3) Arch. dép., G, 505 et G, 131, C. II, BB, 8.

(4) V. aussi B. m., R. c., ms. 1009-4, f° 68 v° et Arch. dép., G, 484 : ordonnance du 10 août 1614, condamnant le queux Prévost à remplacer un tapis du chœur disparu, « attendu que la garde du chœur pendant le matin est de son devoir et office. »

(5) Arch. dép., G, 505 et G, 131, C. II, BB, 8.

(6) V. Arch. dép., G, 131, C. II, BB, 8. Au sujet de cette fourniture, v. B. m., ms. 1009-27, f°s 487 et 549.

veillait à ce que les encensoirs et les chariots (1) de chauffage fussent convenablement garnis de charbon. Les dimanches et fêtes, le sous-queux sonnait la cloche de la Mère Dieu et le gros Moineau. Il montait ou descendait en Carême le voile du jubé. Après la fermeture des portes de la cathédrale, il procédait avec les marguilliers à la « recherche » des fidèles attardés. Le nettoyage du tapis du maître-autel et le fourniment de garde-robe étaient à la charge du sous-queux, qui aidait aussi le queux à la cuisine (2). Les revenus du sous-queux, prélevés sur l'évêché, étaient constitués par treize setiers de blé méteil, deux boisseaux de pois, deux boisseaux de sel, un muid de vin, neuf sous dix deniers pour parcelles de menus services et trente livres seize sous et huit deniers pour portion de pitance.

e) LE PORTIER. — Le portier ou maître-sonneur avait pour mission d'ouvrir les portes de l'église au premier coup de matines et de les fermer le soir, après s'être assuré que personne ne restait plus dans l'édifice. Il exécutait seul ou avec l'aide de valets et parfois du queux et du sous-queux les sonneries requises par les usages. Le portier faisait « visiter » les clochers aux pèlerins et étrangers ; il commit sans doute quelques abus dans l'exercice de ces fonctions, car le Chapitre décida que la visite aurait lieu en présence d'un chanoine et qu'aucune rémunération ne pourrait être exigée par le portier.

f) LES DEUX ÉTEIGNEURS DE CHANDELLES ET GUETTEURS. — Ils étaient chargés de la disposition des cierges, tours, perches et jubé, de l'allumage des lampes et de leur extinction soir et matin, sous la surveillance des marguilliers. Ils étaient les « agents d'exécution » pour la police de l'église, l'expulsion des malfaiteurs, des mendiants, des ivrognes et des chiens. Une des plus lourdes obligations de ces valets était le **guet** dans les clochers. Ils couchaient dans une chambre, établie dans le clocher neuf. Le guetteur devait sonner des coups d'heure en heure pour la tranquillité des habitants ; il inspectait la campagne et les environs de la ville du haut de la galerie de ronde et signalait les incendies et autres dangers. Dans certaines circonstances, les guetteurs étaient doublés et la Ville elle-même renforçait le guet à ses frais. En temps de guerre, les hommes du guet recevaient la consigne d'avertir les autorités municipales et militaires des mouvements de troupes qu'ils avaient constatés dans les vastes

(1) Sur les chariots, v. *Cart. N.-D.*, intr. p. xcij, note 3, et *supra*, p. 129.

(2) V. B. m., ms. 1009-4, f° 323 r° ; Arch. dép., G, 505 (Règl. du 12 mai 1700).

plaines de Beauce (1). Outre divers casuels, chaque éteigneur et guetteur jouissait d'un revenu annuel d'environ deux cents livres.

g) LES ENFANTS D'AUBE. — Nous ne pouvons traiter en quelques lignes un sujet aussi intéressant que l'histoire et l'organisation de la Maîtrise, si magistralement étudiées par M. Clerval (2). Nous donnons seulement quelques indications générales sur ces jeunes enfants dont les voix mélodieuses chantaient les louanges de Dieu et charmaient les oreilles des bons chanoines.

Ils étaient appelés enfants d'« aube », écrivait Rouillard, à cause des « aulbes ou robbes blanches » qu'ils portaient (3). Leur nombre était très réduit : du ^{xii}e au ^{xv}e siècle, il varia entre cinq et huit ; au ^{xvi}e siècle, il passa à dix et atteignit même, grâce à des concours généreux et dévoués, le chiffre de douze. Mais normalement, il n'y avait que dix enfants d'aube. Ils avaient deux précepteurs, le **maître de grammaire** et le **maître de musique**. Le Chapitre était le directeur de la Maîtrise. Qu'il s'agit de l'admission des élèves, de la discipline, du programme d'études, de la nourriture, des vêtements, du logis, de la participation aux cérémonies, de la constatation de capacité des maîtres ou de la fixation de leur traitement : la Compagnie délibérait et décidait souverainement sur tous ces points. Deux bourses affectées aux maîtrisiens avaient été fondées en 1579 par Henri III, au collège de Navarre. Un règlement de 1695 déterminait les obligations des commis, administrateurs, précepteurs, enfants et domestiques de la Maîtrise ; il était établi par extraits, de telle façon que chacun sût ce qu'il devait faire, sans connaître la tâche des autres ; ce « afin que les domestiques et même les enfans ne soient point informez des devoirs des maistres ; il n'y aura que le maistre de musique comme le premier et le principal maistre qui aura la totalité des règlements pour avoir l'œil de ce qu'ils s'observent tous en général et en particulier et pour avertir MM. les Administrateurs des manquemens qui s'y commettroient » (4).

(1) Arch. dép., G, 505 : cette liasse contient un certain nombre de décisions concernant le guet. Celui-ci subsista pendant une grande partie du ^{xix}e siècle.

(2) *Supra*, sources imprimées locales, p. xiv.

(3) *Op. cit.*, f^{os} 117-118. L'Église d'Orléans en avait dix (F. de Villaret, *op. cit.*, p. 501).

(4) Arch. dép., G, 504.

III

Les Huissier, Sous-Huissier, Suisse, Gens d'armes

LES HUISSIERS.— L'huissier et le sous-huissier à verge étaient tenus d'assister chaque jour à la messe de Notre-Dame. A l'évangile, ils sonnaient la cloche du Chapitre; à l'issue de l'office, ils conduisaient le président du chœur jusqu'au lieu capitulaire, à la porte duquel ils restaient jusqu'à la fin de la séance. Ils ouvraient ou fermaient cette porte, selon les circonstances; ils avertissaient les capitulants qui étaient demandés, annonçaient les personnes qui désiraient être reçues en Chapitre et empêchaient quiconque d'entrer avec un bâton, une canne ou une épée. La présence des huissiers était exigée aux processions ordinaires et extraordinaires au dedans de la cathédrale ou au dehors, aux inhumations de chanoines et aux autres cérémonies spéciales : *Te Deum*, jubilés, anniversaires, obits. Lors des « heures » principales de la journée canoniale, l'huissier de semaine devait se trouver à son poste. Au chœur, les huissiers surveillaient l'entrée du sanctuaire et en interdisaient l'accès aux femmes, aux paysans et au bas peuple. Ils étaient parfois appelés à expulser les selletiers qui osaient occuper les stalles hautes réservées aux chanoines *in sacris*. En un mot, tant au chœur qu'en assemblée, les huissiers protégeaient la Compagnie contre toute indiscrétion et tout désordre. En outre, les huissiers « défendaient, maintenaient et conservaient » le revenu temporel affecté à leur office (1). Selon Rouillard (2), l'huissier avait coutume d'être gratifié par chaque chanoine, lors de sa réception, d'une somme de six livres quinze sols, et le sous-huissier jouissait outre ses gages d'un demi-muid de grains et de divers autres droits.

Les huissiers remettaient chaque année le premier jour du chapitre général de la Saint-Jean-Baptiste leur office et leur verge de baleine. Ils déposaient également les doubles des procès-verbaux des ventes qu'ils avaient faites durant l'année écoulée, après le décès des chanoines ou autres clercs de Notre-Dame. (3)

(1) V. Arch. dép., G, 723 (Provisions); *eod. loc.*, G, 287 (Règlement), f^{os} 72 et 73; B. m., ms. 1009-16, f^o 247. — V. Challine, éd. imp., *Recherches sur Chartres*, p. 440.

(2) Rouillard, *op. cit.*, f^o 119. — V. Arch. dép., G, 287 : l'huissier recevait 4 septiers de blé méteil, 54 livres 12 sols par an ou environ 3 s. par jour.

(3) Arch. dép., G, 287 et 329 : Règlement entré les notaires et les huissier et sous-

Les huissiers exerçaient leur charge en personne, sous peine d'amende et de suppression de distributions et émoluments. En service, ils portaient une longue robe noire, un bonnet « quarré » et des « talonnières ».

LES GENS D'ARMES. — « D'ancienne fondation de ladicte Église, sè trouve qu'il souloit y avoir des hommes appelez *milites*, c'est-à-dire chevaliers, comme ils en usoient lors, lesquels avoient la charge de garder l'Église et le Cloistre, et pour ce couchoient sous les portaux d'icelle Église, comme ces soixante forts d'Israël, qui environnoient la couche de Salomon. Et pour ce faire, est dict aux Archives de la dicte Église que lesdicts hommes jouissoient de plusieurs grandes libertez, autoritez et privilèges, au lieu desquels sont aujourd'hui en ladicte Église, les deux officiers appelez les Sergens, *id* est selon le vieil mot françois, serviteurs du tour de chœur, qui doivent seulement assistance à icelui aux jours de Dimanche, et festes et processions. » (1).

La Vieille Chronique fait aussi mention de quatre gens d'armes, couchant sous les portiques et chargés de garder chaque nuit l'église et le cloître : *Item extra ecclesiam, in portaliis ejus, a dextris et a sinistris, sunt quatuor camerarii in quibus sunt ordinati quatuor homines ibi jacentes, armati continue, tota nocte custodientes ecclesiam atque claustrum* (2). »

Ces hommes étaient armés (3) aux frais du Chapitre; le portier du cloître les commandait. Leur rémunération était de douze deniers par nuit (4). Ils furent remplacés, aux époques moins troublées, par des sergents dont la mission consistait surtout à faire la police en cas d'affluence, lors des cérémonies ou des pèlerinages. Au moyen âge en effet, les fidèles venaient très nombreux à l'église; leurs croyances religieuses étaient fermes et sincères, mais malheureusement leurs habitudes étaient parfois peu compatibles avec la dignité du sanctuaire : ces bons chrétiens causaient, riaient, jouaient, s'injuriaient et même se battaient dans l'édifice consacré au Seigneur ! L'église, comme le remarque M. Guérard, était la maison de tous. Il était cependant nécessaire d'y maintenir l'ordre et la décence. Durant les

huissier; mémoire établissant le droit des huissiers et notaires du Chapitre de faire les inventaires des chanoines décédant dans la juridiction capitulaire dite de Loëns.

(1) Rouillard, *op. cit.*, fr 120. — V. aussi Challine, *op. cit.*, p. 440.

(2) *Cart. N.-D.*, p. 61.

(3) Ils étaient munis de bassinets, cottes de mailles et épées.

(4) V. B. m., R. c., ms. 1007-1 : séances des samedi après Saint-Nicolas 1304 et après l'Assomption 1309.

pèlerinages, les voyageurs, ne trouvant pas de place en ville, couchaient dans le cloître ou dans la cathédrale. D'autre part, l'église était un lieu d'asile et de refuge; les malfaiteurs, truands, ribauds, maraudeurs venaient s'installer sous les porches de Notre-Dame, en compagnie des marchands ou des taverniers (1). Le Chapitre devait prendre d'énergiques mesures pour empêcher les rixes et assurer la sécurité de son cloître et de son église, et surtout celle des chanoines qui se rendaient à l'office de matines. Au XVIII^e siècle, le Chapitre était encore dans l'obligation de confier à un agent spécial, armé d'une hallebarde, la garde du cloître et de l'église le jour et la nuit. Et la tâche de cet officier ne devait pas être aisée, si l'on en juge par les plaintes qu'il adressait au Chapitre : les enfants lui jetaient des pierres, il était attaqué et battu jusqu'à effusion de sang. Au chapitre général de la Saint-Jean, des chanoines étaient parfois commis pour éviter la profanation des portiques et de l'église. »

LE SUISSSE DE L'ÉGLISE. — Un règlement, inséré dans un registre de délibérations à la date du 19 janvier 1739, résumait les obligations de ce modeste officier du Chapitre (2). On l'appelait « suisse », parce qu'il était choisi d'ordinaire parmi des Suisses de nationalité. Levé dès quatre heures et demie du matin, le suisse avait la surveillance de l'église; il faisait des rondes durant les offices, chassait les enfants, enlevait les malpropres, imposait silence aux causeurs, réprimait les jeux, arrêtait les délinquants, les conduisait à Loëns et en avisait les commis de l'Œuvre. Il expulsait et poursuivait les mendians, les pauvres, les étalagistes et boutiquiers hors de la cathédrale et même hors du cloître. Le suisse s'opposait aux allées et venues des campagnards et servantes, portant des paniers et des provisions qu'il confisquait à son profit; il ne laissait pénétrer au chœur que les « honnêtes gens » et réservait les stalles aux chanoines. Lorsque le clergé se rendait en procession, le suisse allait en tête et écartait le peuple. Il assistait à la « recherche » des fidèles et à la fermeture des portes de l'église. Au suisse incombait encore la tâche difficile d'empêcher les tirs dans les clochers ou les jets de pierres dans les vitraux.

La vie du suisse devait être sage et réglée : il ne pouvait s'absenter de Chartres sans la permission du Chapitre.

(1) Maintes ordonnances du maire de Loëns étaient relatives à la police. En 1510, une ordonnance prescrivait que les béditres, maraudeurs et vagabonds couchant sous les portiques ou vivant avec des femmes suspectes fussent chassés ou jetés en prison.

(2) B. m., R. c., ms, 1009-20, f^os 203 et s.

CHAPITRE XVIII

PERSONNEL D'ADMINISTRATION DU CHAPITRE

Outre les clercs et laïcs affectés aux soins du culte et de l'église, le Chapitre de Chartres avait un personnel spécial pour les besoins de son administration spirituelle et temporelle (1). A vrai dire, les chanoines formaient l'élément principal de ce personnel; en effet les membres du Chapitre se répartissaient la tâche entre eux, au moyen des multiples commissions que nous allons étudier.

* * *

Les commis nommés par le Chapitre (2) étaient : 1^o trois agents ou solliciteurs; 2^o trois commis à l'Œuvre et à la Maîtrise; 3^o deux commis aux Chapitres de Saint-Piat et Saint-Nicolas; 4^o deux ou trois commis à la chapelle Sous-Terre; 5^o quatre commis à la garde des clés du « Trésor »; 6^o trois commis à la Bibliothèque; 7^o trois commis *ad excessus*; 8^o trois commis à l'examen des ordinands; 9^o trois commis à l'Hôtel-Dieu; 10^o deux commis à la Chambre de Ville; 11^o deux députés aux assemblées générales de la Ville; 12^o deux commis au Bureau des pauvres; 13^o cinq ou six commis « aux Députés »; 14^o six commis à la Chambre des Comptes; 15^o quatre ou cinq

(1) Nous ne pouvons exposer ici les attributions des divers agents de la justice capitulaire dont certains jouissaient d'une autorité très étendue : dans le domaine spirituel, l'**Officiel de N.-D.**; en matière temporelle, le **maire de Loëns** ou garde général de la juridiction du Chapitre. Nous estimons qu'une telle étude nécessite des développements importants, qui trouvent leur place dans l'histoire de la juridiction spirituelle et temporelle du Chapitre de Chartres. Cette partie de notre travail n'est pas imprimée.

(2) V. Arch. dép., G, Suppl. : *Usages de l'Église de Chartres en l'administration du temporel.*

commis aux fiefs; 16° quatre ou six commis aux réparations; 17° trois à six commis aux baux; 18° des commis à la visite des bois et des prêtrières; 19° enfin un commis à « l'office », dont la mission était considérable (1).

1° *Agents sollicitateurs*. — Deux étaient à Chartres et un autre, à Paris. Leur fonction consistait à intenter et soutenir les procès de la Compagnie, à assister à toutes les mesures d'instruction ordonnées par les juges, à demander tous renvois et à revendiquer, le cas échéant, les justiciables du Chapitre. Il leur appartenait de faire évoquer aux Requêtes du Palais les causes des dignités et chanoines, en vertu du privilège de *commillimus* accordé au Chapitre par les Rois de France. Ils veillaient à ce que les plaideurs ne pussent se dérober à la juridiction du maire de Loëns; ils s'assuraient aussi que les appellations du Chapitre ou de ses adversaires étaient portées régulièrement à la Cour du Parlement, conformément au privilège de ressort direct octroyé à l'Église de Chartres (2).

Si l'on songe aux nombreuses instances dans lesquelles le Chapitre était partie à Chartres ou à Paris, on reconnaîtra que les sollicitateurs du Chapitre devaient être des personnes de grande valeur, munies d'une solide culture juridique et d'une longue expérience des affaires. Le Chapitre entretenait avec son représentant de Paris une correspondance continue. Les chanoines savaient du reste exprimer leur reconnaissance à ceux de leurs agents qui s'étaient distingués par leur zèle ou leur intelligence; non seulement ils les « renouvelaient » chaque année dans leur mission, mais ils leur allouaient diverses gratifications et même une pension spéciale de retraite.

2° *Commis à l'Œuvre*. (*Provisore soperis ecclesie, magistri fabrice ecclesie, rectores fabrice*). — Ils étaient au nombre de deux ou trois. C'était à eux qu'incombait « la surintendance sur tout généra-

(1) Les chiffres indiqués ici ont pu subir quelques variations au cours des siècles. On peut chercher à s'en rendre compte en parcourant les divers chapitres généraux de Saint-Jean-Baptiste dans les registres capitulaires.

Le Chapitre commettait encore quatre clercs aux Évangiles et aux Épîtres.

(2) Autrefois le Chapitre entretenait des sollicitateurs spéciaux à la Cour de Rome. Il sut toujours avoir l'oreille du Saint-Père par l'intermédiaire des cardinaux de son entourage, dévoués à l'Église de Chartres. C'est ce qui peut expliquer le nombre élevé de bulles confirmatives de privilèges obtenues par le Chapitre. Un acte de 1285 (Arch. dép., G, 131, C. 1, P. i, f° 19 v°) montre que le Chapitre de Chartres avait à la Cour Métropolitaine de Sens un avocat qui défendait ses intérêts devant le tribunal de l'Archevêque. Cet usage, ajoutait l'annotateur, a cessé depuis l'érection de l'archevêché de Paris et la perte de la juridiction spirituelle du Chapitre. Cf. aussi *Cart. N.-D.*, II, cccclxxvi, p. 229.

lement ce qui se devait faire pour l'entretien et réparation de l'église d'en haut ». Lors de leurs réunions, ils arrêtaient le compte des dépenses ordinaires et extraordinaires établi par le clerc de l'Œuvre. Ils devaient donner leur approbation pour toute affaire importante concernant la Fabrique; mais ils en référaient toujours au Chapitre, si une décision grave était nécessaire. En un mot, ces commis veillaient à la bonne gestion des intérêts de l'Œuvre (1).

Souchet rapporte que pour se décharger de l'administration de l'Œuvre, les chanoines avaient créé un « Maître de l'Œuvre » en titre, auquel ils avaient assigné une prébende comme rétribution de ses services. Le 25 août 1382, le Chapitre acquit cette prébende de son titulaire Jean d'Ivrÿ, moyennant le versement d'une somme de mille francs d'or (2).

Comme commis aux enfants d'aube (3), les chanoines délégués à l'Œuvre visitaient la maîtrise, inspectaient l'enseignement, s'informaient de la moralité des enfants, de leur assiduité et de leur santé. Ils avaient aussi autorité sur les maîtres. Quand les candidats faisaient défaut, ils prenaient toutes dispositions utiles pour remplir les places devenues vacantes et recruter des élèves qu'ils examinaient, avant de les agréer. Aucune décision importante concernant la maîtrise ne pouvait être exécutée, sans l'assentiment des commis du Chapitre.

3^e Commis aux chapelles Saint-Piat et Saint-Nicolas. — Ils avaient sous leur contrôle les deux chapitres de clercs de chœur, établis en ces chapelles. Ils tenaient la main à ce que les offices religieux fussent dits ou chantés régulièrement et ils s'assuraient que les fondations étaient acquittées en temps de droit. Les délibérations de ces petits chapitres avaient lieu en présence des délégués du Chapitre cathédral; ceux-ci devaient intervenir lorsque les chanoines violaient le règlement ou autorisaient des aliénations illicites (4).

4^e Commis à la chapelle, dite de Sous-Terre. — Ils constataient la régularité des clercs chargés du service divin et la diligence du sacristain en ce qui concernait l'entretien de l'église.

(1) Les commis à l'Œuvre avaient une prérogative curieuse, ils présentaient les prédicateurs de l'Avent et du Carême au Chapitre, qui choisissait sur la liste de trois noms à lui soumise. Un registre des prédicateurs était tenu par le clerc de l'Œuvre (V. Arch. dép. G, 504). Nous ne donnerons ici que des renseignements très sommaires sur les commis à l'Œuvre. Le lecteur voudra bien se reporter au savant travail de M. Jusselin, déjà cité : *La Maîtrise de l'Œuvre à N.-D. de Chartres*, pp. 6-28 et s.

(2) *Op. cit.*, III, p. 247, an 1381.

(3) Clerval, *Maîtrise, op. cit.*, p. 53.

(4) V. *supra* : Chanoines de Saint-Piat et de Saint-Nicolas, pp. 141, 142 et 143.

5^o *Commis à la garde des clés du « Trésor »*. — Ils étaient assez nombreux, d'ordinaire quatre. Leur fonction consistait à classer tous les titres et papiers « de conséquence » et à les enfermer dans une armoire « sous trois clefs ». Aucun commis ne pouvait ouvrir cette armoire, sans être accompagné de ses confrères. Lorsque les solliciteurs voulaient consulter certains documents, ils devaient s'adresser aux commis (1).

6^o *Commis à la Bibliothèque*. — Ils étaient d'origine relativement récente. La bibliothèque fut d'abord placée sous l'unique direction du chancelier (2); puis elle fut constituée en service spécial et confiée aux soins d'une commission de deux ou trois chanoines. Ceux-ci effectuaient les achats de livres, faisaient exécuter les réparations et les améliorations utiles, en tenant compte des disponibilités pécuniaires alimentées par la recette prise sur les nouveaux chanoines, à raison de vingt livres une fois payées (3).

7^o *Commis « ad excessus »*. — Au nombre de trois, ils ouvraient des informations sur les délits et crimes dont étaient accusés les justiciables du Chapitre, qui étaient *de pannis Ecclesiae* ou portaient les draps en l'Église de Chartres; ils donnaient ensuite leur avis sous forme de sentences, que le Chapitre homologuait le cas échéant. « Cette façon de rendre la justice en matière criminelle, écrit l'auteur des Usages de l'Église, a été plusieurs fois approuvée par MM. du Parlement ». Le but de cette institution était d'éviter les scandales, dans les limites du possible.

8^o *Commis à l'examen des ordinands*. — Ces trois commis appréciaient les titres et la capacité des sujets du Chapitre qui aspiraient aux ordres; ils établissaient un rapport sur le vu duquel le Chapitre décidait de la présentation à l'Évêque. Celui-ci devait ordonner « sans autre examen ».

9^o *Commis à l'Hôtel-Dieu ou Aumône Notre-Dame*. — Ils dirigeaient l'administration de cet établissement, surtout au point de

(1) Le « Trésor » des papiers du Chapitre était largement mis à contribution lors des procès; on recherchait tous les titres justifiant les exemptions, immunités et privilèges du Chapitre et on en prenait copie. L'accès du « Trésor » était rigoureusement interdit à quiconque n'était pas accrédité près du Chapitre.

(2) V. *supra*: chancelier, p. 96; et Arch. dép., G, 334, fo 61.

(3) Arch. dép., G, 366. Primitivement, le droit était de dix livres. Le 20 février 1655 le Chapitre le porta à vingt. Les achats étaient faits avec l'autorisation de la Compagnie.

vue financier. Tous les ans, un compte détaillé était adressé en bonne et due forme à la Chambre des Comptes, aux fins d'approbation par le Chapitre (1).

10° *Commis à la Chambre de Ville.* — Ils prenaient le titre d'« Échevins » et prétendaient être en possession d'occuper la première place en séance et d'opiner avant tous les autres membres du Corps de Ville. La participation du Chapitre à l'administration municipale fut l'objet de vives contestations (2).

(1) L'Hôtel Dieu ou Aumône N.-D. s'élevait dans l'enceinte du cloître N.-D. Il ne faut pas confondre cet établissement aujourd'hui disparu avec l'Hôtel-Dieu moderne, sis rue de Bonneval.

Le Chapitre prétendait être fondateur de l'Hôtel-Dieu, mais il ne pouvait apporter aucune preuve sérieuse à l'appui de ses dires contestés par les évêques et ses adversaires. Quoi qu'il en fût, le Chapitre avait la haute administration de l'Hôtel-Dieu, qu'il dirigeait par l'intermédiaire du « Bureau général » et du « Bureau particulier ». Le premier comprenait tous les chanoines jouissant de voix délibérative; il connaissait des affaires les plus importantes, telles qu'acquisitions, aliénations, emprunts, acceptations de rentes et fondations, examen et approbation définitive des comptes de gestion, etc.. Le second bureau, composé des chanoines délégués par la Compagnie, veillait à l'observation des statuts et règlements, vérifiait les divers détails d'administration, contrôlait la comptabilité courante, passait les marchés avec les fournisseurs : boulangers, bouchers, etc.; il autorisait les menus achats et les petites réparations. La visite des malades, le soin de leur état moral, la répression des abus, la discipline du personnel rentraient encore dans les attributions du bureau particulier.

À la tête de l'Hôtel-Dieu était placé un proviseur ou maître; des prêtres, des frères clercs et laïcs, des sœurs « condamnées » et des médecins et chirurgiens assuraient le service. Les nominations étaient faites par le Bureau général.

Le Chapitre ne tolérât pas l'immixtion de l'Évêque dans les affaires de l'Hôtel-Dieu. Il tint à l'écart les prélats pendant longtemps; mais, vers la fin du xvii^e siècle, la situation changea. À la suite d'un édit royal d'avril 1695 et de diverses dispositions antérieures, l'évêque Godet des Marais fit réunir à l'Hôtel-Dieu de Chartres les biens et revenus de deux petits hôpitaux, Saint-Georges et Pont-Tranchefetu (lettres patentes de 1696). Le Chapitre, craignant que cette générosité insolite ne permit au prélat de contrôler la gestion de l'Aumône Notre-Dame, refusa la réunion et ses prétendus avantages. L'affaire prit des proportions considérables : des arrêts furent rendus (mars 1698, 24 août de la même année, 10 août 1700). La juridiction spirituelle privilégiée du Chapitre, mise en cause, fut anéantie; l'Évêque obtint la présidence des assemblées de l'Hôtel-Dieu. Après maintes difficultés, un arrêt du Conseil d'État du Roi, en date du 24 juin 1741, « garda » l'Évêque dans cette précieuse prérogative. V. titres de l'Hôtel-Dieu. — Arch. dép., G, 341 et G, 131, C. II, NN, 16-17. — B. m., R. c., ms. 1009-7, f° 222 r°; 1009-21, f° 283; 1009-27, f° 278; ms. 1161-1162 et procédures de l'arrêt de 1700. — De Lépinçois, *Hist. de Chartres*, t. I, p. 332 et s.

(2) Le Chapitre invoquait « l'antique possession » de son droit. Il le faisait remonter à l'établissement de l'Hôtel-de-Ville. Il affirmait que le statut des échevins ecclésiastiques avait toujours été respecté; divers arrêts et lettres-patentes avaient réduit le nombre des échevins laïcs, mais aucune de ces modifications ne concernait les deux commis du Chapitre. Cependant en 1677, un arrêt du Conseil du Roi porta une grave atteinte à leurs prérogatives : les chanoines échevins ne devaient plus prendre part aux délibérations relatives à la subsistance et au logement des gens de guerre. Cette disposition permit aux échevins laïcs diverses manœuvres plus ou moins régulières, qui tendaient à éliminer les chanoines des réunions ordinaires. Le Chapitre protesta vainement contre ces procédés déloyaux.

Un conflit était inévitable; il éclata en 1693. Les membres de la communauté des

La Compagnie procédait à l'élection de ses commis, sans intervention des échevins laïcs ou des habitants de Chartres. Lors de sa réception, le nouvel échevin prêtait devant ses collègues le serment habituel de fidélité et obéissance au Roi et à ses officiers; il jurait de remplir avec zèle la charge qui lui avait été confiée et de tenir secrètes les délibérations et résolutions de la Chambre.

11^e *Députés aux assemblées générales de la ville.* — Le Chapitre avait le droit d'envoyer des députés aux assemblées générales de police, comme tous les autres corps constitués. Les maire et échevins oubliaient parfois de convoquer les représentants du Chapitre; des protestations s'ensuivaient. Tout s'arrangeait sur l'engagement pris par MM. de la Ville de respecter « à l'avenir » les « droits et prérogatives » des chanoines (1).

12^e *Commis au Bureau des pauvres.* — « Nous avons toujours eu deux députés au Bureau des Pauvres et nous en nommons tous les ans deux en nos chapitres généraux d'économie de Saint-Jean-Baptiste, écrivait le Chapitre de Chartres au Chapitre de Séz le 6 mai 1759 (2). Mais depuis plusieurs années, ils ne se trouvent point

marchands, entrés dans le Corps de Ville, obtinrent l'exclusion pure et simple des échevins chanoines de toutes les délibérations et de tous les votes concernant les affaires municipales. Les commis devenaient de simples spectateurs, privés même de voix consultative. Très humilié, le Chapitre porta ses doléances devant le Conseil d'État; un arrêt en date du 25 mai 1694 maintint la Compagnie dans tous ses droits, honneurs et prérogatives.

Au XVIII^e siècle, l'organisation municipale de Chartres fut peu stable. Ces changements continuels de régime furent funestes au Chapitre. Nous ne pouvons énumérer ici tous les incidents qui motivèrent les plaintes des chanoines. Citons cependant un règlement pris en exécution de l'édit de novembre 1733, qui parut enlever le titre d'échevins aux commis du Chapitre et les atteignit dans leurs droits de préséance. La difficulté fut vite aplaniée; mais de multiples entreprises des échevins laïcs contre les privilèges capitulaires troublèrent sans cesse les relations entre l'Hôtel de Ville et le Chapitre cathédral. Un édit de 1764, confirmé au mois de mai 1765, supprimait les échevins chanoines et ne laissait au Chapitre que des « notables » ou des « conseillers de Ville ». Les requêtes et oppositions du Chapitre demeurèrent sans effet. La Compagnie décida de surseoir à la nomination de ses échevins jusqu'à « l'arrêt à intervenir. » Lors du Chapitre général de la Saint-Jean 1780, la situation était toujours incertaine. Enfin, un arrêt du Conseil du Roi, rendu le 25 août de la même année, consumma la ruine des espérances du Chapitre. Le vénérable Corps pouvait élire deux « notables » à l'Assemblée de Ville. C'était une minime consolation.

(1) L'arrêt du Parlement du 1^{er} août 1616 exigeait que deux chanoines fussent appelés lors des Assemblées générales de la Ville pour la confection des règlements de police; l'arrêt du Conseil du 4 avril 1702 confirma cette prescription. Elle fut souvent négligée, d'où protestations du Chapitre et procès. Deux autres arrêts, l'un du Parlement, en date du 16 avril 1774, et l'autre de la Grande Chambre du Parlement, rendu le 16 juin suivant, reconnurent les droits d'assistance, de délibération et de préséance des députés du Chapitre. La Ville refusa du reste de s'incliner devant ces arrêts,

(2) B. m., R. c., ms. 1009-27, f^o 278^{ro}.

aux assemblées ordinaires à cause des différentes contestations que nous avons eues avec le Bureau. Ils se trouvent seulement à une assemblée générale, qui se tient dans le palais épiscopal le mardi de la semaine sainte ».

Ces commis prétendaient avoir le privilège de donner leurs avis les premiers, ce qui suscitait des querelles de temps à autre. Ils devaient assurer la distribution des vivres et des secours dans le quartier de la ville, qui leur était échu, et rédiger un rapport sur les nécessités des pauvres.

13^o *Commis « aux Députés »*. — Ils formaient un véritable Conseil délibérant et secret du Chapitre; ils étaient quatre, cinq ou six. Les affaires les plus délicates ou les plus graves leur étaient soumises. Souvent il était nécessaire avant toute décision de consulter les titres des privilèges ou des exemptions, de s'enquérir des usages, de rechercher les anciens statuts, les arrêts, la jurisprudence, de prendre connaissance des contrats ou des transactions, de solliciter l'opinion des juristes, avocats et procureurs. Une assemblée ne pouvait elle-même se livrer à ces travaux. Le Chapitre renvoyait « aux Députés ». Après information et mûre délibération, les commis déposaient leur avis motivé sur le bureau de la Compagnie, qui d'ordinaire l'entérinait purement et simplement. Le président de cette commission n'était autre que le doyen lui-même ou, en son absence, le plus ancien des membres présents (1).

14^o *Commis à la Chambre des Comptes*. — La fonction des six membres qui la composaient était d'examiner tous les comptes qui leur étaient présentés, d'en vérifier la régularité à l'aide des documents et mémoires justificatifs annexés, d'entendre tous dires et toutes explications des agents et préposés sur leur gestion, d'arrêter les « parties » ou indemnités des solliciteurs, procureurs, délégués divers, huissiers et employés, de régler l'étiquette de matines et le cahier des blés de communauté (2); généralement de contrôler, rectifier et approuver toutes les pièces comptables de l'administration capitulaire, avant qu'une décision fût prise par la Compagnie. En outre, des avis étaient demandés à la Chambre; des projets et des propositions lui étaient renvoyés pour étude et rapport. On comprend l'importance de cet organisme. Son président-né était le chambrier qui, en la circonstance, passait avant toute autre

(1) V. *supra*, p. 65.

(2) V. l'explication de ces mots *infra*, pp. 191 et 215.

dignité, même le doyen. Du reste l'expérience des affaires acquise par le chambrier au cours de ses occupations journalières facilitait beaucoup la tâche des autres commissaires (1).

15^o *Commis aux fiefs*. — Ils se réunissaient en assemblée de quatre à cinq membres présidée par le chambrier; ils devaient satisfaire à toutes les obligations féodales, rendre foi et hommage, donner en temps de droit « homme vivant mourant », « composer les rachats » et bailler les aveux et dénombrements aux seigneurs, à qui ils étaient dus. S'agissait-il de fiefs actifs : il appartenait aux commis de faire payer par les nouveaux propriétaires ou tenanciers les taxes de mutations et « rachats » exigibles; au cas de négligence ou d'obstination des débiteurs, ils faisaient saisir quelque temps avant la Saint-Jean les fruits pendants par branches et par racines, pour les immobiliser au fonds. Au résumé, cette commission connaissait de toute question féodale intéressant le Chapitre.

16^o *Commis aux réparations*. — Ils étaient chargés de faire réparer toutes les propriétés bâties du Chapitre; ils passaient les marchés avec les ouvriers et les fournisseurs de matériaux, vérifiaient et arrêtaient leurs mémoires et en demandaient l'ordonnancement sur l'officier général. Ils étaient aussi appelés à donner leur avis sur toutes difficultés relatives aux réparations, à leur origine, à la responsabilité des habitants ou occupants, etc. Le Chapitre recommandait les économies et prescrivait à ses commis de veiller à ce que les revenus communs ne fussent pas dilapidés en dépenses inutiles, sous prétexte de réparations diverses. Une délibération de juillet 1757 établissait des règles nouvelles pour les marchés et les devis : le consentement du Chapitre était désormais requis expressément pour les réparations quelque peu importantes (2).

17^o *Commis à la confection des baux*. — Ils préparaient et passaient les baux des fermes et maisons appartenant au Chapitre et généralement toutes transactions et tous contrats relatifs aux locations (3).

(1) V. *supra*, p. 89. On voit aussi dans les commissions de la Saint-Jean, des nominations de trois ou quatre commis à la révision des comptes.

(2) B. m., R. c., ms. 1009-27, f^o 8 v^o et f^o 152. — V. Arch. dép., G, 334, f^o 61 et s. : règlements des commissions; la commission tenait sa séance le jeudi, hors l'office.

(3) Arch. dép., G, 334, *loc. cit.*; il y avait séance tous les quinze jours, le mardi à dix heures, à l'issue de l'office. Les commis « devoient avoir l'œil à ce que les terres ne demeurent point en friche et que des gens de néant ne s'ingèrent point à en prendre les fermes. »

18^e *Commis à la visite des bois et des prétrières.*— Ces commis au nombre de trois ou quatre allaient sur place constater l'état des bois du Chapitre et s'informaient des coupes à pratiquer et des ventes à faire. Ils déposaient au Chapitre un rapport de leurs opérations.

Les commis qui visitaient les biens de campagne en notaient la bonne ou mauvaise culture lors de leurs tournées, recueillaient les demandes et les observations des paysans et des autorités locales et en référaient à toutes fins utiles à la Compagnie.

19^e *Commis à l'office.* — « Il n'est qu'un seul quoy qu'il y ait de la matiere pour en employer dix, mais la difficulté d'en faire le partage qui ettoit divisé autrefois en cinq ou six a fait résoudre le Chapitre de n'en nommer qu'un seul qu'on appelle par excellence du seul nom d'Officier à cause que son grand employ s'etend sur toutes les charges de l'Église... » (1). Nous allons consacrer quelques pages à cet agent considérable du Chapitre.

*
*
*

L'officier était élu tous les ans par les membres du Chapitre; souvent ils renouvelaient sa mission, en témoignage de leur estime. Alors que la plupart des commissions étaient données au chapitre général de la Saint Jean-Baptiste, celle de l'officier était conférée dès le chapitre de la Saint-Georges (vers le 23 avril); ce chapitre avait une grande importance au point de vue du temporel, bien qu'il fût moins solennel que ceux de la Purification et de la Saint-Jean. Par suite de cette nomination anticipée (trois mois avant son entrée effective en fonctions fixée au 24 juin), le nouvel officier pouvait préparer ses registres, ses papiers divers et se procurer les fonds nécessaires en deniers comptants, pour faire les avances à sa charge jusqu'à l'époque des premiers versements de fermages à Noël. Messieurs de la Compagnie « ont toujours eu cette maxime, écrit l'auteur des Usages de l'Église, d'obliger leurs officiers à faire ces sortes d'avances, lesquelles ne se pouvant faire que par des gens accommodez ou de crédit ostent par ce moyen l'envie à ceux qui voudroient s'ingérer dans cet employ, sans avoir ces facultez qui sont essentielles à un bon comptable. »

Les qualités exigées de l'officier étaient très nombreuses : il devait être de haute probité et conscience, laborieux, exact, diligent, bon

(1) *Usages de l'Église en l'administration du temporel*, op. cit., p. 7.

praticien versé dans les usages et la coutume de Chartres, habile à se tirer d'affaire par ses propres moyens. Il était indispensable encore à l'officier de connaître parfaitement la composition du revenu de l'Église de Chartres, la nature de ses biens, leur situation exacte, leur mode de partage entre les chanoines et le système d'exploitation en vigueur. Lorsque des difficultés s'élevaient sur des points délicats d'administration ou d'organisation économique, l'officier général était consulté; sa science et son expérience faisaient de lui un arbitre tout désigné. Enfin, à en croire l'auteur du manuscrit sur les Usages, l'officier avait besoin de douceur et de patience, afin d'être « prêt à supporter la lenteur et la grossièreté » des gens de la campagne et toutes sortes de « rebuffades » habituelles aux foules.

Les obligations de l'officier étaient contenues dans les « **modifications de l'office** », qui étaient insérées annuellement dans les registres des délibérations capitulaires. En voici une énumération succincte :

1^o L'officier fait la recette des « blés de matines, des grains de communauté » (1) et des deniers ordinaires et extraordinaires « à échoir » dans l'année, comprise entre deux fêtes de Saint-Jean-Baptiste.

2^o Il prépare et présente à la Chambre des Comptes les cahiers de blé de matines et de communauté et établit les « étiquettes » ou assignations individuelles des chanoines.

3^o L'année de sa gestion terminée, il remet son compte général à Noël et délivre les comptes particuliers de chaque chanoine six semaines après qu'ils ont été arrêtés à la Chambre des Comptes; le règlement en est effectué quelques semaines plus tard. La minute du compte général et la grosse sont communiquées à la Chambre; la grosse et les pièces justificatives annexées sont classées après vérification et déposées au « Trésor » de l'Église.

4^o L'officier fait signifier tous commandements et pratiquer toute saisie pour obtenir le versement des grains affectés à l'office et le paiement des redevances en deniers. En cas d'insolvabilité du débiteur, l'officier porte aux reprises le montant de la perte; s'il a cessé ses fonctions, il est déclaré quitte par décision spéciale du Chapitre.

5^o Les chanoines prêtres (2), leurs cautions et tous autres fermiers peuvent être contraints par l'officier à remplir leurs obligations.

(1) Ces grains étaient destinés à la rémunération des chanoines, *infra*, pp. 191 et s.; 215 et s.

(2) Ces chanoines jouissaient des héritages, en quelque sorte à titre d'usufruit, pendant leur vie canoniale, à charge de certaines redevances annuelles.

6° L'officier doit produire le cahier des terres et fermes à bailler à la fête de la Saint-Martin-d'hiver. C'est à lui d'établir les modifications des prêtrières et maisons inoccupées, dans le délai de huit jours de la vacance. Chaque année, au chapitre général d'été, l'officier fournit un état des biens qui ne sont pas tenus en prêtrière.

7° L'officier paie les gages et les appointements des chantres, chapelains, officiers, employés, gardes, verdiers, etc., les rentes, les frais de justice, le montant des mémoires de réparations, en un mot toutes les dépenses ordonnées ou autorisées par le Chapitre. Les sommes nécessaires sont avancées au besoin par l'officier lui-même.

8° Sa rémunération est fixée à trois cents livres (au XVIII^e siècle), plus cent quatre livres dix sous pour frais de parchemin et papier. En outre, un muid (1) de grain lui est alloué sur les « grains de communauté » ; il perçoit encore une mine sur chaque muid de grain entré dans les greniers du Chapitre à Loëns, comme compensation des déchets éventuels.

9° Il jouit de ce grenier de Loëns pendant l'année de sa charge et même jusqu'à la Saint-Martin-d'hiver « en suivant », à la condition de ne pas imposer de gêne à son successeur.

10° Vu ses occupations, l'officier est exempt du point non seulement pendant sa gestion, mais encore une année après la reddition de son compte.

11° Dans la quinzaine de sa nomination, l'officier prête serment et baille un chanoine pour caution. Après le décès de l'officier, ses héritiers ou caution ne peuvent être recherchés pour raison des comptes du défunt. Mais, du vivant de l'officier, il est loisible au Chapitre de procéder à une révision des comptes quatre ans au plus tard après leur clôture ; passé ce délai, l'officier est valablement libéré par la remise de toutes les pièces qu'il détient au Trésor de l'Église.

Telles étaient les attributions considérables de l'officier général de l'Église de Chartres (2).

*
* * *

Les commissions étaient données par la Compagnie lors du chapitre général de la Saint-Jean. Très souvent, le Chapitre « conti-

(1) Le muid ou douze septiers ou vingt-quatre mines ou quarante-huit minots valait environ 15 hectolitres. — V. *infra*, p. 195, note 1.

(2) Sur le syndic de l'Église d'Orléans, v. F. de Villaret, *op. cit.*, p. 503.

nuait » ses commis dans leurs fonctions ; certains chanoines regurent ainsi vingt-sept fois les marques de confiance de leurs confrères. L'élection était dénuée de toute formalité.

Certains déploraient que l'élection n'eût pas lieu par voie de scrutin, « laquelle empêche toutes les brigues » et permet de « nourrir la paix entre les confrères qui ne manque jamais d'être troublée quand il s'agit de préférer un sentiment à un autre. Je dis plus, ajoute l'auteur des Usages de l'Église de Chartres (1), qu'il arrive souvent que le Chapitre en corps donne la collation d'un bénéfice qui aura été demandé par plusieurs, lesquels ont eü tous des suffrages et quand celui qui emporte la pluralité vient remercier Messieurs, il faut de nécessité qu'il tombe en ces deux extrémités : ou de ne remercier que peu de personnes qui l'ont élu, d'où naissent encor des jalousies, ou du moins de rendre grâces à ceux qui lui ont été le plus opposez, et tout cela causé par le manque de secret qui ne se trouve jamais dans les élections de vive voix, que le scrutin conserve parfaitement . »

Ces réflexions sont assez curieuses.

Les commis n'étaient pas toujours consciencieux et prenaient parfois certaines initiatives et libertés préjudiciables au Chapitre. Dans un règlement du XVIII^e siècle, on lit que « vu les excès », défense était adressée aux dignitaires et chanoines, membres des commissions, « de rien faire... ny rien entreprendre d'eux-mêmes, sans en avoir parlé au bureau de la dite commission et en avoir conféré avec leurs confrères ». Les projets délibérés en commission ne pouvaient être adoptés qu'à la pluralité des voix ; si celle-ci ne pouvait se former par suite de l'opposition de plusieurs commis, le Chapitre était mis au courant de la situation et donnait les instructions utiles. Toute contravention aux règles fixées engageait la responsabilité pécuniaire de son auteur (2).

(1) Arch. dép., G, suppl., *Usages de l'Église* cités, p. 3.

(2) B. m., R. e., ms. 1009-23, f^o 109.

CHAPITRE XIX

LES CHAPITRES ORDINAIRES ET GÉNÉRAUX LE SYNODE CAPITULAIRE

« Le Chapitre, écrit M. Meuret dans son ouvrage sur le Chapitre cathédral de Paris, était une assemblée délibérante, presque parlementaire. Des chanoines auraient-ils été vraiment chanoines, s'ils n'eussent pas été « capitulants ». Dieu sait pourtant s'ils aimaient à capituler ! On ne s'étonnera donc pas de voir le Chapitre se réunir fort souvent ; il faut dire que la multiplicité des affaires l'exigeait, au moins autant que le besoin, d'autres diraient la manie de délibérer » (1).

Le Chapitre Notre-Dame de Chartres tenait, lui aussi, fréquemment des séances pour discuter ses affaires spirituelles et temporelles ; et les chanoines n'y perdaient pas leur temps. « L'ordre du jour » était habituellement chargé. Outre les chapitres ordinaires ou extraordinaires, la Compagnie avait encore des chapitres généraux à date fixe ou sur convocations spéciales et un synode annuel,

* *

a) **LES CHAPITRES ORDINAIRES.** — Selon un règlement établi en 1740 d'après les usages, les chapitres avaient lieu les lundi, mercredi et samedi, à l'issue de la messe canoniale. Les jours de fêtes solennelles et doubles chômées par le peuple, le chapitre ordinaire était supprimé ; il n'était pas remis au lendemain, sauf celui du mercredi. Pendant l'Avent et le Carême, le Chapitre était assemblé les mardi, jeudi et samedi. Il n'existait pas de réunion capitulaire

(1) *Op. cit.*, p. 75.

du dimanche des Rameaux au dimanche de *Quasimodo*, du jour de Noël à la veille de l'Épiphanie, « si ce n'était un jour ordinaire », les jours de procession après l'office, les jours de vendange et le lundi après le dimanche de Quinquagésime (1).

Le Chapitre ne devait pas délibérer pendant les « heures canoniales » (2). Par arrêt du Parlement, en date du 6 août 1668, il fut ordonné que les chanoines ne tiendraient pas de séance lors de la grand'messe et que les dignitaires ou chanoines, titulaires de commissions, ne pourraient vaquer « au faict des dites commissions pendant le service divin ny se dispenser d'assister au service canonical sous prétexte desdites commissions, sinon en cas d'affaires urgentes ». Les agents sollicitateurs et l'officier général jouissaient seuls d'une exemption spéciale du « point » (3).

Il n'était pas adressé de convocation aux chapitres quasi-quotidiens, dont les chanoines connaissaient l'heure habituelle; celle-ci était annoncée du reste à son de cloche, *more solito*.

L'Évêque ne pouvait entrer dans le lieu capitulaire. Il présidait cependant le bureau général de l'Hôtel-Dieu, dans la salle des délibérations du Chapitre (4). Mais seules les affaires hospitalières y étaient discutées tous droits de la Compagnie réservés. La défiance du Chapitre à l'égard du prélat ou des clercs de son entourage n'était pas dissimulée. Un certificat adressé au Chapitre de Luçon nous apprend que les commensaux de l'Évêque, ses vicaires généraux, les membres de son officialité, en un mot tous les chanoines du Conseil privé du prélat devaient se retirer lorsqu'il était question en séance des prérogatives temporelles ou spirituelles du chef du diocèse (5).

Lorsqu'un chanoine était déféré en justice pour des causes graves, le Chapitre pouvait lui interdire d'assister aux délibérations capitulaires et même le faire expulser. D'ordinaire, on privait seulement le coupable de « voix active » (6). Le Roi lui-même enjoignait parfois au Chapitre d'exclure certains dignitaires et chanoines, qui avaient contrevenu à ses ordres, de toutes délibérations ou assemblées de la Compagnie. Le Chapitre obéissait respectueusement à la volonté du

(1) B. m., R. c., ms. 1009-21, Ch. gén. Purif., 3 février 1740, f° 13 r°. Selon M. Meuret, le Chapitre N.-D. de Paris se réunissait les lundi, mercredi et vendredi.

(2) Arch. dép., G, 297, Chap. gén. 15 juin 1562, f° 69.

(3) Arch. dép., G, 743.

(4) B. m., R. c., 1009-21, f° 283 r° et *passim*.

(5) B. m., R. c., ms. 1009-27, f° 115 v°. — V. encore Arch. dép., G, 335, au sujet du neuvième député à la Chambre ecclésiastique.

(6) B. m., ms. 1009-3, f°s 70 r°, 143 r° et 154 r° : 23 janvier, 6 novembre et 20 décembre 1655.

monarque. Le doyen Jean Morel, les chanoines Brillon, Duteil, Josse, etc. furent ainsi tenus à l'écart de l'activité capitulaire pendant quelque temps; puis ils obtinrent leur pardon et leur « réintégration » (1).

La séance était présidée de droit par le doyen, à son défaut ou pendant la vacance du doyenné, par le grand chantre. Au cas d'absence de ces dignitaires, le grand archidiacre les remplaçait d'ordinaire. Le sous-doyen remplissait les fonctions de promoteur et dénonçait les abus et désordres. Les chanoines présents étaient notés avec soin (2). Puis on commençait l'examen des affaires courantes. La réunion n'était pas publique et la plus rigoureuse discrétion était exigée des capitulants. Lors de leur réception, les chanoines avaient du reste juré de garder le secret sur tout ce qui serait dit, fait ou délibéré en chapitre (3). Pour éviter les bavardages des selletiers, le Chapitre avait décidé de ne point les admettre *ad tractatus communes, electiones seu alios tractatus, qui fiunt in Capitulo, seu per modum Capituli* (4). Au xiv^e siècle, Étienne Roger fut nommé pénitencier, pour absoudre les chanoines qui auraient divulgué les secrets capitulaires. Le Chapitre porta lui-même une sentence d'excommunication contre tous ceux qui révéleraient ses secrets par parole, signe ou autrement (5). Les scribes et notaires ne devaient communiquer les registres de délibérations à qui que ce fût, à peine de destitution (6). Défense était faite aux chanoines d'entrer au « Thrésor » des papiers et d'y prendre connaissance des archives et titres, sans être munis d'une permission spéciale de la Compagnie avec indication précise des pièces ou passages à consulter (7). Des protestations s'élevèrent : cette pratique, disait-on, était « totalement contraire et préjudiciable tant aux intérêts de la Compagnie qu'à chacun de Messieurs en particulier, soit pour l'instruction des affaires, soit pour la vérification des propositions et délibérations qui n'intéressent pas moins tous MM. les chanoines en particulier que MM. les doyens et agents » !

(1) B. m., ms. 1009-16, f^{os} 106 r^o, 144, 162 v^o, 163 r^o; 1009-24, f^o 342 r^o.

(2) Au Chapitre général de la Saint-Jean 1758, il fut dit que le dérangement des affaires de la Compagnie provenait en partie de ce que les assemblées capitulaires étaient peu fréquentées et que souvent le Chapitre n'était pas tenu faute d'un nombre suffisant de membres présents. Une rétribution manuelle à distribuer en argent avait été proposée pour exciter le zèle des chanoines. L'ancien usage fut maintenu et une exhortation à être plus exacts fut adressée aux défaillants (B. m., ms. 1009-27, f^o 153 r^o).

(3) V. *supra*, p. 35.

(4) V. *supra*, p. 12.

(5) A. Clerval, *Écoles de Chartres*, op. cit., pp. 375 et 409.

(6) Arch. dép., G, 131, C. I, A, n^o 23 bis : ordonnance du 7 mai 1679.

(7) B. m., ms. 1009-16, f^o 88 v^o.

Les réclamants obtinrent gain de cause (1). Malgré ces sévères mesures, des indiscrétions étaient commises; le sous-doyen déclara à la séance du 5 novembre 1654 que l'on savait en ville tout ce qui était décidé en chapitre (2). Et cela se renouvela plusieurs fois.

La discussion était chaude en certaines circonstances. On était obligé de prier les capitulants d'« opiner avec paix et tranquillité » (3), de « ne piquer personne dans ses opinions », de ne pas provoquer de tumulte ou d'interruptions (4) et de n'être pas trop longs dans leurs avis (5).

Au cours de la séance, les dignitaires, chanoines, commis, députés ou chargés de mission « se mettaient au bureau », faisaient des propositions, signalaient des abus, indiquaient des remèdes et modifications désirables, déposaient des rapports, lisaient des comptes rendus, sollicitaient des remboursements de frais, demandaient un chapitre extraordinaire ou général, etc. Le Chapitre donnait acte, remerciait le cas échéant, délibérait sur l'affaire soumise à son appréciation, prenait une décision immédiate ou renvoyait à une commission nommée ou à nommer (6). Lorsque la requête formulée n'était pas accueillie, le Chapitre répondait : « néant » ou « l'ancien usage sera suivi ».

La tradition était en effet souvent invoquée comme suprême ressource. « Elle maintient, écrit M. Meuret, les bons usages, garde au Corps sa physionomie personnelle, sert à éviter des innovations téméraires de la part du Chapitre ou blessantes à son égard. Elle est l'élément conservateur. Aussi les chanoines ont-ils soin de faire écrire en détail dans leurs registres capitulaires tout ce qui peut servir à la conserver intacte, à la maintenir ou même à l'établir pour l'avenir » (7). Le Chapitre de Chartres rédigeait volontiers de longues

(1) B. m., ms. 1009-30, f^{os} 121 v^o et 152 v^o. Le cas de litige avec le Chapitre était excepté.

(2) B. m., ms. 1009-3, f^o 62 r^o.

(3) B. m., ms. 1009-20, f^{os} 13 v^o, 80 v^o et 212 v^o.

(4) B. m., ms. 1009-10, f^o 91 v^o.

(5) B. m., ms. 1009-10, f^o 226 r^o.

(6) Les remerciements des chanoines ne devaient être prononcés qu'« après le chapitre commencé » et la « relutte » terminée (B. m., R. c., ms. 1009-18, f^o 203 r^o). En ce qui concernait les comptes des officiers ou les frais et « parties » d'agents, l'usage invariable était de renvoyer ces comptes à la Chambre pour être examinés, et arrêtés. Sur rapport, le Chapitre ordonnait ensuite ce que la prudence, la justice et l'équité lui suggéraient (B. m., R. c., ms. 1009-30, f^o 155 r^o). Les « mulctes » ou amendes infligées aux chanoines devaient être versées par les coupables au premier chapitre suivant, lors de la relutte, à peine de radiation de la cédula (B. m., R. c., ms. 1009-18, f^o 285 r^o).

(7) *Op. cit.*, p. 75.

attestations d'usages d'après les documents et titres conservés dans ses archives; les lettres et certificats envoyés aux autres Chapitres étaient copiés sur des recueils spéciaux ou sur les registres ordinaires de délibérations. Ainsi on retrouvait aisément la coutume : *Consuetudo Ecclesiae Carnolensis*.

Les registres des actes capitulaires étaient tenus régulièrement. Un arrêt du Parlement, en date du 6 août 1668, ordonna que toutes les délibérations seraient écrites dans un registre aux pages chiffrées, portées au jour le jour sans aucun intervalle et signées par le président de la séance (1). Un autre arrêt du Parlement, du 27 août 1715, confirma celui de 1668 et prescrivit son exécution selon ses forme et teneur, « ce faisant, que les registres du Chapitre de Chartres seront cotez et chiffréz et les actes et délibérations mis de suite et sans aucuns blancs; qu'ils seront relus à l'Assemblée suivante et signez par celui qui aura présidé ausdits actes ou délibérations, ensemble ses apostils ou interlignes par lui paraphés » (2). Une réquisition adressée au Chapitre nous apprend certains errements de la pratique : les « propositions » développées au bureau par les chanoines n'étaient pas inscrites immédiatement sur le plunitif; de même, les « conclusions » n'étaient pas signées aussitôt *ne varietur* par le président. Les secrétaires prenaient des notes, puis ils se rendaient chez le président et les chanoines et recueillaient sous leur dictée le texte définitif des propositions émises en séance. Parfois, on déplaçait officieusement les registres. Tous ces procédés étaient irréguliers et peu « convenables » (3).

En principe, les délibérations capitulaires n'avaient de valeur qu'après la « relutte ». Le Chapitre ordonnait en certaines circonstances l'exécution immédiate, vu l'urgence (4).

Telle était l'organisation des assemblées ordinaires de la Compagnie; elle dura jusqu'à la suppression du Corps capitulaire. Nous allons étudier maintenant quelques institutions périodiques du Chapitre.

(1) Arch. dép., G, 743.

(2) B. m., fonds Roux, imp. n°s 5743-80/0 et 25499-40/L.

(3) Arch. dép., G, 329, R. c., f° 34 v°. Les délibérations capitulaires étaient écrites sur papier timbré; mais elles étaient exemptes du droit de contrôle, sauf en deux cas : quand elles étaient produites en justice pour former une demande; quand elles portaient autorisation à quelqu'un de passer un acte devant notaire. En défense, la dispense était toujours maintenue (Arch. dép., G, 131, C. I, A, 29).

(4) V. B. m., R. c., ms. 1009-26, f° 85.



b) **LES CHAPITRES GÉNÉRAUX.** — Chaque année, le Chapitre de Chartres tenait des assemblées solennelles appelées « chapitres généraux ». Beaucoup de chanoines n'assistaient pas aux séances quasi-quotidiennes; mais tous se rendaient aux chapitres généraux, s'ils n'avaient des empêchements sérieux ou des dispenses spéciales. Les commissions et les affaires spirituelles et temporelles les plus graves ou les plus délicates étaient réservées à la décision du Chapitre général dont l'autorité prévalait sur celle du Chapitre.

Il existait des chapitres généraux ordinaires et extraordinaires. Les premiers duraient normalement deux ou trois jours; ils avaient lieu tous les ans, vers les fêtes de la Purification et de la Saint-Jean-Baptiste (2 février et 24 juin). Le chapitre de la Saint-Georges (23 avril) n'était pas un véritable chapitre général, malgré son importance dans l'administration du temporel. En outre, des chapitres généraux extraordinaires, « indiqués comme tels », étaient convoqués en certaines circonstances. S'agissait-il d'examiner les bulles d'un nouvel évêque, d'élire un doyen (1), de recevoir un dignitaire ou un chanoine (2), de prendre une délibération sur les droits, libertés, usages et statuts de l'Église ou sur les intérêts économiques de la Compagnie : celle-ci prescrivait la réunion d'un chapitre général extraordinaire, avec citation des chanoines *per domos* (3).

Il convient de mettre à part les chapitres généraux « tremestres » ou trimestriels qui, créés au XVIII^e siècle n'eurent qu'une existence éphémère (4).

(1) V. Arch. dép., G, 720.

(2) On n'accordait point de chapitre général extraordinaire pour recevoir des « canonisandes » sur résignation (B. m., R. c., ms. 1009-28, f° 269 r°).

(3) Il existait aussi un CHAPITRE GÉNÉRAL DES CHAPELAINS, où étaient appelés les marguilliers, chapelains des dix autels, les chanoines de Saint-Piat et de Saint-Nicolas. Ils devaient justifier qu'ils avaient acquitté les services, fondations et messes à leur charge. En cas de défaut, ils étaient frappés d'amendes.

(4) Le Chapitre de Paris avait quatre assemblées générales ordinaires par an : une à la Nativité de Saint-Jean-Baptiste, une à la Saint-Barthélemy, une à la Saint-Simon et Saint-Jude, enfin une à la Saint-Martin d'hiver (Guérard, *Cart. N.-D.*, prol. p. cvi). Au XVIII^e siècle, Meuret (*op. cit.*, p. 80) indique comme dates : le lendemain de la Chandeleur, le lundi de Pâques, le lendemain de la Saint-Jean, et le lendemain de la Saint-Martin d'hiver.

A Bayeux, les deux chapitres généraux avaient lieu : l'un, le lendemain de la Purification, et l'autre, le lendemain de la fête de la Saint-Raven et Saint-Rasiphe (24 juillet). Tous les chanoines de l'Église de Bayeux présents dans le royaume devaient assister à ces chapitres (*op. cit.*, *Égl. Bayeux*, p. 179).

Le Chapitre cathédral d'Orléans se réunissait autrefois fréquemment en assemblée

LE CHAPITRE GÉNÉRAL DE LA PURIFICATION. — Ce chapitre était assemblé soit vers la fin du mois de janvier, soit dans les premiers jours de février. On l'appelait le chapitre des « mœurs ». Il « est, dit Rouillard, pour la discipline Ecclésiastique et censure de mœurs, et s'y fait à ceste fin une remontrance par une lecture solennelle des ordonnances et cérémonies de l'Eglise, comme selon Jòsephe, les Juifs le practiquoient à la publication de la loi Mosaïque, afin que souvent inculquée, elle fust plus facilement retenue et plus volontiers mise à exécution » (1).

A l'ouverture de la première séance (2), on faisait un appel général des membres du Chapitre; le pointeur notait les absents et donnait lecture des lettres d'excuses, des attestations d'empêchements ou de maladie; la Compagnie statuait sur la recevabilité des motifs invoqués par les intéressés. Le sous-doyen, ou à son défaut le plus ancien chanoine, « se mettait au bureau » et demandait quand « finirait le chapitre général ». La réponse faite, le Chapitre fixait la date et l'heure du « discours de piété », qui était prononcé en latin par un chanoine commis à cet effet. Cet honneur n'était pas très envié. On décida en 1732 que, vu les difficultés soulevées par « Messieurs », les prédicateurs ne seraient plus désignés la veille de Noël, comme il était de tradition, mais dès le chapitre général de la Saint-Jean précédente (3).

Puis il était procédé à l'examen des différentes affaires au tableau : règlements divers, confirmations d'usages, recherches de coutumes, questions de discipline, répression des abus, excès et scandales, révision du cérémonial, modifications de la liturgie et du bréviaire, réduction des obits et fondations, police de l'église, du chœur et du cloître, instruction des demandes et réclamations du personnel (chapelains, officiers, desservants et curés), travaux de réparation ou de décoration du sanctuaire, etc. L'Assemblée recevait communication des bulles apostoliques, des lettres patentes du Roi et des mandements de l'Évêque; puis elle écoutait les rapports sur les multiples instances engagées aux Requêtes du Palais et au Parlement. Certes, « l'ordre du jour » variait suivant les circonstances; mais, sauf urgence, la discussion ne visait qu'exceptionnellement

générale. En 1331, il fut décidé qu'il n'y aurait plus que quatre assemblées plénières par an : le lendemain des fêtes des Saints-Innocents et de l'Exaltation de la Croix et la veille des fêtes de la Toussaint et de la Purification. On y élaborait les règlements capitulaires (F. de Villaret, *op. cit.*, p. 451).

(1) *Op. cit.*, f° 115.

(2) V. délibération du Chap. gén. Purific., 1740 (B. m., R. c., ms. 1009-21).

(3) B. m., R. c., ms. 1009-17, f° 128 r°.

les intérêts temporels dont l'examen ressortissait plutôt au Chapitre général de la Saint-Jean Baptiste.

Le lendemain, le discours de piété était prononcé; l'orateur exhortait les chanoines et autres clercs présents à mettre en pratique les vertus et exemples cités par lui dans son sermon. Le chambrier déposait ensuite sur le bureau le compte de l'office de la Chambre pour l'année écoulée. Ce compte était renvoyé aux commis de la Chambre, pour être vérifié et arrêté ultérieurement. La délibération sur les affaires au rôle étant terminée (1), lecture était donnée des règlements essentiels de l'Église de Chartres (2) et nouvelle exhortation était adressée aux assistants de s'y conformer. Le président, d'ordinaire le doyen, annonçait la clôture par ces paroles : « *Honorandi Domini mei concludimus hoc praesens Capitulum generale, nobis reservantes tres dies vim Capituli generalis habiluros. Lampreda lucrata est* ».

La **lamproie** est gagnée ! « Pour allécher davantage les chanoines et officiers audict Chapitre, écrit Rouillard, les récompenses et distributions y sont plus grandes qu'en aucune autre saison de l'année, sçavoir de toutes les ventes et rachapts advenus en icelle, en toutes les seigneuries ou prébendes, qui montent ordinairement à quarante ou cinquante livres pour chacune assistance. C'est la distribution qu'ils appellent Lamproie, voulant dire qu'elle sera proubastante pour avoir une bonne Lamproie en Caresme, qui d'ordinaire n'est pas loing de la Chandeleur » (3).

La lamproie était formée de biens et droits divers venus au Chapitre par aubaines, deshérences, forfaitures, confiscations, amendes, ventes, rachats et autres profits dans ses châtelainies et justices. Tous les chanoines n'étaient pas capables de gagner cette distribution extraordinaire. Certaines conditions rigoureuses étaient exigées ; il fallait : 1^o être au moins sous-diacre ; 2^o avoir perçu son gros l'année précédente (4) ; 3^o avoir résidé *per majorem partem*

(1) A partir de 1329, une monition spéciale sévère était adressée aux chanoines détenteurs de livres provenant de la bibliothèque capitulaire, qui les conservaient au-delà des délais réglementaires d'un mois ou quinze jours (B. m., R. c., ms. 1007-2, f^o 80; v. Clerval, *Écoles*, p. 399).

(2) Cf. Concile de Bourges de 1584, can. 12 : *Legantur singulis annis in Capitulis generalibus Capitulorum statuta*. — V. Ducandas : *Obligations des chanoines*, p. 339.

(3) *Op. cit.*, f^o 115. L'étymologie donnée par le vieux chroniqueur est probablement fantaisiste. M. Lucien Merlet fait dériver lamproie de *lenta praeda*, parce qu'il fallait un stage assez long (deux ans) pour jouir de celle-ci (*Cart. N.-D.*, I, note 3 sous la charte CXXXVIII, p. 257).

(4) Le gros était une quantité de grains, attribuée à chaque prébendier, p. ex : trois muids ; il n'était gagné que par les résidents remplissant les conditions requises par les statuts de l'Église ; v. *infra*, p. 190.

anni (3); 4^o être porté sur la cédule; 5^o avoir assisté au chapitre général de la Chandeleur. Chaque condition était éliminatoire par elle-même (1).

Le chiffre de la lamproie variait selon les années. Nous donnons ici, d'après les registres capitulaires, quelques lamproies calculées par chanoine : en 1654-55 : 52 livres 15 sols; en 1657-58 : 47 livres 1 sol; en 1698-99 : 36 livres 3 sols; en 1711-12 : 28 livres 12 sols; en 1731-32 : 37 livres 19 sols; en 1741-42 : 47 livres 6 sols; en 1751-52 : 42 livres 9 sols; en 1754-55 : 80 livres 6 sols; en 1756-57 : 111 livres 13 sols; en 1759-60 : 75 livres 5 sols; en 1764-65 : 142 livres 15 sols; en 1769-70 : 148 livres 1 sol; en 1771-72 : 121 livres 1 sol; en 1781-82 : 143 livres 7 sols. A ces sommes, on ajoutait dix sols pour « entrée et conclusion du chapitre et sermon de Pâques ». La moyenne du total oscillait entre deux mille cinq cents et trois mille cinq cents livres. Les dernières années du XVIII^e siècle eurent des lamproies très avantageuses (2).

Outre la lamproie, il existait le « **lamprillon** » ou « lamprion ». Il se composait des rachats de fiefs qui, bien qu'ouverts avant la Purification, n'avaient pas été payés avant le premier août de l'année en cours. Ces redevances étaient mises « en lamprion » et rattachées à la lamproie suivante. Si au contraire les rachats étaient acquittés en temps de droit même après le chapitre général de la Purification, ils appartenaient à la lamproie précédente (3).

La perception de la lamproie était appréciée par les chanoines qui étaient très vexés lorsqu'elle leur échappait. La risée dont étaient l'objet les absents leur était plus sensible, au dire de Challine, que la perte matérielle qu'ils éprouvaient.

(1) Un arrêt du Parlement de 1608 débouta de leurs demandes de lamproie deux chanoines conseillers au Parlement, Guy de Thélis et Louis Buisson, qui ne faisaient pas résidence (Arch. dép., G, 431, C. I, M, f^o 15 v^o, n^o 16). Le chanoine Brosseau, chapelain du Roi, n'avait pas envoyé au Chapitre un certificat de service suffisant; la lamproie lui fut refusée. Il engagea une instance devant le grand Conseil; finalement, il se désista de son action peu fondée (*ib.*, n^o 17).

(2) V. B. m., R. c., ms. 1000-3; 1009-4; 1009-6; 1009-18; 1009-24; 1009-27 et 28. Arch. dép., G, 330, 333, etc.

Selon un règlement du 15 juin 1564, visé dans la délibération capitulaire du 7 février 1729 (B. m., ms. 1009-16, f^o 15 v^o), les prêtres des droits seigneuriaux des prébendes devaient payer au chambrier le prix de leur adjudication avant la conclusion du chapitre général de la Purification, à peine d'être effacés de la cédule et privés de la lamproie; il en était de même en ce qui concernait les cens, champarts et autres droits. Le compte de l'office de la Chambre devait être clos un mois après la conclusion du chapitre général. Huit jours après l'arrêté dudit compte, le chambrier réglait les chanoines susceptibles de lamproie.

(3) V. Arch. dép., G, 398 et 399; v. aussi B. m., R. c., ms. 1009-18, f^o 185 v^o (fiefs de Tansonville, Ymeray, etc.).

LE CHAPITRE GÉNÉRAL DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE. — Il avait lieu vers le 24 juin (solenité de Saint-Jean-Baptiste). Cette fête est demeurée du reste à Chartres un terme d'usage (1). « A l'égard du chapitre général qui se tient à la saint-Jehan, déclare Rouillard, il n'est que pour le mesnage temporel : de sorte que l'assistance n'y est si précisément requise, comme aussi la récompense ne correspond de beaucoup près à toutes celles de l'autre. De vrai, qui est-ce qui travaille, disoit Esdras, sans espoir de loier et tant la loi Mosaique que l'Évangile n'est-elle pas pleine de répromissions? » (2).

Après le pointage des présents et l'examen des excuses produites par les absents, l'assemblée désignait un chanoine pour prononcer le discours de piété au chapitre général de la Purification suivante (3). Le prieur de l'abbaye de Saint-Jean-en-Vallée, assisté de deux frères sous ses ordres, entrait alors et affirmait que les obits et services, mis à la charge des religieux par une transaction de 1529, avaient été acquittés régulièrement. Il présentait les deux moines qui l'accompagnaient; ceux-ci s'engageaient à assurer les mêmes services pendant l'année nouvelle. Le Chapitre leur donnait acte de leur promesse (4).

Puis les commissions étaient remises par leurs titulaires. Le clerc de l'Œuvre déposait ses clés; le pointeur, tant en son nom personnel qu'au nom des heuïers et matiniers, apportait la « clé du point »; l'huissier, le sous-huissier et le sergent des fiefs rendaient leurs verges et leurs commissions. Les clefs du Trésor étaient également placées sur le bureau par un des commis.

Après fixation de la durée du chapitre général, commençait la discussion des affaires inscrites; la plupart concernaient le temporel : terres, moulins, vignes, rentes, fermages, locations, réparations, installations nouvelles, champarts, dîmes, avenages, cens, terriers, hommages, aveux, dénombrements, demandes de réduction ou d'exonération de redevances, procès, etc.

Le second jour du chapitre, les nouvelles commissions étaient délivrées aux dignitaires et chanoines (5). Souvent les commis « étaient continués » dans leurs fonctions. Puis était établie pour l'année la « *portio praebendarum* », avec l'indication des chanoines bénéficiers. Enfin, le président prononçait la clôture.

(1) En matière de louage de domestiques et de location d'immeubles urbains.

(2) *Op. cit.*, fo 115 v^o.

(3) Cette nomination n'eut lieu à la Saint-Jean que depuis 1732.

(4) V. les registres de délibérations capitulaires, *passim*; p. ex. : B. m., ms. 1009-20, fo 75 r^o.

(5) V. *supra*, pp. 165 et 166.

LE CHAPITRE DE LA SAINT-GEORGES (23 ou 24 avril). — L'officier général était désigné pour l'année suivante, qui commençait à la Saint-Jean-Baptiste. Un état de ses charges et obligations était dressé et inséré au registre des délibérations sous le nom de « modifications de l'office ». C'était aussi pendant ce chapitre que les « régents (1) se déclaraient », pour la gestion des prébendes.

Lors des grands partages des prébendes, tous les six ou neuf ans selon les époques, il existait un chapitre des **enchères** et un chapitre général de **collocation** antérieurs à celui de la Saint-Georges. Il était procédé par appel nominal à l'acceptation des prébendes par les chanoines « *pro praebenda* » ou « *pro dignitate* », selon le titre de collocation; certains membres du Chapitre avaient droit en effet à leur prébende canoniale et à une seconde prébende, à raison de leur dignité (2).

LE CHAPITRE DE LA VEILLE DE NOËL. — Au cours de ce chapitre, des questions très graves étaient parfois examinées. L'officier général remettait son compte qui était renvoyé à la Chambre pour vérification et approbation. Selon la tradition, la Compagnie nommait le chanoine chargé du « discours de piété » qui devait être prononcé au chapitre général de la Purification suivante; à partir de 1732, ce prédicateur fut commis lors du chapitre général de la Saint-Jean (3).

LES CHAPITRES GÉNÉRAUX TREMESTRES OU TRIMESTRIELS. — Ces chapitres consacrés aux affaires temporelles étaient de création très récente. Le 9 novembre 1772, le sous-doyen déclara que certains de Messieurs « désiroient qu'il y eût plus souvent des chapitres généraux pour le temporel; qu'on en tint tous les trois mois; que dans ces chapitres, on traiterait des reconstructions de fermes et maisons qui pourroient être de conséquence; qu'on n'accorderoit que dans ces chapitres les gratifications extraordinaires et qu'on y traiteroit d'autres affaires importantes ». On fixa le premier chapitre général à la deuxième séance après la fête des Rois (4).

Afin d'inciter les chanoines à assister régulièrement à ces assemblées, on décida de donner à chaque capitulant une demi-livre de bougies de huit onces. La distribution était faite manuellement à l'issue du chapitre, après appel au commencement et à la fin de la

(1) Le régent était un des chanoines colloqués sur la même prébende, qui pendant une année gérait sa portion et celles de ses confrères; v. *infra*, p. 188

(2) V. *supra*, p. 43.

(3) V. *supra*, p. 173.

(4) Arch. dép., G, 330, R. c., f° 475 v°.

réunion. Les absents, même malades, ne participaient pas à ces émoluments spéciaux (1).

L'ordre de date des chapitres trimestriels était ainsi réglé : 1^o janvier ; 2^o avril ; 3^o juillet ; 4^o octobre. Dans une délibération du Chapitre général de janvier 1774, on relève la proposition suivante : « Les revenus du Chapitre appartiennent au Corps et chaque particulier y a droit. La Compagnie, persuadée de ce principe, a sagement établi quatre chapitres généraux trimestres pour y renvoyer toutes ses affaires temporelles intéressantes qui surviennent dans l'intervalle des trois mois, avec défense stricte de rien délibérer dans un chapitre particulier pour une somme qui excéderoit, si je ne me trompe, celle de deux cents livres » (2).

*
* *

C) **LE SYNODE** : L'Évêque convoquait périodiquement des assemblées générales ou synodes auxquels les curés et autres ecclésiastiques desservants devaient assister pour y recevoir les instructions, les exhortations ou les réprimandes de leur pasteur, et y entendre promulguer les statuts du diocèse nouveaux ou modifiés. De même, le Chapitre de Chartres réunissait chaque année dans de solennelles assises les ministres soumis à sa juridiction spirituelle « quasi épiscopale ». C'était la *Sancta Synodus venerabilium et circum-spectorum virorum Dominorum Decani et Capituli Insignis Ecclesiae Carnolensis ad Romanam Ecclesiam nullo modo perlinentis* (3).

Une délibération du lundi après la Purification 1321 ordonna qu'il y aurait désormais chaque année, dans l'octave de la Saint-Jean-Baptiste, une assemblée générale des curés desservant les églises à la collation du Chapitre. Il était enjoint à tous les chanoines prébendiers de citer les curés de leur « détroit » à comparaître en personne à ce synode. Cette délibération fut maintes fois renouvelée.

Un extrait du synode de l'année 1560, conservé aux Archives départementales, contient quelques détails sur les formalités et l'objet de ces réunions. Le synode s'ouvrait après « sexte », *post decantationem sextae*. Une « station » était prêchée dans la nef sur un texte tiré des Livres Saints. Puis il était procédé à l'appel des abbé

(1) B. m., R. c., ms. 1009-30, janvier 1773, f^o 6.

(2) B. m., R. c., ms. 1009-30, année 1774, f^o 155 r^o.

(3) Il existait aussi des synodes archidiaconaux ; v. *supra* : Archidiacres, pp. 105 et 106.

et curés dont la présence était obligatoire : l'abbé de Neauphle-le-Vieux, le curé du même village, les curés d'Amilly, Bailleau-le-Pin, Barjouville, Beauvilliers, Berchères-sur-Vesgre, Blandainville, Bouglainval, Bullainville, Champseru, Chapelle Sainte-Marie-des-Arènes, Chapelle-Vendômoise, Charonville, Les Châtelliers-Notre-Dame, Chauffours, Chêne-Chenu, Cintray, Civry, Conie, Corancez, Les Corvées, Dammarie, Droué, Écublé, Émancé, Ermenonville-la-Petite, La Folie-Herbault, Fontaine-la-Guyon, Fontenay-sur-Eure, La Framboisière, Gardais, Gasville, Gastelle, Le Gault-au-Perche, Grand'houx, Houx, Jouy, Intréville, Landelles, Landouville, Luplanté, Luray, Marchéville, Mazangé, Mévoisins, Mézières-en-Drouais, Mézières-au-Perche, Mignièrès, Montainville, Nogent-le-Phaye, Nogent-sur-Eure, Pézy, Le Poislay, Poisvilliers, Pré-Saint-Évroult, Saint-Aubin-des-Bois, Saint-Christophe-en-Dunois, Saint-Denis-d'Authou, Saint-Laurent-des-Bois, Saint-Léger-des-Aubées, Saint-Loup, Saint-Saturnin de Chartres, Saint-Serge (commune de Trizay-au-Perche), Sandarville, Soulaire, Theuville, Thiville, Umpeau, Varize, Villars, Voves, Ymeray, Yermenonville, la chapelle du Gué-de-Long-Roi (1).

A la réquisition du promoteur du Chapitre, les absents étaient pointés et il leur était imparti un délai d'un mois pour purger leur contumace, sous peine d'une amende de quelques livres au profit des pauvres de « l'Aumône de Notre-Dame ».

L'Assemblée passait alors à la discussion de son ordre du jour : affaires liturgiques, fixations de fêtes, achats ou réparations d'objets du culte, renouvellement des Saintes-Huiles, instruction religieuse, comptes de Fabrique, tarifs d'honoraires pour les messes, baptêmes, mariages et inhumations, statuts et règlements nouveaux, discipline des prêtres, etc.

Après diverses prières, le synode était clos. On voit que le Chapitre se comportait vis-à-vis de ses curés comme un véritable évêque ; les chanoines invoquaient leur possession immémoriale de tenir des synodes comme une preuve de leur juridiction privilégiée quasi-épiscopale (2).

(1) Certaines de ces cures étaient pourvues par les dignitaires, qui n'avaient pas de synodes.

(2) V. Arch. dép., G, 903 et G, 132, C. XXII, C *bis* (extraits, règlements, discours). — B. m., ms. 1161, f^os 53 et s. ; R. c., ms. 1009-4, f^os 105, 333, 334. — V. Thiers : *de Stola*, p. 93.

CHAPITRE XX

LA RÉMUNÉRATION DES CHANOINES (1)

Bien que cet ouvrage ne traite pas de l'activité économique du Chapitre, il nous a paru indispensable de donner quelques indications générales sur les ressources des chanoines (1).

Les chanoines étaient rétribués par les **fruits des prébendes** et les **distributions**

I

LES PRÉBENDES

Généralités.

« Le nom de prébende, écrit du Rousseaud de Lacombe, se confond ordinairement avec chanoinie et canonicat. Néanmoins, dans le droit canon, il y a quelque différence. La prébende est le droit de percevoir certains revenus dans une Église cathédrale ou collégiale, affecté à certaines fonctions, qui peut subsister sans canonicat; au lieu que la chanoinie est un titre spirituel et incorporel, indépendant du revenu temporel, mais qui en est inséparable : de sorte que ce n'est pas à la prébende, mais au canonicat que le droit de suffrage et autres droits spirituels sont annexés (2). »

Prébende vient du latin : « *praebenda* », c'est-à-dire les choses qui doivent être fournies pour subvenir aux besoins d'une personne.

(1) Le lecteur que cette question intéresserait particulièrement pourrait consulter : 1^o le *Polyptique de Notre-Dame*, reproduit par M. Merlet dans le t. II du *Cartulaire N.-D.*; 2^o Un manuscrit anonyme des Archives départementales, série G, suppl. : *Usages de l'Église de Chartres*; 3^o Les registres capitulaires, où sont insérés les partages périodiques de prébendes et les modifications de l'office. Nous avons déjà consacré quelques pages à l'officier général du Chapitre : *supra*, pp. 163 et s.

(2) *Op. cit.* : Prébendes, p. 86. — V. aussi le rapport de M. de Santeul sur le *Trésor de N.-D. de Chartres*, p. 87.

Dans son glossaire, du Cange donnait cette définition : *Prebendae (sunt) cibi ac potus portiones diurnae, quae monachis, canonicis dantur ac praebentur*.

A Chartres, le mot **prébende**, employé dans les textes antérieurs au ^{xii}^e siècle, n'avait pas d'autre signification que la précédente.

A l'origine, comme nous l'avons déjà vu, les biens ecclésiastiques étaient dans l'indivision; la vie des ministres était commune (1). C'était l'époque de la **fraternité**. Vers le ^{ix}^e siècle, la mense capitulaire fut constituée à l'état distinct; des circonscriptions administratives, appelées prévôtés, furent créées au nombre de quatre : Nogent-le-Phaye, Fontenay-sur-Eure, Amilly et Beauce. Les personnages placés à leur tête ne se montrèrent pas dignes de la confiance qu'on leur avait témoignée. Nous connaissons les exactions dont les prévôts se rendirent coupables et qui motivèrent les réformes énergiques de Guillaume-aux-Blanches-Mains et de Renaud de Mouçon (2).

La juridiction passa aux mains des chanoines, réunis par groupes de deux, trois, quatre ou plus; il fallut en conséquence diviser les possessions foncières du Chapitre en prébendes particulières. Cette transformation eut lieu dans la dernière partie du ^{xiii}^e siècle. Les historiens ont fait justice des relations erronées de la Vieille Chronique qui attribuait à l'évêque Eudes le mérite d'avoir enlevé aux prévôts l'intendance des biens du Chapitre pour la remettre aux chanoines, sous la forme de prébendes (3).

Les prébendes cathédrales étaient nombreuses. Le chiffre n'en était pas fixé d'une façon immuable. En principe, il n'y avait qu'une vingtaine de prébendes, mais chacune était subdivisée en deux, trois, quatre, cinq, six portions de collocation, communément appelées elles-mêmes prébendes.

Certaines prébendes avaient des affectations spéciales (4).

(1) Un ou plusieurs économes veillaient sur le patrimoine de l'Église.

(2) V. *supra*, pp. 115 et s.

(3) *Vieille Chronique*, *Cart. N.-D.*, I, p. 14. Odo tint le siège de Chartres de l'an 966 à l'an 1004.

(4) L'auteur du *Polyptique de Notre-Dame*, traité datant du ^{xiii}^e siècle, écrivait : *In ecclesia Carnotensi sunt IIII^{xx} et IX prebende integre et VI dimidiæ; de quibus Sanctus Petrus Carnotensis habet VI integras; Sanctus Martinus - in - Valle unam integram; Sanctus Johannes - in - Valleya unam integram; Bellus Locus Leprosorum unam dimidiam; magister operis ecclesie unam integram; et totum Capitulum Carnotense unam integram que vocatur prebenda de Sandarvilla; solebat eam habere, sed modo pertinet ad usum matutinarum. Et ita remanent sexaginta decem et octo prebende integre et IIII^{or} dimidiæ pro sexaginta decem et VII personis* (*Cart. N.-D.*, II, p. 279).

Dans cette énumération, le scribe a omis la prébende de l'abbaye de Cluny et la demi-prébende de l'Aumône N.-D. de Chartres.

1^o Vers 950, l'évêque Ragenfroy avait donné à l'**abbaye de Saint-Père** de Chartres douze prébendes ou portions de fruits provenant des domaines de l'Église, destinées à l'entretien des moines.

Hardouin, successeur de Ragenfroy, réduisit à six seulement le nombre des prébendes, dont la possession fut reconnu aux religieux par une bulle du pape Pascal II (6 janvier 1106) (1). Le 14 juillet 1508, le Chapitre céda à l'abbaye de Saint-Père la terre et seigneurie de Giroudet et quelques autres redevances en compensation des six prébendes auxquelles renonçaient les moines (2).

2^o Selon un titre remontant au milieu du x^e siècle, Albert, **abbé de Marmoutier**, stipulant au nom de tous les membres de sa communauté obtint de l'évêque Agobert et du Chapitre la « concession d'une prébende ». De leur côté, les moines voulurent faire preuve de générosité; ils promirent aux chanoines des prières après leur mort et un service solennel avec chants et messe lors de leur inhumation. Les évêques avaient l'honneur du martyrologe de l'abbaye. Le prieur de Saint-Martin-au-Val était membre de Marmoutier et, comme tel, jouissait de la prébende (3).

3^o Par une charte de 1099, Yves, évêque de Chartres, fit don aux **abbé et religieux de Saint-Jean-en-Vallée** de divers biens destinés à la dotation de leur église et de leur monastère, notamment de la première année de revenu de toutes les prébendes de Notre-Dame qui viendraient à vaquer par mort, démission ou autre manière; en outre, Yves affecta une prébende cathédrale au profit des chanoines réguliers de Saint-Jean. L'abbé devait faire à son tour sa semaine de chœur, comme un véritable chanoine, et les religieux étaient tenus de dire un annuel de messes pour l'âme des membres défunts du Chapitre. Les papes Pascal II et Eugène III confirmèrent ces dispositions, qui avaient été ratifiées et précisées par l'évêque Geoffroy de Lèves (4).

L'interprétation de ces titres suscita de nombreux différends.

(1) B. m., *Gall. Christ.*, t. VIII, inst. 291 et 311; de Guérard, *Cart. Saint-Père*, pp. 12, 13, 257, 351; *Cart. N.-D.*, I, IX, XXX; II, CCLI, n^o 1.

A noter que pendant la lutte du Chapitre avec l'évêque Robert de Joigny, les gros des six prébendes que l'abbé de Saint-Père avait le droit de percevoir sur la mense capitulaire furent confisqués. Ce ne fut qu'après la bulle de « pacification » de Jean XXII que l'abbé, partisan de l'Évêque, rentra en possession de ses revenus.

(2) Arch. dép., G, 131, C. IX, A, 3, f^o 234 v^o : accord en Parlement homologué par le Pape et l'Évêque.

(3) Arch. dép., G, 282; *Cart. N.-D.*, I, XV. Saint-Martin-au-Val dépendit de Marmoutier jusqu'en 1663, date à laquelle la communauté des Capucins de Saint-Lubin-des-Vignes occupa l'église et le couvent de Saint-Martin.

(4) Arch. dép., G, 131, C. IX, B, f^o 237, 1, 3, 5 et s. (Les bulles étaient du 13 des

Une sentence arbitrale de 1217 établit un règlement pour la perception des fruits de la prébende de Saint-Jean et des prébendes vacantes. La question des annuels regut aussi une solution. Il fut décidé que l'abbé de Saint-Jean, qui se considérait comme le premier chanoine-né de Notre-Dame, ne pourrait entrer au chœur que les jours de fêtes de la Vierge et pendant sa semaine canoniale. Nous verrons plus loin toutes les difficultés qui s'élevèrent au sujet du « gros » des nouveaux chanoines, revendiqué par les religieux de Saint-Jean (1).

La prébende spéciale de Saint-Jean consistait en soixante sous payés sur les fonds communs, appelés deniers de prévôté.

4^o **La Maladrerie de la Madeleine-du-Grand-Beaulieu** (2) et l'**Aumône de Notre-Dame** (3) avaient chacune une demi-prébende. Dans une bulle du pape Calixte II, en date du 2 novembre 1119, on lit : *Prebendam Leprosis et Helemosine Beate Marie datam* (4) *et divisionem prebende duobus presbiteris ecclesie servitoribus distributam* (5) *firmamus*.

5^o Une prébende entière appartenait au **Maître de l'Œuvre** : elle n'était du reste pas soumise au régime normal de collation (6).

M. Jusselin a établi, dans un récent et savant travail, que la maîtrise de l'œuvre devenue inutile disparut vers 1391, après la mort de Jean d'Ivry (7).

cal. de mai 1108 et du 16 des cal. d'avril 1150). — *Gall. Christ.*, t. VIII, inst., c. 305.

V. lettres d'Yves, éd. Merlet, p. 188, lettre xciii. Yves de Chartres avait introduit des chanoines réguliers de Saint-Augustin dans l'église de Saint-Jean-Baptiste et il supplia la noble comtesse Adèle de défendre de tout son pouvoir les biens de cette église contre les envahisseurs et les usurpateurs. — V. aussi, *Cart. N.-D.*, I, XXIII; II, p. 297; de Lépinos, *op. cit.*, I, p. 87.

(1) V. *infra*, pp. 190 et 191.

(2) Fondé vers 1054 par le comte Thibaut III, transformé en maladrerie lors de l'apparition de la lèpre en Occident, l'hospice de la Madeleine-du-Grand-Beaulieu exista pendant plus de six cents ans. L'évêque de Villeroi prononça la suppression de ce prieuré conventuel séculier, le 12 novembre 1659. Les biens furent réunis à la dotation d'un séminaire.

Au moyen-âge, cette institution avait une grande importance et les autorités ecclésiastiques et laïques s'intéressaient au gouvernement du Grand-Beaulieu et à sa prospérité.

(3) V. *supra*, p. 159, note 1.

(4) Arch. dép., G; 131, C. X, A, 7; *Gall. Christ.*, t. VIII, instr. c. 318; *Cart. N.-D.*, I, XXXIX.

(5) Arch. dép., G, 131, C. IV, DD, 1 : il s'agit de la prébende affectée aux enfants d'aube et à leurs maîtres. En 1412, sa réunion à la mense capitulaire fut ordonnée.

(6) *Le Polyptique N.-D.* dit que cette prébende *est perpetua pro quolibet magistro*. Et il ajoute : *Sciendum est quod... monachi, prebenda Sandarville, Elemosina et magister operis percipiunt solummodo, ratione prebendarum, blada, avenas, ordeum, census terrarum et lanas et adequationes, nichil in aliis redditibus seu proventibus capientes*.

(7) *La Maîtrise de l'Œuvre à N.-D. de Chartres*, pp. 29, 30. — *Polyptique*, in *Cart. N.-D.*, II, pp. 280 et 297.

6° La prébende de Sandarville était possédée en commun par le Chapitre. Il en laissait la jouissance hors partage aux chanoines de son choix (XIII^e siècle) (1).

7° Par un acte de 1071-75, Arrald, alors évêque de Chartres, accorda avec le consentement de son Chapitre le revenu d'une prébende au monastère de Cluny, afin d'établir entre ces deux corporations une confraternité de prières. Cette prébende fut unie à la mense de l'abbaye par une bulle du pape Alexandre IV (1258) (2). Des contestations furent soulevées à plusieurs reprises au sujet de la nature et de la qualité des grains qui formaient le gros de la prébende. Afin d'y mettre un terme, une transaction des 5 et 7 septembre 1666 convertit la prestation en nature en une redevance annuelle de cent trente-cinq livres, évaluation du gros (3).

8° Une prébende, dite du **Saint-Esprit**, présentait une particularité curieuse. Elle était égale à toutes les autres, mais un tiers seulement des fruits (*tercia pars proventus*) appartenait au chanoine titulaire; les deux tiers restants étaient versés à l'hôpital Sainte-Marie-des-Saxons de Rome, uni en 1204 à celui du Saint-Esprit de Montpellier. Quelle était l'origine de ce singulier partage? L'évêque Renaud de Mouçon et son Chapitre avaient, dans une intention pieuse et charitable, concédé une prébende à l'hôpital de Sainte-Marie *ad opus infirmorum et pauperum, pia liberalitate* (4). Le pape Innocent III ne put qu'approuver ce geste généreux. Cependant, dans sa bulle confirmative de novembre 1201, le Pontife n'attribua à l'hôpital que les deux tiers des revenus de la prébende. Le reliquat fut réservé au chanoine pourvu de celle-ci en l'Église de Chartres.

Un chambrier, Renaud des Moulins, racheta de l'hôpital du Saint-Esprit les deux tiers de prébende donnés au XIII^e siècle, mais cette portion ne fut pas rattachée à l'autre tiers en collocation régulière. Renaud des Moulins la laissa au Chapitre à titre de fondation et la Compagnie en fit bénéficier l'Œuvre de Notre-Dame. Un chanoine, Pierre le Guerre, demanda que toutes les prébendes fussent égales en revenu et qu'en conséquence le gros de celle du Saint-Esprit fût équivalent aux autres gros. Par arrêt du Parlement du 14 avril 1598,

(1) *Item consuetum est*, dit le Polyptique, *quod ubi qui percipit prebendam de Sandarvilla prebendam suam percipit, ibi percipiet camera census et lanas pro dicta prebenda de Sandarvilla, que pertinet ad parvum compotum*; *loc. cit.*, pp. 285, 297.

(2) Arch. dép., G, 131, C. IX, K, 1, 2; D'Achery : *Spic.*, VI, p. 451; *Gall. Christ.* t. VIII, instr., c. 303; *Cart. N.-D.*, I, XVII.

(3) Arch. dép., G, 131, C. IX, K, 3, et G, 698. La transaction se trouve dans la liasse.

(4) V. Arch. dép., G, 131, C. I, T, 1, f^o 21^{ro}, avec une note; *eod. loc.*, G, 367; *Cart. N.-D.*, II, CXLIX, p. 11.

ce chanoine novateur fut débouté de ses prétentions. La prébende du Saint-Esprit existait encore lors de la suppression du Chapitre (1).

9^o Nous avons étudié précédemment les **prébendes théologique et préceptoriale**. Le lecteur voudra bien se reporter aux explications que nous avons fournies (2).



Les Partages.

La division du domaine capitulaire en prébendes était effectuée au moyen de partages périodiques. *Hec partitio prebendarum quinquennalem terminum debeat oblinere*, ordonnait le pape Alexandre III dans une bulle, donnée à Tusculum le 6 des ides d'avril 1171-72 (3).

La durée des partages varia suivant les époques; au XIII^e siècle, elle était de neuf ou douze années (4). L'auteur du manuscrit sur les Usages de l'Église de Chartres (5) citait des partages beaucoup moins espacés; certains étaient renouvelés tous les cinq, six ou neuf ans. En un mot, le Chapitre n'avait pas établi de règle immuable sur ce point; on tenait compte surtout des résultats pratiques.

« Il y a exemple, observait le même auteur des Usages, de tous les trois [ans] et depuis peu l'expérience a fait voir que les partages les plus longs sont les plus profitables et au général et au particulier, comme au contraire les plus courts sont les plus dommageables, à cause de la négligence que les particuliers prébendez apportent à se faire payer du champart qu'on leur conteste, ou il ne s'agit que d'une année qu'ils estiment peu de chose à leur égard, espérant changer de prébende au premier jour et ne se donnant pas même la peine d'en avertir la Compagnie, bien loin de poursuivre les refusants. » (6). D'ordinaire, au XVIII^e siècle, les partages avaient lieu de six en six ans, à compter du jour de la Saint-Georges (25 avril).

Les opérations du partage étaient très complexes, elles étaient commencées vers la fin de mars ou au début d'avril; une commission, spécialement constituée par le Chapitre et choisie parmi les dignitaires et chanoines de tous ordres, y travaillait activement en collaboration avec les membres de la Chambre (7).

(1) Arch. dép., 131, C. I, R, 2, f^o 21^{ro}; B. m., ms. 1162, f^o 21 v^o.

(2) V. *supra*, pp. 130-134.

(3) Arch. dép., G, 131, C. X, A, 4, déjà cité; *Cart. N.-D.*, I, pp. 189, 190.

(4) *Polyptique de Notre-Dame*, *loc. cit.*, p. 283.

(5) Ce manuscrit fut rédigé dans la seconde moitié du XVII^e siècle.

(6) *Usages*, *op. cit.*, p. 25.

(7) Au XVII^e siècle du moins, cf. *Usages de l'Église de Chartres*, *loc. cit.*, pp. 25, 26. Sur la composition de la commission, v. les R. c., par ex. : le 25 juin 1770, on

La tâche de cette commission, présidée de droit par le chambrier, était difficile; elle exigeait une longue expérience des affaires, une grande impartialité et une véritable adresse : les commis devaient respecter les usages, tenir compte de multiples circonstances, établir des portions aussi égales que possible et, par surcroît, contenter tout le monde grâce à une juste appréciation des droits de chacun.

Chaque chanoine était tenu de déclarer par écrit les produits exacts de sa prébende pendant les trois années immédiatement précédentes; ainsi, les commis possédaient des points précis de comparaison, qui leur permettaient de dresser leurs évaluations et de proposer toutes majorations ou toutes diminutions nécessaires. Si le revenu d'une portion de prébende avait bénéficié antérieurement d'une plus-value notable, les commis attribuaient aux chanoines moins avantagés des soultes en deniers qui leur étaient versées par leurs confrères favorisés. Le règlement avait lieu à la Chambre, après le grand compte de la Purification (2 février).

Lorsqu'ils avaient terminé leur répartition et fixé la quantité de grains que chaque prébende devait fournir, les commis rapportaient le projet par eux élaboré en séance capitulaire. L'Assemblée donnait son approbation ou effectuait les modifications qu'elle jugeait utiles. Puis il était ordonné que les lois du partage seraient signées et paraphées par le président, les chanoines et les notaires et observées par tous. Des copies du partage pouvaient être délivrées à chacun des intéressés. Le texte définitif était inséré dans les registres ordinaires de délibérations.

Tout était ainsi préparé pour l'**acceptation**. Parfois certains chanoines, désireux de conserver ou de posséder une prébende, mettaient des **enchères** sur les évaluations des commis. Par exemple, ceux-ci avaient estimé la prébende totale d'Ymeray à dix-huit muids de grains (1); il était loisible à tout chanoine, jusqu'à la fin du chapitre de la veille de Saint-Georges, d'offrir un chiffre supérieur tel que vingt muids. « Enchérir n'est autre chose qu'une augmentation mise par des chanoines outre et par-dessus le prix à quoy a été fixée la prébende qu'ils enchérissent et il faut estre le mesme nombre dont sont convenus les commis qui ont fait le partage ». Si quatre chanoines étaient colloqués sur Ymeray, chacun pour une portion,

nomma à l'avance la commission du prochain partage; furent désignés deux dignitaires, deux chanoines-prêtres, deux chanoines-diacres, deux chanoines sous-diacres (Arch. dép., G, 330, fo 72v°).

(1) Rappelons que le muid ou douze septiers ou quarante-huit minots valait environ quinze hectolitres. — V. *infra*, p. 195, note 1.

un seul chanoine ne pouvait se porter enchérisseur pour sa part ou pour la totalité, mais quatre chanoines devaient s'engager solidairement à verser les vingt muids.

En outre, il fallait une enchère suffisante; souvent le taux exigé était de six septiers. Par le fait de leurs enchères, les chanoines ne pouvaient plus accepter une autre prébende que celle enchérie. Passé le chapitre de Saint-Georges, ils retrouvaient la faculté de permuter ou opter, « n'étant pas juste qu'ayant voulu faire le profit du Chapitre, ils soient déchus de toute grâce ».

Lors du chapitre général du 23 avril, avaient lieu les **acceptations**. Cette formalité avait une importance considérable. Jusqu'à ce jour, le partage n'était réalisé que d'une façon un peu théorique. Les grandes prébendes, désignées par les noms de leurs chefs-lieux, avaient été délimitées, estimées en grain ou en argent et évaluées eu égard à tous les avantages et à toutes les redevances qu'elles comprenaient; les portions de collocations avaient été constituées, mais tous ces cadres étaient vides. Comment les garnir?

A l'heure indiquée pour la séance capitulaire, un notaire appelait à haute voix les dignitaires et chanoines selon l'ordre de la cédula. Il commençait par le doyen qui se levait de son siège, se rendait aussitôt au bureau et faisait connaître les portions choisies par lui. Comme il était dignité « double », il « se mettait » par exemple à Bennes, *pro dignitate*, et à Clévilliers, *pro prebenda*. Ensuite, dans les mêmes conditions, venaient le grand chantre, le sous-doyen, le sous-chantre et le chambrier. Puis se succédaient : le chancelier, le grand archidiaque, l'archidiaque de Dunois, celui de Pinserais, les archidiaques de Blois, Dreux et Vendôme, les prévôts d'Ingré, de Normandie, de Mazangé et d'Auvers, enfin le chevecier. Après ces dignitaires, comparaissaient les chanoines-prêtres, les diacres et les sous-diacres (1). Le procès-verbal des acceptations était transcrit dans les registres officiels de la Compagnie (2).

L'effet de l'acceptation était intéressant : le chanoine colloqué devenait le **fermier** du Chapitre, auquel il devait assurer une prestation de « grains », soit en nature, soit en deniers, conformément aux clauses du partage : p. ex., la prébende totale d'Ymeray valait

(1) V. pour le XIII^e siècle, le *Polyptique* dans le *Cart. N.-D.*, p. 284.

(2) Le dernier jour des chapitres généraux de Saint-Jean-Baptiste, était publiée et inscrite dans les registres capitulaires la *portio praebendarum*. Elle était ainsi libellée : *Apud Bouglainvallem sunt tres*, etc. A la fin de la *portio* était insérée la liste nominative des chanoines non résidents, « forains » et incapables. Les gros à affectation spéciale étaient énumérés : Saint-Jean, Saint-Martin, l'Aumône, Cluny, Beaulieu, Saint-Esprit,

vingt muids par suite d'enchère. Les quatre chanoines acceptants étaient responsables envers la Compagnie de ces vingt muids et de tous autres produits qu'elle pouvait s'être réservés.

« Comme chaque art retient de certains termes qui lui sont particuliers pour s'exprimer, le Chapitre de Chartres se sert d'un mot plus honnête que celui de fermier et prend celui de **redon**, qui est fort significatif; d'autant que les prébendes ayant payé au Chapitre le prix de leur ferme, le même Chapitre par son officier leur redonne leur grain jusqu'à la quantité de six muids pour chaque prébende, qui sont : trois muids pour le gros, vingt-et-un septiers pour le bled de communauté et quinze septiers pour les foranitez; et s'il échut que la prébende soit fixée à plus grande quantité de grain qu'il n'en faut pour le redon des prébendes à raison de six muids à chacun, le Chapitre dispose encor de ce surplus en faveur de ceux qui n'ont pas leurs six muids complets; et cette sorte de redon est tellement privilégiée, qu'il n'est pas permis à personne de toucher aucun grain ou argent de sa prébende qu'il n'ait auparavant satisfait à cette obligation (1) ».

Il n'aurait pas été pratique de répartir l'exploitation des prébendes entre autant de chanoines qu'il existait de collocations. Le résultat de ce morcellement eût été mauvais. De récentes expériences de politique agraire ont démontré les inconvénients de pareil système. Le Chapitre de Chartres sut éviter cet écueil; il employait la régence dans chacune de ses prébendes.

Le **régent** était un des chanoines co-prébendiers qui assumait à lui seul tout le gouvernement spirituel et temporel de la prébende, où il était colloqué pour sa portion. On lira dans les conditions de partage publiées ci-après (art. 25 et s.), l'énumération des pouvoirs du régent (2). La régence appartenait aux chanoines intéressés, à tour de rôle, par année. Les régences étaient déclarées lors de la Saint-Georges et le greffier en tenait registre. L'obligation de résidence était rigoureusement imposée au régent.

Diverses circonstances pouvaient modifier les collocations primitives pendant la durée du partage : l'option et la permutation (3). Il y avait **option**, lorsqu'un chanoine déjà pourvu passait d'une pré-

(1) *Usages de l'Église de Chartres*, op. cit., p. 27.

(2) V. *infra*, pp. 210-212. V. aussi Rouillard, *Parthénie*, f^o. 110 et Challine, op. cit. : Police du Chapitre.

(3) V. les articles des conditions de partage, n^{os} 17 et s; *infra*, pp. 207-208.

bende dans une autre, vacante pour un motif quelconque. L'option était toujours préférée à l'acceptation; il s'ensuivait que les nouveaux venus ne pouvaient espérer se saisir des meilleures prébendes.

La **permutation** consistait en une convention entre deux chanoines colloqués qui échangeaient leur prébende. Le Chapitre exigeait qu'ils fussent en bonne santé au moment de leur contrat. Faite après la première année de partage, la permutation équivalait à l'option et entraînait comme elle le paiement d'un droit (1).

Tel était le mode d'administration des prébendes de Notre-Dame de Chartres (2).

(1) Le chanoine permutant qui prenait possession de sa nouvelle prébende devait payer les taxes ordinaires de prise de possession; il était installé au chapitre et au chœur au dernier « stal ». Toutefois, il était dispensé de stage.

(2) Il ne faut pas confondre les prébendes avec les **prêtrières**. Aux dires du Chapitre, l'origine de ces biens aurait été absolument distincte. Les prébendes proviendraient de la dotation primitive de l'Église. Rouillard n'hésitait pas à prétendre que l'ancien domaine de l'Église était celui qu'autrefois possédaient les Druides, grands seigneurs puissants et riches du pays, dont la propriété aurait été transmise à l'Évêque et au Chapitre, subrogés à leur fonction sacerdotale, depuis la conversion à la religion chrétienne. Cf. aussi Challine, *op. cit.*, p. 427. Nous ne discuterons pas une telle hypothèse purement gratuite. Quant aux prêtrières, elles comprenaient les immeubles donnés par les rois, princes, évêques, chanoines et autres généreux particuliers. — V. aussi l'opinion de M. de Santeul, dans son *Trésor de N.-D.*, p. 89.

Selon nous, c'était le système de gestion des prêtrières, qui les distinguait surtout des prébendes. Dans un très curieux certificat (B. m., R. c., ms. 1009-7, f° 222, 7 nov. 1703), nous lisons : « L'usage de nostre Église est de donner à des chanoines en particulier au plus offrant et dernier enchérisseur, pour sa vie canoniale seulement et moyennant une certaine somme par chacun an avec quelques modifications, la régie et administration desdites maisons, jardins et autres héritages, ce que nous appelons donner en prestrière, c'est-à-dire par usufruit, et à titre de précaire seulement, car ce terme de prestrière s'exprime du latin dans nos anciens titres par celui de *precaria*, de sorte que c'est toujours l'Église ou l'Hostel-Dieu qui demeurent propriétaires du fonds desdits héritages; et ce qui prouve que les chanoines particuliers qui jouissent des prestrières de ces sortes de maisons ou jardins ne sont que de simples économes, usufruitiers et non propriétaires, c'est que quelques améliorations et augmentations qu'ils aient pu faire dans lesdits maisons, jardins ou autres héritages, lorsqu'ils viennent à décéder ou quitter volontairement leurs bénéfices, le Chapitre ou l'Hostel-Dieu rentre de plein droit dans la jouissance de ces memes héritages, sans qu'eux, leurs héritiers ou ayants cause puissent prétendre ny demander aucun dédommagement pour les dites améliorations; memes qu'à l'égard des maisons qui sont dans la ville, c'est toujours le Chapitre ou l'Hostel-Dieu qui est tenu de faire toutes les grosses réparations qui y surviennent, le prestrier n'étant chargé que des menues réparations et ne pouvant y faire aucun changement, sans une permission expresse du Chapitre ou des commis à la régie dudit Hostel-Dieu. » Sous réserve de ses droits, le Chapitre acceptait parfois les démissions *in favorem* des prêtriers; v. B. m., R. c., ms. 1009-9, f° 418 r°.

Des cautions devaient être fournies dans la quinzaine de l'adjudication; v. B. m., R. c., ms. 1009-22, f° 331 r° et Challine, *op. cit.*, pp. 433-434.

Les gros fruits des Prébendes

On comprenait sous l'appellation de gros fruits ou vulgairement « cahier de communauté » : 1^o le gros proprement dit; 2^o le blé de communauté; 3^o les forennités ou collocations vacantes; 4^o et le droit de collocation.

1^o **Le gros** consistait en grains attribués à chaque prébende : p. ex., au XVII^e siècle, trois muids (1) dont un tiers avoine et deux tiers blé. Pour les gagner, il fallait une résidence effective *per majorem partem anni* (2), soit vingt-sept semaines; « c'est pourquoy, écrit l'auteur des Usages (3), on oblige les nouveaux chanoines qui doivent le stage de le présenter avant Noël, afin que les vingt-sept semaines de résidence se trouvent entières jusqu'au jour de la Saint-Jean-Baptiste. ».

L'abbé de Saint-Jean-en-Vallée profitait souvent des gros de diverses prébendes. En effet, comme nous l'avons vu, aux termes de la donation consentie par Yves de Chartres en 1099 (4), la première année de revenu de toutes les prébendes vacantes par mort, démission, etc., appartenait à l'abbaye de Saint-Jean, à charge de prières. Sans entrer dans le détail des nombreuses difficultés d'exécution suscitées par les religieux, exposons brièvement les règles généralement admises (5).

Lorsqu'un chanoine résignait ou mourait pendant les six mois qui séparaient la Saint-Jean de Noël, le gros était dévolu à l'abbé de Saint-Jean, car il n'était pas encore gagné par le titulaire de la prébende. Il en était de même, si le chanoine mourait ou résignait après le 25 décembre sans avoir accompli sa résidence; mais si celle-ci

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, A: Par ordonnance du 11 septembre 1652, le gros fut réduit à deux muids, à cause de la misère des temps et des besoins urgents de l'Office.

(2) Pour les questions de résidence et de stage, v. *infra*, pp. 219 et s.

(3) *Op. cit.*, p. 16.

(4) V. *supra*, pp. 182-183.

(5) Une convention, élaborée par les délégués du Pape en 1217, régla la perception des fruits par l'abbé de Saint-Jean, en ce qui concernait les prébendes vacantes (Arch. dép., G, 131, C. IX, B, 3). Vers 1271, une composition provisoire fut signée entre le Chapitre et l'abbaye de Saint-Jean-en-Vallée, au sujet des premiers fruits de la prébende de Thibault de Nanteuil, chanoine de Chartres, décédé avant la fin de son stage (*ibid. loc.*, n° 5). Autres transactions : 1427, 1524, 1529, 1588 (Arch. dép., *loc. cit.*, n°s 8, 9, 11). Les religieux avaient émis la prétention de toucher deux gros sur une même prébende, lorsqu'à la suite d'un litige un contendant était évincé au profit d'un autre. Des consultations furent demandées sur ce point aux avocats; un arrêt du 23 mars 1739, rendu par le Grand Conseil entre le sieur des Haises, chanoine de Chartres, le Chapitre et l'abbé de Saint-Jean, rejeta les demandes de ce dernier (Arch. dép., *loc. cit.*, G, 131, f° 239).

était parfaite lors de la mutation, les gros fruits revenaient au Chapitre et non à l'abbaye de Saint-Jean. Les nouveaux chanoines ainsi privés de leur gros ne percevaient que les émoluments de justice et leurs distributions. Dans la *portio prae bendarum* établie le dernier jour du chapitre général de Saint-Jean-Baptiste, une place était réservée aux gros de l'abbé de Saint-Jean.

2^o Le blé de communauté. — On désignait par cette expression une certaine quantité de grains (deux tiers blé et un tiers avoine), d'ordinaire vingt et un septiers. Cette partie des gros fruits était gagnée par tous les chanoines, prêtres, diacres, sous-diacres, tonsurés au prorata de leur résidence. Par exemple, au taux de vingt et un septiers, une résidence de quatre mois donnait droit à sept septiers et une résidence de vingt-sept semaines à dix septiers et mine. Il n'était pas tenu compte d'une résidence inférieure à un mois. Il convient de remarquer la différence avec le gros qui était indivisible et se perdait ou se gagnait tout entier.

3^o Les foranités, forennités et collocations vacantes [quinze septiers] étaient des grains (deux tiers blé et un tiers avoine), provenant des prébendes dont les titulaires s'étaient absentés irrégulièrement et se trouvaient rayés de la cédula; ceux-ci étaient appelés chanoines *foranei* (1). Cette allocation de grains était acquise aux mêmes conditions que le « blé de communauté ». Cependant, tous les chanoines ne percevaient pas les grains de forennités; en étaient privés : 1^o les selletiers; 2^o les chanoines n'ayant pas en mains leur gros proprement dit; 3^o ceux dépourvus de collocation effective sur une portion de prébende et payés en argent de leur gros et de leur blé de communauté (2).

4^o Le droit de collocation. — Une prébende, comme celle de No-

(1) *Le Polyptique* s'exprimait ainsi sur eux : *Forennei vero nichil percipiunt de dictis fructibus, nisi XL sol. per annum, quos habent per manum Capituli pro omnibus ratione prebende : fructus autem prebendarum forenneorum pertinent Capitulo, et recipiuntur et reponuntur in orreo magni Loenii, et portionantur et distribuuntur communi canonicorum non forenneorum, post compotum Purificationis, nisi vendantur pro necessitate Capituli* (op. cit., p. 297).

(2) *Usages de l'Église de Chartres*, pp. 18, 19. — V. les abondantes explications fournies par l'auteur. Une sentence de septembre 1225 avait ordonné qu'en cas de démission ou de décès d'un chanoine après sa résidence parfaite, les forennités pour le reste de l'année lui reviendraient ou appartiendraient à ses héritiers. Si la résidence n'était pas accomplie, le Chapitre bénéficiait de la part du chanoine sans que l'abbaye de Saint-Jean y pût rien prélever (B. m., ms. 1162, f^os 324, 325; *Cart. N.-D.*, II, CCLI).

gent-le-Phaye, était estimée par les commis chargés du partage à trente-cinq muids de grain et cinq chanoines y étaient colloqués ; si les prébendiers affermaient leurs dimes et champarts pour une quantité de quarante-cinq muids, la différence entre l'évaluation du partage et le revenu réel était de dix muids qui appartenaient aux chanoines : ce gain était appelé collocation. « Elle est acquise, selon les Usages, à chaque prébendé du jour de son acceptation, sans estre obligé de faire aucune résidence, parce que ce petit profit est purement casuel et un effet de leur industrie et que les fermiers de la campagne ne sont point reconnus par le Chapitre pour ses débiteurs. »

. * .

Nous donnons ci-après, afin d'illustrer les explications qui précèdent :

- 1^o Un tableau des prébendes au xiii^e siècle ;
- 2^o Des extraits d'un bref de partitions (même époque) ;
- 3^o L'analyse d'un partage (indication des prébendes et de leurs dépendances, estimations, collocations) ;
- 4^o Une copie des articles, charges et conditions d'un partage du xviii^e siècle.

I

RÉPARTITION DES PRÉBENDES AU XIII^e SIÈCLE (1)

		Prébendes entières	Demi- Prébendes
<i>Prévôté d'Amilly</i>	1. Amilly	4	
	2. Saint-Aubin-des-Bois.	7	
	3. Clévilliers.....	3	
	4. Chêne-Chenu.....	6	
	5. Landelles	4	
<i>Prévôté de Fontenay</i>	6. Fontenay-sur-Eure.....	3	1
	7. Mignières	3	1
	8. Charonville	4	
	9. Bennes.....	4	
	10. Sandarville	5	
<i>Prévôté Beauce</i>	11. Voves	7	
	12. Reboulin	3	
	13. Dammarie.....	2	
	14. Dunois.....	6	1
<i>Prévôté de Nogent</i>	15. Nogent-le-Phaye.....	4	1
	16. Champseru.....	3	
	17. Ymeray	4	
	18. Jouy	2	1
	19. Berchères-la-Maingot	4	
	20. Bouglainval	4	
	21. Berchères-sur-Vesgre	4	1
Total	Prébendes entières	86	
	Demi-prébendes.....		6

II

BREF DE PARTITION (XIII^e SIÈCLE)

ANALYSE DE QUELQUES DISPOSITIONS ESSENTIELLES

1^o *Lods et ventes, reliefs, rachats* : toutes ces redevances relatives aux mutations de terres, mairies et hommes de corps étaient réservées par le Chapitre; elles étaient versées à la Chambre qui les

(1) V. le *Polyptique de N.-D.*, qui fut écrit en l'an 1300, et le *Cart. N.-D.*, II, pp. 287 et s.

employait au règlement des frais courants. Le reliquat figurait sur les « Comptes de la Purification » (1).

2° *Administration intérieure des prébendes* : les co-prébendiers pouvaient procéder entre eux à des sous-divisions ou échanges, à condition d'en informer le Chapitre.

3° *Les Maires* : chargés de la garde des prés et bois et, avec le concours des curés, de la perception des fruits des prébendes, ils prêtaient serment de fidélité et étaient responsables de tous dégâts et dommages.

4° *Dépenses nécessitées par les réparations des granges* : elles étaient supportées par les prébendiers, au dessous de quarante livres ; au-dessus de cette somme, le Chapitre y participait pour moitié. À la fin de leur jouissance, les prébendiers devaient rendre les granges en bon état.

5° *Usurpations* : les prébendiers avaient le devoir de les empêcher ou de les faire cesser ; ils bénéficiaient des biens qu'ils avaient fait restituer au Chapitre.

6° *Églises paroissiales* : elles étaient visitées par les prébendiers en personne ou par procureur, une fois l'an. Les prébendiers étaient « archidiares » ou du moins en remplissaient les fonctions dans chacune des paroisses de leur territoire. À titre de procuration, le prébendier recevait du curé quinze sous pour un revenu de trente livres. La même proportion était conservée au delà de cette somme (2).

III

UN PARTAGE (3)

« Nous, Doyen, Chanoines et Chapitre de l'Église cathédrale de Chartres, suivant l'ancienne et louable coutume de notre Église, avons fait les lots, partages et division des prébendes de notre Église qui dureront six ans, à commencer au jour Saint-George prochain vingt trois avril 1742, en la forme et manière qui suit et sous les conditions qui ont été acordées. »

1° *Nogent-le-Phaye* (*Nogentum Fisci* ou *Fiscum*).

Dépendances : dîmes et champarts de Nogent-le-Phaye, Gasville, Oisème, Cinq-Ormes, Sainneville (Senneville) ; les deux tiers des

(1) On distinguait le **Grand Compte** et le **Petit Compte** (*tornus*). La lamproie était alimentée par le Petit Compte.

(2) V. Merlet et de Lépinos, *Cart. N.-D.*, Intr. pp. ciii et civ ; *Polyptique N.-D.*, *cod. loc.*, II, pp. 285, 286, 287 ; v. aussi Challine : *Recherches, op. cit.*, pp. 428 et s.

(3) B. m., ms. 1009-28, f° 50 v° et s.

dîmes de laine et d'agneaux de Nogent; nomination aux vicairies perpétuelles de Nogent et Saint-Léger-des-Aubées.

Estimation (mesure du Chapitre) (1) : 28 muids 6 septiers de grains.

Collocation : 5 prébendés.

2^o Champseru (*Campus-Serucus*).

Dépendances : dîmes et champarts de Champseru, Umpeau, Breez et Senainville; deux tiers des dîmes de laine de Champseru et Umpeau.

Estimation : 35 muids 6 septiers.

Collocation : 6 prébendés.

3^o Ymeray (*Ymereium, Hismeriacum*).

Dépendances : dîmes et champarts d'Ymeray, Bonville, le Cerf, Droué, Émancé, Le Monceau, Sauvage et Chastaines; nomination aux vicairies perpétuelles de Ymeray, Droué, Émancé.

Estimation : 18 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 4 prébendés.

4^o Bouglainval (*Buglainvallis*).

Dépendances : dîmes et champarts de Bouglainval, Yermenonville-sous-Gallardon, Boigneville, Mévoisins et les dîmes de Coulonge à Chartainvilliers; nomination aux vicairies perpétuelles de Bouglainval, Yermenonville, Mévoisins et Houx.

Estimation : 15 muids.

Collocation : 3 prébendés.

(1) Le **muid** était la plus grande mesure en usage dans la région chartraine, elle valait douze **septiers**. Le septier comprenait quatre minots à Chartres, six à Dreux, cinq à Nogent-le-Roi, trois à la Ferté-Vidame. La **mine** était un demi septier ou deux minots. Le **minot** était divisé en deux **boisseaux** et le boisseau en quatre ou six **quarts**. Un sac contenait quatre minots. La **mesure du Chapitre** était inférieure à celle du Roi de trois mines par muid de grain, « de sorte que les dix septiers et mine de bleid, mesure du Roy, font le muid mesure dudict Chapitre et que sur chacun septier, il y a un demi minot de rabais, parce que les trois minots et demy de grains, mesure du Roy font le septier, mesure du Chapitre. » (Acte du Bailli de Chartres du 28 janvier 1594; Arch. dép., G, 131, C. V, A, f^o 132 v^o; *eod. loc.*, G, 537. — V. Gén. Aclocque, *Corporations de Chartres*, p. 98).

Les poids et mesures du Chapitre étaient aux mains du procureur fiscal de la Mairie de Loëns, siège de la juridiction temporelle capitulaire (V. B. m., ms. 1009-20, f^o 86 v^o).

Le minot à avoine ou à maïs était plus grand que le minot à blé d'un douzième environ.

On estime le minot à blé de Chartres à.....	31 l. 659
— — — — — Dreux à.....	29 l. 055
— — — — — Nogent-le-Rotrou à.....	43 l. 302
— — — — — Châteaudun à.....	24 l. 128

Consulter : A. Benoist, *Anciennes mesures d'Eure-et-Loir*; Chartres, Garnier, 1843.

5^o Berchères-la-Maingot (*Bercheriae Maingoli*). PREMIÈRE PORTION :

Dépendances : dîmes et champarts de Berchères, Chartainvilliers et Jouy; nomination aux vicairies perpétuelles de Jouy et Landouville.

Estimation : 24 muids.

Collocation : 4 prébendés.

6^o Berchères-la-Maingot. DEUXIÈME PORTION :

Dépendances : dîmes et champarts de Saint-Prest, Barjouville, Saint-Cheron-lès-Chartres et Seresville; les deux tiers des dîmes de laine de la paroisse de Soulaire.

Estimation : 11 muids.

Collocation : 2 prébendés.

7^o Berchères-sur-Vesgre (*Bercheriae-super-Vulgram*).

Dépendances : dîmes et champarts de Berchères-sur-Vesgre, La Musse, Brichelay, Dancourt, Brissart, Cussay, Osmeaux, Lurey et Mézières-en-Drouais; nomination aux vicairies perpétuelles de Berchères-sur-Vesgre, Mézières-en-Drouais et Lurey.

Estimation : 36 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 5 prébendés.

8^o Fontenay-sur-Eure (*Fontanetum-super-Auduram*).

Dépendances : dîmes et champarts de Fontenay-sur-Eure et Nogent-sur-Eure; nomination aux vicairies perpétuelles de Fontenay et Nogent.

Estimation : 21 muids 6 septiers.

Collocation : 4 prébendés.

9^o Minières ou Mignièrès (*Maigneriae*).

Dépendances : dîmes et champarts de Minières, Saint-Loup et Luplanté; nomination aux vicairies perpétuelles de ces trois villages.

Estimation : 17 muids.

Collocation : 2 prébendés.

10^o Sandarville (*Sandarvilla*).

Dépendances : dîmes et champarts de Sandarville, Marchéville, Cernay, le Perray, les Châtelliers-Notre-Dame; nomination aux vicairies perpétuelles de Sandarville, Marchéville et les Châtelliers-Notre-Dame.

Estimation : 28 muids.

Collocation : 5 prébendés.

11° Bennes (*Benae*).

Dépandances : dîmes et champarts de Bennes, le Charmoy, Ville-neuve, Serez, Loulappe, La Thais ou Taye, Dolmont, Mérobert; les deux tiers des dîmes de laine de Bailleau-le-Pin.

Estimation : 30 muids.

Enchère de deux muids sept septiers.

Collocation : 5 prébendés.

12° Charonville (*Carannivilla*).

Dépandances : champarts de Charonville, Blandainville, Grand-houx, Houdouër, Fontenay-au-Perche, Ermenonville-la-Petite, Mézières-au-Perche, Authou; les noïes et les dîmes de Mézières, plus deux muids de grains de la mesure capitulaire à prendre sur la mairie de Queux, appartenant aux Ursulines de Nogent-le-Rotrou; nomination aux vicairies perpétuelles de Charonville, Blandainville, Grand-houx, Les Corvées, Mézières-au-Perche, Gardais, Ermenonville-la-Petite, Saint-Serge et Authou (Saint-Denis d').

Estimation : 27 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 4 prébendés.

13° Amilly (*Amilliacum*).

Dépandances : dîmes et champarts d'Amilly, Cintray, Ouerray et la Noïe; dîmes de laines et menues dîmes de ladite prébende, avec réserve d'une partie abandonnée au vicaire perpétuel de Cintray; nomination aux vicairies perpétuelles d'Amilly et Cintray.

Estimation : 14 muids.

Collocation : 2 prébendés.

14° Saint-Aubin-des-Bois. (*Sanclus-Albinus*). PREMIÈRE PORTION :

Dépandances : dîmes et champarts de Saint-Aubin, Grognauld, Le Pin et Le Buisson; dîmes de laine et nomination à la vicairie perpétuelle de Saint-Aubin.

Estimation : 16 muids.

Collocation : 2 prébendés.

15° Saint-Aubin-des-Bois. DEUXIÈME PORTION :

Dépandances : dîmes et champarts de Fontaine-la-Guyon, Benez ou Benée, Chinaux (Chigneaux), les Rostis, Châtenay, Le Mesnil, Le

Rouvray ; nomination à la vicairie perpétuelle de Fontaine-la-Guyon.

Estimation : 21 muids.

Collocation : 3 prébendés.

16° Cléviliers (*Cluvillare, Clausum-Villare*).

Dépendances : dîmes et champarts de Cléviliers-le-Moutier, Cléviliers-le-Bois, Le Luat, Le Boullay-d'Achères ; et les dîmes de laine et nomination à la vicairie perpétuelle de Cléviliers.

Estimation : 19 muids 6 septiers.

Collocation : 3 prébendés.

17° Chaisnes ou Chêne-Chenu (*Cathenae*).

Dépendances : dîmes et champarts de Chaisnes, Écublé, Gâtelles, Affonville, Dangers ; nomination à la vicairie perpétuelle de Chaisnes.

Estimation : 21 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 3 prébendés.

18° Landelles (*Landelae*).

Dépendances : dîmes et champarts de Landelles, Mandres, Béthaincourt, Les Chastelets (Châtelliers), Beaumont ; nomination à la vicairie perpétuelle de Landelles.

Estimation : 30 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 5 prébendés.

19° Voves (*Vovae*).

Dépendances : dîmes et champarts de Voves, Pierre-Perthuis, Puiseaux, Vieux-Allonnes (Vieil-Allonnes) ; nomination aux vicairies perpétuelles de Voves, Beauvilliers, la Folie-Herbault.

Estimation : 36 muids 6 septiers.

Collocation : 6 prébendés.

20° Dammarie (*Domna Maria*).

Dépendances : dîmes et champarts de Dammarie, Corancez, Theuville, Nicorbin ; dîmes de laine et d'agneaux et nomination aux vicairies perpétuelles de Dammarie, Corancez, Theuville, Pézy et à la chapelle de Nicorbin.

Estimation : 16 muids.

Collocation : 2 prébendés.

21° Reboulin (*Rebolinum*).

Dépendances : dîmes et champarts de Reboulin, Guillonville, le Petit-Baigneaux, Réclainville, Prasville, Orméville, Meulières, Berthouvilliers, Interville (Intréville); nomination à la vicairie perpétuelle d'Interville.

Estimation : 14 muids 6 septiers.

Collocation : 2 prébendés.

22° Dunois. PREMIÈRE PORTION :

Dépendances : dîmes et champarts de Villars, Bullainville, Pré-Saint-Évroult, Plancheville, Bronville et Moriers; dîmes de laine et nomination aux vicairies perpétuelles de Villars, Bullainville et Pré-Saint-Évroult.

Estimation : 10 muids.

Collocation : 2 prébendés.

23° Dunois. DEUXIÈME PORTION :

Dépendances : dîmes et champarts, dîmes de vin, terrages, minotages et avenages de Thiville, Conie, Civry, Saint-Mamert, Pareau; nomination aux vicairies perpétuelles de Thiville, Conie, Civry, Varize, Saint-Christophe-en-Dunois et Saint-Laurent-des-Bois.

Estimation : 12 muids.

Évaluation en argent : 54 livres le muid.

Collocation : 2 prébendés.

RÉCAPITULATION

Vingt châtelainies formant vingt-trois prébendes, par suite de la division en deux portions des châtelainies de Berchères-la-Maingot, Saint-Aubin-des-Bois et Dunois.

	ESTIMATION EN GRAINS		ÉVALUATION EN ARGENT (1)	NOMBRE DE PRÉBENDÉS
	muids	septiers	(en livres)	
1 ^o Nogent-le-Phaye	28	6		5
2 ^o Champseru	35	6		6
3 ^o Ymeray	18		972	4
4 ^o Bouglainval	15			3
5 ^o Berchères la Maing. (I) .	24			4
6 ^o Berchères la Maing. (II)	11			2
7 ^o Berchères-sur-Vesgre . .	36		1.944	5
8 ^o Fontenay-sur-Eure . . .	21	6		4
9 ^o Minières	17			2
10 ^o Sandarville	28			5
11 ^o Bennes	30			5
12 ^o Charonville	27		1.458	4
13 ^o Amilly	14			2
14 ^o St-Aubin-d.-Bois (I) . .	16			2
15 ^o St-Aubin-d.-Bois (II) . .	21			3
16 ^o Clévilliers	19	6		3
17 ^o Chaisnes (Chêne-Chenu)	21		1.134	3
18 ^o Landelles	30		1.620	5
19 ^o Voves	36	6		6
20 ^o Dammarie	16			2
21 ^o Reboulin	14	6		2
22 ^o Dunois (I)	10			2
23 ^o Dunois (II)	12		648	2
Totaux	502 muids		7.776	81

Soit pour l'ensemble des prébendes une estimation en argent de 502 muids $\times$ 54 livres (valeur du muid) = 27.108 livres (environ 334 livres par prébendé).

(1) Cette évaluation sur la base de 54 livres par muid n'est indiquée qu'e pour les prébendes ainsi estimées dans l'acte de partage.

IV

COPIE DES ARTICLES ET CONDITIONS D'UN PARTAGE (1)

(XVIII^e Siècle).

(D'après un manuscrit conservé aux Archives départementales, série G, supplément non classé).

1^{er} ARTICLE. — Ês 20 chatelnies qui font le nombre de 23 prébendes de nostre Église de Chartres sus nommées — la prébende de Berchères-la-Maingot est comptée pour 2, celle de Saint-Aubin aussi comptée pour 2, celle de Dunois aussi comptée pour 2 — ont été faites 78 portions de collocations, esquelles pourront estre assignez 78 chanoines, qui seront *in sacris ordinibus constituti*, auront fait leur stage et iceluy certifié parfait dans nostre chapitre général de Saint-Jean-Baptiste, dans lequel chapitre ils seront tenus d'accepter collocation soit en personne, soit par procureur fondé de lettres de procuration spéciale passées devant notaires ou autres personnes publiques, auparavant que le président au troisième et dernier jour du chapitre général ait prononcé ces mots : *Concludimus hoc Capitulum generale* ; et autrement et à faute de ce faire dans le dit jour, ils n'y seront plus recevables et seront privez et déchus du droit de collocation qui appartient aux chanoines dans une prébende et seront payez en argent seulement des gros fruits qu'ils auront gagez au prix que le bled a été évalué et arresté pendant le présent partage.

2^e ARTICLE. — Seront tenus les chanoines colloquez es dites prébendes, chacun endroit soy et à son égard, rendre et payer par chacun an à nous ou à nos commis ou assignez la quantité de grains et somme des deniers contenues es dits partages et dont les prébendez sont respectivement chargez, et outre payeront les dites prébendez colloquez les gros dūs et accoutumez estre payez aux vicaires perpétuels de leurs prébendes, augmentation d'iceux, portions congrües, chapelains en tiltre, droits de mairie, gages d'officiers et autres charges et redevances desquelles ils nous fourniront quittances ou diligences valables dans le chapitre général de la Saint-Jean en suivant, faute de quoy payeront la somme de 30 livres applicable à l'Œuvre de nostre Église et outre les dommages et intérêts que le Chapitre pourroit souffrir et encourir faute de paiement, et ce sans diminution

(1) Les registres capitulaires du XVIII^e siècle contiennent des conditions de partage, rédigées en termes identiques. Nous avons autant que possible respecté l'orthographe du manuscrit.

du **redon** qu'ils sont tenus nous faire : en cas que l'un des prébendez ou plusieurs fussent refusants de payer leur part et portion des dits gros, portions congrües et autres redevances, ceux qui apporteront sur le bureau en nostre chapitre leur part et portion durant le chapitre général seront déchargez des dits dommages et intérêts et du surplus du paiement de la dite somme de 30 livres; pour le regard des chapelains sans tiltre, prestres deservants sous les vicaires perpétuels, le Chapitre les payera et en prendra seul la connoissance et quant aux portions congrües seront payées comme dit est par avance à commencer du premier jour de juillet prochain et le dernier quartier jusqu'à la fin de six années que durera le présent partage; jouiront les prébendez de chacune prébende, en laquelle il y a droit de dixme de laine, d'iceluy droit sans en payer aucun redon.

3^e ARTICLE. — S'il arrive qu'il n'y ait autant de chanoines capables de collocation, comme il y a de portions de collocation des dites prébendes, les dites portions qui seront vacantes nous demeureront pour distribuer en la manière accoutumée et les chanoines qui y seront colloquez n'y pourront rien prétendre; et s'il arrive qu'il y ait plus de chanoines capables de collocation, en ce cas chacun des chanoines non colloquez seront payez par M. l'Officier ou assignez par luy de six muids de grain de nostre mesure en argent, à raison de 18 livres le muid, au lieu de l'*expectel*, et seront tenus les chanoines accepter collocation, lorsqu'il y en aura de vacantes et s'ils n'acceptent ne pourront avoir les dits six muids de grain au lieu de l'*expectel*.

4^e ARTICLE. — *Item*, chacun chanoine sera assigné pour son gros et pour les offices de l'Eglise par nostre officier ou par autre par nous commis sur le redon en grain de sa prébende et le surplus se rendra au jour de Noël en espèce de grain, fors et excepté les prébendes de Berchères-sur-Vesgre, Ymeray, Charonville et la 2^eme portion de Dunoy, qui rendront le surplus en argent à raison de 48 livres le muid, en deux termes dont le premier sera au jour de Noël et le deuxième conformément à leurs baux; et, pour le regard des prébendez à Reboulin, prendront leurs assignations en deniers à la raison que dessus; et ne sera loisible à aucun des chanoines colloquez de recevoir aucune chose du revenu de leur prébende que nostre officier ou assignez ne soient entièrement et préalablement payez par chacune demi-année; et se distribuera également entre les prébendez le revenu de chaque branche d'icelle prébende, le dit officier et assignez préalablement payez, et s'il arrivoit qu'aucun des dits prébendez eut reçu plus que ses comprébez; et que les fermiers fussent demeurez insolubles, il sera tenu en ce cas rendre à ses comprében-

dez au prorata et les faire égaux à luy en recette, mesme contribuer à son regard à la poursuite du payement du reliquat pourvû toutes-fois que les prébendez qui auront moins receu appellent à compte leurs compréendez dans le jour de Saint-Jean-Baptiste en suivant et qu'ils aient fait [apparoir] de diligences pareux faictes contre les dits fermiers jusqu'à l'exécution seulement.

5^e ARTICLE. — Pouront chacun de nos frères et Conchanoines prébendez conjointement ou séparément en chacune de leur prébende abandonner le droit de collocation et revenu total d'icelle pour quelque cause que ce soit, moyennant qu'aucuns baux ne soient faits mesme de prez, dixme de laine, estalages, greffes et tabellioniez, à moins que ce ne fût par permission du Chapitre, lesquels baux ne pourront estre faits ny plus ny moins que de trois ans sans permission du Chapitre; lequel abandonnement sera fait dans un chapitre ordinaire et non autre et ce dans le 15^e juillet de chacun an par les prébendez ou par autres non chanoines fondez de procuration d'eux; et en ce cas seront déchargez du redon et réparation des granges et autres redevances de leur prébende pour ladite année seulement et seront payez de leur gros, étiquette de communauté, foranitez et collocations vacantes qu'ils se trouveront avoir gagez en argent à raison de 48 livres pour muid de grain de nostre mesure, suivant l'évaluation qui en a été faite durant le présent partage, dont ils seront assignez par nostre officier ou commis de nostre part; et le cas arrivant qu'ils eussent fait aucun des dits baux, ne pourront estre receus audit abandonnement à moins que ce ne soit par permission du Chapitre.

6^e ARTICLE. — Et, en cas que les baux étant faits, il arrive quelqu'accident notable, soit foudre ou semblable sur les grains pendans par pieds et racines, en conséquence duquel les prébendez ne pussent recueillir et percevoir suffisamment des grains et deniers pour satisfaire au redon de nos prébendes où ils se trouveront colloquez, pourront chacun des prébendez d'icelles conjointement ou séparément faire le mesme abandonnement que dessus, bien que le dit jour 15 juillet fût passé; en conséquence duquel abandonnement ils seront déchargez du redon et autres redevances et seront payez de leur gros, foranitez, communautiez et collocations vacantes qu'ils auront gagnés en argent comme il [est] porté en l'article cy dessus, à la charge et condition néanmoins que les dits prébendez ne seront point receus au dit abandonnement qu'auparavant ils ne nous aient avertis en nostre chapitre du dit accident, afin de députer 3 chanoines choisis de part et d'autres pour en visiter et reconnoistre

la perte et le dommage dont ils dresseront procez-verbal; et s'il arrive que celui ou ceux qui auront quitté et abandonné les dites prébendes y veuillent entrer les années suivantes, ils seront tenus à leur regard des baux par nous faits ou par nos commis sans qu'ils en puissent prétendre aucune garentie contre nous.

7^e ARTICLE. — Et s'il arrive que pendant le présent partage, il reste quelque prébende où il n'y ait aucun chanoine colloqué et qu'ainsi le Chapitre soit obligé de faire les baux d'icelle, les chanoines qui ensuite se colloqueront et opteront collocation en icelle seront obligés d'entretenir lesdits baux et ne pourront prétendre aucune garentie de dits baux faits à l'encontre dudit Chapitre, en cas d'insolvabilité des fermiers; comme aussi, s'il arrive quelque portion vacante dans quelqu'une des dites prébendes, nous et nos commis ayant les baux conjointement avec les autres prébendes qui y seront, lors les chanoines qui se colloqueront ensuite ou opteront en icelle ne pourront aussi en aucune façon prétendre garentie contre nous pour une ou plusieurs portions dont nous et nos commis auront fait les baux; mais les dits chanoines entrèrent dans l'obligation des charges avec leur comprébendes; et s'il arrive que par l'insolvabilité des dits fermiers, soit aux prébendes entièrement vacantes ou en celles où nous serions entrez par quelque portion vacante, nous serions contraints de faire saisir le droit de bail et ensuite à faire procéder à nouvelle adjudication ou autrement des champarts et autres dépendances des dites prébendes, en ce cas les chanoines qui entrèrent es dites prébendes seront tenus et obligés, comme dit est cy-dessus, d'entretenir l'adjudication ou ce qui aura été fait sans pouvoir prétendre aucune garentie contre nous en aucune façon ou manière que ce soit, sans préjudice à celui ou à ceux qui entrèrent dans lesdites prébendes de pouvoir abandonner si bon leur semble pendant le temps du présent partage leurs portions desdites prébendes; auquel cas, ils seront payés seulement des gros fruits qu'ils auront gagnés en argent au prix arrêté par le présent partage; et a été pareillement arrêté que les chanoines qui se colloqueront ou opteront dans nos prébendes, dans lesquelles un ou plusieurs baux pour 3, 6 ou 9 ans auront été faits par nous ou nos commis, les quels baux ne soient encore expirés, les chanoines qui s'y colloqueront seront tenus d'entretenir les baux sans qu'ils puissent prétendre aucune garentie d'iceux, à l'encontre de nous en cas d'insolvabilité des dits fermiers des prébendes ou autrement.

8^e ARTICLE. — Le gros de chaque chanoine est de trois muids de grains de nostre mesure.

9^e ARTICLE. — S'il arrivoit qu'aucun chanoine ayant gros fût absent *per maiorem partem anni*, il perdra pour la dite année son gros s'il n'est pas privilégié et n'a présenté son privilège et certificat de service ou d'estude en nostre chapitre dans le temps de la coutume qui est depuis la feste de Saint-Rémy jusqu'à la veille de Noël heure de midy et doit ledit privilège estre daté après la feste de Saint-Rémy qui est le premier d'octobre et non iceluy jour; et perdant son gros, ne pourra prétendre aucune diminution des charges de la dite prébende et seront obligez les dits privilégiés de renouveler leurs privilèges tous les ans.

10^e ARTICLE. — Pour obvier à l'inconvénient et charges qui pourroient arriver à nostre Église pendant le temps du présent partage à cause des 3 muids de grain pour chaque gros entier, avons ordonné que si par fortune de guerre, orage ou autre inconvénient, les dites prébendes ou revenus d'icelles venoient à telle diminution qu'elles ne valussent ce à quoy elles ont esté estimées et taxées, nous y pourrions lors au prorata diminuer chacun gros pour iceluy an jusqu'à ce que les dits prébendes puissent faire valoir la charge, à quoy elles sont chargées et estimées.

11^e ARTICLE. — S'il advient (*quod Deus avertat*) que les bleds fussent gelez, comme en l'an 1524 ou bien quelque fortune de guerre comme en 1592, au moyen de quoy fallust altérer les baux comme il a esté fait en sorte que les dixmes et champarts ne se pussent bailler en deux parts bled et le tiers avoine, en ce cas seront faites les assignations en bled selon la quantité contenue ès dits baux qui se feront pour l'année de la gelée ou autre infortune par les commis de nostre part avec les prébendez et ce tant aux chanoines, religieux, vicaires perpétuels ou autres personnes quelconques qui seront tous payez selon la quantité des grains contenue ès dits baux, lesquels baux les dites prébendes ne pourront faire sans au préalable nous le notifier au Chapitre; autrement seront tenus payer les assignez les deux parts de bled champart et le tiers avoine à la manière accoutumée.

12^e ARTICLE. — Lors qu'un chanoine voudra faire son stage, avant qu'il se puisse présenter en nostre chapitre suivant les anciens statuts et réglemens de nostre Église et Chapitre, il faut qu'il paye comptant pour son pain de Loën dans un chapitre 30 livres; puis, en un autre, il offre de payer pour chacun an 40 livres *pro domo non habita*, jusqu'à ce qu'il ait une maison canoniale; autrement et à faute de ce, ne pourra faire ny présenter son stage, lequel se doit

présenter en nostre chapitre depuis le jour et feste de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste jusqu'au jour de Noël exclus; et ne pourra estre capable de demander et avoir collocation jusqu'à ce qu'il soit promeu aux ordres sacrez et qu'il ait fait et parfait son stage suivant les anciens statuts de nostre Église, auquel stage parfait nous n'entendons pas compris les jours de la présentation et signification d'iceluy parfait; pourveu néanmoins qu'il déclare avoir fait et parfait le dit stage, ait résidé *intra muros civitatis per majorem partem anni absque intervallo juxta morem assuetum Ecclesie Carnolensis* et assisté au moins à une des grandes heures canoniales, s'il n'a excuse légitime; et se fera le dit stage dans une maison canoniale et, iceluy stage parfait et rendu, les chanoines capables de collocation seront tenus et obligés d'accepter une collocation dans le troisième jour du chapitre général de la Saint-Jean-Baptiste, comme il est porté par le premier article; et à faute de ce faire, seront privez du droit de collocation dans le 3^e jour, foranitez et collocations vacantes qui n'appartiennent qu'à ceux qui sont colloquez dans une prébende et qui en portent les charges et seront payez de leur gros et étiquette de communauté qu'ils auront gagnez en argent au prix arrêté par le présent partage.

13^e ARTICLE. — Avons ordonné que chacun chanoine pourra user d'**option** ou **permutation**, depuis le jour et feste de Saint-George prochain, jusqu'à pareil jour l'an révolu sans payer aucune chose et que les prébendez d'une prébende ne pourront faire baux de dixmes et champarts et prés de leur prébende que pour 3 ans; desquels baux par eux faits ils seront garants à leur égard, si tant ils sont vivants, sans toutefois qu'on puisse s'adresser à eux pour ladite garantie, sinon exécution et vente publiquement faite de meubles seulement sur ceux auxquels ils auront fait les dits baux; de laquelle garantie les héritiers du chanoine décédé ny ses plèges ne pourront estre recherchez ny tenus. Pourront toutefois les dits prébendez opter autre collocation en payant par eux 30 livres comme de coutume et se fera la dite option dedans la huitaine en suivant la dite vacance, s'il y a chapitre audit jour de huitaine, sinon au prochain chapitre ordinaire en suivant et non autres; et commencera la huitaine du jour de la dénonciation de la mort au Chapitre et sera le plus ancien venu dans le Chapitre préféré; mais aux collocations qui seront laissées en faisant ladite option, elles pourront estre optées tout à l'instant et sera le plus ancien préféré pourvû qu'il opte dedans et séant le Chapitre et pourra chacun chanoine opter par procuration spéciale ou générale *ad optandum quascunque collocationes vacantes*,

pourvû toutefois que la dite procuration ne soit surannée; et un chanoine ayant déjà opté une fois ne pourra user de préférence et d'option contre un qui n'aura pas opté.

14^e ARTICLE. — Avons ordonné que le jour et feste de Saint-George du premier an révolu du présent partage que l'on comptera 1677 est compris et inclus au dit temps donné pour l'exemption de payer les 30 livres pour option et permutation de prébende.

15^e ARTICLE. — Avons ordonné qu'on ne pourra accepter et opter en mesme jour et que le jour de la vacance de la collocation ne sera compris dans la huitaine, dans laquelle la dite option se doit faire.

16^e ARTICLE. — **Acceptation** de prébende est quand un chanoine entre premièrement dans une prébende après son stage ou quand on commence un nouveau partage, lorsqu'on choisit et élit une collocation.

17^e ARTICLE. — **Option** est d'aller d'une prébende en une autre et la dite option est toujours préférée à l'acceptation.

18^e ARTICLE. — Et s'il arrive qu'aucun chanoine ayant collocation décède ou résigne sa prébende devant ou après la feste de Saint-Georges, celui qui acceptera la dite collocation jouira du jour qu'il fera option de la collocation ainsi vacante et par luy optée, pourvû que l'option soit faite dans le chapitre général de Saint-Jean-Baptiste et que le président n'ait point prononcé : *concludimus hoc Capitulum generale*.

19^e ARTICLE. — Ordonnons qu'après la conclusion du chapitre général de Saint-Jean-Baptiste, si aucun chanoine colloqué décède ou résigne sa prébende, ses héritiers ou ayant cause jouiront des fruits qu'il aura gagez jusqu'au dit jour de Saint-Jean de la nature de la prébende en laquelle il estoit colloqué et conformément aux baux d'icelle prébende et suivant les étiquettes qui en seront faites par les Régens et prébendez de la dite prébende; et pour le surplus de ce qu'ils pourront gagner jusqu'à son décès ou résignation, mesme pour la collocation ou ce qu'il pourroit avoir gagné, sera payé en argent au prix que le bled est évalué par le présent partage; et en cas qu'aucun chanoine ne se trovast colloqué au dit jour de Saint-Jean et employé dans la portion des prébendes, il ne sera assigné qu'en argent par nostre officier au prix de l'évaluation du présent partage.

20^e ARTICLE. — Quand aucuns chanoines voudront permuter leurs

collocations, il faut que la **permutation** soit faite devant nous en nostre chapitre et que les compermutans ou l'un d'iceux ne soient point malades à l'heure de la permutation; et jouïront les dits compermutants du jour que la dite permutation aura été faite et par nous admise; et, le premier an de ce partage passé, la dite compermutation équipollera à l'option et payera chaque compermutant 30 livres comptant; ne pourront néanmoins aucuns chanoines et prébendez qui auront passé procuration pour résigner leur chanoinie et prébende permuter leurs collocations et si aucuns le font les dites compermutations seront nulles et les 30 livres que chacun des compermutants auront baillées ne leur seront rendûes, mais demeureront au profit de nostre Église. Comme aussi tous les différens qui pourront naistre à l'avenir entre les dits prébendez pour raison des dites prébendes seront réglez et terminez à l'amiable par nous ou 3 chanoines qui seront par nous nommez en nostre chapitre, si mieux n'aiment les dits prébendez en nommer eux-mesmes et au jugement qui interviendra les parties seront tenûes et obligées d'acquiescer.

21^e ARTICLE. — Ne sera loisible à aucun chanoine colloqué en aucune prébende bailler à ferme ny tenir en sa main sa portion des dixmes et champarts de sa prébende, mais seront tenus les prébendez d'une prébende bailler ensemble les dixmes et champarts à personnes suffisantes, solvables et de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, non toutefois à gens nobles et gentilshommes; si pourtant il ne trouvent marchands qui en veuillent à prix et marché compétant, ils les pourront faire cueillir à leurs frais et dépens; et où ils ne s'accorderont pas ensemble faisant les baux, la pluralité d'une mesme opinion l'emportera et seront tenus les autres de s'y conformer; et, encor qu'ils n'assistassent aux dits baux, ils en demeureront garants à leur égard tout ainsi que les autres qui les auront faits selon la dite pluralité d'opinions, si ce n'est que le tiers ou les discordants ettant en moindre nombre que les autres voulussent faire la condition meilleure et bailler bonne assurance et bien solvable; et quant aux prébendes où il y a 2, 4 ou 6 prébendez où pouroit arriver que les prébendez fussent égaux en nombre en leurs diverses et contraires opinions sur le fait des dits baux des dites dixmes et champarts ou autre revenu, avons réservé et réservons à nous le règlement des dits différens.

22^e ARTICLE. — Ordonnons que tous les baux des dixmes et champarts et autres droits qui seront passez par devant autres notaires que ceux de nostre Chapitre seront levez en papier par les

prébendez qui les auront faits à leurs dépens, lesquels ils seront tenus apporter dans nostre Chapitre dans un an d'huy, pour estre mis dans nostre thrésor, à peine contre les défaillans de 10 livres d'amende applicable à l'Œuvre de nostre Église et que la présente ordonnance sera exécutée à la diligence de M. le Sous-Doyen, promoteur du Chapitre.

23^e ARTICLE. — Avant qu'aucun chanoine absent colloqué ou non puisse percevoir quelques fruits de sa prébende outre son gros, ordonnons qu'il sera tenu envoyer procuration portant élection de domicile dans la ville à un chanoine résident pour recevoir et bailler quittance et payer aussi ce que le chanoine absent pourra devoir tant à nous qu'à l'officier de nostre Église et à l'Œuvre d'icelle; laquelle procuration sera enregistrée au registre capitulaire et, à faute de ce, nous déclarons dès à présent comme dès lors le dit absent déchu de son droit de collocation et nous en prendrons les fruits et pourons outre faire saisir et arester son gros et autres fruits de sa prébende; et ce pour l'année en laquelle il aura manqué d'envoyer sa procuration, laquelle l'an passé après la datte d'icelle ne sera plus valable, et sera tenu le dit absent la faire renouveler d'an et an sur les mesmes peines que dessus; et le chanoine qui sera chargé de la dite procuration d'un chanoine absent sera obligé de signer sur le registre capitulaire et dans la procuration.

24^e ARTICLE. — En chacune prébende, les prébendez auront droit respectivement de nommer et présenter tous ensemble aux offices de Baillifs, Lieutenants, Procureurs fiscaux et Greffiers de leur prébende, qui vaqueront pendant le temps de leur collocation aux lieux où il y a coutume d'y en avoir, personnes capables qui seront par nous instituées à leur présentation ou nomination aux charges ordinaires; laquelle nomination se fera dans nostre Chapitre dans trois mois à compter du jour de la vacance, à faute de quoy ils en seront déchus et le Chapitre y pourvoira; et à l'égard des offices de Sergents et Tabellions des prébendes, en arrivant vacance à l'avenir, nous nous en sommes réservées la nomination, présentation et toute autre disposition, à l'exclusion des prébendez et prestriers censiers auxquels les dits droits appartenoient par les précédents partages; et quant aux offices de Tabellions des prébendes de Nogent-le-Phaye, Ymeray et Voves qui avoient de coutume d'estre baillés pour un temps à ferme, nous en disposerons et ferons le bail dont les prébendez de chacune des dites prébendes recevront la ferme; de la garantie desquels baux nous ne serons tenus; auront les dits

prébendez, chacun en droit soy, soin de faire accomplir et entretenir par les dits olficiers leurs charges et pourront aussi nos prestriers censiers faire contraindre les Tabellions et Greffiers des prébendes dont ils tiendront les censives à la reddition de leur Registre, suivant la clause de leurs institution.

25^e ARTICLE. — *Item*, en tant que touche la jurisdiction spirituelle et temporelle des prébendes, avons ordonné que le plus ancien chanoine colloqué d'une prébende régentera et gouvernera, si bon luy semble, la jurisdiction; que le premier en prendra et appliquera pour luy à son profit les fruits d'icelle jurisdiction, les procurations dûes à cause des visites des Églizes parochiales; baillera lettres de non résidence et commission *ad deservendum in divinis*, qui seront scellées du sceau du Chapitre; présentera aux bénéfices qui vacqueront en la dite prébende pendant sa régence; et, s'il arrive qu'il y eust aucune vicairie perpétuelle en déport pour quelque cause ou moyen que ce soit, le profit du dit déport apartiendra au dit régent; et les années suivantes jouiront de la dite jurisdiction du déport et autres choses désignées au présent article les prébendez l'un après l'autre selon leur antiquité et ordre de régence et qu'ils auront etté colloquez en icelle; prendront touttefois les prébendez les amendes excédentes cinq livres et le reste nous appartient; et ne prendront les dits prébendez les amendes et défauts procédents de cens et rentes non payez, lesquels apartiennent aux prestriers des dits cens et rentes; et, s'il arrive que les diaeres et sous-diaeres soient régents, ne pourront donner aucune approbation ny commission pour desservir *in divinis* pendant l'année de leur régence, et seront donnez par nous et nos commis à l'exercice de nostre jurisdiction spirituelle aussi sous nostre scel.

26^e ARTICLE. — Que les dignitez, selon leur ordre, régenteront avant les chanoines prestres et les prestres avant les diaeres et les diaeres avant les sous-diaeres quelque antiquité de réception qu'il y ait entre eux, pourvû qu'en mesme jour ils aient etté colloquez et soient entrez en une mesme prébende; et si en aucune prébende, il y avoit quelque diacre ou sous-diacre colloqué et entroit un chanoine prestre ou plus capable, les dits diacre ou sous-diacre régenteront devant les prestres ou plus capables qui ainsi seroient entrez après en ladite prébende; et quand les chanoines diaeres et sous-diaeres seront prestres, ils demeureront en leur tour de régent ainsi qu'ils auront etté colloquez...

27^e ARTICLE. — Quand les chanoines qui sont en leur tour de

régence voudront régenter, ils seront tenus résider personnellement durant l'année de leur régence; et le jour et feste de Saint-George d'icelle année ou 15 jours après ladite feste, le jour d'icelle compté pour le premier, signifieront leur régence en nostre chapitre ou entre les mains de nos notaires qui nous le déclareront au chapitre prochain en suivant; et sera tenu chaque régent faire personnellement en nostre chapitre la signification de sa régence; toutefois si aucun ettoit détenu de maladie ou autre légitime empeschement pour lequel il ne pust le jour de Saint-George ou 15 jours après comparoir en nostre chapitre, il pourra faire la dite signification par procureur suffisamment fondé de procuration portant la maladie ou autre empeschement légitime affirmé devant le notaire qui aura passé ladite procuration; *alias*, il sera privé de sa régence pour icelle année et ne régentera point jusqu'à ce qu'il vienne à son tour de régence et que tous ses comprébez aient régenté devant luy; et pour ladite année son comprébez subséquent en ordre de collocation et régence sera tenu dans huit jours après ladite quinzaine passée au prochain chapitre se déclarer régent pour ladite année et aussi les autres prébez subséquents qui auront aussi chacun huitaine pour faire leur déclaration de régence; et ne pourra aucun s'immiscer ny s'ingérer de prendre et avoir la régence qu'il n'ait signifié ou fait signifier en nostre chapitre ladite régence comme dit est; et si depuis le jour de Saint-George devant ladite signification faite vague en ladite prébende aucun bénéfice, nous le conférerons et donnerons à qui nous plaira.

28^e ARTICLE. — *Item*, quand aucun chanoine qui n'aura accoutumé de résider se voudra au jour de Saint-George ou 15 jours après déclarer régent en son tour de régence, il sera tenu de jurer solennellement, *lactis sacrosanctis Evangeliiis*, qu'il entend résider et exercer personnellement sa régence sans fraude pour son année.

29^e ARTICLE. — Si quelque chanoine pour le temps de sa régence ettoit absent de cette ville un mois entier continuellement, perdant ses distributions à cause de son absence ou bien suspens *a divinis* le dit temps d'un mois, il sera privé de sa régence et le subséquent après luy en sa place régentera jusqu'à la fin de l'année (*jure accrescendi*) et seront comptez trente jours par mois et serviront les trois mois de résidence.

30^e ARTICLE. — S'il arrive que quelque chanoine décède durant sa régence, le subséquent régentera *loco defuncti* et seront tous les profits de la dite régence à luy, sans préjudice de la régence subsé-

quente, pourvu que le dit décédé ait vécu 15 jours après sa déclaration.

31^e ARTICLE. — Si aucun chanoine colloqué laisse sa collocation et entre en une autre prébende par option ou permutation, il attendra à estre régent jusqu'à ce que tous les autres chanoines qu'il trouvera en ladite prébende ayent régenté l'un après l'autre, selon l'ordre qu'ils auront esté colloquez et seront entrez en la dite prébende; et, ne sera point celuy qui entre en une prébende réputé avoir veu régenter tous ses comprébez, s'il n'a pris les gros fruits en la prébende où il estoit entré.

32^e ARTICLE. — Enjoignons à tous prébez de visiter par chacun an ou faire visiter par autres chanoines de nostre Église à frais communs desdits prébez les paroisses de leurs prébez et d'en apporter les procès verbaux avant les chapitres généraux de la Purification et, à faute de ce, en sera nommé par nous et députez qui feront les dites visites aux frais et dépens des dits prébez, feront faire procès verbaux des dites visites, feront rendre compte aux gagers et proviseurs d'icelle Église par devant eux lors des dites visites et leur sera touttefois loisible de renvoyer les dits comptes par devant l'Official de nostre jurisdiction spirituelle et ecclésiastique; et, pour faire les dits procès verbaux et actes de reddition de compte, seront tenus d'appeler l'un de nos notaires ou autres personnes capables; et par chacun an dans le jour et feste de Saint-Georges, les dits prébez rapporteront en nostre chapitre les procès verbaux des visites qu'ils auront faittes à peine de six livres d'amende contre les prébez de chacune prébende y défailants.

33^e ARTICLE. — Avons ordonné que tous les procès mûs et intentez ou deffendus en matiere civile pour raison des dites prébez, sous nostre nom ou de nostre Procureur Fiscal, seront menez et conduits à nos dépens et seront tenus les dits prébez de bailler par écrit les troubles, entreprisés et refus de payement pour quoy seroit nécessaire d'entreprendre les procès; et lesquels procès, les dits prébez ny leurs fermiers ne pourront intenter ny commencer, soutenir et deffendre sans nostre permission et ordonnance et nous en avoir premièrement avertis en nostre chapitre : ce qu'ils seront tenus de faire si tost que faire se pourra, dont les dits prébez feront mettre clause expresse aux baux qu'ils feront de leur prébende à ce que les fermiers observent ces réglemens et avertissent leurs bailleurs des procès qu'il faudra intenter ou deffendre; et, s'il advient qu'aucun des dits prébez, de son autorité et sans nostre ordon-

nance, commence et soutienne quelque procès des dits droits des dites prébendes ou revenu d'icelles, tous les dits procès jusqu'à fin de cause seront conduits et menez au dépens de celui ou de ceux qui les auront commencez ou soutenus, sans nous l'avoir fait signifier en nostre chapitre et seront tenus de tous dépens, dommages et intérêts que nous pourrions souffrir à raison de ce; et au regard des procès criminels, ne seront les prébendez obligez faire pour iceux aucuns frais, mais seront poursuivis à nos dépens à la diligence de nos agents et procureurs.

34^e ARTICLE. — Ordonnons que les procès qui durant le présent partage seront intentez et soutenus pour raison de rentes et avenages appartenants aux dites prébendez seront conduits et menez ainsi que les procès des prébendes, desquelles rentes et avenages les dits prébendez feront en droit soy les papiers de recette le plus amples qu'ils pourront par chacun an, lesquels papiers ils nous délivreront sous leur seing pour estre mis et gardez en nostre thrésor; et, pour le regard des procès qui arriveront pour les avenages, cens et rentes de nos dites prébendes baillées en prestrières, seront conduits par les prestriers des rentes et avenages à leurs dépens ainsi que les autres procès des autres prestrières de nostre Église.

35^e ARTICLE. — Les avenages des prébendes où il y en a seront mis en prestrière en argent durant le présent partage selon les modifications qui en seront faittes, et ordonnons qu'un colloqué en une prébende ne pourra prendre les avenages d'une autre prébende en prestrière, à la charge que le prestrier sera tenu par chacun an en faire un papier enregistré de la recette des dits avenages qu'il sera tenu nous apporter en nostre chapitre; et seront les deniers provenant affectez à nostre office et ceux qui ont tenu les dits avenages durant le dernier partage apporteront dedans le jour de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste prochain les papiers des registres de la recette qu'ils ont faite desdits avenages avec les terriers et seront tenus les futurs prestriers en faire un papier terrier en bonne forme et nous le délivrer.

36^e ET DERNIER ARTICLE. — Avons déclaré et déclarons qu'aucun chanoine n'aura dorénavant aucune distribution de la **Lamproïe**, qui a coutume de se gagner aux trois premiers jours du chapitre général de la Chandleur, s'il n'est *in sacris ordinibus constitutus*, s'il n'a fait et parfait son stage, qu'il n'ait maison canoniale ou payé *pro domo non habila* 40 livres, et que l'aoust précédent il n'ait eu son gros *pro manibus* et non le gros dû à l'abbé de Saint-Jean ou autres, et

qu'il ne soit inscrit sur la scédule un mois devant et pendant ledit chapitre général de la Chandeleur.

II

LES DISTRIBUTIONS

Elles constituaient en quelque sorte « le salaire » des chanoines. Ces allocations de grains ou de deniers étaient réglées par des usages multiples et fort complexes. Nous étudierons sommairement les principales distributions d'un chanoine.

Puisqu'elles étaient la récompense de l'assiduité aux offices et exercices religieux, les distributions ne devaient être accordées qu'après un contrôle ; celui-ci était assuré chaque jour par le **pointeur**. « Je dirai, écrivait l'auteur du manuscrit des Usages de l'Église de Chartres, qu'il n'y a point d'Église en France où le point soit plus exactement fait qu'en celle de Chartres, y ayant un pointeur gagé qui se prend du nombre des anciens chantres-heuriers qui sont très bien instruits des usages et des cérémonies, lequel a soin d'avertir un chacun de son obligation pour éviter les défauts qui pourroient arriver dans l'office et pointer à chaque heure les absents. L'année canoniale dans le Chapitre de Chartres commence le 25 de juin et finit à pareil jour, l'an révolu ; elle est composée de treize mois, parce que chaque mois n'a que quatre semaines qui font 28 jours ; chaque jour a trois grandes heures, sçavoir matines, grand'messe et vespres, le reste du service est de fondation comme messes de Notre-Dame et obits. Le pointeur dresse toutes les cédulles par semaines qu'il nomme de la feste la plus noble qui s'y rencontre ou de *l'introïl* du dimanche, qui se chante à la messe... Il pointe donc sans y manquer tous les absents, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas fait leur entrée au chœur avant le *Gloria in excelsis* de la messe canoniale ou bien avant le commencement de l'hymne de matines ou du second psaume des vespres.. » (1).

Les mêmes Usages nous donnent une description très précise de la cédule. C'était « une feuille de parchemin large de quatre doigts et longue d'un pied et demy, rayée d'autant de lignes qu'il y a de chanoines capables de distributions, contrerayée d'autant d'autres lignes et contrelignes qui font autant de cases qu'il y a de jours en la semaine. Si le chanoine est absent de matines, on fait un point

(1) *Op. cit.*, pp. 14, 15.

dans la case du jour de son absence, et c'est ce qu'on appelle estre pointé...; d'un costé sont les cases de matines et de l'autre répondant aux messes Notre-Dame de la dite semaine, le nom de Mrs. et tant au milieu en forme d'échelle; on en fait de mesme pour les grandes messes et vespres; pourquoy il y a une seconde scédule et une troisième pour les obits, les stations, processions et augmentations aux heures, il y a un livre appelé le livre des manuels où toutes les festes particulièrement fondées sont écrites et tous les noms de Mrs. en échelle, qui sont effacez en cas d'absence; et pour exciter le pointeur à s'acquitter bien assiduellement de sa charge, il apporte tous les samedis les scédules au Chapitre pour estre vérifiées et exposées à un chacun, puis sont mises entre les mains du semainier au chœur, pour estre signées et ensuite portées chez M. l'Officier qui en fait sa composition sur sa minute » (1).

1^o ÉTIQUETTES DE MATINES : Le Chapitre possédait une certaine quantité de terres labourables qu'il donnait à ferme ou en « prestrière » (2). Ces biens provenaient de diverses libéralités ou acquisitions; ils produisaient un revenu assez important, d'ordinaire plus de deux cents muids de blé qui étaient déposés dans les greniers communs de Loëns. On en faisait de la farine et du pain, appelé pain de Chapitre ou **pain de Loëns**, distribué à l'issue de matines aux chanoines présents; d'où la dénomination d'étiquettes de matines qui fut conservée. Mais de graves inconvénients firent supprimer la fabrication du pain (3); les chanoines ne reçurent plus que du blé, dont ils disposaient à leur guise. On affectait à chaque chanoine résident par une feuille ou « étiquette » signée de l'officier capitulaire certaines fermes ou redevances en blé, sur lesquelles il devait prendre sa portion de grains. La distribution s'élevait à vingt-sept ou trente septiers; pour les gagner, il ne fallait pas avoir perdu de mois sur la cédule. Le Chapitre était moins sévère que pour une distribution en argent; dans ce dernier cas, l'assistance à toutes les heures était rigoureusement exigée.

(1) *Op. cit.*, pp. 62, 63.

(2) Sur les prétrières; v. *supra*, p. 189, note 2.

(3) Sur le pain de Loëns, v. Souchet, *op. cit.*, III, sous l'année 1367 : « On distribuait à chaque chanoine trois pains par jour, un qu'ils appeloient pour le giste, c'est-à-dire pour la résidence qu'on faisoit dans la ville et l'assistance à matines; l'autre pour la présence aux anniversaires; et le troisième, pour ceux qui estoient à la grande messe : à quoi ont succédé les éthiquetes du bled de matines et de la communeauté. Je ne sçai qui les must à changer cest ordre establi de toute ancienneté dans leur communeauté: je trouve seulement qu'il fut arresté au chapitre du samedi 16 décembre, qu'on changeroit la distribution du pain en bled.

2^o LES DISTRIBUTIONS DES « HEURES » : *Matines* : Le fonds de matines était très riche; une bulle du pape Alexandre III en énumérait les éléments appréciables (1). Le point de matines était plus ou moins coté selon les fêtes : pour les fêtes solennelles, on comptait jusqu'à six sols; pour les fêtes d'apôtres, quatre sols; pour les fêtes chômées par le peuple, trois sols; pour les dimanches, deux sols et les autres jours, un sol. L'assistance à l'office entier de matines était obligatoire; elle était pénible, car matines avait lieu à cinq heures du matin, parfois même à quatre heures les jours de communion générale (2). Certaines excuses étaient admises au profit des privilégiés, malades ou sexagénaires (3).

Messe de Notre-Dame : elle avait lieu chaque jour avant « primes », en présence des chanoines assemblés au chœur. La Vieille Chronique rapporte que le célébrant recevait trois pains; les diacres, les sous diacres et les assistants, chacun un pain (4). L'auteur des Usages (fin xvii^e s.) notait que la rétribution des Messes de Notre-Dame n'était à son époque que de trois, quatre deniers et « pour ne pas divertir le fond de l'Église destiné aux autres heures » (5).

Grande Messe et Vêpres : Pour la grand'messe, chacun des chanoines avait droit à deux pains et parfois à un coup de vin (Vieille Chronique). Selon les « Usages », les distributions afférentes à la grand'messe étaient ainsi fixées : jours non chômés : un sol; fêtes et dimanches : deux sols; le taux n'était jamais triplé ou sextuplé comme celui des matines. Les vêpres étaient comptées six deniers, en semaine; un sol, les dimanches ou les fêtes; dix-huit deniers, un dimanche et une fête cumulés. Une semaine simple de grand'messes et vêpres valait douze sols; avec une fête, treize sols six deniers; avec deux fêtes : quinze sols; avec trois fêtes : seize sols six deniers (6).

(1) *Cart. N.-D.*, I, LXXIII : *Confirmamus et ratum manere censemus, ut videlicet oblationes altarium de villis vestris, annone de molendinis, minute decimationes, proventus nemorum et quedam alia jam a vestra discretionem concessa, vel in antea concedenda, usibus fratrum qui ad matutinas et ad missam assidui fuerint perpetuo cedant, ita videlicet ut qui eisdem servitiis non interfuerint nequaquam in eis partem recipiant.*

(2) Régulièrement, matines eût dû avoir lieu vers la première heure après minuit; mais, le cloître n'étant pas sûr, les chanoines avaient profité de certains incidents pour faire reporter matines au commencement du jour.

(3) La valeur des distributions était variable : elle atteignait de trente à cent et cent-vingt livres par an et par entier.

(4) *Cart. N.-D.*, I, pp. 57, 58.

(5) *Op. cit.*, p. 65.

(6) *Op. cit.*, p. 66. Selon la *Vieille Chronique*, l'assistance à la messe des Défunts, célébrée chaque jour avant tierce, donnait droit à deux pains et à une part de l'argent de l'anniversaire (p. 58).

3^o OBITS, ANNIVERSAIRES, FONDATIONS, STATIONS, PROCES-SIONS. — L'importance de la distribution était très variable : il y avait des obits de cinq livres et des obits de cinq sols, la générosité et les moyens du donateur étant différents. Un pointage sérieux était effectué, comme pour les distributions ordinaires (1). Entre tous, les anniversaires de Saint-Louis et Henri IV étaient considérés comme « lucratifs. »

Au mois de janvier 1638, le roi Louis XIII, « ne désirant pas seulement succéder à la couronne des Rois » qui l'avaient précédé, « mais encore à leurs piété, vertus et dévotions, particulièrement envers la Vierge protectrice spéciale » de son royaume, fonda et institua à perpétuité dans l'Église de Chartres un obit solennel pour le repos de l'âme du bon roi Henri IV et pour le sien propre quand Dieu aurait disposé de sa personne. A ces fins, le pieux monarque donna aux chanoines de cette Église « cinquante grands minots de sel à prendre par chacun an dans le grenier à sel de Chartres, franchement et sans payer autre droit que le prix du marchand, qu'il voulut leur estre délivré par les fermiers des gabelles présents et à venir... de laquelle quantité S. M. ordonna qu'il en seroit distribué quarante six minots, savoir moitié le jour que se feroit ledict anniversaire, et l'autre moitié le jour de la feste de Saint-Louis aux doyen, chanoines et Chapitre de laditte église de Chartres, et les quatre minots resteroient aux marrégliers d'icelle ». Pour jouir de cette distribution, l'assistance en personne était expressément exigée ; il était indispensable en outre de gagner les autres distributions et fruits et de figurer sur la cédule, sauf certaines rares dispenses.

Cet anniversaire avait lieu le 13 et le 14 mai. Selon les « Usages », la part de chaque chanoine était normalement de quinze à seize quarts (2).

4^o LA LAMPROIE. — Nous avons déjà étudié cette distribution très importante (3).

(1) Le *Polyptique* indique que le total des anniversaires s'élevait vers l'an 1300 à 202 livres 8 sols 4 deniers (*Cart. N.-D.*, Intr., I, p. cviii).

(2) V. Arch. dép., G, 1482; Seuchet, *op. cit.*, t. IV, p. 368; *Usages de l'Église de Chartres* cités, p. 68. — V. aussi G, 329, R. c., f^o 286 v^o. Quant à la fête de Saint-Louis, les chanoines l'avaient rendue une des plus solennelles de l'année.

Le même roi avait déjà donné à l'Église de Chartres cinq cents livres de rente annuelle à prendre sur la généralité d'Orléans et deux grands chandeliers d'argent avec deux cierges de cinq livres de cire chacun.

(3) V. *supra*, chapitres généraux, pp. 174-175. Sur les distributions de l'Église d'Orléans, v. F. de Villaret, *op. cit.*, pp. 509-513.

*
* *

En résumé, les émoluments des chanoines étaient considérables. MM. Merlet et de Lépinois évaluaient le produit d'une prébende à 2.578 francs 73 centimes (1). Il convient d'ajouter à cette somme le montant de toutes les distributions quotidiennes ou extraordinaires. Selon le pouillé de Doublet, qui fut écrit au XVIII^e siècle, le Chapitre de Chartres jouissait d'un revenu de **cent cinquante mille livres**; chacun des soixante et onze canonicats était compté bon an mal an pour environ mille livres.

Quand les autorités révolutionnaires voulurent fixer le traitement des membres de l'ancien Chapitre, elles recherchèrent dans les derniers comptes de gestion de l'Église chartraine les diverses sources de revenus des chanoines et, par arrêté du 8 mai 1792, elles estimèrent la valeur de chaque prébende à 2.054 francs 60 centimes.

Enfin, pour apprécier la situation économique du Chapitre, il importe de considérer la **valeur d'achat de la livre** par rapport à notre franc actuel. Cette puissance acquisitive diminua sans cesse des Carolingiens à la Révolution; néanmoins, malgré l'avisement monétaire, les ressources du Chapitre Notre-Dame atteignaient encore en 1789 un gros chiffre, qui permettait aux chanoines de vivre dans une véritable aisance.

(1) Cette somme a été calculée en 1862. Il y a lieu de faire toutes rectifications utiles, à raison de la hausse actuelle des prix.

CHAPITRE XXI

L'OBLIGATION DE RÉSIDENCE ET D'ASSISTANCE DANS L'ÉGLISE DE CHARTRES

La « question de la résidence des chanoines fut une de celles qui occupèrent le plus les Souverains Pontifes et les Évêques aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles », écrivait M. Lucien Merlet (1). Jusqu'à la disparition du Chapitre, elle resta une source de difficultés et de procès.

I

Les bulles, concernant la résidence des chanoines de Chartres et leur assistance aux offices, étaient très nombreuses. Une bulle de Lucius II ordonnait qu'aucun chanoine ne reçut de distribution manuelle, s'il n'avait été présent à matines et à la messe du jour; en outre, défense était faite de réunir deux dignités dans les mains d'un même titulaire (2).

Le pape Alexandre III disposa que les absents à matines et à la messe ne participeraient pas à divers émoluments; il prohiba aussi le cumul des dignités et personats de la même Église et leur collation *personis alibi commorantibus* (3).

Par bulle donnée à Bénévent le 2 des ides d'avril 1168-69, le même Pontife prescrivit que les chanoines non résidents ne pour-

(1) *Cart. N.-D.*, I, p. 189.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, L, n° 2 (année 1144).

(3) B. m., ms. 1162, f° 60 et s.; *Cart. N.-D.*, I, LXXIII, pp. 174, 175.

Ut videlicet oblationes altarium de villis vestris, præcisait le Pontife, annone de molendinis, minute decimationes, proventus nemorum et quedam alia... usibus fratrum qui ad matutinas et ad missam assidui fuerint perpetuo cedant.

raient retirer de leurs prébendes plus de vingt sous par an (1).

Alexandre III confirma le 6 des ides d'avril 1171-72 les mesures prises par Guillaume aux Blanches Mainz, archevêque de Sens et légat du Saint-Siège. Dans une charte de 1171, ce prélat avait statué avec l'assentiment du doyen et du Chapitre entier que tout chanoine de l'Église de Chartres, dont la présence dans la ville aurait été inférieure à six mois, ne percevrait rien sur les revenus de sa prébende sauf quarante sous. Afin de donner plus d'autorité à son ordonnance, Guillaume en avait inséré les termes dans le serment de réception des chanoines (2); en outre il avait sollicité l'approbation apostolique (3).

Dans une bulle, en date du 10 des calendes de février (23 janvier) 1179, adressée à l'évêque Jean de Salisbury, Alexandre III interdit de conférer les dignités de l'Église de Chartres à tous ceux qui ne promettaient pas résidence conforme aux usages; s'ils manquaient à leur engagement, ces dignités devaient leur être retirées (4).

Le pape Lucius III renouvela textuellement les ordres de son prédécesseur par une bulle envoyée à l'évêque Pierre de Celles (16 des calendes de février ou 17 janvier 1183). Lucius III rendit obligatoire pour les titulaires de dignités ou de personats le serment de résidence habituelle dans la ville de Chartres (4 des nones de mai 1183-84) (5).

En 1208, l'évêque de Chartres, Renaud de Mouçon, déclara que nul ne gagnerait son gros, s'il n'avait résidé et assisté personnellement à l'office du chœur pendant au moins six mois, de la fête de Saint-Jean-

(1) *Sicut scriptum est*, déclarait-il, *quod qui Evangelium annuntiat de Evangelio vivat et qui altario deservit de altario participet, sic etiam ex eisdem potest manifeste perpendi quod qui altario non deservit ejus non debet beneficiis participare*. Arch. dép., G, 362; *eod. loc.*, G, 131, C. I, L, 10; B. m., ms. 1162, f° 14; Jaffé, *Reg. Pont. Rom.*, 721, n° 7700; *Cart. N.-D.*, I, LXXVII, p. 177. L'inventaire du Chapitre porte comme date : 1159. Celle de 1168-69 est acceptée par M. L. Merlet, d'après les indications de Jaffé sur le séjour du pape à Bénévent.

(2) B. m., ms. 1161, I, f° 2; ms. 1162, f° 32 et 5; Arch. dép., G, 362 et G, 131, C. I, L, 3.

(3) Arch. dép., G, 131, C. X, A, n° 4; *Cart. N.-D.*, I, LXXXVI; B. m., ms. 1162, f° 13 et 62.

(4) Alexandre III inséra dans sa bulle les considérations qui la lui avaient dictée : *Cum ab eo cui plus committitur amplius exigatur, dignum est et consonum rationi ut qui in ecclesia vestra pre aliis honorantur, studiosius illi deserviant et utilitatibus ipsius intendunt*; *Cart. N.-D.*, I, XCII; Jaffé, *Reg. Pont. Rom.*, 782, n° 8661.

(5) B. m., ms. 1162, f° 86; Arch. dép., G, 131, C. I, L, 4; Jaffé, *Reg. Pont. Rom.*, 845, n° 9530; d'Achery, *Spic.*, III, 547.

Arch. dép., G, 362 : *Ut cuicumque ex tunc personatus Ecclesiae vestrae daretur, jumentum praestaret in Capitulo infra civitatem vestram residentiam se facturum*.

Baptiste à pareille fête de l'année suivante. La résidence pouvait être interrompue ou fractionnée (1).

Selon une ordonnance capitulaire de septembre 1222, non seulement les chanoines devaient accomplir une résidence de six mois, mais ils étaient encore tenus d'être représentés pendant l'autre semestre par un train de maison convenable, *per competentem familiam*, sous réserves de dispenses régulières. La Compagnie userait au besoin de moyens de rigueur, comme la privation de bénéfices, pour assurer l'observation des règles de la résidence. Tous cas de légitimes empêchements seraient signifiés avant la fête de Saint-André (30 novembre) (2).

Une bulle du pape Honorius III de janvier 1224-1225 enleva certains revenus aux chanoines absents et les attribua aux chanoines présents en personne aux heures canoniales (3).

En 1225, des difficultés s'étaient élevées au sujet de la perception des fruits des prébendes possédées par les absents. L'affaire fut soumise à des commissaires qui décidèrent ainsi la question : les « forennités » ne reviendraient au Chapitre, au cas de mort ou de démission d'un chanoine, que si la résidence de celui-ci n'était pas parfaite (4). Les arbitres complétèrent leur sentence en mai-août 1227 et prirent diverses mesures pour le remplacement des absents pendant leur semaine de service. Celle-ci pouvait être accomplie par un chanoine de bonne volonté ou commis d'office par le doyen ou son suppléant; des amendes frappaient les récalcitrants et des distributions doubles récompensaient les diligents (5).

Le pape Alexandre IV accorda aux chanoines domiciliés hors du cloître le droit aux distributions quotidiennes, même à celles des matines, comme s'ils avaient assisté effectivement à l'office, à condition toutefois de ne pas découcher de Chartres et d'être présents à deux des « heures » de la journée (6) (28 février 1257).

(1) Le texte latin était ainsi conçu : *residentiam dimidii anni continue seu interpolate quocumque modo* (B. m., ms. 1162, f° 324; Arch. dép., G, 131, C. I, L, n° 5). Lorsqu'un chanoine venait à quitter sa prébende ou à décéder après l'accomplissement des six mois prescrits, les fruits étaient cependant gagnés dans leur intégralité comme si l'intéressé avait vécu jusqu'au 24 juin, date de la Saint-Jean. Cf. B. m., R. c., ms. 1009-12, f° 227 r°.

(2) *Cart. N.-D.*, II, CCXL, p. 99.

(3) B. m., ms. 1162, f° 7 v°.

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, L, 6; B. m., ms. 1162, f°s 324, 325; *Cart. N.-D.*, II, CCLI.

(5) B. m., ms. 1162, f° 322.

(6) Arch. dép., G, 131, C. X, A, 16 et C. I, L, 11; *Cart. N.-D.*, II, CCCXXIV; B. m., ms. 1162, f°s 19, 20.

Ainsi, dans tous ces règlements, le Saint-Siège s'était ingénié à toucher les chanoines par leur point sensible : les distributions et les émoluments. Le Concile de Bâle prescrivait dans le même sens que l'on prit une partie des gros fruits, à défaut des distributions, pour les donner aux seuls présents (1). Le concile de Trente supprima le gros des chanoines absents **plus de trois mois de l'année**; les statuts des Églises qui exigeaient un temps de services plus long étaient maintenus. Une gradation était prévue pour les sanctions; la première année, le contrevenant ne perdait que la moitié des fruits; en cas de récidive primaire, la privation portait sur la totalité; si le chanoine persévérait dans sa négligence ou son obstination, il s'exposait aux censures spirituelles. Les trois mois d'absence n'étaient pas accordés à titre de vacances, mais tolérés seulement pour des causes sérieuses, soumises au contrôle d'une autorité supérieure. Ce canon du concile de Trente était reçu en France (2).

II

A Chartres, pour l'allocation des fruits, on distinguait quatre classes de chanoines : les résidents, les stagiaires, les étrangers, les privilégiés et dispensés.

Les résidents. — Étaient ainsi appelés les chanoines qui avaient terminé leur stage, résidaient effectivement à Chartres pendant le temps requis et assistaient aux offices canoniaux.

Ils percevaient tous les fruits de leurs prébendes et les diverses distributions en deniers ou denrées, qui rémunéraient en quelque sorte l'accomplissement des exercices religieux. Nous avons déjà étudié les règles précises suivies par le pointeur pour le contrôle de l'assistance au chœur (3).

(1) Cette disposition passa dans la Pragmatique-Sanction de Charles VII (tit. XI, *quo tempore quisque debeat esse in choro*, § 2). Elle ne fut pas abrogée par le Concordat.

(2) Concile de Trente, sess. 24, c. 12 : *de reformatione*.

(3) V. *supra*, pp. 214-215. V. *Usages de l'Église*, pp. 14, 15, 16, 62, 63. V. aussi les règlements du 27 juillet 1735 (B. m., ms. 1009-18, f^os 320, 321, 329) et du 15 juillet 1741 (*eod. loc.*, 1009-21, f^o 282 r^o).

Par délibération du 24 juillet 1555 (Arch. dép., G, 131, C. I, A), le Chapitre avait permis à tout chanoine ayant résidé un mois entier et continu de prendre 15 jours de congé et d'absence, à employer principalement pour rétablir le gouvernement et la règle des prébendes et prêtreries.

Un acte capitulaire du 13 juillet 1712, confirmatif de l'ordonnance de février 1629,

Les stagiaires. — Tout nouveau chanoine, qui n'avait pas déjà tenu une prébende de l'Église de Chartres, devait faire un stage de six mois pendant lequel il gagnait seulement ses distributions.

Le stagiaire ne pouvait prétendre une part dans le forennités ou la lamproie (1). A l'expiration de son stage, le chanoine ne percevait pas d'ordinaire les fruits de sa prébende; en effet, comme nous l'avons vu, la première année appartenait souvent à l'abbaye de Saint-Jean.

Si un chanoine veut faire son stage, écrivait Rouillard, « avant qu'il se puisse présenter en Chapitre, doit faire offre de paier par chacun an vingt livres tournois *pro domo non habita*, jusqu'à ce qu'il ait maison canoniale. C'est que celui n'est estimé vrai mansionnaire, qui n'a maison à lui » (2). En outre, le stagiaire devait acquitter le droit « de chape » (3).

Durant son stage, le chanoine se familiarisait avec les usages et cérémonies de l'Église; il ne pouvait quitter la ville ni découcher, à peine d'être obligé de recommencer ce stage *ab initio*. Cette période d'épreuve était accomplie dans la demeure d'un chanoine. Lorsqu'elle était terminée, l'intéressé « rendait » son stage au Chapitre, qui donnait acte.

Les étrangers. — Sauf exception, les chanoines qui n'étaient pas résidents ou stagiaires étaient étrangers ou « forains ». Leur statut était très simple depuis le décret de Guillaume aux Blanches

accorda aux membres du Chapitre un jour d'excuse par semaine et trois mois de congé par an pour vaquer à leurs affaires (B. m., ms. 1009-10, f° 301 r°).

Le Chapitre général de 1687 avait fixé un délai de six mois et un jour pour le gain du gros. Les dignités étaient rigoureusement soumises à l'obligation de résidence conformément à leur serment (B. m., ms. 1009-4, f°s 208 et s., samedi 14 nov. 1699).

(1) Arch. dép., G, 298, f° 277 r°. Une sentence de Requêtes du Palais du 22 novembre 1557, rendue contre Pierre Chevallier, conseiller au Parlement, chanoine et archidiacre de Vendôme en l'Église de Chartres, maintint le Chapitre en possession de ne point accorder les gros fruits et droits de collocation à « aucun chanoine de quelque qualité qu'il fût, » s'il n'avait terminé son stage (Arch. dép., G, 131, C. I, L, n° 8).

Ceux des chanoines qui étaient exemptés du stage, parce qu'ils avaient déjà tenu une prébende à Chartres, ne pouvaient « se colloquer » sur leur nouvelle prébende qu'à l'expiration des six mois, durée du stage normal. La dispense ne concernait en effet que les exercices religieux au chœur (Arch. dép., G, 298, f° 187).

Parfois, on vit cependant des stagiaires de marque autorisés par le Pape à toucher la lamproie : (p. ex, Crispin de Bois-Hinoust en 1365; v. B. m., ms. 1007-2, f°s 163 et 233).

Sur le stage, voir aussi : certificat au Chapitre de Langres (B. m., ms. 1009-21, f°s 45 et 46); Challine, *Recherches sur Chartres; Cart. N.-D.*, Introd., p. cv, et II, CCCXCIII.

(2) *Op. cit.*, f° 111 v°.

(3) V. *supra*, pp. 17-18.

Mains. Ils n'avaient droit qu'à quarante sous par an sur les fruits de leur prébende; en outre, ils se trouvaient en situation irrégulière et le Chapitre pouvait les sommer de rentrer à Chartres ou les y contraindre, même par la saisie de leurs bénéfices. Le concile de Trente les menaçait des foudres ecclésiastiques. Cette classe de chanoines était peu nombreuse; beaucoup de membres du Sénat de Notre-Dame ne résidaient pas, mais tous avaient pris soin de sauvegarder leurs intérêts par l'obtention de dispenses et privilèges.

Les chanoines privilégiés. — En 1783, les chanoines avaient demandé à l'évêque de Lubersac de réduire les fondations qui absorbaient la plus grande partie de leur temps. Après maintes hésitations, le prélat consentit à donner satisfaction à la requête de son Chapitre; mais il tint à appeler l'attention de celui-ci sur certaines irrégularités : « Je me crois, disait l'évêque, doublement autorisé à lui recommander de prendre en considération quelques abus consacrés par un long usage et particuliers à son administration intérieure, relativement à la trop grande **multiplicité des titres d'exemption de l'assistance aux offices**, aux distributions quotidiennes, et je l'exhorte autant qu'il est en moi à revenir de lui-même à une règle plus conforme à ce qui est prescrit par les Saints Canons et à la pratique presque universelle des Églises de France » (1).

Ce langage de Mgr de Lubersac atteste qu'à la fin du XVIII^e siècle les privilèges de non-résidence étaient encore accordés avec une complaisance excessive, et ce, malgré les bulles, malgré les lettres patentes, malgré les arrêts de justice !

De louables efforts avaient cependant été faits pour soumettre au droit commun ces chanoines, constamment éloignés de leurs stalles et trop souvent oublieux de leurs devoirs. Des lettres patentes du roi Henri IV, en date du 6 mars 1606, réduisirent à six le nombre des chanoines privilégiés de l'Église de Chartres; si ce chiffre était déjà dépassé lors de la publication des lettres, les derniers pourvus outre les six chanoines exemptés ne pourraient être tenus présents, encore qu'ils fussent de l'entourage du monarque (2). Ces sévères dispositions ne furent jamais abrogées; elles étaient encore en vigueur lors de la Révolution et le Chapitre les opposa à maintes reprises aux requêtes des clercs de la maison royale.

(1) Arch. dép., G, 333, R. c., fo 773.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, M, fo 15 v^o; G, 330, fo 211.

Le Roi fixait le nombre des privilégiés par rapport à celui des chanoines, à savoir : deux dans les Églises où il n'existait que douze prébendes; quatre, dans celles qui en comptaient vingt-quatre; et six, à partir et au-dessus de trente-six.

Mais presque toujours la faveur du Souverain détruisait par des dérogations personnelles l'effet utile de toutes les réglementations.

Un certain Augustin Lemée, chapelain ordinaire de la comtesse de Provence et chanoine de Chartres, avait demandé la dispense de résidence et l'autorisation de percevoir néanmoins ses émoluments. Or le nombre de six privilégiés était atteint, Lemée aurait été le septième. Le Chapitre refusa nettement d'accueillir la supplique qui lui était adressée. Sur l'instance de Lemée, le Chapitre répondit que si l'affaire était portée devant un tribunal, il s'en remettrait à la sagesse de justice; mais jusque-là, la Compagnie confirmait sa décision. Ni la présentation du brevet de clerc de chapelle de la comtesse de Provence ni les interventions du duc de la Vrillière, ministre et secrétaire d'État, ne purent modifier la résolution des chanoines. Un huitième non-résident, Claude-Jacques Peigné, clerc de chapelle du comte de Provence, s'était joint à son collègue Lemée. Le Chapitre demeurait toujours intransigeant. Enfin une lettre du Roi ordonna à la Compagnie d'accorder la grâce sollicitée par les deux chanoines. « Cependant Sa Majesté, y était-il dit, ne voulant point intervertir l'ordre anciennement établi ni rien changer aux édits et règlements rendus à ce sujet, a ordonné que les dits sieurs... continueroient à jouir de leur droit de présence, sans tirer à conséquence pour l'avenir, et remplaceroient les deux premiers privilégiés qui viendroient à vacquer, afin d'en réduire le nombre à six » (1). De semblables procédés constituaient des précédents qu'il eût mieux valu ne pas créer (2).

Le 12 mai 1781, M. Texier, clerc de chapelle au service de la maison royale, se heurta à la même opposition que Lemée et Peigné, parce que « le nombre de six privilégiés était rempli ». Amelot, ministre d'État, fit connaître par lettre au Chapitre que le Roi désirait que son clerc

(1) Arch. dép. G, 330, f^{os} 201 v^o, 208 v^o, 211 r^o, 222 r^o, 223 r^o, 232 r^o, 233, 280 r^o, 295 r^o, 338 v^o, 341, 348 r^o, 355 et 356. L'affaire dura de mai 1771 à février 1772. — V. aussi Arch. dép., G, 131. C. I, M, n^{os} 34 et 38 : M. de Fontanges, aumônier de la Dauphine, et M. de Montégut, instituteur des enfants de France, furent aussi protégés par le Roi.

(2) Déjà de 1734 à 1736, le Chapitre avait soutenu une instance contre Peigné et Le Moine, chapelains du Roi et de la Reine, qui entendaient être réputés présents, alors que le nombre des privilégiés était complet. Un arrêt du Grand Conseil du 14 janvier 1736 avait ordonné cependant au Chapitre d'accorder à ces deux chanoines la jouissance de leurs fruits et revenus. Surpris, le Chapitre avait alors demandé à Louis XV la cassation de cet arrêt et appelé l'attention du Roi sur la nécessité d'une réglementation définitive des privilégiés. — V. B. m., R. c., ms. 1009-18, f^{os} 163 v^o et 197 r^o; 1009-19, f^{os} 14 v^o, 22 r^o, 188.

Cf. Arch. dép., G, 131, C. I, M, 31.

jouit de la présence et de tous fruits et émoluments à l'exception des distributions manuelles du chœur. Sur les observations du Chapitre, le ministre répondit que l'intention de Sa Majesté n'était pas de porter atteinte aux arrêts et édits rendus concernant les privilégiés; et il précisa que Texier n'aurait de droit qu'en qualité de « surnuméraire », sans tirer à conséquence pour l'avenir. Le Chapitre fut contraint d'obéir à la volonté du monarque (1). M. de Cambis, aumônier de la Dauphine, reçut aussi ses fruits dans les mêmes circonstances et sous les mêmes réserves (2), etc. Ainsi la règle fléchissait souvent pour les clercs de la Cour. L'exemple ne venait pas d'en haut.

Nous allons étudier chaque classe de privilégiés.

1^o AUMÔNIERS, CHAPELAINS, OFFICIERS DE LA MAISON ROYALE.

— En possession de bulles nombreuses (3) accordant à leurs clercs fruits et revenus avec dispense de résidence, les rois de France mirent à profit ces faveurs pontificales. En 1334, le roi Philippe VI de Valois adressa d'Épernon une lettre au Chapitre de Chartres pour lui prescrire de rendre à M^e de Fougerolles, son conseiller, tous les produits de sa prébende, « attendu qu'en sa qualité de clerc du Roi, il n'était pas tenu à résidence » (4). En 1402, Jean de Moley, chantre et chanoine de Chartres, présenta au Chapitre un certificat de son maître le duc de Bourgogne, afin de percevoir les gros fruits de ses dignité et canonicat, comme s'il avait été présent (5).

Un édit de Henri II (1554) ordonna que les officiers et chapelains de l'oratoire du Roi jouiraient de leurs revenus pendant leur service à la Cour (6). Charles IX confirma ces dispositions en 1567 et le roi Henri III les maintint par lettres patentes du 28 septembre 1580 (7). A la même époque, une transaction passée entre le Chapitre et M^e Pierre Crayne, chapelain de l'oratoire du Roi et chanoine de Chartres, reconnut aux clercs de la Maison de France le droit aux

(1) Arch. dép., G, 333, f^{os} 499 v^o, 513 r^o et 517 v^o (mai-juin 1781).

(2) Arch. dép., G, 333, f^{os} 668 r^o et 670 (juin 1782). Sur le cas de Fournier, chapelain de M^{me} la Dauphine, v. B. m., R. c., ms. 1009-31, f^o 422 r^o; la présence lui fut accordée à titre privilégié.

(3) Cf. notamment la bulle de Clément VI du 20 avril 1350. Le concile de Trente avait révoqué les exemptions et dispenses perpétuelles octroyées aux clercs, mais il n'avait pas, disait-on, supprimé les privilèges des rois.

(4) Extr. des R. c., par Lejeune : année 1334.

(5) Arch. dép. G, 131, C. II, EE, f^o 35 v^o.

(6) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 7.

(7) *Ib.*, n^{os} 7 et 10.

fruits de leurs bénéfices, à l'exception des distributions manuelles (1). Les musiciens du Roi et les clercs de la Sainte-Chapelle obtinrent à leur tour la même faveur. Un arrêt du 25 janvier 1582 (2) imposa aux musiciens l'obligation de produire chaque année au Chapitre un certificat du grand aumônier du Roi. En outre, cet arrêt limitait à deux par Église le nombre des chanoines musiciens privilégiés. Par autre arrêt en date du 23 décembre 1613, Jacques Guillemain, chanoine de Chartres et clerc de la Sainte Chapelle de Paris, fut déclaré exempt d'assistance en sa dite qualité; il fut statué qu'il percevrait ses fruits, comme un chanoine résidant effectivement à Chartres, à l'exclusion toutefois des distributions manuelles (3).

Selon déclaration du Roi du mois de mars 1666, arrêt du Conseil d'État du 22 novembre 1678 et déclaration du 2 avril 1727, les chanoines titulaires de fonctions à la Cour (chapelle, oratoire, etc.) furent réputés présents en tous leurs bénéfices, offices et dignités dans toutes les Églises du royaume pendant la durée de leur service. Un délai de deux mois leur était imparti pour leur voyage d'aller et retour entre Paris et le lieu de leur prébende, sans préjudice ni diminution des congés, auxquels ils avaient droit pour vaquer à leurs affaires; enfin la dispense de stage leur était accordée, sous certaines réserves des statuts spéciaux de leurs Chapitres. Non seulement ces chanoines jouissaient de leurs revenus, mais ils participaient encore aux nominations de bénéfices et devaient « parvenir aux maisons canoniales » à leur rang (4).

Une disposition restrictive fut insérée dans la déclaration royale du 18 décembre 1740. Il était désormais interdit aux trésorier, chanoines et autres clercs de la Sainte-Chapelle de posséder conjointement avec leurs dignités, canonicats et offices des bénéfices à charge d'âmes ou sujets à résidence dans d'autres Églises (5).

Les chanoines de la Sainte-Chapelle se trouvaient ainsi déchus de tout privilège. Mais les autres clercs commensaux du Roi conservèrent leurs prérogatives; et jusqu'à la Révolution, on rencontra des membres du Chapitre de Chartres dans les services de la Maison de France (6).

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 41 et G, 239. La transaction est de 1581.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 13.

(3) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 17; et *eod. loc.*, 28 : arrêt du 16 nov. 1711 au profit de Brosseau.

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 33; B. m., R. c., ms. 1009-27, f° 219.

(5) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 32; B. m., R. c., ms. 1009-21, f° 173 r° (16 janvier 1741).

(6) Arch. dép., G, 131, C. II, QQ, 29 : v. une consultation intéressante de Piales sur le mode de calcul de la présence des chanoines privilégiés (sept. 1766); v. aussi sur les remplacements de collègue à collègue : Arch. dép., G, 284, f°s 30 et 31.

Le privilège des commensaux du Roi s'étendait même aux aumôniers des pages, gardes du Roi, chevaux-légers, cent suisses, etc.

2^o CHAPELAINS ET OFFICIERS DES PAPES. — Certains papes octroyaient, au mépris de leurs bulles, de larges exemptions de résidence aux chanoines de leur entourage. Innocent IV dispensa ainsi son chapelain Étienne de résider dans tous les lieux où il posséderait des bénéfices et notamment à Chartres, où il était chanoine (1); ce clerc fut même relevé du serment par lui prêté devant le Chapitre, aux termes duquel il s'était engagé à renoncer aux fruits de sa prébende en cas d'absence (1252) (2).

Le pape Jean XXI accorda le même privilège à un clerc de sa suite, Pierre de Talaru, chanoine de Chartres, ainsi qu'il apparaît dans un mandement apostolique adressé au Chapitre (3).

A la Cour de Rome et particulièrement à la Cour d'Avignon, vivaient beaucoup d'ecclésiastiques occupés dans les divers services; il fallait rémunérer ce personnel qui convoitait les grasses prébendes cathédrales. L'historien Souchet a noté avec tristesse les **réserves** de nomination aux canonicats de l'Église de Chartres, dont le Saint-Siège abusait parfois. Les cardinaux et autres dignitaires de l'entourage du Pape ainsi pourvus par faveur ne venaient que très rarement au chœur de Notre-Dame; mais ils percevaient néanmoins leur émoluments.

3^o ÉVÊQUES CHANOINES. — Certains évêques étaient chanoines dans des Églises étrangères à leur diocèse : en cette circonstance, ils ne pouvaient occuper simultanément leur siège pastoral et leur stalle capitulaire, aussi étaient-ils dispensés de résider dans leurs bénéfices canoniaux. Une attestation du Chapitre de Luçon relate que Miles d'Illicrs, évêque de Luçon, était en même temps doyen de Chartres. Comme il remplissait dans son diocèse les fonctions épiscopales, il fut autorisé à percevoir les revenus de sa prébende, sauf les distributions (1532) (4).

4^o COMMENSAUX DES ÉVÊQUES. — Ces chanoines furent exo-

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 2.

(2) L'annotateur de « l'Inventaire du Chapitre » a écrit l'observation suivante, sous le sommaire des bulles d'Innocent IV : « cette dispense tant de la résidence que de la tenue du serment est manifestement abusive et ne sert ici que de preuve du mauvais usage que ce pape faisait de son autorité. »

(3) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 3.

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 6; Arch. dép., G, 363.

nérés de la résidence par les papes, les conciles et les arrêts des cours de justice (1).

Une transaction signée le 2 juillet 1635 entre le Chapitre et Me Philippe de Cugnac, chanoine de Chartres et archidiacre de Blois, accordait à celui-ci la jouissance de sa prébende comme « étant *in comitalu* de l'Évêque », conformément à la sentence des Requêtes du Palais rendue le 3 décembre 1634 au profit de Cugnac (2).

La charte d'usages de 1330 (3) reconnaissait de l'Évêque le droit de prendre six chanoines à son service, sans que ceux-ci fussent privés de leurs fruits : *Episcopus potest habere sex canonicos qui suis insistendo obsequiis possunt lucrari fructus*. Selon des notes du chanoine Hincelin, l'Évêque avait deux membres de son Chapitre *in comitalu*, qui gagnaient leurs gros fruits et l'étiquette de matines, mais n'étaient pas inscrits sur la cédule du pointeur; quand ils étaient à Chartres et se rendaient à l'église, on leur allouait les distributions normales d'assistance.

5^e EMPLOYÉS PAR L'ÉVÊQUE AUX MISSIONS DU DIOCÈSE ET AUX PRÉDICTIONS. — Ils étaient censés présents au chœur, et on les considérait comme tels même pour les distributions. Ces chanoines devaient prouver par les certificats des curés ou des marguilliers qu'ils avaient effectivement rempli leurs fonctions. D'ordinaire, leur nombre était très limité; il fallait en effet laisser à l'Église de Chartres le personnel suffisant pour le service divin et les offices canoniaux. Un arrêt du Conseil d'État du Roi, en date du 30 octobre 1640, statua en ce sens dans une instance où était partie le Chapitre de Chartres (4).

6^e CHANOINES VICAIRES GÉNÉRAUX, ARCHIDIACRES, OFFICIAUX, PROMOTEURS. — Le Chapitre excusait leur absence quand elle était motivée par le service (5). Un certificat adressé par le Chapitre de Chartres au Chapitre de Luçon résumait les principales règles observées à l'égard de ces chanoines (6).

(1) Ducandas : *Obligations*, *op. cit.*, p. 36, avec indication des décrétales d'Alexandre III et d'Honorius III.

Arch. dép., G, 372 et charte d'usages insérée dans le *Cart. N.-D.*, II, CCCXCIII, p. 268. — V. aussi les *Mémoires du Clergé* : t. II, col. 953.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 18.

(3) Déjà citée. — V. *Cart. N.-D.*, II, CCCXCIII.

(4) *Nouv. Mémoires du Clergé*, t. II, col. 1001.

(5) V. la déclaration de l'Assemblée générale du Clergé de 1635 et l'arrêt du Conseil du Roi du 23 février 1636; *Mém. Clergé*, t. II, c. 997; Arch. dép., G, 363.

(6) B. m., R. c., ms. 1009-27, f° 115 v°; séance du samedi 15 avril 1758.

Les vicaires généraux, résidant à Chartres, étaient portés sur la cédule de tous les offices, à l'exception des matines, fondations royales, processions et chapitres généraux; les membres de l'officialité avaient dans le même cas des avantages analogues, à la condition d'avertir le Chapitre qu'ils étaient retenus par leur ministère. Les vicaires généraux, les membres de l'officialité, les archidiaques et tous les chanoines envoyés par l'Évêque « hors de la ville épiscopale dans les confins et pour l'utilité du diocèse » n'étaient pas réputés absents, à charge de prévenir la Compagnie avant leur départ et de justifier à leur retour avoir passé leurs journées à exécuter leur mission (1).

7^o AGENTS DES DIOCÈSES ET PROVINCES DÉPUTÉS AUX ASSEMBLÉES DU CLERGÉ, AUX ÉTATS ET AUX CHAMBRES ECCLÉSIASTIQUES DES DÉCIMES. — Tous les Chapitres admettaient l'exemption de résidence, avec maintien de leurs émoluments, au profit des chanoines délégués à ces hautes missions de confiance.

Cependant l'Assemblée du Clergé de France dut rédiger une déclaration le 26 septembre 1635, dans laquelle elle ordonna que tous les députés aux assemblées générales et provinciales du Clergé, les vicaires généraux, officiaux, promoteurs, archidiaques en visite, agents généraux du Clergé en exercice, les commis aux bureaux de décimes généraux et particuliers, les députés aux États généraux du royaume ou des provinces et pays d'État, et généralement tous les chanoines employés par les seigneurs, évêques ou chapitres pour le bien de l'Église jouiraient des revenus entiers de leurs prébendes ou canonicats, tant du gros que des distributions manuelles et quotidiennes, comme s'ils étaient effectivement présents. Un arrêt du Conseil d'État du 23 février 1636 confirma officiellement la déclaration de l'Assemblée du Clergé, dont il adopta les termes dans son dispositif. Cet arrêt intervint sur les requêtes des sieurs Saint-Mars, la Barde et Berthier, agents généraux du Clergé de France, auxquels s'étaient joints Jean Edeline et Louis d'Estampes, chanoines de Notre-Dame de Chartres et députés de ce diocèse (2).

(1) Diverses difficultés s'élevèrent au sujet de la dispense des membres de l'officialité : le 29 mars 1735, le Chapitre, révoquant une précédente ordonnance, refusa la présence à deux chanoines et prescrivit que celle-ci ne fût plus accordée aux officiaux, vice-gérants et promoteurs. Il revint toutefois sur cette décision en juillet 1735 : v. B. m., R. c., ms. 1009-18, f^{os} 272 r^o et 315 r^o. — Pour le promoteur, v. B. m., R. c., ms. 1009-16, f^o 25 v^o.

Par délibération du 4 janvier 1783, il fut enjoint aux vicaires généraux de faire une déclaration au pointeur, lorsqu'ils devaient s'absenter pour leur service; v. Arch. dép., G, 333, f^o 755 v^o.

(2) Arch. dép., G, 363; *Nouv. Mém. du Clergé*, t. II, col. 997.

Quelques années plus tard, un arrêt du [Conseil privé du Roi accorda au sieur Matharel, chanoine de Chartres et promoteur de la Chambre ecclésiastique de Paris, tous les droits des résidents, même le droit de présentation aux bénéfices, à l'exception des distributions manuelles et de la lamproie (1) (19 octobre 1638 4 janvier 1639).

8° CHANOINES MAGISTRATS DANS LES COURS SOUVERAINES OU DANS LES BAILLIAGES ET SIÈGES PRÉSIDIAUX. — Leur privilège de non résidence n'était pas discuté. Des lettres patentes du roi Charles VI, adressées au Chapitre de Chartres, exonéraient de la résidence habituelle Philippe de Boisgiloud, chanoine de Notre-Dame et conseiller au Parlement, et elles lui allouaient tous les produits de sa prébende, sauf les distributions manuelles (1402) (2). Une ordonnance capitulaire du 8 février 1600 reconnut aux chanoines conseillers au Parlement de Paris la jouissance intégrale des gros, collocations et autres fruits de leurs prébendes avec exemption de stage et résidence; toutefois les nouveaux chanoines n'étaient pas dispensés de verser aux abbé et religieux de Saint-Jean le premier gros de leur prébende (3).

Les distributions d'assistance n'étaient pas accordées à ces chanoines. Un arrêt du Parlement, en date du 31 janvier 1606, débouta de leurs prétentions deux chanoines conseillers au Parlement, qui avaient réclamé leurs distributions manuelles ou des équivalents ainsi que la lamproie, ces émoluments étant réservés à ceux qui faisaient résidence réelle (4). Une ordonnance capitulaire du 20 octobre 1677 décida toutefois que François Gobineau, chanoine et avocat du Roi au bailliage et siège présidial de Chartres, serait tenu « présent au chœur » toutes les fois qu'il exercerait les fonctions de son office (5).

9° CHANOINES PROFESSEURS DANS LES UNIVERSITÉS ET CHANOINES ÉTUDIANTS. — La décrétale du pape Honorius III était très nette : « *Docentes vero in Theologica Facultate, dum in scholis docuerint...*

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 19 et G, 363. — V. dans cette liasse un intéressant mémoire du Chapitre de Chartres contre Matharel. Les chanoines députés aux Conseils étaient pareillement dispensés de résidence et assistance.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 5, f° 14 v°.

(3) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 14, f° 15 v°.

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 16, f° 15 v°.

(5) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 25, f° 16 v°; v. encore nos 26 et 30. — Cf. B. m., R. c., ms. 1009-18, f° 374 r° et 1009-19, f° 91 r° : affaire de Gueau, conseiller clerc au Parlement; le Chapitre discutait encore sur les exemptions et droits de Gueau, lorsque celui-ci mourut.

percipiant provenlus praebedarum et beneficiorum suorum, non obstante aliqua contraria consuetudine vel statuto, cum denario fraudari non debeant in vinea Domini operantes». (1) Le Concile de Trente renouvela ces dispositions; en outre, les canonistes faisaient bénéficier de l'exemption de résidence non seulement les chanoines professeurs d'Écriture Sainte ou de théologie, mais encore ceux de droit canon (2). A Chartres, le privilège de non-résidence des professeurs fut la source de plusieurs différends. Le chanoine Boust avait demandé à être exonéré du stage et à être réputé présent en sa qualité de professeur de théologie; le Chapitre rejeta la requête de Boust qui fut cependant accueillie par un arrêt du Conseil du Roi (1666). Le Chapitre prit bonne note de cette jurisprudence et accorda à M. Robbe, ancien professeur de théologie à Paris, le droit de surseoir à son stage et de percevoir ses gros fruits et l'étiquette de matines (3). Une instance fut engagée en 1639 entre le Chapitre et le principal du collège Pocquet, Me Michel Martin, qui se déclarait exempt d'assister aux chapitres généraux de Purification à cause de son emploi (4). En 1779, M. Paillard, chanoine et professeur en théologie au collège de Navarre, entendait toucher ses distributions, lamproie et gros fruits, au besoin comme commensal du Roi. Le Chapitre s'y opposait, sous prétexte que les réclamations de Paillard étaient exorbitantes et que le nombre des privilégiés était rempli. Un arrêt du 27 mai 1781 condamna néanmoins le Chapitre. Avant même de consulter ses avocats sur les chances d'un pourvoi, la Compagnie délivra à Paillard sa part de lamproie (5).

Quant aux **chanoines étudiants**, M. Clerval observe que, dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'usage était né d'accorder à ces jeunes clercs les fruits d'une prébende pour les aider à poursuivre leurs études (6). C'était une sorte de pension scolaire; elle ne pouvait entraîner l'obligation de résidence. Vers 1216, le pape Honorius III, confirmant du reste une ordonnance du Chapitre, octroya le bénéfice de la présence aux chanoines étudiants en théologie, en même temps qu'à leurs maîtres : *Studentes... per annos quinque percipiant provenlus praebedarum* (7). En 1314, le mardi après le

(1) *In cap. sup. spec. de magistris*, lib V, tit 5.

(2) Conc. de Trente, sess. 5, c. I, *de reform.* — V. Fagnan : livre V : *Decret. cap. super specula*.

(3) Arch. dép., G, 363.

(4) Arch. dép., G, 131, C. II, JJ, 14, 42.

(5) Arch. dép., G, 332, f^{os} 32, 45, 65, 67 et 123; G, 383, f^o 506 r^o.

(6) *Op. cit.*, *Écoles*, pp. 307, 308.

(7) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 1. Les gros fruits étaient seuls compris dans le privilège, à l'exclusion des distributions quotidiennes.

dimanche de *Laetare*, sur la seule lecture d'un certificat émanant de l'évêque de Terracine et du maître du couvent Saint-François de cette ville, le Chapitre de Chartres laissa jouir de sa prébende le chanoine Barthélemy de Tribes, qui travaillait à la Faculté de théologie de Terracine (1). Quelques années plus tard, un statut capitulaire comptait comme temps de résidence le séjour d'un chanoine de Chartres dans une Université; mais si ce chanoine possédait un bénéfice au lieu de ses études, encore qu'il ne le desservît pas, il perdait tout privilège et ne pouvait plus percevoir les fruits et revenus de son canonicat de Chartres (2). Le Chapitre accordait les mêmes exemptions aux étudiants des Universités, écoles de Chartres ou établissements des religieux : Dominicains, Franciscains, Augustins et Carmes (3).

Les chanoines étudiants avaient droit aux produits de leur prébende et à certaines distributions accessoires attachées aux anniversaires, processions, etc. Le Chapitre leur allouait à ce titre une pension de quarante livres qui fut dans la suite réduite à trente (4). Une attestation authentique du chef de l'institut d'enseignement était requise par le Chapitre; elle devait indiquer le genre d'études suivies et contenir tous renseignements utiles sur l'assiduité de l'élève et la durée des cours, *ad finem quod fructus, redditus et proventus omnium beneficiorum suorum ecclesiasticorum que in quibusvis ecclesiis obtinet sive locis, quotidianis distributionibus duntaxat exceptis, lucretur et percipiat integraliter, in dicto studio residendo* (5).

Au xvi^e siècle, le Chapitre prit une délibération importante dans laquelle il fixa la portion des chanoines non encore *in sacris* qui, avec l'agrément de la Compagnie, fréquentaient l'Université de Paris et y apprenaient les belles lettres, la grammaire et les arts. Au lieu de fruits et émoluments divers, ces chanoines reçurent désormais une pension annuelle de cent cinquante livres tournois, portée à deux cents livres pour les élèves des cours de théologie, payable moitié à la Saint-Jean et moitié à Noël. En outre, ils étaient dispensés d'acquitter « le droit de maison canoniale » et d'accomplir leur semaine « tant qu'ils vacqueroient sans faute à leurs études » (6). Un arrêt du Parlement, en date du 25 juin 1567, obligeait les jeunes cha-

(1) B. m., R. c., ms. 1008, f^o 13.

(2) B. m., R. c., ms. 1008, f^o 191; v. aussi B. m., R. c., ms., 1007-1, f^o 200.

(3) B. m., R. c., ms. 1007-2, f^o 204 et 1008, f^o 63.

(4) B. m., R. c., ms. 1007-3, f^{os} 58 v^o, 63 et 67.

(5) B. m., R. c., ms. 1008, f^o 212 v^o.

(6) Arch. dép., G, 297. Le droit de maison canoniale dont il est parlé au texte s'élevait à trente livres, *pro domo non habita*.

noines à étudier es Universités » jusqu'à ce qu'ils fussent prêtres ou eussent atteint l'âge de vingt-quatre ans; il leur était servi une pension de deux cents livres et ils étaient exonérés des charges des prébendes (1). Une sentence des Requêtes du Palais avait condamné le Chapitre à payer son gros au chanoine Jean Oury, pendant ses études (1596); sur appel, le Chapitre obtint un arrêt d'infirmité qui maintint les usages de l'Église (2).

Dans une lettre adressée en 1699 au Chapitre d'Autun, le Chapitre de Chartres précisait que seules étaient reconnues les études faites sous la direction d'un professeur et que le nombre des étudiants n'était pas limité (3).

Dans le cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, diverses réglementations de détail furent établies par le Chapitre. Nous ne pouvons les analyser ici (4). Depuis 1663, l'étiquette de matines avait été ajoutée aux émoluments des étudiants en théologie et droit canon; mais ces chanoines ne figuraient pas sur la table *ad praesentandum* pour la collation des bénéfices (5). Par délibération du 20 septembre 1727, la Compagnie statua que les chanoines *in sacris* accomplissant leur *quinquennium* jouiraient de tous les produits de leurs prébendes, mais elle leur refusa l'étiquette de matines (6).

Les chanoines qui entraient au séminaire pour se préparer aux Ordres étaient tenus présents pendant un an pour le sous-diaconat, six mois pour le diaconat et six mois pour la prêtrise (7).

10^e CHANOINES EMPLOYÉS AUX AFFAIRES DU CHAPITRE. — Ils étaient dispensés de la résidence lorsqu'ils étaient envoyés en mission au dehors de Chartres, tels les agents et sollicitateurs à Paris ou à

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 8, f^o 14 v^o. — V. aussi le n^o 9, concernant Claude Choppin et le Chapitre de Saint-Pierre-de-Gerberoye-en-Beauvoisis; v. encore la délibération du 1^{er} juillet 1582 (Arch. dép., G, 282, f^o 78). Le chiffre de la pension varia du reste et atteignit quatre cents livres en 1684 (Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 21).

(2) Arch. dép., G, 363. Par arrêt du Parlement du 16 mars 1663, rendu au profit de Jean Robert, bachelier en théologie, professeur de philosophie à l'Université de Paris, chanoine et prévôt de Normandie en l'Église de Chartres, la Cour porta la pension dudit Robert à huit cents livres par an (Arch. dép., G, 131, C. I, M, n^o 36, f^o 17 bis r^o).

(3) Arch. dép., G, 363.

(4) V. une ordonnance du 16 septembre 1713, confirmée par le Chapitre général de la Purification 1714, accordant aux étudiants en licence six mois avant et après leur examen, avec pension ou gros fruits.

(5) B. m., R. c., ms. 1009-11, f^o 157 r^o.

(6) B. m., R. c., ms. 1009-15, f^os 99 r^o et 142 r^o.

7) Arch. dép., G, 298, R. c., 1724-1726.

la Cour des Papes, les délégués aux Conciles ou aux assemblées du Clergé et des États. Certains commis aux affaires capitulaires, demeurant à Chartres, étaient cependant déchargés du point : p. ex., l'officier général (1), les commis à la réforme du bréviaire pendant leur travail (2), etc.

11^o CHANOINES PÉLERINS. — L'exemption dont ils bénéficiaient était très ancienne. Le règlement de septembre 1222 et la charte d'usages de 1330 en faisaient mention (3). En août 1676, le Chapitre accorda au sieur abbé de Courcelles, chanoine de Chartres, la permission d'entreprendre le voyage de Rome et de Lorette (4) sans perdre ses émoluments, à charge de rapporter un certificat authentique de ces deux voyages. Citons aussi les privilèges de présence octroyés aux chanoines Chevallier et Olivier et à l'archidiacre de Vendôme, M. Emmanuel de Grossoles de Flamarens (5).

12^o CHANOINES EN PROCÈS AVEC LE CHAPITRE. — Cette cause d'exemption de résidence n'était pas absolue ; il fallait éviter les abus et montrer quelque sévérité dans l'appréciation des cas de dispense invoqués. En effet, comme le remarquait Ducandas, « un chanoine qui n'aimeroit pas la résidence inventeroit des prétextes pour plaider son Chapitre et, quelque puisse être le chanoine, c'est toujours favoriser le plaideur, c'est l'exciter à troubler l'union et la paix, seules capables de maintenir l'ordre et la régularité dans un Chapitre » (6). Aussi exigeait-on que la cause des chanoines plaideurs fût fondée, au moins « en apparence ». La perte du procès importait peu, si les raisons qui avaient motivé l'introduction de l'instance n'étaient pas dénuées de toute logique ou entachées de fraude. Par arrêt du Parlement, rendu le 7 octobre 1662 entre le Chapitre et le chanoine Jean de Fontenay, il fut ordonné à titre provisionnel que M. de Fontenay jouirait des fruits de sa prébende et aurait voix délibérative dans toutes les assemblées du Chapitre ordinaires et extraordinaires, comme les autres chanoines, bien qu'il fût en procès

(1) V. *supra*, p. 165.

(2) Arch. dép., G, 332, f^o 391 v^o.

(3) V. *Cart. N.-D.*, II, CCXL, p. 99 et CCCXCIII, p. 269 : *Item canonicus, facta prima residentia, potest lucrari fructus suos, morando in Curia Romana, in peregrinatione vel in scolis.*

(4) Arch. dép., G, 131, C. I, M, 24.

(5) B. m., R. c., ms. 1009-29, f^o 413 r^o.

(6) Arch. dép. G, 436, *Mémoire, aff. du Chapitre de Noyon*, p. 44.

avec la Compagnie (1). Une transaction conclue entre le Chapitre et le chanoine Honoré de Mitre, au sujet de diverses réparations de prêtres, objet d'un litige entre eux, accorda à M. de Mitre la présence au chœur pendant la durée de l'instance (2). Cependant, dans la séance du 28 mars 1715, le Chapitre statua qu'un doyen plaidant dans une affaire où le Chapitre avait pris fait et cause pour l'autre partie ne devait pas être réputé présent (3).

13^o CHANOINES TITULAIRES DE CANONICATS DANS PLUSIEURS ÉGLISES. — Ils ne pouvaient évidemment satisfaire à l'obligation de résidence en chacune d'elles (4). Une déclaration du roi Charles IX, donnée en faveur du clergé de Chartres, exigeait seulement de ces ecclésiastiques une résidence effective dans un de leurs bénéfices. Il leur suffisait de tenir les autres par un clerc capable commis par leurs soins, « dont ils prendroient acte de leur Évêque » (24 février 1561) (5).

14^o CAS DE FORCE MAJEURE : **troubles et guerres; épidémies, maladies, infirmités et accidents.** — Quand la sécurité des chanoines était en danger, il y avait un cas d'exemption de résidence, conforme du reste aux préceptes canoniques.

Citons la dispense accordée par le Pape au Chapitre de Chartres, lorsqu'il dût se réfugier à Mantes à la suite de l'assassinat du chantre Renaud de l'Épine et des violences exercées par la population char-

(1) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 22.

(2) Arch. dép., G, 131, C. I, M, n° 23.

(3) B. m., R. c., ms. 1909-12, f° 37.

(4) C'était une des tristes conséquences de la **pluralité des bénéfices**.

(5) Arch. dép., G, 131, C. VIII, B, n° 10, f° 221 v°. Nous devons signaler en terminant quelques cas de non résidence moins fréquents et très curieux : on relève dans le registre capitulaire de l'année 1318 que le Chapitre permit aux chanoines **amateurs de chasse** de se rendre dans les bois du Chapitre à Ingré quand ils voudraient et il fut précisé qu'ils percevraient pendant quinze jours leurs distributions, *insistendo in venatione seu venari faciendo* (Arch. dép., G, 375, f° 69).

Certains chanoines étaient **médecins** et ils obtenaient des dispenses de résidence pour l'exercice de leur art : le samedi avant les Rameaux 1309, le Chapitre autorisa Me Jean Claude, *apoticarius fisicus* de la comtesse de Montfort, à n'accomplir qu'un mois de stage, afin qu'il pût retourner soigner cette dame (B. m., R. c., ms. 1007-1, f° 68).

Au chapitre de la Purification 1369, on prit cette décision : « vu l'utilité générale de l'Église et des personnes de l'Église, de la ville et de la patrie chartraine, dans le but de le faire résider dans cette cité de Chartres, le Chapitre accorde à Jean d'Auxerre, maître en médecine, chanoine de Chartres, la faculté de percevoir toutes ses distributions comme s'il était présent, en visitant les malades de l'Église, de la ville et de la banlieue. Il devra cependant selon la coutume dire qu'il a été empêché... » (B. m., R. c., ms. 1007-3, f° 2).

traîne contre les personnes de la Compagnie (1). Lors des guerres de religion et des incursions des hérétiques, la désolation de l'Église de Chartres était grande ; les règles de la résidence furent souvent oubliées. Divers fléaux venaient en ces temps « jeter la panique et la mort » dans les villes et agglomérations : les épidémies et notamment la peste. Aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, les chanoines sollicitèrent et obtinrent de nombreuses autorisations d'absence, « à cause de la mortalité régnante » (2).

Il est impossible d'énumérer et analyser ici les multiples ordonnances qui fixèrent le « statut des **malades** » (3). Nous donnerons seulement les points essentiels de cette réglementation complexe. Lorsqu'un chanoine était malade ou avait été victime d'un accident et qu'il ne pouvait quitter la chambre, il devait aviser aussitôt la Compagnie et lui envoyer un certificat de médecin attestant son état. Le Chapitre déléguait un ou plusieurs de ses dignitaires ou de ses membres pour visiter l'absent et rendre compte de sa véritable situation de santé. Le chanoine était indiqué « malade » et figurait comme tel sur la cédule du pointeur. Dès son rétablissement, il venait personnellement faire une déclaration au Chapitre. S'il était convalescent et avait besoin de « prendre l'air », sans sortir de la ville et des faubourgs ou bien s'il désirait se rendre « à la campagne », dans sa famille ou « son pays natal », l'intéressé sollicitait de l'Assemblée une autorisation valable quinze jours ou plus, suivant les cas. Pour les voyages aux « eaux, bains, sources minérales... », il était accordé trois mois. Un certificat de médecin devait démontrer la nécessité du déplacement ; la preuve de l'exécution du traitement était rigoureusement exigée par le Chapitre au retour du chanoine.

Les malades habituels et les infirmes écrivaient de trois en trois mois au Chapitre et joignaient à leur lettre une attestation médicale. Il leur était interdit de se promener en ville et de découcher sans la permission du Chapitre.

Les chanoines saignés avaient droit à trois jours d'absence et les chanoines purgés, à quatre jours.

Les chanoines, privilégiés ou non, qui tombaient malades en dehors de Chartres, prévenaient immédiatement le Chapitre par l'envoi

(1) V. Privilège d'Innocent IV, B. m., ms. 1162, f^os 76, 78, 79 ; Arch. dép., G, 181, C. X, A, 5 bis ; *Cart. N.-D.*, II, CCCXVI.

(2) De Lépinos, *Hist. de Chartres*, t. II, p. 49. V. séance du 23 juillet 1516 : les absents en temps de peste gagnèrent tout, sauf les distributions manuelles.

(3) V. entre autres : Arch. dép., G, 298 ; G, 329, f^os 485 et s. ; G, 331, f^os 733 et s. ; B. m., R. c., ms. 1009-24, f^o 14 v^o ; 1009-28, f^os 307 et 308 r^o ; 1009-30, f^os 208-210 ; 1009-31, f^o 365 bis. De nombreuses modifications furent apportées aux divers règlements ; en dernier lieu, on avait supprimé les attestations périodiques.

d'un certificat signé d'un praticien. La Compagnie les faisait visiter par des commissaires, à moins qu'ils ne fussent trop éloignés de la ville. Ils étaient tenus présents; mais à leur arrivée, ils devaient apporter au Chapitre la preuve de leur maladie et de l'impossibilité pour eux de rejoindre Chartres en temps de droit. Le Chapitre n'admettait pas de vagues déclarations comme: « obligation de continuer le traitement » ou bien « M. N. est fort incommodé »; il fallait que le chanoine n'eût pu « sans danger » entreprendre le voyage de retour. Il fut ainsi statué à l'encontre de l'archidiacre de Vendôme en 1770 (1).

Des registres spéciaux confiés aux secrétaires contenaient toutes les renseignements relatifs aux malades (2).

(1) Arch. dép., G, 330, f° 14 v°.

(2) A Bayeux, tous les dignitaires, sauf les archidiacres et le chancelier, étaient soumis à une rigoureuse obligation de résidence. Parmi les chanoines, quelques privilégiés et forains accomplissaient seulement une année de résidence au début de leur canonicat; ils n'occupaient ensuite leur stalle au chœur de l'église que pendant quatre mois par an. Les étudiants étaient même dispensés de ce séjour. Une retenue d'un vingtième des fruits de la prébende au profit du Chapitre réprimait les infractions. L'assistance aux offices de jour et de nuit était sévèrement imposée aux chanoines; une nuit de repos par semaine était toutefois tolérée (*op. cit.*, p. 118).

Les chanoines de Notre-Dame de Paris devaient être présents à tous les offices et à toutes les séances capitulaires, sauf dispenses. En 1173, le pape Alexandre III avait réduit à quatre marcs d'argent la portion des chanoines qui ne seraient pas assidus pendant six mois au moins aux exercices de leur ministère (Guérard, *Cart. N.-D.*, prol., p. cvi; Meuret *op. cit.*, p. 10).

Suivant un règlement de 1201, six mois de présence étaient exigés des chanoines d'Orléans, pour la perception de leurs fruits (F. de Villaret, *op. cit.*, p. 508).

Le 15 Mars 1922.

Vu : *Le Président de la Thèse.*

P. FOURNIER.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	VII
Sources : imprimées générales	IX
Sources : imprimées locales	X
Sources : manuscrites avec noms d'auteur	XII
Sources : manuscrites anonymes	XIII
Index des abréviations	XVI
 Chapitre	
— I. Généralités; nombre de chanoines	1
— II. Conditions générales d'admission	4
— III. La collation	21
— IV. Les serments et l'installation	34
— V. De quelques chanoines privilégiés	38
— VI. Les Dignités en général	42
— VII. Le Doyen	45
— VIII. Le Chantre	71
— IX. Le Sous-Doyen	80
— X. Le Sous-Chantre	85
— XI. Le Chambrier	87
— XII. Le Chancelier	92
— XIII. Les Archidiacres	100
— XIV. Les Prévôts	112
— XV. Le Chevecier	123
— XVI. Le Précepteur et le Théologal ; la prébende préceptoriale et la prébende théologale	130
— XVII. Le personnel subalterne : I) les habitués du Chapitre : chantres, heuriers, matiniers, clerc de l'Œuvre, chanoines de Saint-Piat et de Saint-Nicolas ; II) les marguilliers clercs et laïcs et autres serviteurs : queux, sous-queux, portier, éteigneurs de chandelle, enfants d'aube ; III) les huis- sier, sous-huissier, suisse, gens d'armes	135

Chapitre XVIII. Le personnel d'administration du Chapitre..	155
— XIX. Les chapitres ordinaires et généraux ; le Synode Capitulaire	167
— XX. La rémunération des chanoines : prébendes et distributions.....	180
— XXI ET DERNIER. L'obligation de résidence et d'as- sistance dans l'Eglise de Chartres.....	219
Table des Matières	239

